

جامعة تونس الأولى

منشورات المعهد الأعلى لتاريخ الحركة الوطنية

UNIVERSITE DE TUNIS I

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT SUPERIEUR D'HISTOIRE
DU MOUVEMENT NATIONAL

*La résistance armée en Tunisie
aux XIXe et XXe siècles*

تونس 1995

TUNIS

1995

UNIVERSITE DE TUNIS I
PUBLICATIONS DE L'INSTITUT SUPERIEUR D'HISTOIRE
DU MOUVEMENT NATIONAL

Actes du
VII^e Colloque International
sur
*La résistance armée en Tunisie
aux XIX^e et XX^e siècles*

tenu les 18, 19 et 20 novembre 1993
à l'Hôtel *Le Diplomate* — Tunis

Textes réunis et préparés pour la publication, par l'Unité des Lieux
de Mémoire et des Musées et l'U.E.R. Archivistiques
(Coordination : Hédi JALLAB)

Tunis 1995

TABLE DES MATIERES

Allocution de bienvenue de Monsieur **Ammar MAHJOUBI**, Directeur de l'Institut (*voir texte dans la partie arabe page 5*)

Allocution d'ouverture de Monsieur **Abdelkader MEHIRI**, Président de l'Université de Tunis I (*voir texte dans la partie arabe page 11*)

Sources

La résistance armée à travers les archives microfilmées de l'I.S.H.M.N... présentation de l'inventaire et des cartons. Unité d'Etudes et de Recherches Archivistiques (I.S.H.M.N)	9
La frontière Algero-Tunisienne pendant la guerre d'Algérie dans les archives militaires de Vincennes Annie Rey GOLDZEIGUER ...	41
Les Hmamma et les Beni Zid dans la guerre de libération nationale, d'après les sources orales, Adnen MANSAR	91
Histoire orale et violence dans le nationalisme tunisien : témoignages de paysans et de militants du Cap Bon (1949-1955), Ahmed JDEY ..	121

Les formes, foyers et typologie

Soulèvements tribaux et ingérences étrangères dans les Steppes Tunisiennes: 1854-1943, André MARTEL	141
La révolte de Ghouma El-Mahmoudi dans le sud tunisien : alliances tribales et ingérences étrangères, Abdelmajid KRAIEM (<i>voir texte dans la partie arabe</i>)	155
La résistance armée en Tunisie, aux XIXe et XXe siècles : cas de Beni Zid dans la région de l'Aradh, Mahmoud FAROUA (<i>voir texte dans la partie arabe</i>).	157
Transports et résistance anticoloniale en Tunisie, Chantal Chanson JABEUR	159
Les mouvements clandestins à Tunis de 1945 à 1947, Khaled ABID (<i>voir texte dans la partie arabe</i>).....	171

Le contenu des études présentées et les opinions exprimées dans cet ouvrage n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

*Lectures et représentations
de la résistance armée*

Le 1er novembre 1954, fatalité de l'histoire, fatalité des historien ? Essai de lecture d'un événement fondateur, Fouad SOUFI	175
--	-----

*Comparaisons et interactions
des mouvements de résistance armée*

La résistance violente des étudiants zeitouniens entre 1952 et 1954, Mohamed DHAIFALLAH (<i>voir texte dans la partie arabe</i>)	203
L'insurrection du 20 août 1955 : De la résistance armée à la guerre du peuple, Charles Robert AGERON	205
L'écho de la résistance armée tunisienne à l'occupation française dans la presse égyptienne, Mustapha HASSEN (<i>voir texte dans la partie arabe</i>).....	225
Les guerres de résistance au Vietnam aux XIXe et XXe siècles, Trinh VAN TAO	227

SOURCES

**La résistance armée à travers
les archives microfilmées de l'I.S.H.M.N.
présentation de l'inventaire et des cartons**

1. — Limites de l'inventaire :

Cette prospection archivistique conçue autour du thème du VII^e colloque de l'*Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National* est la participation de l'*Unité d'Etudes et de Recherches Archivistiques* à l'évaluation du thème de «la résistance armée en Tunisie aux XIX^e et XX^e siècles» à travers le fonds microfilmé consultable par les chercheurs.

Ce fonds, provenant de trois lieux de conservation d'archives françaises concernant l'histoire de la Tunisie contemporaine, s'élève actuellement à un total de 4658 cartons et 2457 bobines, toutes séries et fonds confondus. La masse, encore incomplète de ce gisement en cours de constitution, justifie un premier défrichage pour les chercheurs intéressés par ce thème. C'est à eux qu'est destiné cet inventaire, incomplet certes mais éclairant quant à la place de ce thème parmi les questions qui se sont posées au fur et à mesure de la gestion des affaires tunisiennes par l'administration coloniale (et même avant l'occupation de Tunisie) et, ensuite, dans le classement qui a été fait a posteriori par les archivistes.

216 cartons et/ou dossiers touchant directement ou indirectement au thème de la résistance armée en Tunisie ont été recensés dans les 3 fonds d'archives suivants :

— fonds du Ministère français des Affaires Etrangères :

- Séries du fonds général (Quai d'Orsay, Paris);
- Fonds de la Résidence (archives diplomatiques, Nantes);

— Fonds du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT),
Château de Vincennes :

- Sous-série 2H Tunisie

— Fonds des Archives Nationales d'Outre-Mer, (ANAOM),
Aix-en-Provence :

- Sous-série 25H Tunisie;
- Sous-série 26H Tunisie.

La fourchette chronologique «couverte» par ces fonds s'étend de 1830 à 1958, mais l'importance, la nature et l'abondance des informations sont variables d'une série à l'autre.

2. — Les pistes

Le terme de «résistance armée» apparaît très rarement dans les titres des cartons; sélectionner à travers d'autres mots-clés est une manière de restituer tous les faits qui peuvent être perçus maintenant comme des actes, événements et phénomènes de résistance. Seuls quelques cartons évoquant explicitement l'usage, la découverte d'armes (contrebande) ou parlant de «révolution armée» permettent de qualifier ces mouvements de résistance armée. En fait, d'autres termes se retrouvent à travers les titres d'inventaires et forment une «nébuleuse» autour de ce thème; les plus usités sont : agitation, soulèvement, révolte, insurrection, dissidence (surtout après 1881), troubles, razzias, mouvements de tribus, réactions de tribus à l'occupation, sécurité/insécurité...

Un terme, en relief ou en creux les accompagne tous : c'est le mot «tribus» !

Une place particulière est accordée aux incidents sur les frontières du territoire tunisien et on retrouve même des mentions d'événements en Algérie (révolte de Bou Amama), en Tripolitaine, au Maroc. Il ne faut pas négliger les cartons titrés : *campagne*, *expédition*, *conquête* ou *occupation de Tunisie* et, vers la fin de notre période, les cartons concernant diverses opérations militaires, le maintien de l'ordre, etc...

3. — Les moments :

Cinq moments forts de la «résistance armée» apparaissent à travers ce recensement archivistique.

a - *La période précoloniale est marquée par :*

* les révoltes fréquentes des tribus tunisiennes contre l'autorité du Bey et apparaissent comme des mouvements cycliques, souvent en réaction contre des mesures fiscales : 1839, 1840, 1843, 1854, 1855, 1864, 1866, 1867, 1874.

La Série *Correspondance politique* (du fonds du M.A.E.) contient l'essentiel de ces cartons : attentifs à la situation dans la Régence de Tunis depuis leur installation en Algérie, les Français s'informent, par l'intermédiaire de leurs consuls en poste dans la Régence de Tunis, de l'évolution de la situation politique et militaire de la Régence et notamment sur les mouvements des tribus.

* L'affrontement (souvent armé) des tribus frontalières avec les troupes françaises en Algérie où la collision avec certains mouvements de résistance algérienne est fréquent. Les faits divers se confondent souvent avec les mouvements collectifs : les cartons de la sous-série *25H Tunisie* (ANAOM) évoquent le détail de ces mouvements déclenchés entre 1830 et 1881 dans ces zones dites «d'insécurité» (zones-refuges pour les insurgés selon l'opportunité du moment et des alliances en liaison avec la fixation du tracé de la frontière tuniso-algérienne).

b) *La période de l'occupation militaire de la Régence* (1881-1884) est largement couverte par plusieurs séries, la plus importante étant la sous-série *2H Tunisie* du SHAT. Les cartons recensés évoquent la résistance à l'occupation militaire dans les différentes régions (notamment dans le sud), l'indemnité de guerre infligée aux «insurgés» (1882), les conditions de «l'aman» qui leur est accordé. Par ailleurs, la *Nouvelle Série Tunisie* (1882-1917) (Quai d'Orsay) complète la série *Correspondance politique*. L'année 1885 marque la fin de l'insurrection «déclarée» et le retour d'une grande partie des «dissidents» réfugiés en Tripolitaine. L'affaire de Kasserine en 1906 a eu un certain écho auprès de l'administration qui dépasse son importance réelle : quelques cartons de la *Nouvelle série Tunisie 1882-1917* retracent les étapes de cette révolte et présentent l'homme qui en a été l'instigateur (Ben Othman). La même série contient des documents sur les incidents du Djellaz (1911).

c — *La révolte du sud (1914-1915)*, déclenchée en pleine guerre et faisant suite à l'insurrection des tribus du sud algérien, a retenu, par sa gravité, l'attention des autorités coloniales. Le déroulement de la résistance et sa répression sont relatés essentiellement dans deux séries complémentaires : la *Série guerre 1914-1918* (Quai d'Orsay) et la *sous-série 2H Tunisie* (SHAT).

d — *La révolte des Mérazigue déclenchée en 1943* dans une autre région du Sud (qualifiée ici de «dissidence du Sud») est rapidement réprimée par l'aviation notamment. Les cartons de la série *Guerre 1939-1945, Alger* (Quai d'Orsay) ou du *fonds de la Résidence* (Nantes) rendent compte des différents épisodes de cette révolte.

D'autres mouvements localisés sont signalés en 1947-1948 comme celui né au Sahel (Zeramdine) dont on trouve les traces dans la série *Tunisie 1944-1949* (Quai d'Orsay) ou dans le *fonds de la Résidence* (Nantes).

a — *Les mouvements de résistance armée des années 50* sont mentionnés dans la *Sous-série 2H Tunisie* (SHAT) : dans cette série (en cours de microfilmage), on trouve quelques indications officielles sur les mouvements fellaghas en 1955 du Commandement supérieur des Troupes de Tunisie (C.S.T.T.), une revue de la presse arabe tunisienne concernant les négociations sur l'autonomie interne, l'opposition au sein du Néo-Destour et la guerre d'Algérie.

Ministère français des Affaires Etrangères
Séries du Quai d'Orsay

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Série correspondance politique				
- La révolte des tribus tunisiennes et la riposte du Bey.	1839 - 1840	4	286	339
- Réactions des tribus tunisiennes et algériennes à la violation des frontières tunisiennes par les troupes françaises.	1843	7	288	263
- Révoltes et insurrections à l'intérieur et dans les montagnes de l'Ouest.	1843	8	288	301
- Incidents sur la frontière tuniso-algérienne.	1853 - 1954	14	291	282
- Mouvements et révoltes des tribus	1854 - 1955	15	292	313
- Mort du cheikh Ghouma et la situation de la frontière algérienne.	1858 - 1859	18	293	268
- Insurrection et révolte générale de la population tunisienne arabe.	1864	22	295	372
- Révolte générale de la population tunisienne et échec des tentatives de pacification.	1964	23	296	348
- Désarmement de la population et tentative de pacification de la situation (D.1.). Ben R'Dahoum passe la frontière algérienne après son attaque par le camp de Ali Bey et du Général Roustem (D.2).	1864 - 1864	24, D. 1-2	296	369
- Poursuites et punitions des révoltés.	1865	25	297	384
- Arrestation de Ali Ben R'Dahoum.	1865 - 1866	26	297	286
- L'emprisonnement de Ben R'Dahoum.	1866	27	298	326

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- Soulèvement de la population contre les mesures fiscales	1866 - 1867	28	298	291
- Insurrections et révoltes de tribus.	1874	41, D.2	306	284
- Troubles et insurrections sur la frontière algéro-tunisienne et à l'intérieur de la Régence et réactions françaises.	1881	55	316	279
- Soulèvement de la population tunisienne contre l'occupation française	1881	59, D.3	319	210
- Occupation militaire de Sfax, Gabès et Djerba	1881	60	320	389
- Résistance de la population tunisienne à l'occupation française.	1881	61, D.2	321	213
- Occupation militaire de Sousse. Insurrection des tribus et résistance populaire à l'occupation.	1881	62	322	307
- Insurrections et résistance populaire face aux rapports de coopération entre les autorités françaises et tunisiennes	1881	63	322	403
- Indemnités de guerre. Contributions de guerre imposées aux insurgés soumis (D.2).	1881	64, D1-2	323	252
- Contribution de guerre de Sfax et Kairouan	1881	65	323	313
- Situation politique, militaire et financière la Régence (D.1). Insurrections et résistance des tribus tunisiennes.	1884	67, D1-2	325	264, 187
- Opérations militaires (D.1) et réactions des tribus tunisiennes (D. 2-3).	1882	68, D1-3	326	188
- Conditions de l'aman accordés aux insurgés tunisiens.	1882	69, D.1	327	201

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- La situation militaire et politique des régions occupées (D.1). Débarquements des troupes françaises à Zarzis. Mouvements de tribus.	1882	70, D1-2	328	227, 252
- Mouvements des tribus tunisiennes.	1883	72	329	258
- Le mouvement insurrectionnel de Temerza.	1883	75, D.1	332	224
- Situation des tribus tunisiennes et mouvement des insurgés réfugiés en Tripolitaine	1884	79, D1-2	335	166, 176
- Situation politique et militaire de la Régence et attitude des tribus tunisiennes.	1884	80, D1-3	336	141, 82
- Mouvements des insurgés sur la frontière tripolitaine et leur rentrée en Tunisie.	1885	86, D.2	341	189
- Rentrée en Tunisie des tribus insurgées.	1885	87, D.1	341	163
- Situation des tribus du Sud.	1886	90, D.2	344	158
- Incident à Bou Amran entre un détachement des soldats français et des Tunisiens de cette localité (D.2) Affaires Taïeb Bey et autres (D.3).	1886	91, D2-3	345	111
Série : Nouvelle Série Tunisie				
- Répression des autochtones, sécurité, drapeau de la Tunisie.	1901 - 1902	21, D.1	122	123
- Insurrection et insécurité : Affaire de Kasserine et de Béjà 1906.	1906	25, D.3	p. 18	161
- Sécurité générale. Affaires de Kasserine.	1906	26, D.1	p. 18	69
- Sécurité : Trouble et agitation.	1907	27	p. 19	255
- Frontière tuniso-tripolitaine : agitations de tribus. Refoulement des tribus.	1891 - 1893	42, 43	p. 24	252, 236

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- Explorations, attaques et pillards.	1894 - 1895	44, D.2	186	71
- Agitations des tribus tripolitaines et tunisiennes. Violations de frontière. Organisation et occupation militaire du Sud-Est, Tozeur.	1886 - 1887	45	p. 25	288
- Agitations des tribus. Razzias Pacification du Sud.	1888	46	p. 25	265
- Affaires de tribus tuniso-tripolitaines, incidents. Dissidence de tribus, brigandages, refoulement de Tripolitains.	1890 - 1891	49	p. 27	216
- Affaires de tribus tuniso-tripolitaines, Arrestations, razzias, dissidence.	1891	50, 51	p. 27 p. 28	300 286
- Occupation militaire de la frontière tuniso-tripolitaine. Razzias.	1893 - 1897	56, 57 59, 60, 61	p. 30, 31 32, 33	296 293
- Agitations de tribus. Emigration de tunisiens et immigration de Tripolitains.	1897 - 1898	62	p. 33	276
- Emplacement des tribus tunisiennes. Refoulement des tribus tunisiennes.	1898 - 1900	63, 64	p. 34	306, 285
- Affaires de tribus tunisiennes en Tripolitaine.	1901 - 1902	65	p. 35	248
- Situation dans le Sud : Razzias. Restitution d'animaux.	1903 - 1906	66	p. 35	273
Violation de la frontière tuniso-tripolitaine et conflits armés à Aïn-Ghezal.	1906 - 1907	67	p. 35	270
Expédition de Morès dans le Sahara. Massacre du Marquis de Morès.	1896	77, 78	p. 39	203, 197
Délimitation de la frontière tuniso-algérienne. Agitation de tribus.	1901 - 1915	82	p. 40	163

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Troubles dans le sud	1915 - 1916	304	244	251
Historique des événements de l'affaire Kasserine-Thala.	1906	324	250	292
Commentaire de l'affaire de Thala par la presse.	1906	325	250	68
La presse coloniale de Tunisie et les événements de Djellaz.	1911 - 1912	330	251	256
<i>Fonds Nominatifs-Papiers d'Etat. Papiers privés.</i>				
<i>Papiers G. Alapetite :</i>				
Agitation tribale des Hammama et de Zlass.	1915 - 1916	2	493	256
Situation militaire au Sud tunisien, agitations armées en Tripolitaine.	1916	4	494	250
Situation militaire du Sud.	1916 - 1917	5	495	264
Situation militaire en Tripoliaine et au Sud.	1917	6	495	151
Agitations armées en Tripolitaine et troubles sur la frontière.	1914 - 1916	8, D.1	496	145
Résistance de tribus au Sud Tunisien.	1882	1/1	516	76
<i>Papiers Puaux</i>				
Boycottage des tramways et troubles du Djellaz.	1911 - 1921	9, D.2	486	224
<i>Série Guerre 1914-1918</i>				
- Insoumission des tribus sahariennes.	1914	1589	p. 65	203
- Insurrection des tribus dans le Sud algérien.	1914	1590	p. 66	214

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- Tribus insurgées dans le Sud algérien Rebellion des populations du Sud tunisien.	1914 - 1915	1591	p. 66	271
- Sécurité de la frontière tunisienne et algérienne.	1915	1593	p. 67	268
- Résistance armée.	1915	1594	p. 67	301
- Surveillance de la frontière (sud). Contrebande de guerre.	1915	1595	p. 68	289
- Opérations militaires à la frontière tuniso-tripolitaine.	1915	1596	p. 68	271
- Insurrection des tribus. Relations entre les insurgés tunisiens et libyens. Désertions des tribus makhzen. Evénements militaires dans le Sud tunisien.	1915	1597	p. 69	252
- Situation militaire dans le Sud tunisien. Désertions. Mouvement insurrectionnel dans le Sud tunisien.	1915	1598	p. 69	275
- Opérations dans le Sud tunisien.	1915 - 1916	1599	p. 70	881
- Situation politique et militaire du Sud tunisien. La Sénoussia et la résistance armée contre les puissances occidentales en Tripolitaine.	1916	1600	p. 70	300
- Situation politique et militaire du Sud tunisien.	1916	1601	p. 71	301
- Situation politique et militaire du Sud et de la frontière tuniso-tripolitaine.	1916 - 1917	1606	p. 73	281
- Passage clandestin de la frontière (Sud). Affrontements militaires. Aviation militaire en Tunisie.	1917	1607	p. 73	237
- Contrebande d'armes. Bombardement français de Nalout.	1917	1608	p. 73	246

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- Dissidence de tribus. Opérations militaires. Raids de l'aviation française contre l'Ouezzan. Tunisiens morts en Tripolitaine.	1917	1609	p. 74	208
- Contrebande saharienne. Officiers tunisiens envoyés en Tripolitaine	1917 - 1918	1610	p. 74	203
- Contrebande. Réfugiés tripolitains en Tunisie.	1918	1611	p. 74	228
Série Tunisie 1917-1940				
- Troubles au Sud tunisien. Répartition des troupes et maintien de l'ordre en Tunisie.	1917/8 - 1929/9	251, D.1	138	211
- Affaires militaires. Guerre et insécurité de Golfe de Gabès	1917/5 - 1930/1	259, D.1	139	160
Série : Guerre 1939-1945 - Alger				
- La dissidence dans l'Extrême-Sud.	1943/12 - 1944/10	867	p.3	236
- Détention et commerce d'armes	1943/06 - 1944/4/5	877	p.5	—
- Bombardement des dissidents tunisiens; affaires de Douz, Raf-Raf et Ras El-Djebel.	1944 4/11	878	p.6	262
- Dissidence du Sud.	1943/6 - 1944/9	882	p.7	136
- Dissidence des tribus du Sud. Opération de police contre les fallagas. Merazigue. Renforts de troupes de souveraineté et d'aviation. Bombardement des insurgés du Sud.	1943/11 - 1944/9	883	p.7	149
- Récupération d'armes.	1944	907	p.12	268
Série Tunisie 1944-1949 :				
- Représailles et répression contre la population de Zeramdine et de Beni Hassen	1946 - 1947	30	596	439

Ministère Français des Affaires Etrangères

Fonds de la Résidence

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- Incidents à la Goulette entre des tirailleurs de l'armée française et la population juive.	1920/7 - 1921/3	15551 (D. 4)	R.26	34
- Maroc, mouvement nationaliste et progression militaire au Maroc.	1920/2 - 1933/11	1570 A (1)	R.39	313
- Propagande anti-militariste.	1925/1 - 1929/11	1704 (D. 3)	R.97	274
- Armée française. Effectifs, recrutement. Ordres journaliers et rapports de police...	1920/3 - 1948/3	1760 D. 1/2	R.125	428
- Troubles fomentés par des déserteurs à Ras Djebel.	1922 - 1945	1767 (D. 2)	R.128	82
- Participation de l'armée de l'air au maintien de l'ordre.	1934/11 - 1937/07	1774 (D. 1)	R.133	173
- Participation de l'armée dans le maintien de l'ordre public.	1936/08	1781 (D. 3)	R.137	376
- Circulaires aux contrôleurs civils relatives aux permis de port d'armes.	1931/3 - 1935/12	1806 (D. 1)	R. 150	112
- Circulaires aux administrations portant sur : - Le maintien de l'ordre public - La sécurité intérieure.	1937/01 - 1949/12	1809 (D. 1)	R.152	166
- Lettres et instructions circulaires portant sur : - Le maintien de l'ordre public.	1947/03 - 1949/12	1809 (D.2)	R.152	141
- Réglementation de l'introduction du commerce, de la détention et du port d'armes en Tunisie. Collecte d'armes par les nationalistes tunisiens.	1936/11 - 1949/12	1888 (D.1)	R.212	184

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- Pénétration de gendarmes de la brigade de Tunisie en territoire algérien et arrestation d'Algériens.	1932/02	1937 (D.2)	R.252b	198
- Achats d'armes				
- Renseignements militaires sur la situation en Tripolitaine.		2251 (2) (D. 3)	R.495	617
- Combats en Cyrénaïque		(D. 4)		
- Déserteurs .		2301 (2)	R.325	550
Bombardement du Sud tunisien par l'aviation militaire française.	1938 1949	1778 (1) (D.1)	R.136	229
Appel à l'indépendance et l'organisation de la résistance tunisienne armée.	1943 1948	1845 (D.3)	R.182	172
L'affaire des Fellaguas de Zeramdine.	1948	1867 (2)	R.193	319
Mouvements de fellaguas.	1948 1949	1874	R.200	341

Service Historique de l'Armée de Terre (château de Vincennes)
Sous-Série 2H Tunisie

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Insurrection de 1864. Problèmes des frontières.	1864 - 1874	2H1, (D.4)	S.247	23
Enquête sur le pillage de Sfax.	1881	2H3 D.2	S.249	59
Expédition de Tunisie.	1881	2H4, D.5 2H5, D1-3	S.250	68,142 345 286
Dépêches concernant l'occupation des villes côtières tunisiennes, notamment Sfax, Gabès et Djerba; soulèvement des tribus du Sud.	1881	2H6 D.1-2	S.252	499
Opérations militaires en vue de l'occupation de villes tunisiennes. Insurrection de la population tunisienne (D.2). Mouvement de Bou Amama. Soulèvement des tribus (D.3). Révoltes des tribus du Sud tunisien et algérien (D.4).	1881	2H7 D.2-4	S.252	128 142 345 286
Campagne de Tunisie	1881	2H8, D.4	S.253	525
Réaction des tribus tunisiennes, algériennes et marocaines après la conquête de la Tunisie (D.1); Occupation des principales villes (D.2). Soulèvement tribal (Centre et Sud) (D.3,4). Dispositions militaires et administratives envisagées pour la soumission de la population et du territoire tunisiens (D.6).	1881 1883	2H9, D.1-4	S.254	240 233 114 75 147
Opérations militaires (conquête de la Tunisie) (D.2). Réaction des populations de Tunisie, d'Algérie et du Maroc après la conquête de la Tunisie (D.3). Occupation de Sfax, Gabès et Djerba (D.4). Poursuite du mouvement de Bou-Amama dans le sud de la province d'Oran (D.5).	1881	2H10 D.2-5	S.255	161 169 93 97

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Mouvement des troupes, occupation de certaines villes et insurrection tribale (D.1-2,5). Révolte des tribus de la frontière algéro-marocaine (D.4).	1881 - 1882	2H11 D1-2, 5-6	S.256	74 110 71 88 127
Résistance populaire et situation militaire en Tunisie et sur la frontière algéro marocaine (D.6).				
Début de l'expédition de Tunisie (D.1). Opérations militaires de la conquête de la Tunisie et signature du traité du Bardo (D.4-5). Mouvement de Bou Amama dans la province d'Oran et le Sud Algérien (D.6). Insurrection des tribus tunisiennes, algériennes et marocaines après la conquête de la Tunisie (D.7).	1881	2H12 D.2		150 85 123 121 102
Résistance populaire en Tunisie et dans la province d'Oran (D.1). Mouvement de Troupes en Tunisie et en Algérie (D.2-3). Occupation militaire de la ville de Tunis (D.4). Mouvement de troupes et soumissions de tribus (D.5).	1881	2H13 D1-5	S.258	75 84 125 117 94
Réquisitions militaires et indemnisation	1881	2H25 D.1	S.265	50
Résistance populaire de la population tunisienne à l'occupation française.	1881 - 1887	2H26 D.1	S.266	387
Occupation militaire du Sud Tunisien et fixation des frontières entre la Tunisie et la Tripolitaine.	1881 - 1910	2H28 D.1-2	S.268	632
Attentats de Tunisiens ou d'étrangers contre des militaires et réciproquement (D.1). Expéditions, petites opérations. Incursions. Poursuites (D.2). Désordres à Tunis, 1911-12 (D.3). Dissidents (D.4).	1882 - 1889	2H29 D.1	S.269	930

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Histoire de l'occupation de la Tunisie.	1881 - 1883	2H32 D.1-7	S.272	135
				85
Histoire de l'occupation de la Tunisie : Participation du Nord de la Régence. Insurrection dans le Centre et le Sud de la Régence (D.3). Les insurgés sont refoulés en Tripolitaine (D.5). Expédition contre Kairouan (D.4). Occupation générale de la Régence (D.6).	1884 - 1883	2H33 D.1-5	S.273	88
				86
				168
				64,32
Opération du 1er et du 2ème corps expéditionnaire. Occupation générale de la Régence.	1884	2H34 D.3-4	S.274	8, 13
				109
				49
				526
Expédition de la Tunisie	1881 - 1883	2H35 D.1-2	S.275	167
				180
Rapport sur les opérations de la colonne du Sud de la Régence, depuis le départ de la Manouba (17/10/1881) jusqu'à l'arrivée à Sousse (25/1/1885). Ordre de mouvements et correspondance de la Brigade de renfort (Général Vincendon).	1881 - 1882	2H37 D.7-8	S.277	87
				180
Expédition de 1881 : Brigade de renfort	1881	2H38 D.3-5,8	S.278	314
				303
				47
Expédition de 1881 : Journaux de marche et opérations (J.M.O.).	1881	2H39 D.1-9 2H40 D.1-8	S.278 S.279	29
				463
				1002
Deuxième expédition de 1881.	1881 - 1882	2H41	S.280	16

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Expédition de 1881 : Journaux de marche et opérations des différents bataillons	1881 - 1883	2H43 (D. 1-2)	S.282	480
Expédition de 1881 : Journaux de marche et opérations des différents régiments et bataillons.	1881 - 1882	2H44 2H47	S.283 S.286b	508 519 817 1016
Affaires tripolitaines : renseignements sur les tribus et les opérations militaires, délimitation de la frontière tuniso-tripolitaine.	1881 - 1888	2H48 (D.3-4)	S.287	255 152
Coups de mains réciproques sur la frontière (Sud).	1901 - 1906	2H49 (D.6)	S.288b	8
Tripolitaine : incidents de frontière, notamment à Déhibat.	1909 - 1910	2H50 (D.3-4)	S.289	107 164
La guerre 1914-1918 sur le front du Sud tunisien, opérations militaires.	1915 - 1919	2H53 (D.3)	S.292	218
Opérations militaires du Sud tunisiens. Troubles en Algérie (Constantinois) (D.1), colonnes mobiles dans le Sud tunisien.	1915 - 1921	2H54 (D.4)	S.293	311 371
Emploi de l'aviation militaire dans le Sud tunisien pendant la guerre (D.3). J.M.O. dans le Sud tunisien pendant la guerre 1914-18. Liste de soldats morts (D.6).	1914 - 1918	2H55 (D.3-6)	S.294	107 211
J.M.O. opérations du Sud tunisien.	1915 1919	2H57 (D. 1,2,4)		62 124, 7
Affaires libyennes : situation politique, économique et militaire, mouvement nationaliste libyen et répression de la Sénoussia.	1928 - 1933	2H61 A, (D.4)	S.300	310
- Eclatement de la révolution armée.	1951 - 1954	2H125 D.1	S.369	1.099

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Commandement supérieur des troupes de Tunisie. (C.S.T.T.) : Journal de marche et opérations de l'Etat Major de l'Armée.	1955 - 1957	2H126	S.370	n.f.
- C.S.T.T. : J.M.O.	1958 - 1960	2H127	S.371	n.f.
- Activités syndicales, mouvement nationaliste : Action des différentes organisations tunisiennes et réaction de la France.	1945 - 1954	2H129 D.2	S.372	467
- Evolution de la situation politique et militaire en Tunisie.	1943 - 1960	2H130	S.373	691
C.S.T.T. : Organisation des armes et services.	1951 - 1958	2H138	S.376	276
- Revue de la presse de langue arabe sur la situation politique en Tunisie, au Maghreb et dans le monde arabe.	1947 - 1955	2H146 2H147	S.381 S.382	788 644
- Revue de la presse arabe tunisienne : lutte contre le colonialisme, autonomie interne et indépendance.	1954	2H148	S.383	691
- Physionomie de la presse arabe tunisienne : négociations franco-tunisiennes et mouvement de résistance armée.	1954	2H149	S.384	314
- Presse arabe tunisienne : autonomie interne et opposition entre le Secrétaire général et le Bureau Politique du Néo-Destour.	1955	2H151	S.386	533
- Presse arabe tunisienne sur les négociations franco-tunisiennes. Mouvement Youssefiste. Guerre d'Algérie.	1956	2H152	S.387	769
- Presse arabe tunisienne et soutien au mouvement FLN.	1956 - 1957	2H153	S.389	

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
- C.S.T.T. : Incidents, émeutes, maintien de l'ordre. Agression à main armée (Cap Bon, Mateur...).	1951 - 1954	2H154	S.389	
- C.S.T.T. : Mouvement des fellagahs. Membres, action dans les campagnes, approvisionnement en armes...	1944 - 1955	2H158	S.391	1.364
- Mouvement des fellagahs. Messages téléphonés.	1955	2H159	S.392	577
- Mesures répressives et justice militaire, fellagahs de Zéramdine. Mesures d'éloignement à l'égard de personnes placées en résidence dans les différents centres de la Tunisie.	1943 - 1959	2H171	S.403	577
- Justice militaire. Désertion, vol d'armes.	1944 - 1953	2H188	S.419	1.087
- Presse tunisienne en langue française : grèves actes de sabotage.	1950 - 1958	2H218	S.427	
Plan de défense et de protection. Stratégie française en Afrique du Nord.	1951 - 1957	2H236	S.436	981
Opérations : Frontières. Frontières tuniso-libyennes et tuniso-algériennes (1957). Incidents de frontières (1958).	1956 - 1958	2H237 (D.1)	S.437	N. F. (840)
Etudes relatives à l'emploi des forces aériennes et des unités aéroportées. Attentats et actes de sabotage.	1945 - 1955	2H239	S.439	214
Opérations : rapports d'opérations, maintien de l'ordre.	1958	2H245 (D. 2-3) 2H246	S.441 S.442	N. F (658) (430)

Archives Nationales d'Outre-Mer (Aix-En-Provence)

I. — Sous-série : 25H Tunisie

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Affaire de Ben Ghadaoum	1864/4 - 1867	25H2 D.2,3.	A2	320
Frontière algéro-tunisienne : incursions de tribus algériennes et tunisiennes, réclamations et demande d'indemnités Mozabites. Tribus tunisiennes raziées...	1859 - 1869	25H3 D.2,3	A3	277
Incidents de frontière. Spahis insurgés (D.1), contrebande de poudre et d'armes, pillage de navire.	1870 - 1881	25H6 D.1,2,3	A6	340
Frontière algéro-tunisienne : incidents, crimes, incendies de forêts, violations de territoire, envoi de troupes...	1880 - 1881	25H7 D.1,2,3	A7	460
Frontière algéro-tunisienne : délimitation et conflits, enlèvement dans le Souf de la tribu des Scharfas.	1843 - 1851	25H9 D.4,6	A10	878
Frontière algéro-tunisienne : incidents, insurrection des Hanenchas, violations de territoire, contestations de territoires entre les Hammadi et les Nemenchas, empiètement des Fraichich en territoire algérien. Incendies de forêts...	1852 - 1886	25H10 D.1,3 4,5	A11 A12	990
Frontière algéro-tunisienne : délimitation, contestations des Fraichich, Khoumir, Djouablia, Oulad Sidi Abid, Nemenchas... Conquête de la Tunisie.				
Frontière : délimitation, incidents, empiètement des Troud dans le territoire des Gherib, liste des principales Razzia contre les Troud, incendies de forêts...	1893 - 1897	25H12 D.1,2,3	A14 A15	722

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Incidents de frontière, conflits, Droit de de suite, crimes, contrebande de poudre, incidents de Sebaa Biar, conflit à Djeneien.	1884 - 1899	25H13 D..1,2 3,4	A16 A17	1195
Expédition de Tunisie.	1881 /4/5	25H14 D.1-7 4,5,6,7	A18 A19	1420
Cheikh Gouma : chronique des événements au sud de la province de Constantine, Ghouma et les M'hamid, Insurrection de la Tripolitaine, refuge de Cheikh Ghouma dans le Nefzaoua puis le Souf puis Ghadames, mort de Cheikh Ghouma (D.1). Contrebande de poudre, Armée de la Régence (D.2). Arrivée de troupes ottomanes à la frontière tuniso-tripolitaine, violation de territoire, chevaux, poudre (D.3). Attaque du poste français de Roum el Souk par Sliman Ben Djellab, son arrestation, son extradition, colonne tunisienne (D.5). Armée du Bey, révolte des Sebeli (D.6).	1837 - 1858	25H16(1) D.1,2, 3,5,6	A 21	690
Réclamations du Bey pour violation de territoire par les Nemencha, contrebande de poudre, Senoussisme (D.1). Attaque des Khoumir contre le territoire de la Calle et des Ouargha contre une Smala de tirailleurs (D.2). Crime, vol de bétail, contrebande de poudre, tournée du Bey du camp, internement par le Bey de tentes algériennes (D.3).	1852 - 1868	25H16(2) D. 1 - 4	A 22 A 23	915
Frontière algéro-tunisienne : incidents divers, enlèvement, crime, vol de bétail, vol de grain... (D.4).				

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Frontière algéro-tunisienne : incidents divers, violation de territoire, vol de bétail, crime, otages (D.1). Violations de territoire, vol de bétail, crime d'Européens, razzia des goums de Tebessa sur les Fraichich (D.2). Violations de territoire, vol de bétail (D.3). Armée, violations de territoire, crimes, saisies, création dans la Régence d'un nouveau corps des troupes de Kourouglis (D.4). Armée, violations de territoire et protestations du Bey, vol de bétail, Bey du camp (D.6). Insurrection des Khoumir, vol de bétail, crime, expulsion des Fraichich du territoire de Tebessa, protection des Algériens dans la Régence, colonne tunisienne (D.7). Pillage d'une caravane mozabite et règlement de l'affaire.	1862 - 1868	25H17 D. 1, 2, 3, 4, 6 7, 8	A24 A25	1175
Frontière algéro-tunisienne : incidents Zaouia de Nefta, crimes, vol de bétail, vol au préjudice de juifs (D.2). Attaque des Merazga (Oulad Sidi Yahia Ben Taleb) par les Fraichich et les Zeghalma, vol de bétail (D.3). Crimes d'ouvriers, d'Européens et d'enfants, vol de bétail, attaque sur les Merazga, contrebande de poudre (D.4). Insurrection des Oulad Khelifa, fuite des Oulad Khelifa dans la Régence, arrestation d'Ahmed Ben Kiaf de Nefta, Ottomans (D.5). Fausses déclarations d'attaque et de pillage avec réclamation d'indemnités auprès du Bey (D.7). Insurrection dans le cercle de Tebessa. Incident, vol de bétail (D.8). Massacre d'une caravane sur la route de Tebessa à Sfax, vol de bétail (D.9). Incidents, vol de bétail (D.10).	1869 1874	25H18 D. 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 10, 11	A26 A 27	1243

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Incidents divers, colonne tunisienne, vol de bétail, violation de territoire, colonne tunisienne contre les Hammama et les Ouerghemma, coopération de l'Algérie avec l'armée du Bey, contrebande de poudre et d'armes.				
Crimes (D.1). Colonne Lucas sur la frontière algéro-tunisienne en soutien au Bey de Tunis (D.2). Frontière algéro-tunisienne : incidents divers, violation de territoire, conflits, vol de bétail, poudre anglaise, arrestation par la Régence du Cheikh des Ouchteta, répression du Bey sur les Hammama et les Fraichich, contrebande de poudre (D.3) armes, contrebande, crimes et délits, piraterie (D.4). Enlèvement de femmes (D.6), violations de territoires, contrebande de poudre, ottomans (D.8).	1874 - 1878	25H19 D. 1, 2, 3, 4, 6, 8	A28 A29	995
Demande d'armes à la France par le Bey de Tunis, de l'opportunité d'une mission militaire française à Tunis, armée (D.2). Violations de territoire, vol de bétail, crimes, contrebande de poudre (D.3). Frontière algéro-tunisienne, colonne tunisienne pour la collecte des impôts et répression des tribus insoumises, colonne de Si Rechid, coopération militaire franco-tunisienne (D.4). Razzia sur les Béni Zid par les Troud et les Chaâmba (D.5). Naufrage et pillage de l'Auvergne à Tabarka; pillage du bateau anglais d'Anethusa; envoi de troupes à Tabarka par le Bey de Tunis; envoi de Toulon à Tabarka du bateau de guerre le Cassard; arrestation des pillards des Machnas et Khoumir (D.6).	1875 - 1879	25H20 D. 1, 2 3, 4, 6,8, 9, 10	A30 A31 A32	1530

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Arrrestation et évasion de Messaoud Ben Abid; Cheikh des Oulad Khelifa Brarcha condamné à 20 ans de travaux forcés pour l'insurrection de 1871; évasion de Cayenne; incarcération à Souk Ahras; nouvelle évasion; fuite en Tripolitaine (D.8). Colonne Allegro contre les Ouchteta; colonne militaire dirigée par le Vice-consul de Tunis à Bône (D.9). Frontière algéro-tunisienne : affaires diverses; conflits; violations de territoire; vol de bétail; crimes; livraison d'armes au consulat de France; incendies de forêts; tribus (D.10).				
Frontière algéro-tunisienne : affaires diverses; conflits; vol de bétail; Khroumir (D.4) Conflits; crimes; vol de bétail; attaques de caravanes; tribus frontières (D.5). Conflits; crimes; vol. de bétail; insurrection des Hammamas; déportation d'insurgés algériens; attaques de caravanes (D.6). Conflits, crimes; expédition de Tunisie (D.7).	1877 - 1881	25H21 D. 4, 5 6, 7	A 33	600
Expédition de Tunisie; recherche d'individus; otages et contribution de guerre; frontière algéro-tunisienne : vol de bétail; crimes; tribus frontières (D.4). Expédition de Tunisie; otages contribution de guerre, saisie de caravane isralélite; vol de bétail; crimes; incendies; rapatriement de troupes de la Tunisie (D.5). Vol de bétail (D.6). Relations algéro-tunisiennes; dossiers personnels; arrestations et extraditions; violation de territoire, vol de bétail, conflits.	1880 - 1886	25H22 D. 4, 5 6, 7	A34 A35	710

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Contrebande de poudre et d'armes (D.1) crimes (D.2). Avis de recherche, conflits, crimes (D.3). Crimes, avis de recherche, vol de bétail (D.4). Conflits, vol de bétail, crimes, enlèvements, avis de recherche, contrebande.	1879 - 1888	25H23 D. 1, 2 3,4,5	A36	500
Police générale : vol de bétail, saisies et recherches (D.1). Police générale : crimes et délits, attaque d'une caravane de pèlerins à El Olba El Beida (D.3). Rixes entre colons algériens et indigènes tunisiens (D.4). Police générale : attaques diverses; réfugiés tunisiens en Tripolitaine, frontière algéro-tunisienne : sécurité et violation de territoire, Gherib contre Troud, Touareg contre Merazigues.	1888 - 1890	25H24 D. 1, 3 4, 7	A37	395
Frontière algéro-tunisienne : surveillance des incendies de forêts par agents forestiers, rixes entre Ouchteta et Chibna au poste de vigie de Sidi Amara (D.1). Juridiction algérienne et juridiction beylicale, procédures diverses : mandat d'amener, demande de renseignements, arrestations, transfert et escorte de prisonniers pour affaires diverses : crimes, viol, escroquerie, vagabondage, abus de confiance, abus de pouvoir, vol de bétail; nouvelles de Tripolitaine (D.2). Procédures diverses : arrestations, avis de recherche, vol de bétail, contrebande, arrestation de caravanes (D.3). Litige entre Chaâmba (Algérie) et les gens de Douirat (Tunisie), règlement du litige à la suite d'un vol de chameaux commis en 1881.	1889 - 1892	25H25 D. 1, 2 3, 4	A38	566

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Procédures diverses : arrestation, mandats d'arrêt et d'amener, avis de recherche, coups et blessures, crimes, détentions d'armes (D.2) Algérie-Tunisie : police générale, non paiement des impôts, crime, désertion, attaque de caravane, Zendala du Bardo (D.3). Algérie-Tunisie : vol de bétail, recherche de troupeaux, vols de chameaux, mules, moutons, bœufs, juments.	1892 - 1894	25H26 D. 2,3,4	A39	984
Algérie-Tunisie : postes et télégraphe. Nouvelle procédure à suivre en matière de crimes et délits commis sur la frontière algéro-tunisienne, vol. d'armes, vol de bétail, tribunal de Tozeur (D.1). Algérie-Tunisie : police générale. Procédure diverses (...) départ en Algérie sans autorisation, armée tunisienne : réclamation contre incorporation, fuite en Algérie pour échapper à la loi sur le recrutement (D.2). Avis de recherche mandats d'amener, saisie d'animaux, arrestations pour affaires diverses., vol de bétail, départ sans autorisation en Algérie, crimes et délits, frontière algéro-tunisienne, Béni Mazen (D.3). Plaintes, avis de recherche arrestations, vol de bétail, départs sans autorisation, impôts, crimes (D.4). Arrestations, mandats d'amener pour affaires diverses : vol de bétail, départs sans autorisation, contrebande (D.5).	1894 1896	25H27 D. 1, 2 3,4,5	A40	800

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Renseignements, avis de recherche sur les Algériens passés sans autorisation en Tunisie et sur Tunisiens passés sans autorisation en Algérie, vol de bétail, contrebande, non paiement des impôts (D.1). Procédures diverses : arrestations, demandes de renseignements pour affaires diverses : vol de bétail, crimes et délits, appel au service militaire, Oulad Sidi Abid (D.2). Demandes de renseignements pour affaires diverses : vol de bétail, contrebande de tabac, crimes et délits, vagabondage, départ sans autorisation en Algérie (D.3).	1894 - 1896	25H28 D. 1,2,3	A41	572
Incendies de forêt à la frontière algéro-tunisienne, incendies au Djebel Tagma, accusations contre incendiaires tunisiens des Oulad Ali M'fodda (D.2). Plaintes et incidents au poste de douane de Nefta, saisie de chameaux, contrebande de poudre, agression commise par des Algériens sur les douaniers du poste des Oulad Bou Ghanem. Incidents et mort d'un Algérien tué par des douaniers du poste de Mides (D.3)... Frontière algéro-tunisienne : violations de territoire, arrestations pour vol de bétail, Caïdat de Tamerza, Oulad Ali M'Fodda, Oulad Ayoub, Oulad Sidi El Hamadi (D.4). Frontière algéro-tunisienne, crimes et délits, violations de territoire, vol de bétail, instructions à suivre pour les départs sans autorisation pour l'Algérie (D.5).	1894 - 1897	25H29 D. 2, 3 4, 5	A42	289

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Procédures diverses : avis de recherche, demandes de renseignements, arrestations, évasions plaintes pour affaires diverses : crimes et délits, vol de bétail : incorporation dans l'armée tunisienne, Tunisiens des Oulad Boughanem passés en Algérie sans permis de voyage (D.1). Arrestations pour affaires diverses : vol de bétail, impôts, attaques de caravanes, incendies de forêts (D.2). Arrestations, expulsions pour affaires diverses : vol de bétail, crimes et délits, non paiement des impôts incidents à la frontière algéro-tunisienne (D.3).	1896 - 1898/5	25H30 D.1,2,3	A43	550
Algérie-Tunisie : crimes et délits, vol de bétail commis à El Oued avec crime du berger, affaire intéressant les Troud, Chaamba, Acheche, Ferdjane et situation à la frontière algéro-tunisienne (D.1). Saisies, commission rogatoire pour affaires diverses : vol de bétail, crimes et délits, accidents, attaques à main armée contre des Européens, arrestations de Marocains (D.2). Expulsions, saisie, avis de recherche, arrestations, demandes de renseignements pour affaires diverses : crimes et délits, vol de bétail, armes, impôts, suppression du poste de surveillance de Djebel Saf Saf (D.3). Arrestations, expulsions, demandes de renseignements, mandats d'amener pour affaires diverses : vol de bétail, impôts, Tunisiens de Gafsa réfugiés à Souk Ahras, Marocains (D.4).	1897 - 1899/12	25H31 D. 1, 2 3, 4	A44	735

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Activités nationalistes, réunions clandestines et préparation d'attentats, procès, confréries, Ottomans (D.3). Evolution du Destour, ses relations avec l'Algérie, surveillance des Algériens refoulés de la Tunisie (D.4). Affaires du Djellaz : boycottage des tramways de Tunis, grèves, manifestations (D.5). Répercussion des événements de la Palestine, Association tunisienne de la Jeunesse musulmane (D.6). Réactions aux troubles antisémites de Gafsa (1936), émeutes de Bizerte, répercussions des incidents du collègue Sadiki, inculpations pour complot contre la sûreté des l'Etat, mémoire de H. Bourguiba après la IIe Guerre mondiale (D.7). Répercussions des événements de Métlaoui, incidents à Béja et Mateur, manifestations C.G.T.T., sud tunisien : campagne pour l'abolition des territoires militaires (D.9). Association de la Jeunesse musulmane, mémoire de Ahmed Toufik El Madani sur la question de Tunisie (1943) (D.10). Régions occupées par les troupes allemandes, attitude des Tunisiens à l'égard des colons (D.11). Rapport sur l'occupation de Nefzaoua par les troupes de l'Axe, occupation italienne, manœuvres et opérations militaires (D.15). Journal d'un soldat sur le front sud-tunisien, vie militaire par René Maurel (D.16).	1925 - 1945	25H32 D.3, 4, 5 6,7,9 10,15,16	A45 A46	904

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Mines, syndicats C.G.T.T., Juifs, répression armée (D.2). Situation en Tunisie après les troubles du 9 avril 1938, syndicats C.G.T. et C.G.T.T., Collège Sadiki en grève, manifestation nationaliste à Bizerte (D.3). Explosions de bombes au consulat d'Italie, Association de la Jeunesse musulmane (D.7).	1929 - 1939	25H33 D.2,3,7	A47 A48	545

2. — *Sous-série : 26H Tunisie*

Objet	Date	Cartons dossiers	Bobine	Folios
Renseignements généraux sur la situation en Tunisie et les insurgés	1881 - 1882	26H13(1) D.1	A65	241
Renseignements généraux sur la Tunisie et les insurgés tunisiens en Tripolitaine	1882	26H13(1) D.2	A65	191
Renseignements sur la situation en Tunisie et les insurgés tunisiens en Tripolitaine.	1883 - 1884	26H13(2) D.3	A66	115
Renseignements généraux sur la situation en Tunisie et les insurgés tunisiens	1884 - 1888	26H13(2) D.4 à 8	A66	336
Situation générale de la Tunisie. Guerre d'Algérie et relations franco-tunisiennes	1956 - 1958	26H19(2) D.7	A74	255
Emissions diverses sur le Maghreb et l'évacuation de Bizerte.	1958 - 1960	26H23	A80	18
Informations sur la guerre d'Algérie.	1957 - 1958	26H24(1) D.1 à 10	A81	396
Informations politiques et militaires sur la guerre d'Algérie.	1958 - 1960	26H24(2) D.11 à 15	A82	213

Unité d'Etudes et de Recherches Archivistiques
(I.S.H.M.N.)

La frontière algéro-tunisienne pendant la Guerre d'Algérie dans les Archives militaires de Vincennes

L'ouverture des archives militaires de Vincennes sur la guerre d'Algérie est un événement historique considérable pour les historiens. Permettez-moi ici de saluer l'initiative courageuse du service historique de l'armée qui met à la disposition des historiens une masse considérable de documents.

Certes les cartons réservés, sont les plus importants et les plus sensibles mais il s'agit d'orienter nos interrogations en fonction des moyens qui nous sont offerts dans un cadre agréable et avec une efficacité remarquable.

Aussi ai-je dû modifier le sujet même de ma communication par suite des impossibilités de consultation. Je pensais étudier les liaisons entre les fellaghas tunisien et les H.L.L. de l'Aurès, dossier réservé s'il en fut. Aussi ai-je dû utiliser les dossiers disponibles et j'ai cherché à comprendre quel rôle la frontière algéro-tunisienne a joué pour l'armée française, pendant la guerre d'Algérie. Rôle militaire certes, mais aussi rôle politique, rôle des techniques novatrices, rôle des fantasmes. Pourquoi la frontière est elle devenue un enjeu prioritaire pour l'armée française en la guerre d'Algérie ?

Je me contenterai d'étudier parmi la vingtaine de cartons compulsés sans limitation, les données frontalières tant par la correspondance secrète du Corps d'Armée de Constantine (1H2894) la correspondance expédiée du Corps d'Armée de Constantine (1H2895) conservée au troisième bureau que par les dossiers de secteurs de Souk-Ahras et Tébessa (1H1893) ou les confins Sahariens (1H2961); les registres d'incidents frontaliers (1H1964) et celui de Sakiét Sidi Youssef (1H2959); puis les plans d'interventions en

Tunisie de 1957 à 1961 (IH2961). Cela représente une documentation considérable qui me permet de faire le parallèle avec mon étude présentée, en 1981, à Sidi Drif, sur la frontière algéro-tunisienne en 1881.

Pendant les 7 années des «événements d'Algérie», trois séquences scandent l'histoire frontalière.

1) De 1954 au début de 1956 les conflits frontaliers apparaissent comme secondaires. Les incertitudes dominent mais la frontière est doublement verrouillée par l'armée française; du côté algérien et du côté tunisien, la coopération est complète.

2) Avec les exigences de l'auto-détermination tunisienne puis l'indépendance, les conditions se modifient sérieusement. La frontière se dresse contre la Tunisie qui accorde l'asile du «sanctuaire» tunisien aux combattants et politiques algériens. Climat de défiance, d'irritation, jeux de plaintes, de réclamations puis d'attaques courtes et violentes. L'armée demande alors plus de moyens matériels et humains et veut opérer l'isolement le plus total et le plus étanche de la frontière pour isoler les H.L.L. et leurs alliés tunisiens, elle remporte, au début de 1958, sa première victoire : le barrage débute.

3) Avec la cinquième République l'armée n'a plus d'incertitude ni de partage des compétences. Elle assume la charge complète de l'étanchéité de la frontière qui devient élément de pacification, preuve de la victoire militaire mais qui se heurte en dernier ressort au freinage du politique c'est-à-dire de De Gaulle.

I. — 1954-1955 UNE FRONTIÈRE À DOUBLE VERROU

En 1954, au cours de l'été, la zone frontalière de l'Etat est une région sensible. Le Corps d'Armée de Constantine est en alerte. Il s'agit d'empêcher toute contamination rebelle en Algérie : la Tunisie est en ébullition. Les fellaghas tunisiens sont fortement implantés dans les montagnes de l'Est où les maquis youssefistes sont puissants, particulièrement dans la zone près des installations minières. Or l'Algérie sert souvent de refuge aux rebelles pourchassés et les liens ancestraux des tribus frontières font présager de solidarités dangereuses pour le «maintien de l'ordre» dans cette région d'accès difficile et toujours rétive.

En juillet 1954, il s'agit pour l'autorité militaire de coordonner l'action des troupes de Tunisie et d'Algérie dans leur lutte contre le fellaghisme tunisien : «incursion d'indésirables et trafic d'armes» (1).

1) Correspondance secrète d'Armée de Constantine IH2894 D1 (3.7.1954).

Pour ce faire un peloton de méharistes C.S.P.O. «récupéré de Tunisie» est installé à Négrine le 8.7.1954. La coopération est parfaite. Deux avions du G.O.A. de la base de Tébessa «peuvent travailler au profit de la Tunisie» (2). La frontière n'existe pratiquement plus lorsqu'il s'agit pour les troupes de Tunisie de poursuivre des rebelles, de cerner des mechtas algériennes et d'opérer des arrestations comme à Morsott (3). Des opérations sont même menées conjointement : le 11 août l'opération du Djebel Mrata veut encercler une bande de fellaghas au repos, recevant, selon les renseignements, des soins d'un médecin égyptien. Opération bien menée bien chronométrée «ratissage sans incident ni résultat» annonce laconiquement le compte-rendu.

L'automne redonne vigueur à la rébellion; dès la fin de septembre, un renforcement de la surveillance de la frontière est décidé : divers incidents semblent encore dus à «l'état de tension accrue en Tunisie» (4) un groupe mobile se met en place, basé au Nord à Souk-Ahras au Sud de Tébessa : jusqu'alors une simple solidarité frontalière suffisait aux deux Corps d'Armée français contre la rébellion tunisienne.

Mais le ton change à partir d'octobre. Recrudescence de l'activité des bandes rebelles, présence indésirable dans les régions boisées, recherche de dépôts d'armes dans la région de Négrine. Or «ces fellaghas ne seraient pas en relation avec les rebelles tunisiens mais avec les bandits de l'Aurès dont on signale la reconstitution de la bande de GRINE, le fameux bandit d'honneur». A partir de la mi-octobre, les événements se précipitent. Le 15 octobre à la préfecture de Constantine a lieu une conférence entre le Préfet, le Général commandant les troupes de Tunisie et le Général commandant la Division de Constantine pour résoudre le problème de l'implantation des troupes à la frontière : un renforcement du dispositif est décidé avec l'envoi de renfort d'urgence dans la région de Lamy et de Gambetta. Le Général Spielman rend compte à la dixième Région militaire.

«La situation est plus détériorée que je ne pensais. En dehors des incursions ou va-et-vient des fellaghas tunisiens il existerait dans la commune mixte de Souk-Ahras, trois bandes armées en uniforme de révolutionnaires algériens forte chacune de 25 à 50 hommes. L'une

2) Correspondance secrète d'Armée de Constantine IH2894 D1 (9.7.1954)

3) Correspondance secrète d'Armée de Constantine IH2894 D1 (20.7.1954)

4) IH2894 D1 (1.10.1954)

d'elle, le 16 au soir se trouvait à proximité de la voie ferrée Souk-Ahras à Ghardimaou. La population terrorisée reste passive et ne renseigne pratiquement pas les cheminots et les colons isolés s'inquiètent et parlent d'évacuer leurs installations... Notre dispositif est statique. Nos patrouilles ne s'effectuent que le long du réseau routier, laissant les bandes libres d'agir en toute tranquillité. Il faut de toute nécessité affirmer immédiatement notre présence en dehors des routes... J'insiste pour avoir deux compagnies légères de tirailleurs et ultérieurement une compagnie montée de légion et un escadron de spahis» (5).

Les mesures sont prises sur le champ : mise sur pied de compagnies légères d'intervention (C.L.M.I.) d'environ 120 hommes et possédant une mobilité égale à celle de l'adversaire «les renseignements sont centralisés sur l'activité des rebelles. Le 25 octobre le Préfet Dupuch réquisitionne les escadrons de gendarmerie de Lamy et Souk-Ahras. Le 27 octobre, est lancé l'ordre «d'appliquer le plan ADRIEN» de mise en alerte maximum. La situation est à tel point critique que le 28, une nouvelle séance de travail réunit les responsables de l'armée de Tunisie et du Constantinois et on y prévoit contre les «fellaghas tunisiens et les fellaghas algériens» l'utilisation de l'artillerie.

Il n'est pas exclu que les groupes de fellaghas algériens en cours d'organisation prennent une importance accrue... Les tirs d'artillerie en assureront la capture avant la tombée de la nuit» (6).

Le Général commandant la dixième Région militaire après, une inspection-éclair à la frontière assure aux troupes 2 missions :

«1) Tant que les bandes de fellaghas tunisiens n'auront pas été amenés à franchir la frontière les opérations seront dirigées contre «les mauvais garçons» algériens qui profitent de la situation pour se livrer à des actes de brigandages et de rapine, affaire de police.

2) A partir du moment où... les fellaghas franchiront la frontière les engagements en liaison avec les troupes de Tunisie auront lieu en vue d'accrocher, d'encercler et de détruire les bandes rebelles. Ce seront de véritables opérations de guerre...» (7). Les services de renseignement ont bien travaillé. L'armée attend l'explosion. Elle ne sera pas surprise; le haut Commandement d'Alger a prévu le

5) IH2894 D1 (17.10.1954).

6) IH2894 D1 (27.10.1954) note envoyée aux groupes d'artillerie

7) IH2894 D1 (28.10.1954) Directives au groupement mobile 314

«25 octobre comme date possible du déclenchement d'opérations importantes» (7).

La frontière est en état d'alerte; «Des opérations de nuit permettent» d'accrocher des bandes rebelles. Dans la cuvette de Gambetta, un groupe a molesté le Caïd... chassé par nous il est remonté dans la région boisée au Sud de Lamy où il a commis deux meurtres et où il prétend interdire aux enfants de fréquenter l'école» Désormais l'armée doit «traquer les bandes...» on les oblige à se réfugier dans une région nouvelle qu'elles ne connaissent pas et où il est plus facile de les encercler» (8).

Le système militaire mis en place, semble avoir bien fonctionné. Rien de spectaculaire, à la frontière, le 1er novembre 1954. Le compte rendu du 2 novembre ne signale que l'arrestation d'une centaine d'individus dans la zone de la Calle, lors de l'opération de police du 30 octobre et dans la région de Tébessa, quatre coups de feu essuyés lors de la fouille du Djebel Bouroumanz au Sud de Bekkaria. la riposte immédiate a blessé trois jeunes «autochtones»; pour l'ensemble du secteur R.A.S. Pourtant les renforts viennent prendre place tout le long de la frontière : groupe de transport venant de Tunisie et de France, groupe mobile flanqué d'automitrailleuses, compagnie d'infanterie portée, de gendarmes mobiles. Un effort particulier porte sur la région Sud, passage vers les Aurès qui attirent toute l'attention militaire. La frontière sert à couvrir le bastion et à empêcher les renforts en hommes et en matériel d'arriver aux rebelles. Les effectifs de la Division de Constantine qui étaient de 12.300 au 1er novembre ont atteint 22.300 au 21 novembre (9) (doublement du nombre de bataillons de 10 à 20, accroissement de la gendarmerie mobile de 5 à 12 escadrons de la cavalerie, des transports mais surtout de l'aviation). Le gouvernement Mendès-France a suivi la politique de l'armée d'Algérie en lui donnant, sur le champ, les moyens de la répression.

Les états-majors ont, dans un premier temps, colmaté les brèches aurasiennes. Ce secteur reste prioritaire et voit affluer les renforts, les régiments d'élite et les chefs les plus prestigieux. La frontière a pour but d'isoler complètement ce bastion vers l'Est afin de lui couper les apports extérieurs. Dès le 15 novembre, le «groupement aéroporté n° 2 a une mission claire «intercepter entre la frontière de Tunisie au Sud de Tébessa et les massifs de l'Aurès les passages des rebelles se

8) IH2894 D2 (1.11.1954) Directions Spillman

9) IH2894 D2 (20.11.1954).

déplaçant de l'Est vers l'Ouest ou inversement, contrôler les postes de caravanes (voie traditionnelle de contrebande) reliant Tozeur à l'Aurès... installer une solide charnière à Negrine» (10).

Plus au Nord le dispositif s'organise autour de Souk-Ahras aux effectifs renforcés et qui possèdent une réserve mobile de chasseurs parachutistes, de spahis, une compagnie légère de zouaves; au Nord des escadrons de gendarmerie et une compagnie sénégalaise se repartissent entre la Calle, Munier Roum es Souk; autour de Morsott, les forces de chasseurs parachutistes et de garde mobile se chargent d'assurer la sécurité des mines d'Ouenza et du Kouif.

Mais l'armée est tenue en lisière par l'autorité civile qui garde tout initiative et se borne à requérir les forces armées à sa convenance. Des recommandations réitérées demandent à tous une réelle coopération. le Préfet a la haute main sur les décisions mais surtout le gouvernement entend diriger la répression. Mendès France fait sienne la boutade de Clémenceau «la guerre est une chose trop importante pour être confiée aux militaires». Dès la fin novembre, le problème de l'emploi des bombes est posé dans la presse métropolitaine de gauche qui se souvient du précédent de 1945 et dénonce les mitraillages et bombardements. La dixième Région militaire, dès le 25 novembre, précise : «l'emploi de bombes reste subordonné à l'accord de l'autorité civile... précaution pour éviter au maximum d'atteindre les populations paisibles» (11). Cinq jours plus tard le Colonel Thomazo expédie à ses troupes une note sur l'intervention aérienne par mitraillage et bombardement «le Ministre de l'Intérieur au cours de son récent voyage a décidé que «l'intervention au sol des forces aériennes serait réglémentée.

«1) Le mitraillage d'appui des forces militaires en opération reste la seule initiative des autorités militaires.

2) Les autres zones suspectes, (dépôts etc...) en dehors des combats sur des agglomérations doivent faire l'objet d'une autorisation à demander au sous Préfet.

3) «Les bombardements aériens sont soumis à décret du Préfet de Constantine» (12).

L'armée se sent bridée par le pouvoir civil. Les initiatives sont limités; là encore des fâcheux souvenirs de 1945 ont marqué militaires

10) IH2894 D2 Instructions du Lieutenant Colonel Fourcade

11) IH2894 D2 (25.11.54) dixième Région militaire

12) IH2894 D2 (30.11.1954).

et politiques. Mais aussi le gouvernement Mendès France n'est pas le régime espéré par l'armée, surtout en Afrique du Nord : Le discours de Carthage n'est pas oublié, même si la présence de Juin l'a cautionné. Après avoir bradé les protectorats que va-t-il se passer en Algérie ? la sécheresse de la note et l'absence de commentaire prouve que l'armée encaisse, transmet mais qu'elle réproouve ce genre d'humanitarisme peu efficace en temps de guerre.

L'année 1955 apparaît dans les archives comme une année sombre.

«Après une période de succès certains sur les rebelles dans les semaines qui ont suivi le 1er novembre l'action marque le pas... Cette deuxième période pendant laquelle les rebelles ont sans doute repris l'avantage... aura au moins l'avantage : celui de faire comprendre le sérieux de la situation... Nous sommes à un tournant, il nous faut reprendre l'initiative» (13).

Les progrès des rebelles sont évidents. Les opérations Violette et Veronique n'ont pu éviter la contagion tout autour du massif des Aurès. Hodna, Belezma, Nementcha deviennent zones d'insécurité. Certes des résultats ont pu être obtenus tel (la destruction de la bande de Grine le 29.11.1954 par pilonnage d'artillerie). En février 1955 le Colonel Blanche Commandant la zone Sud constate «Il s'agit en fait beaucoup plus d'opérations de guerre que de maintien de l'ordre. Une guerre très spéciale sans doute caractérisée par un ennemi peu dense qui se dérobe devant les plus gros paquets, attaque rarement et toujours isolés par embuscades ou lorsqu'il va être découvert il est obligé de se défendre parce qu'il est encerclé» (14). Or les combats se déplacent gravement vers l'Est Constantinois. Les Nementcha, la région du Djebel Onk, Ras El Euch, Djeurf sont sillonnés par des bandes «organisées et agressives». Le printemps voit l'accentuation des actions : incendies et attaques de fermes, destruction et attaque de la mine du Nador. La région de Souk-Ahras connaît des embuscades tout autour de Sakiet Sidi Youssef et les fermes isolées Colonna et Burgat sont attaquées. Les rebelles attaquent systématiquement les chantiers de travaux publics, les constructions de pistes qui emploient des travailleurs civils. Les chantiers, pour continuer, ont besoin de la protection des troupes. L'armée, renforcée pourtant, doit se disperser dangereusement et joue le coup par coup. Les accrochages ont été

13) IH1944 D1 (20.03.1955) Directives pour les commandants de zone Général Allard Commandant la Division de Constantine.

14) IH2895 D1 Colonel Blanche au Général commandant la Division de Constantine (19.2.1955).

difficiles «quelques uns de ces accrochages se sont prolongés jusqu'à la nuit donnant ainsi une possibilité supplémentaire aux rebelles de se replier. D'autres n'ont pu se terminer par l'anéantissement total des H.L.L. faute d'effectifs suffisants» (15). L'été 1955, outre l'énorme portée des événements de Philippeville, permet aux H.L.L. de s'implanter en surface» l'activité rebelle s'exerce dans le Nord Constantinois sous plusieurs formes : action de commandos exercés, sabotages et terrorisme par des bandes, action de meneurs pour instaurer l'emprise sur les masses par des interdictions (fumer)... (16). Mais la connaissance de cet ennemi est très mince. On ne retient que quelques noms Grine le bandit d'honneur de l'Aurès et surtout Ben Boulaid qui apparaît comme le cerveau de cette lutte. Les formes d'organisation ? l'idéologie de cette lutte ? ces problèmes ne se posent même pas à l'armée qui ne voit qu'un ramassis de H.L.L. du type bandits de grand chemin. Ces bandes ne réussissent que parce qu'elles ont un appui extérieur un chef d'orchestre étranger : en l'occurrence l'Égypte. Le 22 juillet 1955 une importante étude sur les trafics d'armes analyse les sources extérieures de trafic des nationalistes.

L'armement est «hétéroclite et vétuste» «il provient de la récupération de matériel de guerre italien ou allemand abandonnés sur les champs de bataille de Tunisie...» «L'absence de toute fabrication clandestine est soulignée. Les nationalistes en sont réduits aux «ressources locales par les achats ou vols d'armes, par la propagande auprès des militaires pour les inciter à désertir avec leur F.M., par les actions terroristes et les engagements contre les forces de l'ordre» (17). L'approvisionnement se fait aussi de l'extérieur en provenance de Tunisie ou de Lybie suivant l'itinéraire de Radames à Ghardimaou. La métropole en fournit au marché noir «source non négligeable». La Lybie par des achats faciles d'armes de récupération est une source importante. Le 7 mai 1955 deux Algériens armés de P.M. Thomson neufs ont été arrêtés à Sidi Toui. L'Égypte en contact avec les dirigeants nationalistes au Caire est un fournisseur potentiel

15) IH2895 D1 (18.01.1955) emploi des réserves.

16) IH1944 (01.07.1955) Note du Ministère de la Défense Nationale au Général Commandant la dixième Région.

17) IH2594 D6 inférences étrangères (1955-1958). «du 1er juin 1954 au 20 juin 1955. 4 mitrailleuses, 8 P.A., 61 et un fusils, 45 P.M., 31 P.A., 2 revolvers ont été perdus par les forces militaires au 18 juin 1955 les forces de l'ordre ont récupérés 133 fusils de guerre, 5 fusils de chasse, 370 mousquetons, 122 carabines, 108 P.A. et 25 revolvers... Nos efforts n'ont pas répondu aux espérances».

mais le problème financier et les difficultés de livraison rendent l'exécution difficile. Des armes de Tchécoslovaquie et d'Allemagne orientale acheminées vers l'Autriche sont livrées par des chalutiers depuis la Sicile ou l'île de Saséno (Albanie) la société Oerlikon (Suisse) est surveillée comme susceptible de livrer indirectement des armes aux groupes terroristes d'Algérie. Aussi la surveillance des voies d'acheminement par la frontière est un des éléments essentiels de la lutte contre les rebelles. Les rapports de l'armée présentent donc des bandes de rebelles qui sillonnent le pays et ont tendance à se multiplier dangereusement mais surtout une aide matérielle étrangère qui foment, alimente et encourage le terrorisme algérien.

Face à cette extension dangereuse «certains sont tentés de taxer l'armée d'immobilisme» (18). Le Général Chérière précise l'origine de ces «appréciations défavorables qui seraient à attribuer à certains milieux administratifs ou civils du Constantinois» (19). L'armée manque-t-elle de dynamisme ? A cette interrogation blessante pour l'honneur de l'armée le Général Chérière qui a en charge la dixième région militaire y répond pour calmer la grogne de ses troupes, expliquer les raisons de ces échecs répétés et apporter l'espoir d'un redressement prochain.

La cause c'est «l'éparpillement imposé à nos troupes par les autorités civiles locales, nos troupes sont insuffisantes en nombre... J'ai rappelé que depuis, plusieurs mois je signalais que les troupes ne pouvaient avoir d'activité payante tant qu'elles ne seraient pas renforcées, qu'un réseau suffisamment dense d'administrateurs menant l'action politique et recherchant le renseignement au cœur de tribus ne serait pas organisé en liaison avec les Caïds réinstallés et protégés dans leur douars, que les complices des rebelles ne seraient pas éloignés» (19). A ces trois raisons fondamentales le Général en ajoute une dernière «l'Algérie n'était pas en mesure de mettre à notre disposition les forces supplétives d'origine locale dont en face des rébellions les forces régulières doivent obligatoirement disposer... pas de partisans, pas de forces légères sur place et des groupes de police rurales insuffisantes» (19).

La riposte est nette manque de moyens, inaptitude du pouvoir civil à mener la guerre, oubli de la méthode Bugeaud des bureaux arabes... Le «choc psychologique» est urgent pour redresser cette situation. Pour ce faire la réalisation de «préalables» est indispensable.

18) IH1944 D1 (20.03.1955) «Directive du Genediv de Constantine

19) IH1944 D1 Général Chérière instructions personnelles (11.3.1954)

«Un réseau administratif doit être mis en place pour l'action politique et la recherche du renseignement par les officiers des affaires indigènes qui doivent couvrir la totalité du secteur Sud : Aurès, frontière tunisienne, les officiers «civilisés». Dans l'immédiat il faut utiliser les officiers des goums marocains en utilisant la fiction du chef sous autorité civile avec une troupe sous autorité militaire qui mettront en place les Caïds méthode Bugeaud à la sauce Lyautey. Deuxième préalable l'éloignement massif des complices des rebelles. Or le rapport note la «question est insoluble dans l'état de la législation et de l'état d'esprit des milieux politiques métropolitains» (19) une déportation massive de suspects à moins de dix ans de la guerre mondiale semble en effet irréalisable. L'armée accuse les fondements mêmes de la quatrième République et son personnel politique.

Après cette mise en accusation le Général «donne sa règle d'or» aux troupes «pas de pain à cacheter» (19). Cette tactique est génératrice de faiblesse partout. La seule solution des renforts massifs il faut «disposer d'un effectif de combat au moins triple de celui des rebelles à accrocher... et disposer d'au moins une compagnie mobile par bataillon» et de conclure : «Les moyens sont inférieurs aux nécessités... le temps presse» (19).

Ce long plaidoyer du responsable de la dixième Région militaire reflète parfaitement l'état d'esprit de cette armée qui vient d'être félicitée par le Gouverneur Général pour «l'abnégation, l'esprit de sacrifice et le courage de nos troupes accomplissant une tâche difficile et dangereuse». Pourtant le danger vient non seulement des H.L.L. mais aussi des «commissions parlementaires qui ont des pouvoirs judiciaires... et peuvent nous faire inculper» par suite des exactions commises par les forces de l'ordre. L'armée doit être là sur la défensive pour réfuter les accusations. Le Gouverneur Soustelle en décembre 1955 rappelle à l'ordre l'armée «les actions punitives sont contraires à toutes nos instructions... toute atteinte aux biens des personnes qui ne sont pas directement responsables est non seulement à prohiber mais a pour résultat d'apporter à nos adversaires une aide précieuse» (20). Les directives antérieures ont formellement «interdit les actes de répression à froid; s'il y a manquement des enquêtes seront menées pour définir les responsabilités et prononcer des sanctions» (21) répond le Commandant de la dixième région militaire. L'armée n'est pourtant pas restée l'arme au pied, tout d'abord elle précise sa terminologie lorsqu'il est question des rebelles algériens :

20) IH1944 D1 Soustelle à Lorillot (1.12.1955).

21) IH1944 D1 Lorillot au Gouverneur général (9.12.1955).

«Il est précisé que le mot fellagha doit être uniquement appliqué à nos adversaires de Tunisie. En aucun cas il ne doit être employé à propos des hors la loi ou des rebelles d'Algérie... en outre les mots pacifier, ratisser peigner et leurs dérivés doivent être bannis de la correspondance officielle. Seul sera retenu le terme de fouiller... le langage doit refléter le même souci d'éviter les expressions empiriques ou malheureuses qui ne pourraient que... valoriser la position de l'adversaire ou influencer fâcheusement des censeurs ou des conseillers éloignés des réalités comme des lieux de nos opérations» (22).

Le mois d'avril 1955 marque une activité fiévreuse de l'armée de l'Est en liaison avec les troupes française de Tunisie qui semblent prévenir l'imminence d'attentats spectaculaires des rebelles. Selon des «informations recoupées», la frontière est en ébullition et les opérations du 5 au 7 avril sont menées simultanément dans le Djebel Bourezine et Berda (Souk-Ahras) de Redeyeff (Tunisie), le Djebel Essif (Tébessa). Le 20 avril une conférence réunit, à Tébessa, les responsables des forces des frontières tunisiennes et algériennes pour constater l'insuffisance de la surveillance entre Bir el Ater et les chotts et créer un point de contrôle en renforçant le dispositif militaire par l'implantation d'une compagnie de la région étrangère à Négrine et Bir el Ater. le 24 avril une opération sur le Djebel Harraba au Nord Est d'Ouenza utilise des forces de part et d'autre de la frontière sur le renseignement d'un «jeune rebelle» arrêté : le solde est maigre : «quelques suspects arrêtés».

Avec l'été et les «événements de Philippeville» l'attention se déporte vers l'Ouest et les interventions militaires piétinent sur la frontière au point que, le 22 août 1955, le Haut Commissaire de France en Tunisie Roger Seydoux adresse un message aux responsables militaires d'Alger. Il s'inquiète que «le pourrissement en Algérie de la partie Nord du Constantinois... ne se rapproche dangereusement de la frontière; dans une bande qui n'excède pas 20km à l'intérieur et sur un méridien de 100km de la Calle à Ouenza, 20 attentats ou sabotages ont été commis depuis le 1er novembre à l'encontre soit des colons français soit de français musulmans francophiles. Dans les derniers 24 heures le train Ghardimaou Souk-Ahras a été attaqué à 10km de la gare frontière et un français musulman d'Algérie a été égorgé à quelques kms du centre minier de Kalaat es Senam» (23) Dès le 12 novembre Roger Seydoux a fait part

22) IH1944 D1 note de service (15.2.1955) Général Chérière

23) IH1944 D1 message du (22.4.1955) au Haut Commissaire de France en Tunisie

«des craintes de ce déplacement vers l'Est donc vers la Tunisie». Dans le Sud Ouest de la Régence il signale «les incidents auxquels se livrent les fellaghas algériens qui cherchent refuge dans les massifs montagneux, collectent de l'argent et armes ou tentent d'embrigader nos ex fellaghas. A plusieurs reprises ils attaquent les centres phosphatiers de Moulares Redeyef contre les éléments français employés dans les mines, faisant des victimes dans la population civile... Les opérations de Nementchas et les vigoureuses réactions à chaque accrochage ont amenées un calme relatif» (23) et l'état-major souligne en novembre 1955 «il est urgent d'améliorer la situation à la frontière algéro-tunisienne... C'est plus de la nomadisation que des opérations d'envergures» (24). Sur la frontière la situation est bien particulière : pas question de grandes opérations d'envergure; l'adversaire est fluide léger et nous oblige à une forme de «petite guerre» c'est une guerre de capitaine et de chef de section. Le rôle des échelons supérieurs se borne au renseignement, à la coordination et au soutien «il faut donc innover et parer au plus pressé. Dès le début de 1955, le rôle de l'aviation s'impose par la liaison entre l'armée de l'air et l'armée de terre». Il est indispensable de définir une système d'appui aérien.

1) L'appui aérien «feu» objet d'études destinées à adapter l'aide de la chasse aux patrouilles et reconnaissances effectués par de petits éléments.

2) L'appui aérien «renseignements»... des progrès sensibles à faire sur les mouvements des caravanes au Sud des Aurès; ils ne font pas l'objet d'une exploitation satisfaisante... Il importe au Commandement d'en exploiter les résultats (25). Le 24 mai 1955 est organisé l'aviation légère de l'armée de terre qui se heurte au déficit de pilotes et d'observateurs mais qui joue sur les hélicoptères légers (4) et moyens (6 Sikorski). La priorité est donnée à l'évacuation sanitaire puis les opérations, encore peu importantes, et exceptionnellement le transport de personnalités. L'outil est mis en place. De même l'utilisation de l'artillerie pose problème. Elle manœuvre dans des conditions difficiles dans des secteurs réduits; les opération Véronique et Violette (20 km sur 10) ne permettent pas un emploi normal de l'artillerie. Il s'agit plus de tir de réglage et

24) IH1944 D1 (24.11.55) E.M. troisième bureau

25) IH2895 D1 (21.2.55) note liaison armée de l'air, armée de terre dans les opérations

d'intimidation; l'artillerie de montagne, adaptée à cette guerre de mouvement où il est difficile de fixer les objectifs fluctuants semble plus efficace.

Enfin dans le Sud les méharistes servent à la poursuite des rebelles et du trafic d'armes par le désert. Il servent à contrôler l'Achaba qui permet l'intensification des passages entre Lybie, Tunisie, territoires de Touggourt et Sud du Constantinois «les Commandants rassemblés pour l'instruction en attente dans le Sud de Tripoli ne sont pas destinés à y rester... le contrôle et l'interception des communications en amont du massif des Aurès et des Nementchas ont une importance capitale pendant l'Achaba» (26). Le secteur de Biskra coordonne les recherches de renseignement, la mise en alerte et les opérations coordonnant l'action des méharistes les unités de Tunisie en bordure des Chotts et l'aviation de reconnaissance.

Cette «petite guerre» entraîne donc l'armée à rompre ses habitudes et à innover sur le terrain. mais le véritable problème auquel l'armée est confrontée reste sa sujétion à l'autorité civile qu'elle méprise et qui lui semble particulièrement inefficace, lente et lourde. Cette direction laissée à l'autorité civile lui laisse une position inconfortable, entre l'enclume et le marteau.

L'administration métropolitaine et algérienne veut conserver l'initiative et délègue ses pouvoirs dans des opérations limitées mais où les risques sont pris par l'armée seule. En cas de «bavure» c'est elle qui se trouve sous le coup d'une inculpation; la presse métropolitaine la cloue au pilori pour ses «exactions». L'administration d'Algérie juge, au contraire, son action trop molle et la taxe d'immobilisme. Bref l'armée en Algérie se juge mal aimée, incomprise et non soutenue. Le 1er mai 1955 un incident mineur mais révélateur a lieu à Biskra. Des bagarres ont lieu entre légionnaires du troisième R.E.P. et la population. Sur le champ la jeunesse musulmane intervient. Le divorce entre l'armée et la population algérienne que l'armée prétend protéger est consommé. Cet isolement semble atteindre le moral. Le rapport Parlange fait à Batna, le 26.5.1955, esquisse les traits d'une nouvelle tactique en même temps qu'il tient à préciser les responsabilités. Après avoir, face à la dégradation» de la situation, énuméré les mesures prises par le Gouverneur Général.

1) Tout rebelle pris les armes à la main sera abattu.

26) IH2895 D2 (7.4.1955) correspondance Constantine : contrôle des caravanes

2) Les ravitailleurs et agents de renseignements arrêtés seront déférés à la justice.

3) Les familles des chefs rebelles seront éloignées et leurs biens séquestrés.

4) La responsabilité collective et engagée» (27).

Le rapport analyse deux actions «l'action politico-militaire qui exige l'accord de l'armée et de l'autorité civile... et l'action politique où l'autorité civile est seule responsable elle doit organiser les contacts, établir l'autorité, prendre les mesures et recenser les rebelles» et le Général Parlange conclut qu'il est important «de mener en parallèle l'action sociale et économique» (28). Rapport éloquent par le non dit mais qui traduit mieux le rejet de cette «politique du pain à cacheter» qu'on fait mener à l'armée en Algérie elle qui revendique en temps de guerre sa pleine liberté d'action et surtout l'initiative. L'armée ne veut plus «porter le chapeau».

II. — 1956-1958 LA GARDE AUX FRONTIERES

Les années 1956-1958, les dernières de la quatrième République, apparaissent à l'armée française l'Algérie comme grosses de menaces. Jamais les événements ne se sont catapultés avec une telle rapidité et une telle violence. Jamais une déflagration mondiale n'a semblé plus proche. Dans un contexte tourmenté que nous analyserons brièvement, le sens de la frontière algéro-tunisienne se modifie. Elle n'est plus zone de passage clandestin où l'on joue aux gendarmes et aux voleurs, elle devient une ligne d'affrontement : l'armée française monte la garde du sanctuaire algérien face aux «ennemis» algériens et tunisiens.

Les années des «dangers»

La «pacification» a échoué : elle comportait deux volets complémentaires

1) *Le regroupement* des populations pour mieux permettre le quadrillage et la reprise en main d'une «société décorsetée par le vide

27) IH1119 DI. Une note du (12.4.1955) du cabinet militaire du G.G. précise «l'autorité civile est seule responsable. Elle définit les buts et a le devoir de donner à l'autorité militaire sa mission. Le commandement et la conduite des opérations sont du ressort exclusif de l'autorité militaire qui propose ou suggère».

28) IH1119 DI.

administratif» (29). L'administration civile s'est révélé incapable de reprendre l'initiative et d'encadrer les Algériens.

2) *La création de forces supplétives* pour soulager l'armée et permettre un déploiement jusqu'alors impossible particulièrement dans la région frontalière du Sud. Ces deux points ont été appliqués et le bilan semble fort satisfaisant.

Le regroupement des populations en moins d'un an a doublé (30),

au 1.11.1957 237.231

au 1.7.1958 485.452

dont plus de la moitié dans l'Est algérien au premier semestre 1958 500.000 personnes ont été «regroupés» soit 1/20ème de la population dans 641 centres (30). Les forces supplétives ont quadruplées au 1.6.1956 13.200 et au 1.7.1958 58.751 (30). L'effort a porté non seulement sur les Harkas mais aussi sur le Maghzen, les troupes mobiles de sécurité et les troupes d'auto défense dans les zones opérationnelles. Le bureau de l'action psychologique a édité un guide pratique de la pacification selon les directives du Ministre résident (7 avril 1956). Les thèmes de la propagande orale servent de base à la contre propagande «la France restera en Algérie... la rébellion est voué à l'échec... La France peut seule ramener la paix l'équilibre la propriété dans la justice...» (31). Pourtant les résultats sont minces et le constat sévère «à la fin de l'année 1956 la rébellion soutenue par les subsides et les ordres de l'étranger couvre la totalité du territoire... une organisation cohérente [dirige] l'activité intense de bandes... guerre d'embuscade... le terrorisme urbain est à son paroxysme. Elle a implanté une administration rudimentaire (O.P.A.) mais toutes puissantes à justice expéditive»(29). L'armée n'a donc pu éviter la contagion : la «rébellion» a gagné sur le terrain. Et le bilan dressé est éloquent : «600 tués, 2000 disparus (dont 90% de français musulman) 400 écoles incendiées ou pillées, 50.000 poteaux télégraphiques abattus, 6000 exploitations agricoles détruites, 70.000 têtes de bétail égorgées ou volés, 500.000 arbres fruitiers arrachés ou sciés,

29) IH1119 DI brochure : participation de l'armée à la pacification deuxième semestre 1958.

30) IH1113 DI Brochure : participation de l'armée à la pacification premier semestre 1958.

31) IH1119 DI brochure de l'état-major de l'armée, troisième bureau, préface de Challe.

12.000.000 de pieds de vigne saccagés» (29). Face au «régime de terreur, le vide administratif» achève de déstructurer la société et la «situation économique est préoccupante avec 1/4 de la population au chômage et 90% d'adultes sans qualification» (29). Le pouvoir civil n'a pas su remplir sa tâche et c'est l'armée qui supporte ses conséquences.

Elle a pourtant mis en œuvre tout son savoir algérien et colonial. Les S.A.S. sont nés, redonnant vie aux vieux bureaux arabes (568 en novembre 1957). Les forces supplétives atteignent les 40.000 les regroupements dépassent les 300.000 (avec consultation médicales et écoles); les chantiers publics ont permis d'améliorer 11.000 km de pistes d'assurer la protection des oléoducs. Bref, en 1957, l'aide militaire a injecté en Algérie 15 milliards de francs pour résoudre cette rébellion qui ne cesse de s'étendre. Le Général de Bollardière témoigne de la crise qui secoue l'armée «en juillet 1956, dès mon arrivée à Alger, je sentis que la situation était beaucoup plus grave encore que je ne l'avais supposé depuis la France... La guerre d'Algérie n'osait pas porter son nom et s'appelait officiellement *opération de maintien de l'ordre*. Les directives du Ministre résident étaient précises et paraissaient sans ambiguïté. Elle avaient pour titre, une fois encore, la *pacification*... L'armée était tiraillée entre les aspects contradictoires de sa mission... Des divisions dangereuses s'amorçaient au sein même de l'armée» (32).

Or dès décembre 1956, une nouvelle organisation du commandement se met en place dans la zone Nord de la région d'Alger pour préparer et conduire l'opération de grande envergure de la «Bataille d'Alger». Dès le début 1957, les événements s'accroissent avec le terrorisme urbain et Général Massu en devient le chef. «Les pouvoirs civils abandonnent entre ses mains la totalité des pouvoirs de police» (33). Les opérations policières priment la pacification. L'armée tente une première expérience de bataille politique. Elle ne peut rester sur ce constat d'échec d'autant plus que les *implications maghrébines* exacerbent les difficultés. Le Gouvernement français, en négociant avec les protectorats, modifie sérieusement les données militaires.

Avec le *Maroc*, dès février 1956 les négociations ont commencé en présence du Sultan et le 2 mars la France reconnaît l'indépendance

32) Général de Bollardière : *bataille d'alger, Bataille de l'homme Desclée de Brouwer* 1972, page 71-73.

33) *Id* page 91.

du Maroc. Dès lors le problème du stationnement des troupes françaises dans le pays est posé, avec les problèmes frontaliers mais ces événements occidentaux ont des répercussions immédiates sur la frontière de l'Est. En effet, des renforts importants ont été envoyés du Maroc tant dans les Aurès que dans le pays de la frontière et à l'annonce de l'indépendance les tirailleurs marocains ont en masse demandé à rentrer dans leur pays.

En mars 1956 le Général Parlange dans un rapport fait état «dès le 18 février 1956, du retrait des régiments de tirailleurs marocains soit plus de 3000 hommes, résultat de l'intense action de propagande sur nos troupes musulmanes et des pourparlers franco marocains...» la cote d'alerte est atteinte : si des mesures ne sont pas prises d'extrême urgence dans les *deux prochains mois*, cela met en cause notre présence dans le Sud Constantinois» (34). L'obligation de relever le septième et le neuvième régiment de tirailleurs marocain et les tabors «dont la fidélité était jusque là absolue» (35) pose donc d'une façon aiguë le problème des effectifs militaires nécessaires au quadrillage de la région frontalière.

Avec la Tunisie les événements s'accroissent aussi car le processus de l'indépendance négociée en février 1956, aboutit, le 20 mars, au protocole signé à Paris. Mais l'opposition youssefiste mène une bataille à la fois politique et armée. Salah Ben Youssef joue la carte du nationalisme arabo-maghrébin avec un appui ostensible à la résistance algérienne : «l'épée noire» déclenche une série d'attentats contre les bourguibistes et les Français. A partir de juin 1956, les départs des ressortissants français s'accroissent et à partir de septembre une violente campagne se déclenche avec une grève générale des Tunisiens pour protester contre «l'utilisation par l'armée française du territoire tunisien comme bases opérationnelles contre le peuple Algérien-frère». Cette manifestation est déclenchée à la suite de nombreux incidents frontaliers entre les Algériens et les forces françaises stationnées en Tunisie. La presse et la radio tunisienne font violemment campagne pour l'évacuation des troupes françaises de Tunisie. En octobre 1956, la situation frontalière empire : assassinats de colons français (Frano à M'Dilla 12 octobre, Chastel à Hadjeb el Aïoun 15 octobre et surtout l'embuscade de Bou Chebka : 15 morts et 17 blessés du côté français). Le 16 octobre le gouvernement tunisien obtient le transfert du contrôle des frontières et décide le lendemain la fermeture de la frontière algéro-tunisienne : 5 jours

34) IH1375 D8 rapport Parlange (5.3.1956)

35) IH1375 D8 rapport Noiret (6.3.1956)

avant l'arraisonnement de l'avion qui menait les leaders du F.L.N. à la conférence tunio-marocaine de Tunis. Le choc en Tunisie est profond : grève générale, agitation et incidents multiples, barrages sur toutes les routes où les manifestants s'opposent aux déplacements des militaires français. L'affaire de Suez, l'admission de la Tunisie à l'O.N.U., les affaires internationales entretiennent une effervescence politique intense qui mobilisent les masses tunisiennes tiraillées entre le néo-Destour, les youssefistes, l'U.G.T.T. : la frontière devient un symbole.

Les implications internationales entraînent des données nouvelles qui élargissent singulièrement et amplifient à l'échelle internationale ce qu'on pourrait ranger ordinairement dans la rubrique «faits divers» pour en faire des gros titres à la une. En premier lieu l'Egypte et la Ligue arabe jouent un rôle certain mais les services de renseignements français notent «un certain flottement dans la politique nord africaine de l'Egypte... les milieux nationalistes du Caire semblent rencontrer depuis le début de l'année certaine difficultés. Béchir Brahimi, Foudil Ourtilani et Brahim el Ouazzani ont été déclarés interdits de séjour et expulsés le 8 avril 1955, Abd el Krim lui même est surveillé... Des démêlés sérieux existent entre les membres de la section de l'Afrique du Nord des services de renseignements égyptiens et les dirigeants nationalistes qui désiraient s'affranchir de la tutelle de l'Egypte et lui reprocheraient de se désintéresser de leur cause... noter ce désaccord et l'exploiter par le voie diplomatique et les moyens économiques...» (36) le même rapport signale «la suspension des stages d'instruction des Nord africains dans l'armée égyptienne signalés dès le 29 avril 1955 est confirmé...» (36). Les rapports indiquent pourtant que l'aide de l'Egypte en ravitaillement d'armes continue. «Des nationalistes arabes réfugiés en Libye n'ont pas cachés que de grandes quantités d'armes et de munitions ont été passés en Algérie... aide sans cesse accrue... une fois que l'aide de l'Espagne à commencé à diminuer» (37). Des membres de la colonie égyptienne ont passé des sommes considérables et ont fourni au moins deux appareils radio aux nationalistes arabes de la Libye... Mais une partie des armes destinées aux nationalistes sont retenues en Libye (stock d'environ 3500 fusils, armes automatiques légères avec grenades...) Les armes sont envoyées aux tribus de Tripolitaine sous la direction des pro-égyptiens pour éliminer le roi Idriss» (38).

36) IH2594 D6 fiches (22.7.1956)

37) IH2594 D6 rapport du (4.7.1956) qui cite le *Times* du (28.6.1956)

38) IH2594 D6 contrebandes d'armes (4.7.1956)

Tout au long des années 1956-1957, les renseignements se succèdent sur les «cargaisons d'armes» «les trafics d'armes» «l'approvisionnement de l'A.L.N. en armes et munitions». A la fin de 1956 les rapports se font plus précis avec l'arrivée d'Ouamrane à la tête du comité F.L.N. de Tunis en remplacement de Mahsas «victoire de l'intérieur sur l'extérieur, des militaires sur les politiques» le trafic d'armes s'intensifie. «la mi-mai 1957», la cadence des convois est à peu près quotidienne... Les gros arrivages transitent par la Libye et depuis la disparition du contrôle français débarquent dans les ports tunisien. Le transport est organisé par le Comité F.L.N. à Tunis en accord avec Ahmed Tlili, trésorier du néo-Destour secrétaire général de l'U.G.T.T. comme représentant de Bourguiba qui fournit les moyens de transport. Les armes franchissent la frontière libyenne sur camions de la garde nationale qui en assure la protection... transport jusqu'à Tunis et dépôt dans les locaux officiels, puis répartition dans les différentes bases à proximité de la frontière par camion de la garde nationale puis ensuite convoi (animaux, camions et à dos d'hommes à travers la frontière)... Ouamrane semble avoir parfaitement rempli sa mission en approvisionnant en armes la rébellion...» (39).

Les renseignements soulignent que 80% du trafic d'armes se fait par terre... entre la Libye et la Tunisie le passage discret mais officiel est coordonné par le gouverneur à Médénine... une opération de parachutage a été préparée en septembre 1956 pour le Nord Constantinois. L'Egypte mettait à la disposition deux Dakota avec des pilotes allemands entraînés. Mais le gouvernement libyen refusa d'autoriser l'escale des avions sur son territoire et rendit l'affaire irréalisable» (40).

Ainsi l'Egypte et la Libye participent, selon les moments et les conjonctures au ravitaillement et à l'entraînement des troupes F.L.N.

Enfin le *théâtre international de l'O.N.U.* angoisse la France. En novembre 1955 la France a remporté un succès diplomatique lorsque l'O.N.U. a rayé la question algérienne de l'ordre du jour. En novembre 1956, Bourguiba, à l'occasion de l'admission de la Tunisie à l'O.N.U., se rend aux Etats-Unis où il est reçu par le Président Eisenhower et prononce un discours remarqué à l'O.N.U. Il n'hésite pas à soulever la question algérienne à nouveau. Mais en février 1957, l'O.N.U. apporte un répit pour la France et en décembre 1957 les puissances afro asiatiques soutiennent en vain une résolution pour

39) IH2595 D1 organisation politico militaire ou F.L.N. Tunisie 1957

40) IH2595 D1 trafic d'armes à la frontière algéro-tunisienne 1957

inscrire l'affaire algérienne à l'ordre du jour. La diplomatie algérienne a trouvé désormais des appuis et va en jouer. La France ne peut admettre d'intrusion onusienne dans une «affaire intérieure» et surtout ne peut accepter d'être mis au banc des accusés; pourtant ce tribunal international reste une épée de Damoclès permanente et irritante pour l'armée. Au moment où la situation intérieure se détériore avec rapidité en Algérie.

A suivre les rapports militaires la *situation algérienne* et particulièrement à l'Est algérien est devenue «*particulièrement inquiétante*». En mars 1956 les rapports des responsables Noiret, Olié Parlange prennent un ton alarmiste.

Le 5 mars 1956 le Général Parlange expose «l'aggravation de la situation politico-militaire dans les Aurès Nementchas» (41). La raison immédiate est le retrait des troupes marocaines du secteur «la cote d'alerte et atteinte... Si des mesures ne sont pas prises *d'extrême urgence* dans les deux prochains mois notre présence dans le Sud Constantinois peut être mise en cause... ou on envisage repli et évacuation ou il faut mettre en œuvre des moyens infiniment plus importants» (41). L'aggravation se marque depuis le 15 février par :

«1) Le renforcement et la meilleure organisation des bandes rebelles

2) La destruction systématique de tout ce qui matérialise la présence française.

3) La menace de plus en plus précise sur les centres urbains

4) L'intensification de la pression exercée par les rebelles sur le plan politique et psychologique

5) Les manifestations de plus en plus marquées des influences étrangères notamment de l'influence communiste

6) La trahison... de nombreux élus du deuxième collège et de nombreux Caïds

7) L'augmentation des désertions» (41).

Il analyse les causes immédiates de cette aggravation en énumérant.

«1) L'évasion de Ben Boulaïd chef de l'insurrection du premier novembre

41) IH1375 D1 (5.3.1956) rapport Parlange

2) L'aide apportée par la technique communiste par Lamrani et Laban

3) La dissolution de l'Assemblée Nationale qui a supprimé les moyens de pression mis à notre disposition par l'état d'urgence.

4) Les négociations franco-marocaines

5) Les effets de propagande sur les troupes musulmanes» (41). Quant aux solutions, le Général Parlange propose en premier lieu «un *renforcement immédiat des effectifs pour maintenir notre action* offensive avec des moyens militaires pour «compenser nos pertes» et des moyens civils pour renforcer l'action de l'administration et de la police. (C'est dans les deux mois qui viennent que la situation va se jouer...)» (41) et le Général voit plus le nœud de la situation dans les Aurès Nementchas «c'est Ben Boulaïd qui aux yeux de masses algériennes tient toujours l'étendard de la révolte contre la France».

Le rapport Noiret, du 6 mars, fait état des progrès de l'adversaire dont «l'extension des activités atteint désormais la totalité du territoire» (42) par le renforcement de son potentiel en hommes et en matériel, l'amélioration continue de son organisation politico-militaire par l'inflation du terrorisme. les conséquences entraînent l'exode des européens «le village de Roknia est abandonné». L'arrêt de nombreuses exploitations dans les mines de l'Ouenza... les trains de minerais ont diminué de plus de moitié et l'armée se voit contraindre de livrer de véritables combats : Zaouia (15.2) Borj Boui (16.2) Elmilia (21.2) attaque du marché Asfra (18.2) «la rébellion est entrée dans une phase nouvelle... Menace périodiquement d'insurrection partielle ou généralisée» (42). Or le constat est rude «notre système militaire se dévalorise» en potentiel en particulier «les unités de français musulmans ont perdu leur valeur» mais surtout la baisse du moral de l'armée est sensible et s'explique par la diminution des effectifs, le sous encadrement, l'absence de cadres valables, le manque de mise en repos temporaire, les conditions matérielles déplorables; le seul progrès enregistré est l'appui aérien avec avion d'observation et hélicoptères. Le Général Noiret avance alors les solutions : l'abandon de certaines zones et la concentration des troupes sur les régions vitales et les voies de communications, l'utilisation de nouvelles méthodes de combat «obligatoirement plus brutale». «Et nous serons accusés des mêmes crimes contre l'humanité que ceux des rebelles que nous avons voulu éviter» (42). La dernière

42) IH1375 D8 rapport Jean Noiret Compte rendu de situation Cabinet, Division de Constantine

solution proposée est la plus importante. «Une meilleure coordination des autorités civiles et militaires «il réclame donc» l'état de siège mais avec les pleins pouvoirs sinon il est inefficace et ferait endosser à l'armée la totalité d'un échec certain» (42). La conclusion est claire «l'armée retrouvera son moral... en se sentant l'instrument de la volonté nationale» (42). Ce rapport Noiret fait donc le point, en mars 1956, du moral de l'armée française en Algérie. Il laisse en pointillé la seconde alternative : si «l'octroi des pleins pouvoirs à l'autorité responsable du rétablissement de l'ordre et la mise à la disposition d'effectifs importants et de moyens adaptés» ne sont pas donnés, que fera l'armée ? refusera-t-elle d'endosser la «totalité d'un échec certain» ? (42). La menace désormais pèse sur cette «autorité civile» incapable de trouver une solution victorieuse à la situation algérienne. Tout au long de cette période les rapports alarmistes des responsables militaires à tous les niveaux se succèdent pour mettre en accusation les civils et dégager la responsabilité des militaires. Ce n'est pas l'armée qui est incapable d'éradiquer cette rébellion c'est le gouvernement pusillanime. Il est accusé d'être incapable de punir les responsables (l'évasion de Ben Boulaïd), de lutter contre «les influences étrangères» et la «technique communiste (le docteur Lamrani) ex bâtonnier de l'ordre des avocats de Balna et de Laban ex instituteur tous deux membres du comité directeur du P.C.A.), de trouver une solution politique et diplomatique pour contenir «l'espoir des musulmans d'Algérie d'obtenir leur indépendance» (42), d'envoyer les renforts nécessaires dans l'immédiat. Cette incapacité se double d'une volonté de négociation avec les protectorats maghrébins qui amplifie la contagion nationaliste en Algérie bref un gouvernement qui ne sait pas gouverner et qui ne donne pas les moyens nécessaires à l'armée. Devant cette situation catastrophique les cadres militaires réagissent vivement. En premier lieu, ils refusent d'endosser à nouveau l'échec. «L'Algérie peut-elle être l'Indochine ?» (43) interroge une brochure. Puis ils cherchent les responsables : les civils, les politiques. Sans jamais les nommer. La quatrième République est mise en accusation pour ces méthodes diplomatiques : la négociation engagée avec le Maroc et la Tunisie qui met en cause la présence non seulement politique mais surtout militaire dans les protectorats, exposant ainsi les flancs occidental et oriental de l'Algérie à «l'ennemi». Les méthodes politiques elles mêmes sont responsables : «la dissolution de l'Assemblée Nationale a supprimé les moyens de pression mis à notre disposition par l'état d'urgence» (42). Cette politique velléitaire et irrésolue sape le moral de l'armée déboussolée. Enfin l'armée ne peut

43) IH2595 D1 schéma de causerie. Action psychologique en Tunisie 1957

plus compter sur la fidélité des troupes musulmanes les désertions, les demandes de retour immédiat des troupes marocaines et surtout des tabors «inquiets sur le sort de leur famille et leurs intérêts personnels ne peuvent compter sur notre appui... aussi l'abandon des Caïds et Pachas qui nous ont servi ont été contraints à l'exil» (43). D'ailleurs la «trahison des élus musulman» en raison de la façon dont ils ont été élus» (43) coupe encore plus l'armée des masses musulmanes. L'incidente met en accusation le pouvoir politique et son truquage électoral.

Le rapport Noiret est donc un plaidoyer agressif pour un changement rapide d'option politique, militaire et diplomatique. L'armée veut avoir les moyens de gagner la guerre.

LA FRONTIERE, AXE PRIORITAIRE

Lieu de passage, actions convergentes, aller et retour, la frontière algéro-tunisienne prend alors une tout autre signification, décelée très vite par l'état-major de Constantine. Face à l'armée française, l'ennemi est multiple. Les rapports classent en deux catégories les amis et les ennemis. Les amis sont les forces françaises et les supplétifs que l'on cherche à augmenter. Mais les ennemis se sont brusquement multipliés : Les réfugiés algériens représentent maintenant non seulement des camps de déracinés mais aussi des camps d'entraînement pour les renforts, de repos et de stockage de matériel pour les maquis de l'intérieur. Les renseignements sont précis et les services, en Tunisie, exploitent leurs informateurs sur place pendant que les avions de reconnaissance venus d'Algérie font une cartographie photographiée remarquable (les archives la mettent à la disposition des chercheurs). On commence à s'intéresser à ceux qui sont en face les «H.L.L.» qui ne sont plus des «bandes» mais une organisation digne de renseignements avec des noms de responsable, des quantités de matériel, une infrastructure logistique. Les Algériens ne sont plus les seuls ennemis. Il y a en face l'armée tunisienne qui se met en place, épaulée par la garde nationale, gendarmerie tunisienne. Officiellement neutre, ces forces souvent formées de militants politiques du néo-destour font cause commune avec les Algériens et appuient leurs actions. Il faut d'autre part, compter sur l'existence de maquis youssefistes, opposés au gouvernement de Bourguiba et qui prônent l'unité maghrébine et intègrent la guerre d'Algérie dans leur stratégie. Particulièrement actif dans la région du Sud, ils s'appuient

sur l'organisation ouvrière des régions minières et Redyeff est une base solide où les Algériens trouvent des appuis ouvriers; (44) enfin la population tunisienne, elle même, accueille les réfugiés et des gestes de solidarité se multiplient dans tout le pays pour aider le «peuple frère». Aide du parti néo-destour qui organise des collectes, des journées, des manifestations, du syndicat de l'U.G.T.T. de l'union des femmes etc... «un comité d'aide aux réfugiés algériens» a été créé sous l'égide d'Ahmed Tlili; l'ex-chef fellagha tunisien Lazhar Chraïti est devenu le «conseiller technique» des chefs algériens note un rapport sur les «Ingérences tunisiennes en Algérie». (45). La presse de Tunisie et Radio-Tunis font l'objet de critiques violentes. Un rapport du Général Baillif, Commandant Supérieur en Tunisie fait état «du scandale de Radio-Tunis. La «voix de l'Algérie sœur» se répand en communiqués fantaisistes... en calomnies, la presse développe les mêmes thèmes en arabe ou en français...» (46). Mais surtout, il y a la politique de Bourguiba : «soudainement en juin 1956 la «guerre psychologique» est déclenchée par Bourguiba qui «jette l'anathème contre l'armée étrangère». Pendant un mois chaque semaine il s'adresse à la population et «cette action a une très grande portée sur l'opinion tunisienne... en face les milieux civils sont inquiets pour leur avenir et les milieux militaires connaissent depuis plusieurs années un pessimisme dû à la défaite d'Indochine, à nos reculs en Afrique du Nord...» (46). Les arguments bourguibiens de la «guerre psychologique» doivent être contrés, au plus vite, pour éviter que «les Français en viennent à croire que finalement ils seront battus» (46). Les archives nous donnent aussi d'excellentes analyses du bourguibisme et de sa politique menée pour créer le grand Maghreb «l'indépendance de l'Algérie est pour Bourguiba un moyen de réaliser ses ambitions maghrébines... il veut être l'artisan de la fin du conflit en devenant le médiateur» aussi il recommande un assouplissement de la position du F.L.N. (discours de B. Ladgham à l'O.N.U. 7 octobre 1957) mais sa manœuvre est stoppée par le C.C.E. algérien les arguments de Bourguiba sont analysés «la guerre d'Algérie nuit au développement de la Tunisie et du Grand Maghreb... l'indépendance algérienne est

44) Une étudiante de Reims travaillant sur l'opinion publique tunisienne et la guerre d'Algérie a pu aller interroger des personnes ayant participé à ces actions.

45) IH2595 D12 rapport sur l'organisation politico militaire du F.L.N. en Tunisie 1957.

46) IH2592 D1 rapport du Général Baillif (3/1/1957) sur la guerre psychologique.

une nécessité du Grand Maghreb... la solution ne peut être militaire mais politique... le F.L.N. est le seul interlocuteur; par nature pro-occidentale, ne le jetons pas dans les bras de l'Orient» (47). Et les rapports de l'état-major accusent la Tunisie de mener une «guerre psychologique» (47). N'oublions pas que, dès le 17 octobre 1956, le gouvernement tunisien a décidé la «fermeture» de la frontière algéro-tunisienne, le lendemain du transfert au gouvernement tunisien du contrôle des frontières. «L'ennemi» se trouve bien de l'autre côté de la frontière. Il convient donc de s'en prémunir.

Mais «l'ennemi» se trouve aussi en deçà de la frontière où le pays montagneux, difficile est tenu par des populations rétives ou dissidentes. Les actions de sabotage sont continuelles : poteaux télégraphiques sciés, route coupées, assassinats et violences multiples. Les trafics d'armes, difficiles, ne sont pas stoppés. L'extérieur alimente toujours l'intérieur des maquis algériens. La situation de la frontière, au moment où la bataille d'Alger est menée, reste donc un sujet de préoccupation constante pour l'état-major de Constantine et les responsables de la frontière Est. Il est important de réajuster la situation des troupes, la tactique utilisée, en fonction d'une stratégie neuve adaptée aux conditions nouvelles.

Il importe de faire de l'Algérie un sanctuaire protégé où l'armée pourra à sa guise rétablir l'ordre dont elle rêve; il faut donc empêcher toutes les influences pernicieuses de pénétrer : influence maghrébine, orientale avec le danger nassérien, communiste internationale de Moscou ou de Pékin, neutraliste dans l'esprit de Bandoeng et du titisme, américaine aussi avec ses ambitions expansionnistes. Bref la frontière orientale doit être étanche pour les hommes, les idées, le matériel en somme une muraille de Chine. Ceci dans l'optique défensive.

Mais l'armée française lasse de ces reculades répétées se veut offensive. Il est vrai que l'ennemi est faible : l'armée tunisienne est en voie de formation, depuis le protocole d'accord du 20 mars 1956. Là encore la sémantique est intéressante. Droit de suite puis droit de poursuite et enfin légitime défense. L'armée française se dit harcelée par les attaques de «bandes rebelles venues de Tunisie» et exerce bien souvent des représailles en territoire tunisien sans souci de la frontière. Ces faits divers souvent sanglants font l'objet de protestations diplomatiques de la Tunisie souveraine. A partir de septembre 1957

47) IH2595 D1 médiation dans la rébellion algérienne (18/1/58).

un registre est ouvert pour noter les incidents frontaliers en notant les plaintes tunisiennes et les «protestations françaises» et en indiquant brièvement la nature de l'incident. Le 17 décembre 1956 le secrétaire d'état aux affaires étrangères envoie une note au Ministre de la Défense Nationale sur «la poursuite des fellaghas en territoire tunisien et marocain» (48).

«Le précédent des bandes de Pancho Villa suivies en territoire mexicain par les troupes américaines est classique... on peut assimiler la poursuite en pleine mer à une poursuite terrestre... Mais nous rencontrons de sérieux inconvénients car... toutes incursions sont considérées par Bourguiba comme d'odieuses violations... et il trouve un écho certain, il n'est pas possible d'interdire à nos forces... de franchir en combat toutes les frontières... mais n'exercer les droits de poursuivre que dans des régions où les frontières ne sont pas gardées... opérer avec le maximum de discrétion et de plus prévenir immédiatement nos ambassadeurs pour qu'ils puissent devancer les protestataires» (48). A la fin de l'été 1956, les incidents frontaliers se multiplient et se font plus violents : 29 août Kalaat es Senam, 6 septembre Aïn Draham, 12 septembre Aïn Boudrias la frontière s'enflamme et provoque en Tunisie des «manifestations populaires excitées par l'U.G.T.T. et les cellules du néo-destour» (49). L'affaire d'Aïn Draham où un tunisien est abattu en Algérie «après sommations» par la troupe provoque «une effervescence de toute la Kroumirie. Les obsèques donnent lieu à une manifestation violente. Le mitraillage de la région de Sidi Dahar et Aïn Boudrias, à 35km au Sud Est de Tébessa, apporte un élément nouveau dans l'escalade. Officiellement il s'agit «d'avions d'Algérie qui ont tiré des roquettes en territoire tunisien... la réaction de la presse tunisienne a été violente et a provoqué une grève générale en Tunisie... une commission mixte a été nommée... l'enquête de la cinquième Région militaire d'Algérie estime que l'incident est non fondé» (50). L'affaire, plus complexe, est révélée par l'enquête menée par le C.S.I. le 24/9/1956; elle révèle l'existence de zones interdites à la frontière (ici entre Jebel Bougafer et Elma el Abiod). Un appareil T6 percute au sol. Les recherches aboutissent le lendemain à la découverte de l'équipage criblé de balles.

48) 1H2594 D5 (17/12/56) Le secrétaire d'état aux affaires étrangères au Ministère de la Défense Nationale.

49) 1H2594 D5 (16/9/1956).

50) 1H 2594 D5 rapport (12/9/1956).

«Au cours des opérations de recherche et des récupérations la patrouille est prise à part et le 12 à 17h elle décide le départ des attaques en terre algérienne à 200m du marabout Sidi Dahar... la patrouille ouvre le feu... le 13 et 14 ont lieu des opérations de nettoyage en zones interdites qui aboutissent à l'arrestation des rebelles en uniforme... à nouveaux le 15 plusieurs arrestations... les interrogatoires ont lieu en territoire algérien uniquement... le 16, à 11h, 2 M.S. 733 opèrent une mission feu dans la zone interdite et lancent 4 roquettes 550 cartouches... un suspect est abattu en territoire algérien... les appareils font du straffing sur des gourbis manifestement en territoire algérien» (51). Du côté tunisien, les choses apparaissent différentes, le 16 la grève générale se déclenche en Tunisie. Gafsa Médenine manifestent pour protester contre les mitraillages. On dénonce l'arrestation de 18 suspects, arrêtés en Tunisie et emmenés à Tébessa. L'émotion tunisienne traduit la succession interrompue des incidents frontaliers enregistrés par les archives (52).

Le 6 septembre Aïn Draham, 11 septembre Ghardimaou, 12 septembre Aïn Boudrias, 13 septembre tir de roquettes à Kasserine et à Tabarka, 19 septembre incidents de Tatatouine.

Ces incidents provoquent la défection des goumiers, originaires de Gabès du cinquième Goum de Kasserine qui, le 10 septembre 1956, demandent leur licenciement immédiat. Les provocations de l'armée d'Algérie ont excité la population frontalière qui exige cette fois le départ immédiat des troupes françaises cantonnées dans le Sud tunisien. «Les cavaliers indigènes remettent leurs armes au gouvernement tunisien» (53). La frontière du côté Tunisie devient bien domaine «de l'ennemi». Il ne faut plus compter sur la coopération des troupes française qui évacuent la région. Toutes ces attaques, violations de frontières, straffing en territoire tunisien menés par l'aviation aboutissent à l'apothéose du 22 septembre : le premier coup de force de l'armée contre le pouvoir civil qui avalise le piratage de l'avion prêté par Mohamed cinq et qui transporte les dirigeants du F.L.N. vers la conférence de Tunis, prélude à une négociation internationale. Guy Mollet s'incline devant ce coup de semonce. Le pouvoir civil perd avec son honneur ses dernières cartes. Le chemin du pouvoir politique s'ouvre à l'armée. Les provocations frontalières

51) 1H2595 D5 C.S.I. au troisième bureau (24/9/1956).

52) 1H2594 D5.

53) 1H2959 D2 (5/1/1958) Commandant Corps d'Armée de Constantine à Alger.

permettent de présenter le détournement de l'avion comme une riposte à «l'agression» tunisienne à la frontière. Il serait nécessaire de chercher comment s'est monté le «complot» du 22 septembre. Dans l'état actuel des recherches, il n'apparaît pas clairement mais les indices de l'escalade de provocations frontalière par l'armée de l'air laissent à penser que l'état-major de l'armée de l'air et le général Jouhaud n'y sont pas étrangers. L'armée ne peut admettre une nouvelle négociation de Genève qui arrêterait la guerre en Algérie. Elle veut gagner cette guerre sur le terrain militaire, pensant à tort que la victoire politique en découlera. L'outil militaire de la quatrième République est trop fragilisé par la défaite indochinoise, il a besoin pour survivre d'une victoire sur le terrain. La frontière algéro-tunisienne est le terrain d'expérience; ici une expérience juridico-militaire qui cherche à définir le droit de suite ou le droit de légitime défense. En janvier 1958 le Général Loth, commandant le Corps d'Armée de Constantine envoie en long rapport «l'exercice du droit de poursuite en territoire tunisien» qui demande une attitude nouvelle de «la France» enfin maître d'un gouvernement et du blanc seing de l'O.N.U. qui peut faire preuve d'une plus grande fermeté vis-à-vis du gouvernement tunisien» et il suggère de «revaloriser l'exercice du droit de suite et d'en faire énergiquement usage» (54). Quelques jours plus tard une note *très secrète* du Général Loth donne les ordres «le Général Salan vient de me donner carte blanche pour réagir brutalement en Tunisie en cas de nouveaux incidents de frontière ainsi que pour préparer et exécuter... des opérations coup de poing... Les moyens mis en œuvre devront être calculés de façon à infliger à l'adversaire un indiscutable et sanglant échec» (55). La porte est ouverte aux aventures les plus hasardeuses.

Enfin troisième objectif «préparer une contre offensive pour emporter la décision. Dans un premier temps, il s'agit d'une mission de renseignement : renseignements oraux, renseignements photographiques pour connaître l'adversaire qui cette fois n'est plus quantité négligeable. L'organigramme des troupes algériennes et tunisiennes doit être minutieusement étudié. Le rôle de l'O.P.A. (l'organisation publique) est mis en évidence ainsi que la puissance matérielle en armes de guerre et matériel anti-aérien. Pour la contre offensive les troupes d'élite et spécialisées seront utilisées mais les réserves resteront à l'écart soit par souci de parer à toute éventualité

54) 1H2959 D2 *très secret* (5/1/1958) Commandant Corps d'Armée de Constantine à Alger.

55) 1H2959 D2 *très secret*. (10/5/1958) note au général Loth.

soit par manque de confiance en cette armée de seconde zone. Le témoignage de Bollardière confirme cette hypothèse.

«Des divisions dangereuses s'amorçaient au sein même de l'armée. Les troupes dites d'élite, employées à la destruction des bandes rebelles à coups de bombardement d'artillerie ou l'aviation parfois au napalm, affichaient peu d'estime pour les troupes de secteur et en saluaient occasionnellement et du bout des doigts les officiers (56). Légions, commandos de choc, parachutistes etc... telles sont les troupes d'élite.

A partir de ces objectifs, l'armée se dote d'une stratégie simple : nettoyer la région frontière dans une grande bataille des frontières qui a lieu en 1958 et qui avec les moyens appropriés permet l'évacuation de cette zone avec regroupement des populations restantes. «La zone interdite sur la frontière sera journalièrement battue par l'aviation principalement à l'aube. La zone interdite est une zone où le séjour et le passage sont interdits et où l'intervention des feux aériens est libre»... (57).

Telle est la définition de la dixième Région militaire. Sur la bataille des frontières je n'ai pas trouvé de dossiers (tout au moins pour l'instant) mais les témoignages abondent. Je retiendrai celui de Jules Roy, revenant de son Algérie natale qu'il ne reconnaît plus en 1960. De l'autre côté de la frontière en Tunisie, parmi les réfugiés algériens «Je remarquais alors près d'une hutte... une enfant de douze ans... elle gémissait levait les bras pour implorer le ciel, poussait de longs sanglots qu'elle arrêtait soudain pour éclater de rire... «les bombardements des avions à côté de Souk Ahras il y deux ans». Et Jules Roy d'évoquer ce qu'il vient de voir de l'autre de la frontière «que me demandait elle» ? d'arrêter les avions qui tiraient sur elle des roquettes, éclatant en gerbe de feu ? ou les canons ? d'écarter les soldats ? ... qui lâchaient sans arrêt des rafales dans les gourbis, les chasseurs piqueraient sur elle, remonteraient dans les hauteurs...» (58).

Cette région montagneuse, boisée sera donc désertifiée. Plus âme qui vive dans ces zones interdites mitraillées aux petits matins pour s'assurer que nul vie ne resurgit.

Ceux qui n'ont pu franchir la frontière et s'enfuir en Tunisie, dans ces camps de réfugiés, sont regroupés puis évacués dans une zone excentrée où ils vont peupler les «villages de regroupement».

56) Général de Boullardière : *Bataille d'Alger...* (op. cité) page 75.

57) 1H2594 D5 C.S.I. dixième Région militaire état-major (16/11/57).

58) Jules Roy : *La guerre d'Algérie* (1960) page 178-179.

L'activité de l'armée frontalière devient fébrile au début de l'année 1958. Les Ministres du Sahara et de l'Algérie envoient des notes comminatoires à l'état-major d'Alger. Dès le 20 février, le Général Salan rédige un très long rapport sur la frontière tunisienne (59). Il distingue «une zone déserte qui entraîne l'évacuation de la population 80.000 personnes soit une dépense de 10 milliards environ. Il faut éviter les mouvements vers la Tunisie. Une zone interdite de 12km organisée par le génie qui permet l'engagement des centres de colonisation par une ligne de défense piégée sur 2km. Les crédits se montent à 10 milliards pour l'évacuation des populations et à 10 milliards pour la réalisation de la zone interdite» (59) suit une étude des populations à regrouper «réduites de 4/5 pour la population européenne et ou 1/3 pour la population à statut coranique 130.000 environ... ne seront pas évacués les centres importants» (60) comme le Calle, Lamy, Lacroix; Ouenza le Kouif, Negrine. Les archives nous fournissent les lieux de regroupement de ces populations qui permettent de mieux «quadriller» une population de réfugiés incapables de subvenir à ses besoins. Ainsi une bande de 20km isole la frontière par un no man's land désert qui empêche toute tentative d'attaque par les maquis de l'intérieur.

Mais la grande idée de la quatrième République mourante reste l'installation du barrage et la création de la «mystique» avec des slogans «le barrage paie», «le barrage tue», sorte de ligne Maginot de surface. Le barrage a pour objet de fermer hermétiquement la frontière pour empêcher tout contact des maquis de l'intérieur avec l'extérieur et ainsi aboutir, selon les vues de l'état-major, à la mort de l'insurrection, non ravitaillée. La ligne Morice devient l'objectif prioritaire de cette stratégie. On commence par des lignes de barbelées, puis on perfectionne, on multiplie les obstacles, on se prévient contre les passages, on fait appel aux techniques de plus en plus sophistiquées. Dossiers techniques, inventions optiques ou acoustiques tout est mis en œuvre pour réaliser un rempart infranchissable. Lorsque le rempart serpente de la Calle à Tébessa, on construit une seconde ligne, avec zone minée à l'intérieur. Le Génie mène l'affaire rondement en utilisant principalement la main d'œuvre des bataillons disciplinaires. Face au «sanctuaire tunisien» «le

59) IH1595 D5 (20/2/1958). Salan au Ministre de la Défense Nationale.

60) IH2594 D5 population à regroupées Rapport Général Sauvagnac (20/2/1958). Ce rapport contient des données démographiques intéressantes sur la population algérienne et sur la population maintenue dans les localités. La population à évacuer «entre la ligne des 20km et le barrage serait d'environ 130.000».

sanctuaire algérien» est incomparablement mieux outillé et des innovations curieuses ou intéressantes perfectionnent ce rempart. «En novembre 1957, d'importants aménagements ont permis l'échec des percées» (61). Pourtant «au début de 1958, l'apparition de fortes bandes venues de Tunisie ont entraîné le verrouillage de la frontière avec remaniement du dispositif» (62). De là l'ampleur des opérations menées dans la bataille des frontières.

Face à ces éléments négatifs, je dirais défensifs, l'armée prépare l'offensive. Outre les grandes opérations de guerre menées avec les procédés des guerres classiques, l'armée, imprégnée par l'idée des bureaux arabes prétend faire du social et se substituer à l'administration défaillante. L'effort porte sur la scolarisation et sur la naissance de «1000 nouveaux villages» pour «assurer la sécurité». Ces villages organisés en S.A.S. et en S.A.U. (ils sont 160 au début de 1956, 568 en novembre 1957 et 679 à la fin de 1958) (62) contrôlent cette population déplacée. Ils prétendent «gagner les jeunes : 4.600.000 français musulmans ont moins de vingt ans... par le sport (347 foyers sportifs groupent 25.000) jeunes ou l'orientation professionnelle (33 centres); gagner les femmes, par les assistantes sociales de l'armée créer des comités de solidarité de femmes et des ouvriers...» (62). L'enseignement occupe les jeunes (2000 en 1956, 58.641 à la fin 1958), les chantiers les adultes (9840 fin 1958) enfin les forces supplétives, harkas, maghzen, groupe mobile de sécurité, groupe d'auto-défense (au total 74.781 fin 1958) doivent permettre d'assurer la «pacification» les femmes sont enrôlées dans les cercles féminins (302 à la fin de 1958) pourtant «l'union des communautés n'est pas encore faite, la fusion n'est pas réalisée c'est à l'armée d'en être l'artisan». (62)

La guerre psychologique héritée des prisonniers de la guerre d'Indochine est l'aspect novateur de cette stratégie. Dès 1956 l'organisation de «l'action psychologique» est mise sur pied en Algérie et en Tunisie. Ces services accumulent alors les renseignements par des sélections d'articles de presse non seulement de France (Milités du *Figaro* se taille la part du lion), mais aussi des éléments glanés dans les journaux tunisiens qui font état de la présence d'Algériens en Tunisie : une synthèse hebdomadaire est rédigée. De plus un service de renseignements, vraisemblablement celui du deuxième bureau, fournit des éléments avec une synthèse mensuelle

61) IH2594 D5 (13/12/1957) valorisation du barrage.

62) IH1119 D1 armée et pacification brochure deuxième semestre 1958.

(lettres récupérées sur des cadavres (accrochage du Djebel Ramli (septembre 1956) certificat médical prouvant l'existence d'un service de santé au Kef... écoutes de Radio-Tunis). A partir de toutes ces données, le service d'action psychologique propose des thèmes de conférences pour contrer la propagande du F.L.N. et de ses alliés, des arguments à opposer aux allégations ennemis, des communiqués pour relever toutes les déclarations erronées, le brouillage des émissions arabes et le lancement de contre-émissions. Le service s'acharne à réfuter les arguments de la «guerre psychologique menée par Bourguiba» (63). Par quatre propositions : «l'indépendance absolue n'existe pas... la situation économique s'est dégradée depuis l'indépendance... Bourguiba et le fourrier du communisme en supprimant la liberté individuelle... les émissions en arabe doivent être brouillées» (63). Enfin le service vise plus haut en cherchant à «créer les dissensions entre la population tunisienne et les rebelles algériens... Des liaisons sont établies entre services psychologique de Tunisie et de Constantine» dont fait état un rapport du Général Salan au Commandant supérieur de Tunisie le 9 août 1957» (64). Il envisage de «propager» des rumeurs et de diffuser des tracts sur la frontière par des avions venant d'Algérie» (64).

Le troisième élément de cette stratégie offensive est la préparation par l'état-major de plans d'offensive sur la frontière. Ces actions peuvent avoir deux objectifs différents.

Premier objectif supprimer l'armée algérienne en formation tout au long de la frontière et disperser des camps de réfugiés pépinière de l'A.L.N. Objectif très précis qui nécessite une connaissance réelle de l'adversaire et de son implantation. Cet objectif pour l'armée se situe dans le cadre de la «légitime défense». Le second est beaucoup plus ambitieux et prouve que l'armée n'a pas accepté l'indépendance de la Tunisie; en effet les plans sont préparés afin d'éventuellement, procéder à une nouvelle occupation militaire de la Tunisie.

La première cible visée est tunisienne. A partir de septembre 1957 sur l'initiative de Salan un plan est mis à l'étude, à la veille d'un nouveau débat à l'O.N.U. «dans l'éventualité d'une attaque générale par l'ensemble des éléments F.L.N. de Tunisie notre riposte sur les bases rebelles serait susceptible de provoquer des incidents graves en Tunisie et d'exiger notre intervention en vue de rétablir notre contrôle

63) 1H2595 D1 rapport du Général Baillif (3/1/1957).

64) 1H2961 D1 (9/9/1957). Salan au Général Commandant à Constantine.

sur une partie du territoire tunisien, Tunis, Bizerte, Sousse... première hypothèse... destruction des bases rebelles jusqu'à la rocade Tabarka Thaln, deuxième hypothèse : des incidents graves en Tunisie entraînent l'engagement des trois armées : un régiment aéroporté sur Tunis, la onzième Division par Souk El Arba sur Tunis et un débarquement à Sousse» (65). Deux mois plus tard Salan rend compte au Ministre de la Défense de l'élaboration d'un plan «mis sur pied en liaison avec le Général Gambiez» mais opère un repli dû peut être aux réticences ministérielles «se priver d'une vingtaine de bataillons au moment où le potentiel rebelle n'a pas diminué» (66) lui semble dangereux il estime préférable de simples coups de main» (66). En effet le Général Salan, a trouvé de vives résistances à l'état-major du Constantinois qui refuse de servir de poisson-pilote dans une aventure si risquée.

La seconde cible est algérienne et permet donc, en vertu du droit de suite, toutes les actions même en territoire tunisien. L'une d'elles a des répercussions nationales et internationales considérables, il s'agit de «l'affaire de Sakiet Sidi Youssef» (67). Voici le texte téléphoné du Général Salan au Général Ely, le 8 février 1958 à midi.

«Un avion M.D. en reconnaissance le long de la frontière région Sakiet au dessus du territoire français a été violemment pris à parti par la D.C.A. de Sakiet. L'appareil touché a été contraint de faire un atterrissage forcé à Tébessa. La riposte a eu lieu par application des feux aériens sur trois emplacements d'armes automatiques repérés sur Sakiet abritant P.C. base rebelle, l'action a été menée par onze B26, 6 Corsaires, 8 Mistral de 11h15 à 11h45».

Pourquoi cet «événement» a-t-il pris de telles proportions au point d'agiter l'opinion maghrébine, française et internationale ? Il s'inscrit en effet dans une situation de crise, depuis l'été 1957, et c'est la frontière qui en supporte les conséquences. Depuis août, le F.L.N. se montre particulièrement actif après la création du C.N.R.A. au Caire et en octobre l'A.L.N. mène la première offensive militaire jusqu'au Sahara. Sur le plan diplomatique le F.L.N. pose à tout préalable de négociation, la reconnaissance de l'indépendance. En décembre, le débat à l'O.N.U. a fait apparaître sinon une majorité du moins un soutien solide du groupe afro-asiatique pour la cause algérienne.

65) 1H2964 D1 (9/9/1957). Salan au Général Constantine.

66) 1H2961 D1 (30/10/1957) Salan au Ministre de la Défense Nationale.

67) Sur Sakiet Sidi Youssef 1H2959 D2 dossier consacré à l'événement avec chronologie, plans et photographies aériennes avant et après le bombardement.

La Tunisie, en juillet, a proclamé la République tunisienne. Le néo-déstour prend à bras le corps les problèmes politiques et l'affaire algérienne est l'une des préoccupations majeures dont le Président Bourguiba fait son domaine réservé. Or les incidents frontaliers se multiplient et croissent en violence. De septembre à décembre 1957, on a enregistré vingt-six plaintes tunisiennes à l'O.N.U. pour pénétration en territoire tunisien, enlèvement de personnes, survol du territoire, et vingt-cinq protestations françaises dont une plainte à l'O.N.U. (en octobre) «trente fois nous avons été tirés à partir de la Tunisie dix appareils ont été touchés dont un se crasche et un fait un atterrissage forcé» (68). Des incursions sont signalées dans la région de Lacroix. Le mois d'Octobre est fertile en incidents quotidiens dans la zone sud (4/10 Djebel Goubeul (Negrine) (5/10/ Nefta (8/10) Redeyeff, Tamerza avec incursion de blindés, bombardements en Tunisie à partir de Lacroix, incidents tout au long du mois à Aïn Draham et Sakiet etc... une liste longue répertoriées dans les registres avec quelques annotations prouve une insécurité permanente dans la région de la frontalière» (69), une sorte de veillée d'armes. Dès septembre l'état d'urgence a été proclamé dans la zone qui donne tous les pouvoirs à l'autorité militaire enfin dégagée du carcan civil. Mais l'autorité politique garde encore l'initiative des décisions et la crise de la quatrième République mourante empêche les prises de responsabilités des politiques, coincés entre leurs vellétés de fermeté sur le terrain et les exigences d'un électorat qui commence à mal supporter une guerre sans nom, coûteuse en hommes et en matériels mais aussi en réputation internationale : chaque débat à l'O.N.U. voit fondre les appuis français.

L'armée d'Algérie, dans ce contexte trouble, prétend là encore jouer son jeu et l'objectif cette fois se situe dans la zone infiniment sensible de la frontière. Là encore l'aviation joue le rôle principal, outil commode qui met en branle peu de participants, donc peu de témoins gênants et surtout pas d'éléments du contingent. A la tête, le Général Jouhoud, par son origine pied-noir est acquis à toutes les méthodes pour conserver l'Algérie Française, c'est le Commandant de Corps d'Armée de Constantine Loth qui le 5 janvier 1958 lance la première suggestion à l'état-major d'Alger.

68) IH1964 D1 incidents frontaliers et exercice du droit (de suite) de légitime défense registre du 1/9/1957 au 29/4/59.

69) IH2959 D2 note (13/2/1958). «Depuis le 30 août 1957, vingt neuf attaques de D.C.A. en territoire tunisien... sur 29, 13 aux environ de Sakiet.

«Sans envisager une action durable et profonde en Tunisie... je pense que la France, enfin nantie d'un gouvernement et de blanc seing de l'O.N.U. peut faire preuve d'une plus grande fermeté vis-à-vis du Gouvernement tunisien... permettre dans un premier temps à notre aviation de survoler la frontière pour mieux nous renseigner. Simultanément il conviendra de revaloriser l'exercice au droit de suite et d'en faire énergiquement usage... dans un second temps il n'est pas exclu de penser qu'un ou plusieurs coups de main, de va et vient simultanés ou consécutifs déclenchés par surprise sur les bases F.L.N. situées à proximité immédiate de notre frontière auraient des résultats psychiques et tactiques indiscutables» (70).

Le 10 janvier 1958 une note *très secrète* du Général Loth confirme «le Général Salan vient de me donner carte blanche pour réagir brutalement en Tunisie en cas de nouveaux incidents ainsi que pour préparer et exécuter à mon initiative... des opérations «coups de poing» à la condition qu'elles soient bien situées dans le cadre du droit de poursuite... infliger à l'adversaire un indiscutable et sanglant échec... je pense qu'il nous faut refaire une nouvelle couverture photo de toute la frontière...» (71). Ainsi en janvier tout est mis en place «il n'y a pas urgence» mais le casus belli est déjà trouvé. Le lieu reste à déterminer, l'état-major peut avec «routine» planifier la mission, préparer les dossiers d'objectifs, les donner aux Commandants d'unités et ventiler les moyens existants.

Le samedi 8 février 1958, un M.D. 311 effectue une reconnaissance à vue, entre la frontière et la ligne Morice, à 9h05 il est touché «en territoire français par la D.C.A. du territoire tunisien. Le moteur droit est touché il émet les signaux de détresse et se dirige vers Tébessa. A 9h 10 l'opération est décidée contre Sakiet. Les bombardiers B26 et Corsaire sont équipés de bombes avec fusées retard pour la destruction des abris d'armes automatiques. A 9h30 les ordres sont donnés aux unités. Dans le village de Sakiet, les Corsaires avec des bombes de cinq cents livres attaqueront en piqué, les autres appareils attaqueront au Sud de Sakiet principalement les bâtiments d'une mine désaffectée, l'heure de l'attaque est fixée à 11h. A 10 h le Général Commandant la cinquième région aérienne donne son accord, à 10h 35 les premiers avions décollent l'attaque commence à 11h05, elle durera jusqu'à 11h45.

70) IH2959 D2 incidents frontière Tunisienne.

71) IH2959 D2 fiches établies par le Gatac relative à l'incident cinquième région aérienne.

Il ne s'agit pas là «d'une improvisation mais de l'exécution d'ordre reçus» (72). Le but est la «destruction des objectifs militaires... si des civils ont été atteints incriminez les autorités tunisiennes qui ont toléré des objectifs militaires dans une population civile... Notre droit est confirmé par les faits, c'est un acte de légitime défense» (72).

Tel ne semble pas l'opinion du Ministre de la Défense Nationale qui le 15 février 1958 prescrit «en raison de l'aggravation de la situation en Tunisie»

«1) Toute opération poursuite en territoire tunisien est interdite

2) En cas d'attaque riposte limitée à tirs précis afin d'éviter tout risque de perte dans la population civile.

3) Tout survol de la bande de 5km à l'Ouest de la frontière est interdite.

4) Un appui pour les troupes au sol demeure possible sur demande expresse». Le pouvoir politique aux prises avec les complications internationales et avec la réaction de l'opinion publique française semble donc désavouer ces provocations aériennes et reprendre en main l'initiative de la guerre.

L'armée, quant à elle, se montre satisfaite des résultats : «Sakiet détruite à 30%» (73) et neutralisation des emplacements de D.C.A.. le Général Loth dans un rapport très secret analyse les réactions.

«a) Locales et immédiates, excellentes à Souk-Ahras, détente dès le 9 entre la frontière et le barrage les populations viennent dans les S.A.S., les Algériens réfugiés en Tunisie veulent rentrer en Algérie... surtout soulagement de nos troupes devant une réaction attendue depuis longtemps.

b) A Paris, la presse se fait l'interprète de la propagande du F.L.N. et du gouvernement tunisien contre «cet acte de représailles» la sensiblerie n'est pas de mise... depuis le 1er janvier 111 tués, 141 blessés victimes aveugles de terroristes... la collusion tunisienne est démontrée, les armes récupérées dans le secteur de Kenchela proviennent des bases tunisiennes aux prix de lourdes pertes dans nos rangs, 16 tués, 378 blessés et 31 disparus» (74).

72) IH2959 D2 note du (13/2/1958).

73) IH2959 D2 (14/2/1958)

74) IH2959 D2 (11/2/1958) rapport Général Loth au Général Salan.

L'affaire de Sakiet disparaîtra avec l'ampleur de la crise politique qui aboutira au 13 mai 1958, c'est-à-dire au coup de force de l'armée contre la quatrième République, responsable de tous les maux et particulièrement de son incapacité à résoudre le problème algérien dans le sens de l'Algérie Française. Pour une fois l'armée d'Afrique fait collusion avec la colonisation, tout en proclamant sa volonté de réconciliation des communautés. L'armée prend le pouvoir en Algérie, elle va enfin pouvoir mener la guerre à sa guise et remporter la victoire militaire sur le terrain.

III. — LA VICTOIRE DE L'ARMÉE FRANÇAISE : UNE FRONTIÈRE ETANCHE.

A partir de mai 1958, tout change. Les archives sont bavardes, les rapports longs, techniques. Il s'agit de réaliser la victoire militaire tant désirée. La frontière, face au sanctuaire tunisien ne peut être seulement un élément défensif. Elle entre désormais dans une tactique offensive, une base de départ pour voler vers la victoire totale sur l'intérieur, par la pacification sur l'extérieur, par l'éradication des bases rebelles de la frontière et le châtiment de leurs alliés.

L'armée, libre du carcan de la quatrième République, a mis en place un régime à sa convenance. Enfin elle peut désormais agir pour reprendre en main l'Algérie, «le territoire national», mais encore, prendre une revanche sur la braderie des protectorats.

L'armée *organise la frontière*. Elle a déjà imposé la mystique du barrage et elle va maintenant peaufiner cet outil stratégique nouveau. Écoutons, dans un tout autre registre, le témoignage de Jules Roy.

«Son barrage, le capitaine le couvait, l'astiquait, le léchait, le flattait. Chaque semaine il inventait un nouveau piège pour le rendre plus difficilement franchissable. Il en truffait chaque mètre de mines bondissantes, de barbelés solidement accrochés à la terre : il dégagait les champs de tir devant les armes automatiques, coupait les arbres et rasait les maisons qui le gênaient. Quand il appuyait sur un bouton des explosifs sautaient et des feux de Bengale s'allumaient. Il aurait fallu être fou pour oser s'aventurer d'un pas dans son système» (75). Un rempart de fer et de feu. Les sangliers eux mêmes n'y passent plus, les lièvres s'y font électrocuter» (76).

75) Jules Roy, *La guerre d'Algérie*, page 165 (édition 10/08/1971).

76) Jules Roy, *La guerre d'Algérie*, page 189 (édition 10/08/1971).

Les archives sont prolixes sur le barrage (77). Sa mission est bien remplie : interdiction de tout franchissement...» (78) l'étanchéité stratégique est assurée avec une très faible porosité tactique» (78). Toutes les tentatives importantes du F.L.N. ont été vouées à l'échec Morsott, Gambetta, Aïn Zana en 1959 et en 1960 Ouenza et Lamy. Les «suintements» sont minimes et ne peuvent empêcher la désorganisation des Wilayas de l'intérieur. «Le barrage paie» ne cesse-t-on de répéter.

Aussi n'a-t-on de cesse de perfectionner cette frontière, inviolable. «A l'heure actuelle sur une longueur de 450km environ, soit distance de Dunkerque à Bâle, le barrage se présente sous un double aspect : au Nord de Tébessa il constitue une zone d'obstacles successifs tandis qu'au Sud il a conservé sa forme initiale d'obstacle linéaire.

Depuis la fin de 1958, le barrage du début a été complété par la construction de barrages avant centre et avant Nord. Ce renforcement, tout en permettant la protection des centres miniers dont il assurait de ce fait la prospérité constituait surtout un véritable acte offensif gagnant un territoire de 6000 km carrés peuplé de 140.000 habitants, partant sur la frontière même notre dispositif il visait à chasser définitivement du territoire algérien la base F.L.N. de l'Est. En même temps le tronçon Sud était prolongé au delà de Negrine coupant ainsi le faisceau d'itinéraire des rebelles au Nord de Chotts.

L'adversaire a assisté impuissant à cette poussée de nos troupes qui réussira longtemps à contenir les actions rebelles sur la frontière même» (79).

Radars, canons, système d'artillerie et de projecteur continu, réseau dense de transmission, appui de l'aviation, 700km de pistes et de routes de surveillance 1300km de haies électrifiées, le barrage «est un obstacle dont la puissance d'arrêt est faible mais dont le rôle de renseignements et essentiel» (80). Cet instrument efficace demande un entretien continu en hommes, en matériel et en perfectionnement qui lui donne «vie» (80). Dès 1960 le barrage «vieillit» menacé par les intempéries et les actions du F.L.N. On met en sommeil le barrage

77) 1H2961 (dossier 1 à 5).

78) 1H2961 D3 rapport du Général Dulac (9/3/1960).

79) 1H2916 D3 rapport du Général Dulac (9/3/1960).

80) 1H2961 D3 Général de Corps d'Armée de Constantine Olie à Général d'armée aérienne Commandant en chef des forces en Algérie (1/1/1960).

arrière pour avaliser le barrage avant. La valorisation technique vise à perfectionner l'obstacle et la source de renseignements et à parer aux méthodes des assaillants. Les astuces techniques (appareils L.T.T., lacis de barbelés, tapis de fakir, fils, pièges...) portent surtout sur l'extension du réseau miné, sur la pose du grillage anti bazouka, l'utilisation de mines éclairantes, de dispositifs infrarouges sans omettre les services des chiens patrouilleurs et pisteurs : une commission de spécialistes barrage a été créée au Commandement du Génie.

Sous l'angle tactique l'organisation a dû se modifier. Initialement la mystique du barrage a tendu toutes les énergies et a permis de gagner la bataille des frontières : Souk-Ahras en 1958, Morsott en février 1959. Une formule plus souple et moins coûteuse en effectifs a succédé et a permis de créer les réserves générales nécessaires en cas d'attaque massive. Mais la nouvelle tactique des troupes algériennes cherchant à introduire à l'Ouest du barrage des éléments légers oblige désormais à détruire l'adversaire immédiatement sans le laisser passer «casser le rebelle sur le barrage est devenu un impératif». Eclairé par des sonnettes en avant de l'obstacle, appuyé par des feux continus, ce dispositif comprend des moyens mobiles et des postes d'observation... un système de «quartiers frontières» rassemblant des éléments de toutes armes autour d'une même mission» (81).

Le Général Olie préconise une décentralisation du Commandement pour l'interception immédiate mais une centralisation dès qu'il y a franchissement important. Le «mythe du barrage qui tue» reste intact en 1960 et permet «d'éviter à tout prix que l'ennemi extérieur ne viennent remettre en cause la désorganisation de l'adversaire intérieur» (81). En 1961, l'affaire de Bizerte donne une nouvelle dimension au barrage. Désormais à l'aspect défensif d'interception des bandes rebelles s'ajoutent le besoin «d'actions offensives brutales...» sous forme de raids... en acte de riposte au territoire cobelligérant (82). Le combat sur le barrage s'apparente à la bataille conventionnelle» (82). La conception même de la défense du barrage se modifie donc en fonction des données nouvelles : apparition de compagnies lourdes dans l'A.L.N. et présence de l'armée tunisienne. A la stratégie linéaire s'oppose désormais un «système de défense...» basé sur la manœuvre dans toute

81) 1H2961 D3 rapport Olie (1/1/60).

82) 1H2961 D3 rapport Général Ducourneau (18/9/1961).

la profondeur de la position... Cette conception nouvelle exige une reconversion sur le plan psychologique, le barrage ne peut pas tout arrêter... Le barrage n'est plus le champs clos où se règle le sort des combats... Les forces du barrage ne doivent plus se sentir rivées aux fils électriques : elles doivent se libérer des suggestions techniques et aller à la rencontre de l'ennemi... La manœuvre doit être une manœuvre frontale et profonde et non plus latérale et linéaire» il ne s'agit donc plus «d'agir le dos à l'obstacle mais d'avoir la possibilité de le franchir» (82). Il s'agit donc bien de la revendication d'une «reconversion psychologique» aux objectifs bien plus larges à tactique offensive à partir d'une position faite pour la défense et le renseignement. En 1961 l'armée de la frontière est prête à une nouvelle campagne de Tunisie. Comment expliquer ce renversement tactique ?

Le barrage a pourtant fait l'objet de perfectionnements les plus attentifs. L'électrification est achevée le 15 février 1959 de Souk-Ahras à Aïn Zerga, l'étanchéité de la frontière est assurée par la herse mobile avec un raffinement de détections acoustiques, la protection des unités d'infanterie, l'appui des deux d'artillerie et de l'aviation. Le barrage peut donc détecter, jalonner, freiner et détruire les bandes rebelles qui tentent de s'infiltrer. Entre le barrage et la frontière, les postes avancés cherchent le renseignement autant que la destruction de l'adversaire. Pour chaque opération, des améliorations techniques innovent allant du bricolage à la découverte scientifique. Les archives nous donnent amples détails sur cette course contre la montre pour rendre le barrage toujours plus opérant et affiner la surveillance et le «renseignement de contact». Ainsi en quelques années le rôle de la frontière s'est considérablement modifié, au point qu'en 1961 le Général Ducournau pose le problème des «portes» nécessaires aux troupes françaises pour franchir l'obstacle et permettre une offensive conquérante.

Cette évolution stratégique et tactique repose sur une *connaissance précise*, je dirais scientifique, *de l'adversaire*. Les méthodes de la guerre psychologique se sont imposées à l'armée d'Alger et désormais, les archives en font foi, l'état-major peut s'appuyer sur les données chiffrées, des cartes éloquentes, des organigrammes régulièrement mis à jour des forces adverses pour évaluer la menace et les moyens d'y parer. Chaque secteur doit rédiger mensuellement une *fiche de liaison* qui rappelle étrangement d'ailleurs les rapports des bureaux arabes du dix neuvième siècle. les rubriques comportent :

1) L'aspect général (géographique, démographique...)

2) L'adversaire avec carte, organigrammes détaillés avec les statistiques les noms et le matériel, les branches politique et militaires, les organisations annexes etc...

3) Les unités amies avec les rapports entre effectifs et population, effectifs et surface, effectifs et rebelles. Le nombre d'éléments réguliers et supplétifs, le bilan des pertes rebelles et l'action sur la population civile. L'état-major de Constantine en tire l'essentiel pour ses rapports, ses cartes qui donnent l'évolution des possibilités de l'adversaire.

4) La répartition des forces de la frontière varie en fonction des mouvements rebelles régulièrement vérifiés et modifiés. Ainsi le secteur de Souk-Ahras (83) met à jour chaque trimestre ses fiches de liaison et ses cartes sur l'implantation rebelle et les zones interdites. En Tunisie : 1600 hommes dotés à 100% d'armes de guerre soit, 10 katibas, 30 Ferkas du deuxième et troisième et sixième Failek de la base de l'Est... en Algérie une Ferkas de la cinquième Katiba du deuxième Failek entre le barrage principal et le barrage avant Nord (Ouled Bechiah) à l'Ouest du barrage une vingtaine de rebelles locaux, en limite du sous secteur de Laverdure, rescapés des combats de Souk-Ahras, d'avril 1958. L'organisation politique (O.P.A.) est répertoriée; la lutte contre l'O.P.A. est permanenté «le mois dernier une trentaine de membres de l'O.P.A. a été mise hors de combat : ravitailleurs, gendarmes, guetteurs» (84). Le relevé «d'exaction des rebelles» est minutieux : pose de mines, en un an, 385 mines dont 260 relevées et 105 explosées nous causent 41 morts et 228 blessés, terrorisme urbain, grenade à Souk-Ahras, 10 assassinats de F.S.N.A. en treize mois» (84) jusqu'aux noms des principaux responsables avec leur nom de guerre, tout est fiché : l'armée se plaît à faire du renseignement pour montrer sa supériorité évidente sur une police dépassée. Les regroupements ont été constitués à partir de l'existence des zones interdites «autour des postes frontières ou à l'abri des centres» (84). Les écoles ont été développées 42 dont 13 écoles militaires et 6573 élèves scolarisés (sur une population de 105.000 habitants), 5 foyers de spahis permettent aux supplétifs de se retrouver, enfin l'aide médicale est mentionnée car «les populations des centres de regroupements sont misérables».

83) IH1893 D3 secteur Souk-Ahras : compte rendu de visites fiches de liaison et calques de cartes.

84) IH1893 D3 fiches (6/1959).

Des fiches identiques sont tenues, à jour pour le secteur de Tébessa (85). Les mêmes rubriques, un luxe de détails sur les implantations rebelles de la frontière, des renseignements sur les collectes d'argent «le Douar Doukkane donne 150.000 francs par mois... La collecte est générale de quelques centaines de francs à plusieurs milliers par mois» (85). Ces fonds remis à un agent de liaison passe la frontière pour être remis en Tunisie au responsable de Douar qui les remet à un patrouille armée chargée de le transmettre à l'organisation du secteur en Tunisie. Le secteur de Palikao (86) fait état de la «passivité de la population» mais ouvre un rubrique sur les populations civiles européennes (- de 3% au Kouïf et à Tébessa) «l'état d'esprit du petit blanc est hostile à toute promotion sociale des musulmans. Ils sont très réservés sur la politique gouvernementale... ils ne cherchent pas à se rapprocher des musulmans» (86). Les villages de regroupement y comptent 4834 personnes et on compte dans le secteur quatre centres d'auto-défense. «Ce secteur a toujours donné la priorité à la fermeture de la frontière... (87).

Cette collecte de renseignements permet un diagnostic sur la santé de la frontière. En mars 1960, la reprise importante de l'activité rebelle sur le barrage laisse présager une «évolution de la menace rebelle» (88). L'effort de la valorisation tactique est dû à une augmentation importante de sa capacité de feu et de destruction grâce à un armement lourd (canons 75 S.R. et mortiers de 81 et de 130 lances flammes...) l'échec de l'opération Amirouche a eu sur les rebelles des conséquences importantes : plusieurs tentatives de franchissement du barrage ont eu lieu dans le Sud, une nouvelle équipe de Commandement mise en place se doit de «tenter un grand coup... par des franchissements plus ou moins importants... destinés à soutenir moralement la rébellion à l'intérieur et à apporter à l'agitation renaissante de la masse musulmane la caution et le soutien psychologique d'une aide armée extérieure» (88). Le rapport note les «fortes attaques rebelles du 27 août... et le franchissement du 24 février dernier avec 1200 H.L.L stationnés autour du saillant d'Aïn Boudries... il faut avoir l'honnêteté de l'écrire, dans le secteur de Tébessa, pour des raisons d'insuffisance d'effectif, la septième D.M.R. est impuissante à mater un franchissement en force... le maintien de l'étanchéité du barrage pendant le deuxième semestre

85) IH1893 D4.

86) IH1893 D4.

87) IH1893 D4 compte rendu de réunion de mission de liaison (10/9/1959).

88) IH2916 D3 rapport général Dulac à Genediv (9/3/1960).

1959 est imputable à un véritable «état de grâce» mais les risques connus furent grands (88). Le barrage Sud pose problème à l'armée par la faible densité du dispositif et le manque de moyens. En novembre 1960 l'état-major d'Alger répercute cette menace et envisage une «manœuvre nouvelle» (89) car nous n'avons pas les effectifs suffisants par une action de surveillance de jour et de nuit... et une manœuvre défensive visant à la destruction de l'ennemi; les brèches sont colmatées par des innovations techniques (radar S.D.S. Rassura, appareil Dulieu, sismographes de détection, dispositifs infrarouge, radars anti mortiers). En septembre 1961 les directives (90) de l'état-major de Constantine sont encore plus alarmistes. «Les forces de l'adversaire ont progressé depuis un an au rythme d'un bataillon par mois, un C.L.Z. par trimestre 150 véhicules par an et compte actuellement 25 bataillons...» (90) l'extension vers le Sud est lié à «l'attaque de Bizerte... l'implantation de l'A.L.N. s'est étendu au Sud de Tamesmida. A partir de deux hypothèses : (le G.P.R.A. veut conserver et acquérir son armée en vue de l'avenir l'A.L.N. cherche un succès spectaculaire), vue la situation des forces et le «vide relatif sur 100km en arrière du barrage au Sud de Tébessa» (90), l'état-major renforce le secteur Sud en aménageant les plans Bascule et Balançoire pour empêcher l'A.L.N. de tenter de renforcer la wilaya I par le passage dans le secteur des Monts de Tébessa. La technique supplante mal le manque d'effectifs échelonnés sur un front trop vaste, avec un ennemi qui ne cesse à l'extérieur de se renforcer; il s'agit bien de «l'adversaire» et non plus de «bandes» ou des «H.L.L.», l'A.L.N. est reconnue comme une force organisée structurée capable d'une stratégie et de tactique «l'A.L.N. renforcée en armes lourde... avec techniciens et conseillers militaires étrangers est capable de mener des actions de style classique» (91) reconnaît en 1960 le Général Gouraud la «guerre conventionnelle» doit être menée contre elle.

Pendant ces années de la cinquième République, *l'armée organise sa victoire sur le terrain*. Le barrage d'abord avec son organisation de plus en plus sophistiquée «si vous saviez combien cela est peu de chose vu d'un avion de mener de Bone à Tunis : une simple écorchure brune qui longe une route et serpente vers le Sud pendant 400km, d'un côté de ce ruban les mouches brillantes des T6

89) IH2961 D3 (4/11/1960) rapport général Gouraud adaptation de la manœuvre défensive face au renforcement de l'A.L.N. en Tunisie.

90) IH2961 D3 (18/9/1961) directives général Ducournau Commandant le Corps d'Armée de Constantine.

91) IH2961 D3 rapport Général Gouraud (4/11/1960).

et les bourdons des maraudeurs, de l'autre les grande plages de sable, une terre où les blés... tournent à l'or fauve» (92). Plus technique le rapport du (30/12/1960) note les «éléments constitutifs du barrage frontalier» «en position avant une ligne de pré-alerte, un barrage avant (haies électriques. et réseau de freinage, une ligne de bouclages courts... une ligne d'arrêt. En position arrière un barrage (93) la «pacification» a été menée avec vigueur depuis 1956, la désertification est chose faite depuis des mois, l'évacuation des zones interdites, l'existence des regroupements ont modifié les données géographiques de la région. Les straffing, tirs d'artilleries et procédés divers ont eu raison de la forêt touffue (50.000 ha dans la région de Souk-Ahras), des mechtas abandonnées, le paysage a tourné au fauve. La voie ferrée Souk-Ahras Ghardimaou est «hors d'usage». Les S.A.S. cherchent à quadriller le terrain : il y a un militaire par km carré soit 3729 pour une population de 105.000 habitants dans le secteur de Souk-Ahras; plus au Sud dans le secteur de Palikao la population est «amorphe» et relativement facile à contrôler. Seuls les nomades posent problème au moment de l'Achaba où le contrôle en hommes est difficile et permet toutes les ruses de l'adversaire; les rapports notent «qu'il n'y a pas de pacification, pas de contact avec la population» (94).

En arrière du barrage, la «zone blanche» constitue un danger futur «il faudra un jour... effectuer une fois pour toute le nettoyage de cette zone blanche située sur la dorsale du Constantinois entre Auribeau, Jemmapes et Oued Zenati-Guelma. Cette région de relais est une menace latente pour notre action...» (95). Un plan d'opération est préparé, pour 1960, pour «nettoyer cette zone sensible capable de prendre à revers le barrage arrière. Les statistiques sont là «le regroupement des populations du Constantinois compte 452.000 personnes au deuxième trimestre 1958 pour atteindre près du double 803.000 en 1961.

L'armée, agent géographique exceptionnel, modifie les données naturelles, déplace les populations, les coupes de leurs terrains de culture ou de production, désertifie, des régions entières en brûlant, minant, mitraillant. Elle règne sans complexe sur une frontière méconnaissable mais sûre de «l'étanchéité absolue sans porosité» selon l'expression des rapports.

92) Jules Roy, *la guerre d'Algérie* p. 190.

93) IH2961 D3 note de service (30/12/1960).

94) IH1893 D4 fiche (10/9/1959).

95) IH2961 D3 rapport Olie (1/1/1960).

La défensive ne sied guère à une armée de vainqueur. Elle peut donc préparer l'avenir et songe à une *revanche totale*. Revanche sur les rebelles algériens qui sont mis à genoux à l'intérieur : les wilayas isolées, traquées, sans armement se retractent comme une peau de chagrin. La victoire de l'armée sur l'intérieur est réelle. Les grandes batailles ont eu raison des rebelles. Reste l'adversaire extérieur qui a été contenu, attaqué mais, loin d'être éliminé, a vu son poids militaire et international grandir considérablement... L'armée des frontières doit prendre une attitude offensive et éliminer ce danger. Depuis 1957 l'état-major multiplie les études, les plans pour réaliser enfin son rêve de revanche et de victoire totale. A partir de 1958 les études se font plus précises, les données chiffrées sont étudiées avec soin, les mouvements des troupes préparés et le coût en hommes et en matériel évalué. Les ordres de mission sous plis cachetés sont même distribués. Il ne reste que «l'autorisation gouvernementale» à obtenir.

Dès mai 1958, un plan Dozer est mis en préparation afin de «récupérer le territoire tunisien à partir de l'Algérie, «une opération amphibie de débarquement dans les ports, s'assurer du contrôle de Bizerte...» (96) les buts sont triples : «assurer la protection et la sauvegarde de nos ressortissants en Tunisie, rendre leur liberté d'action aux troupes française stationnées en Tunisie, détruire les forces du F.L.N. en territoire tunisien» (96). la reconquête tunisienne prime l'élimination F.L.N., un langage codé est imaginé «Herse» opération aéroportée au profit d'une garnison française en Tunisie par les forces d'Algérie sous le commandement du Général Ducournau, «Pic», renforcer les garnisons de Tunis, Bizerte et Sfax, «Serpe» Gafsa, «Charrue», Sousse et Sfax etc... Mais en décembre 1958 le Général Noiret Commandant la Division de Constantine fait part de ses réticences «l'action vers la Tunisie... entraînerait une diminution très sensible du potentiel de l'Est algérien» (97).

En prévision des réactions internationales et de leurs conséquences sur la rébellion il demande, «avant le plan à disposer des moyens plus nombreux et d'une organisation plus que jamais stable» (97).

En 1959 est élaborée en secret *l'opération Rateau* (98) qui modifie le plan Dozer en fonction des mouvements de l'adversaire, le plan Rateau I est donc un réajustement du plan Dozer. Il s'agit de

96) IH2916 D1 (9/6/1958) plan Dozer.

97) IH2961 D1 (20/12/1958) Général Noiret à dixième Région militaire.

98) IH2961 D2 dossier opération Rateau (6 exemplaires) *très secret*.

désorganiser le dispositif rebelle mis en place pour opérer contre le barrage; les objectifs précis ont été définis dès février 1959. Des coups de main rapides de 24 heures, au plus, permettent de réaliser la surprise et d'éviter tout contact avec la population et l'armée tunisienne pour ne pas rééditer l'erreur de Sakiet. Les opérations visent à détruire les bandes F.L.N. : au Nord la destruction de la quatrième Faïlek de la base de l'Est et le P.C. de la troisième Faïlek dans le Djebel Gfassad. Au Sud la destruction de la Mintaqa 5 à Aïn Aneg et le P.C. d'Henchir Roumi et par une manœuvre de diversion et de fixation, viser les camps du Bec de Canard de la région de Ghardimaou. Le plan *Rateau II* a des objectifs plus importants et plus lointain et la durée est d'environ 48 heures «menée avec l'unique souci «casser du rebelle», l'action rapide et brutale vise à détruire la majeure partie du potentiel rebelle de Tunisie. Derrière les camps F.L.N. en territoire tunisien, des bases logistiques sont visées» Souk-Ahras, le Kef, Tadjerouine, Haïdra et la région de Tamerza : s'en emparer et les détruire. La «fiche ennemi» accompagne le dossier et fait état de 9500 hommes des «bandes F.L.N.», à la frontière algéro-tunisienne et délimite les zones visées et la présence du camp, centre d'écoute P.C. atelier de réparations etc... Mais s'ajoute à ces renseignements, le déploiement des forces tunisiennes «déployées tout le long de la frontière de Tabarka à Fort Saint dans les anciens cantonnements français. Depuis janvier 1959, un groupement opérationnel (1000 hommes) est installé à l'Ouest du Kef... En cas de conflit les forces tunisiennes ne semblent pas capables de nous opposer une résistance sérieuse mais elles peuvent encadrant et animant un soulèvement populaire organiser une guérilla généralisée et mettrait en danger la vie de nos ressortissants... Seul un grand choc psychologique... pourrait diminuer ce danger en désagrégeant l'armée tunisienne par ralliement d'une partie des anciens cadres de l'armée française» (99). De mai à juillet 1959, le plan suit l'ordre hiérarchique; début juin *Rateau I* est accepté; le 15 l'état-major de Constantine «apprécie le plan *Rateau II*». Une étude logistique complète le dossier : l'effectif sera de 26.100 hommes, 683 véhicules, 62 pièces d'artillerie, 5D.I.M. et 3 avions, les pertes pour cinq jours sont évaluées à 416 hommes. Mais dès le 13 avril 1959 le Général Challe dans une note très personnelle et secrète informe le Commandant de Constantine que «l'opération *Rateau* ne peut se faire que sur ordre du gouvernement» (100). L'ordre ne viendra pas et les plans *Rateau I* et *II* restent dans les dossiers.

99) IH12961 fiche ennemi.

100) IH2961 D2 note personnelle et secrète du Général Challe (13/4/1959).

En 1960, 1961 et 1962 les projets d'opérations se succèdent : en 1960, l'opération *Medard* allie une opération aérienne indépendante qui fait usage de bombes à une opération terrestre de 36 heures du premier R.E.C. au Sud du Tarf et l'opération *Ferdinand* de deux jours nécessite une à quatre compagnies et a pour cible la région Ouest de l'Oued Souf tout proche de Babouch; en cas de renforts toute la région du Djebel Frina serait investie.

Le Commandant du Corps d'Armée de Constantine Gouraud rejette, le 7 juin 1960, les plans *Medard* et *Ferdinand A* seul *Ferdinand B* plus limité reçoit l'accord. «Les opérations *Boxe* à base d'artillerie sont au point et donnent d'excellents résultats et ne soulèvent pas de protestations tunisiennes... tirs à condition d'éviter les postes militaires ou les collectivités civiles tunisiennes... ne pénétrer sous aucun prétexte et jusqu'à nouvel ordre en territoire tunisien» (101). En 1961 le Général Ailleret, Commandant supérieur des forces en Algérie, semble relancer les opérations, au delà de la frontière, par suite des récents développements en Tunisie. Il envisage soit une action contre Ghardimaou «pour créer une menace terrestre vers Bizerte» soit une action va en vient pour «fixer l'armée tunisienne et l'A.L.N. dans la partie Sud, conçue comme un raid de blindés vers Kasserine ou Gafsa. Le rapport conclut «l'une des ces opérations ou plusieurs pourraient être déclenchées sur ordre gouvernemental en cas de collusion entre A.L.N. et l'armée tunisienne en particulier à Bizerte» (102). Le 24 août 1961, le Commandant de Constantine demande sans résultat des «précisions et des renseignements sur les opérations contre Ghardimaou, Gafsa et Kasserine» le dossier se referme. En janvier 1962, l'état-major de Constantine prépare deux opérations *Kébir* l'une sur Ghardimaou et l'autre sur Kasserine (103). Une fiche ennemi est jointe datée du (17/1/1962) pourtant dès le 8, le Général Ailleret répond : «les propositions n'ont pas été agréées par le «1er ministre» (104) et refusées (12/1/1962) et le Général Ducournau précise «toute action au delà de la frontière ne saurait être que la poursuite d'un engagement commencé en terre algérienne». Les politiques savent que la paix est proche et que dans quelques semaines l'armée française ouvrira les «portes» du barrage à l'armée des frontières pour aller

101) IH2961 D4 (1960-1961) en 1961 Général Gouraud Corps d'Armée de Constantine (7/6/1960).

102) IH2961 D4 (24/7/1967) rapport Ailleret.

103) IH2961 D4 (24/7/1961) rapport Général Ailleret.

104) IH2961 D4 (8/1/1961).

réduire les dernières poches des wilayas de l'intérieur et arriver en force à Alger pour supprimer la zone autonome et le G.P.R.A. Mais ceci est une autre histoire; qu'en reste-t-il dans les archives de l'armée ?

CONCLUSIONS

L'armée française a fait tout au long de la guerre d'Algérie, de la frontière algéro-tunisienne, un enjeu majeur.

Dans un premier temps la frontière n'est pas une coupure puisque l'armée française y veille de part et d'autre. Mais l'épidémie nationaliste de Tunisie, l'influence du néo-destour, l'autorité et les succès de Bourguiba risquent de contaminer l'Algérie. D'ailleurs la rébellion des Aurès en liaison avec les fellaghas tunisiens et alimenté par les trafics d'armes de la zone saharienne du Djerid peut sembler influencée et épaulée par le féllaghisme.

Mais les petites étapes de Bourguiba amènent insensiblement, après l'autonomie interne, à l'indépendance que le «Combattant suprême» veut totale. Aussi les prérogatives régaliens reviennent peu à peu à la Tunisie et face au «sanctuaire tunisien» l'armée française crée un sanctuaire algérien en verrouillant une frontière matérialisée sur le terrain par cette énorme chenille de la ligne Morice : cet outil défensif qui se complique, se perfectionne, entraîne des conséquences considérables. Désertification entre le barrage et la frontière, minage entre les lignes du barrage création d'immenses zones interdites dans les régions difficiles d'accès et boisées soumises aux tir d'artillerie et de l'aviation, regroupement de centaines de milliers de populations déracinées et misérables : la grande migration algérienne commence. Les sept ans de guerre ont bouleversé la géographie du pays, de ses paysages comme de ses hommes. Du côté tunisien la solidarité maghrébine a permis aux réfugiés de trouver asile et aux Algériens en âge de porter les armes de se préparer à épauler les wilayas de l'intérieur qui supportent le poids des opérations de grande envergure que monte la quatrième République mourante comme pour montrer ce dont elle est encore capable militairement. Mais «le barrage tue», et les passages frontaliers sont de plus en plus difficiles lorsqu'au printemps 1958, la bataille de Souk-Ahras éradique les maquis algériens de la zone frontière, dernière victoire avant la mort du

régime. A partir de mai 1958, lorsque l'armée intervient directement dans la bataille politique et n'hésite pas à menacer la sécurité de Paris, l'armée a gagné sur le plan politique comme déjà sur le plan militaire. Désormais elle exploite sa victoire pour réaliser «sa pacification» en bouclant toujours plus étroitement la frontière étanche vers la Tunisie qui accueille l'armée de la frontière mais elle règne sur un désert, désert physique, humain, économique, le quadrillage est réalisé mais le moloch militaire a toujours davantage besoin de renforts, de matériel, de crédits. Le pouvoir politique en France connaît mieux que quiconque les capacités de résistance et d'opposition de l'armée. A partir des années 60, il commence à contrer ses anciens supporters en leur laissant l'impression, jusqu'au rejet, qu'ils réussiront à prendre leur revanche. Revanche sur les Algériens qu'ils ont battu militairement mais qui ne sont pas écrasés, revanche sur les Tunisiens et sur Bourguiba qui par la négociation a obtenu l'indépendance de son pays et a su imposer son autorité dans son pays et dans le tiers monde. Son verbe est écouté avec attention jusqu'à New York. L'armée d'Algérie a donc un compte à régler avec la Tunisie elle ne cessera, jusqu'en 1962, de demander une reconquête de la Tunisie, en copiant l'expédition de 1881. Dans cette opération, la frontière barrage joue le rôle de base de départ pour cette reconquête maghrébine.

L'armée de 1962, formée à l'école des bureaux arabes et de Lyautey a oublié les leçons de la Résistance. Elle veut effacer toutes les défaites accumulées : celle de 1940, celle d'Indochine, celle des Protectorats pour repartir en force à l'assaut de cet empire qui s'est effondré. L'armée française en 1962 est militairement gagnante mais elle oublie que la décolonisation ne peut se faire que par une décision politique. Clemenceau avait raison, la guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée aux militaires.

Annie Rey-GOLDZEIGUER

Les Hmamma et les Béni Zid dans la guerre de libération nationale d'après les sources orales

1. — GENESE DE L'ACTION LIBÉRATRICE

1-1. La conception de la réalité coloniale

Les ouled Aziz, de la grande tribu des Hmamma, qui colonisent la région de Maknassy, pratiquaient jusqu'à la fin de la première moitié du XXe siècle un mode de vie basé sur l'exploitation des terres collectives et l'élevage d'ovins et de caprins. Les revenus médiocres les poussèrent à partir, saisonnièrement, vers "Friguia" et la région des oasis de Gabès, où ils fournirent une main-d'oeuvre agricole abondante.

Les témoignages reconstituant l'époque, insistent sur la dépossession foncière dont furent victimes les Ouled Aziz au grand bonheur de quelques colons dont notamment Pierre LAUVY et BOSTE. Le plus âgé des témoins (1) qui est né en 1917(2) se souvient du temps où son père, alors propriétaire d'un lopin de terre, et d'autres hommes des ouled Aziz, conclurent un contrat de mogharsa avec le puissant colon de la région, BOSTE, qui n'honora pas son engagement (3). Le témoin évoque ce souvenir avec amertume puisque, par la suite, son père fut poussé à vendre une partie de son domaine.

(1) Mohamed Ali ben Ameur SAKRI. Enregistrement fait le 23/11/92 à Maknassy.

(2) "l'année de Marseille", année où de nombreux hommes des Ouled Aziz partirent travailler en France alors en pleine première guerre mondiale.

(3) Med Ali B.Ameur SAKRI. Temoigne.Cassette 1. Face A.

Un autre témoin évoque un autre souvenir non moins amer, remontant à l'année 1950. Il fut dépossédé de ses ovins par P. LAUVY qui l'obligea avec ses compagnons à travailler pour son compte toute une journée.⁽⁴⁾ Un autre souvenir remonte à la fin des années 40; Lors de ces années de crise, et au cours de l'invasion des criquets, le même colon obligea l'autorité locale à employer environ 300 jeunes des ouled Aziz pour protéger son domaine ⁽⁵⁾. Mais la modestie des revenus des ouled Aziz ne les a pas exempté de l'impôt: "cheikhs" et "chortias" venaient les dévêtir des maigres réserves qui leur restaient ⁽⁶⁾.

Ce n'est qu'au début des années 40 que l'occasion de la revanche se présenta. En effet, disgraciant l'influence Française, l'arrivée des troupes de l'Axe en Tunisie provoque chez les populations locales une explosion de haine. Les témoins n'hésitent guère à évoquer les types de services qu'ils avaient pu rendre aux troupes allemandes, sans pour autant évoquer nommément les Italiens. Med Ali SAKRI leur servit alors de guide : *"Ici nous avons vu les Allemands en pleine bataille et nous les avons aidés. Nous attaquions les intérêts de la France en guidant les patrouilles allemandes de reconnaissance aux endroits où il y avait des ennemis (...) Nous sympathisions avec les allemands parce qu'ils n'étaient pas des colonisateurs, ils venaient pour châtier nos ennemis(...) Ils nous respectaient (...) nous agissions de notre propre chef parce que la guerre empêchait les contacts avec Tunis. Ils ne nous ont jamais fournis d'armes, nous leur avons donné à manger et si nous pouvions les aider davantage nous l'aurions fait, mais par la suite nous avons entendu dire que les Allemands étaient pires que les Français"* ⁽⁷⁾.

Mohamed JLAILA, né en 1920, a fait partie d'un groupe qui assassina un colon et sa femme à SKHIRA. Il était armé d'un "Mauser" qu'il avait acheté à des Tripolitains contre 7000 F. Le témoin précise toutefois que *"c'est Abdelmoumen MHADHBI, le neveu du cheikh des Mhedhba, qui l'assassina (...) j'étais destourien et j'étais avec eux (...) Il est vrai que je suis un brigand et un voleur*

(4) Boujemaa SAADOULI. Enregistrement fait le 25/11/92 à Maknassy . Cassette 1 . Face A.

(5) B.SAADOULI. Temoignage.

(6) Op. cit.

(7) Mohamed Ali B.ASAKRI; La concondance est totale avec le temoignage de Ali B.Med B.Amara MECHI fait à Maknassy le 25/11/92.

mais je n'ai jamais assassiné personne " ⁽⁸⁾. Il admet toutefois qu'il a participé avec eux à d'autres opérations à la fin desquelles il regagnait la ferme de P.LAUVY reprendre son travail de berger comme si de rien n'était ⁽⁹⁾. Mais le cycle des représailles arriva à terme avec le départ des forces de l'Axe et un cycle de répression allait recommencer.

Tous les témoins rencontrés lors de l'enquête n'ont pas négligé d'évoquer l'apport de leur région / Tribu dans l'opposition à la colonisation. Certains citent des noms devenus célèbres par la suite des insurrections qu'ils avaient organisées : Béchir Ben SDIRA est le héros local dont le nom revient à toutes les occasions. D'autres remontent encore plus dans le temps recherchant dans la mémoire le souvenir d'un martyr de la première époque : *"Les Hmamma en général et les ouled Aziz en Particulier n'ont jamais obéi à la France (...) Nous avons un martyr tombé en 1881, Amara MECHI (...) plusieurs d'entre nous se sont réfugiés en Tripolitaine et à oued Souf (...) "* ⁽¹⁰⁾.

A notre surprise, le petit fils de ce martyr, Ali Ben Med Ben Amara MECHI, n'évoque jamais le martyr de son grand-père. Faut-il y voir une modestie ? Il s'agit en effet d'un cas plus complexe puisque, perdant son père en 1924, alors qu'il n'avait que deux ans, sa mère fut demandée au mariage par un étranger aux Ouled Aziz quoique Hammami (du sened). Ses oncles avaient alors préféré ne pas l'associer à la gestion des biens ancestraux ⁽¹¹⁾. Cette situation a empêché l'enracinement du sentiment d'appartenance au groupe devenu synonyme de dépossession. Mécontent, son beau-père aurait préféré le déraciner davantage des ouled Aziz ⁽¹²⁾.

La conscience du groupe est une composante majeure de la vie ouled Aziz qui prendra, plus tard, divers aspects. Ce sont ces aspects là qui doivent être étudiés à partir du témoignage oral. Dans une société illettrée ⁽¹³⁾, ce témoignage garde son air franc, direct, nu.

(8) Mohamed JLAILA; Enregistrement fait à Maknassey le 24/11/92. Cassette 1. Face A.

(9) Med JLAILA ; Temoignage.

(10) Hedi Ben Khelifa Ben Aoun DHAHRI né en 1929. Enregistrement fait à Maknassy le 24/11/92.Cassette 1.Face A.

(11) Ali Ben Med Ben Amara MECHI. Temoignage.

(12) Nos suppositions personnelles.

(13) La grande majorité des témoins que nous avons rencontré sont analphabètes; quelques uns seulement ont eu accès au Kouttab.

Aucune idéologie, à part celle de la cohésion du groupe ne vient fausser nos jugements; Un aspect tout à fait différent de ce que nous pouvons rencontrer dans des régions comme la Hamma de Gabès où d'autres systèmes de vie dominant.

Les Béni Zid proposent, en effet, un autre système. Issus d'un milieu sédentaire centré sur l'oasis et en relation étroite avec Gabès et Tunis, les Béni Zid ont toujours témoigné d'un grand sens politique, fournissant au nationalisme tunisien ses figures les plus marquantes: Daghabagi, Mohamed Ali Hammi, Tahar Haddad ... La tradition nationaliste s'enracine d'avantage du fait de l'implantation d'une grande colonie Hammie à Tunis. Tous ces facteurs ont véhiculé la transition d'un milieu agricole fermé à un stade d'extrême politisation des masses jusque là non croisée en dehors des grandes villes côtières.

Que veut-on dire par intellectuels locaux ? S'agit-il de ces révolutionnaires de carrière, de ces petits bourgeois mobilisant les masses qu'on rencontre chez les théoriciens marxistes ?

Il s'agit tout simplement de jeunes ayant poursuivis des études zeytouniennes et qui, s'alliant à un mélange hétéroclite de lettrés, d'analphabètes, de chômeurs, de travailleurs agricoles, de propriétaires, de nomades, et mêmes de petits fonctionnaires, qui feront de la Hamma de Gabès un noyau explosif du patriotisme. C'est le cas de Taïeb Ben Belgacem NAJAH et du Cheikh Abderrahmane Ben Belgacem HAMDI ,nés en 1918. Issus d'un milieu social moyen, ils réussirent, non sans difficultés, à poursuivre des études à la Zeytouna de Tunis. Bien que les parcours des deux hommes se croisent, ils épouseront des formes différentes d'action politique.

Taïeb Ben Belgacem et Cheikh Abderrahmane n'ont pas poursuivi des études dans l'école Franco-Arabe d'El Hamma. Fondée en 1902, cette institution n'a jamais réussi à attirer vers elle de grands effectifs : *"La plupart des Hammis n'envoyaient pas leurs enfants à l'école française car s'y inscrire était une honte, un déshonneur. Celui qui osait inscrire son fils à cette école courait le risque d'être boycotté de tous (...) Salah Ben Fredj qui poursuivit des cours à cette école a vu son père et toute sa famille mis en quarantaine durant deux ans ce qui lui valut de revenir sur sa décision (...) salah Ben Fredj qui était devenu plus tard spahi a rendu de grands services à la cause nationale "* (14).

(14) Taïeb Ben Belgacem. Enregistrement fait à Tunis en Avril 1993. Cassette 1.Face A.

Ce témoignage renseigne sur l'attitude de la population locale vis-à-vis des institutions coloniales. Tout ce qu'apportait le "Roumi" était répudié, rejeté, repoussé avec les armes du milieu. Le boycottage fut alors employé et son efficacité était au-dessus de tout soupçon. En effet, dans un milieu oasien comme celui de la Hamma de Gabès, les habitants ont besoin de s'entraider. L'insuffisance des revenus rendant difficile le recours à une main-d'oeuvre nombreuse, les cultivateurs instaurèrent, depuis on ne sait qu'elle époque, le travail de groupe.

Plus tard, et sous l'influence des contacts avec les Hammis de Tunis, une évolution se fit sentir et les familles prendront l'habitude d'inscrire leurs enfants à la deuxième école Franco-Arabe fondée en 1925 (15). Taïeb Ben Belgacem passa environ sept ans au Kouttab mais ,suite aux mauvaises récoltes de trois années consécutives ,son père ne put l'envoyer à la Zeytouna de Tunis qu'en 1935 (16). Cheikh Abderrahmane, quant à lui, est moins précis. Il ne cite pas l'année de son voyage à Tunis mais évoque les événements du 9 Avril 1938 auxquels il aurait pris part (17).

A leur rentrée de Tunis, les deux hommes s'engageront plus que dans le passé dans l'action nationaliste. Ils fondèrent alors des associations paramilitaires et civiles prêchant l'union des Hammis autour des principes du Néo-destour. Leur succès dépassa nettement celui de la cellule locale du même parti.

C'est une première divergence avec Maknassy ; les Ouled Aziz manquaient en effet d'intellectuels et la cellule néo-destourienne fondée en 1936 (18) était formée d'analphabètes. Entre Maknassy et Tunis il n'y avait aucun contact direct : *"La propagande du parti n'atteignit Maknassy qu'en 1936 quand un homme des Akarma, Moaouia, proposa la fondation d'une cellule du néo-destour. Cette idée trouva un écho favorable puisque même avant 1936 nous entendions parler du parti. Cheikh Sadok Ben Hmida, qui avait poursuivi des études à Tunis, était dans le parti de Thâalbi (...) Nous avons aussi entendu parler de la scission (1934) mais nous ignorions ses raisons et quand on nous proposa de fonder la cellule destourienne nous n'avons pas posé de questions car nous étions*

(15) T.B. Belgacem. Temoignage.

(16) T.B.Belgacem . Temoignage.

(17) Cheikh Abderrahman Ben belgacem HAMDI. Enregistrement fait le 29/01/93 à El Hamma de Gabès. Cassette 1. Face A.

(18) Tous les témoins de Maknassy citent l'année 1936 comme celle qui a vu se fonder la première cellule néo-destourienne.

prêts à obéir à celui qui combattait la France (...) Mais le premier parti limita son action à Tunis (...) Notre première cellule a été fondée en 1936 et son chef était Hassine Ben HAZAMI, il y avait avec lui son frère Ali Ben HAZAMI, puis Nassar Ben Salah et Ammar Ben Salah ,tous analphabètes " (19).

Dans la mémoire des Ouled Aziz, cette cellule prend le surnom de "la cellule de la Batouma", au nom d'un arbre autour duquel les "fondateurs" destouriens se réunissaient. Les témoins ne citent qu'un seul contact avec Tunis se situant probablement dans la deuxième moitié des années 40, quand Mongi SLIM supervisait les finances du Parti. "Hassine Ben HAZAMI qui "dirigeait" encore la cellule s'est alors rendu à Tunis pour remettre à la direction du parti l'argent collecté . Mongi SLIM s'est rendu compte d'un déficit et, demandant à Hassine Ben HAZAMI des explications, celui-ci lui répondit qu'il en avait acheté un âne pour ses déplacements (20)".

Ces originalités et tant d'autres révèlent que, dans un milieu où les intellectuels se font rares, voire même inexistant, comme celui des Ouled Aziz, les fondateurs, agissent spontanément et se trouvent très souvent dans l'obligation d'improviser leurs méthodes. La direction du parti semble, quant à elle, avoir été indulgente à l'égard de certaines irrégularités de gestion : "l'essentiel était de poursuivre l'action" (21) .

Mieux organisés, les Béni Zid ont pris de l'avance dans les méthodes sur les ouled Aziz . Tirant profit de leur statut de Zeytouniens vénérés, Taïeb Ben Belgacem et Cheikh Abderrahmane organisèrent des tournées dans les "douars" de la région, diffusant les principes du Parti et prêchant l'union autour du slogan du "Djihad: "j'étais Zeytounien et le commun des gens considéraient la Zeytouna comme le pilier de la religion. J'employais alors les versets exhortant les gens au Djihad et au Martyre puis nous évoquions d'autres questions, telle l'exploitation coloniale (...) peu après, une grande partie des auditeurs adhéraient au Parti" (22).

Cheikh Abderrahmane préféra, quant à lui, s'adresser aux enfants, tirant ainsi profit de sa fonction de *Meddeb*. A sa rentrée de Tunis, probablement en 1946-1947, il décida de fonder une école

(19) Med Ali SAKRI. Temoignage.

(20) Idem.

(21) Ibidem .

(22) Taïeb B.Belgacem. Temoignage . Cassette 3.Face A.

coranique moderne et d'oeuvrer pour mettre fin au système des Kouttab, devenu selon lui caduque. Il occupa de force une Zaouia et la transforma en école moderne où les enfants apprenaient l'arabe et les mathématiques : "je disais aux enfants : "vous prétendez que la Tunisie est votre patrie, mais regardez ce que les Français en font. Si vous êtes pauvres, c'est parce que les Français ont tout pris. Regardez comment ils vivent et comment vous vivez ...". Parfois j'employais d'autres méthodes; je leur demandais de jeûner tous les 9 Avril et 12 Mai en deuil de nos martyres et du jour où nous avons perdu notre liberté. Moi et les enfants étions inséparables " (23).

De telles méthodes, témoignant d'un sens pédagogique évolué, et n'épargnant aucune catégorie de la population locale, manquaient aux ouled Aziz. Les résultats sont incomparables, d'autant plus que Taïeb Ben Belgacem et Cheikh Abderrahmane employèrent tout l'arsenal des méthodes apprises à Tunis : Des slogans nationalistes apparaissent alors sur les murs de la Hamma, des tracts sont diffusés, des manifestations sont organisées ...

L'épisode de la deuxième guerre mondiale vint toutefois démontrer la fragilité de l'influence destourienne. La sympathie pour l'Axe balaya tous les succès jusque là accomplis par Taïeb Ben Belgacem et la cellule du Néo-destour. A en croire le témoignage de ce Zeytounien, tous les Hammis, excepté quelques rares destouriens convaincus, étaient gagnés à la cause allemande : "Quand les soldats allemands firent leur entrée à la Hamma, il y eut une grande manifestation de joie (...) tous les gens avaient appris le salut hitlérien. Nous étions mécontents mais notre influence n'était plus qu'une chimère. Tous les Hammis pratiquaient la maxime de : "l'ennemi de mon ennemi est mon ami" et, tout au long de leur séjour à Hamma, les soldats allemands profitaient, malgré la crise économique aiguë, de l'hospitalité des Hammis pour qui, inviter les Allemands à manger, était un honneur. Ils étaient convaincus que les soldats du Reich étaient venus chasser les Français et faciliter l'accès des Tunisiens à l'indépendance (...) Les Hammis suivaient attentivement les nouvelles du front et des écoutes collectives à la radio étaient devenues fréquentes (...)" (24).

Taïeb Ben Belgacem préféra alors bénéficier de l'état de guerre en s'intéressant au marché noir, son statut d'épicier l'aidant à nouer les relations plus que douteuses (25). Cheikh Abderrahmane nous confia

(23) Cheikh Abderrahman Hamdi.Temoignage.

(24) Taïeb Ben Belgacem.Temoignage.

(25) Idem.

même que quelques destouriens sympathisèrent avec l'Axe (26). Quand les Allemands évacuèrent la Hamma devant la poussée des Troupes Alliées, les deux hommes partirent à Tunis de crainte des poursuites. A leur rentrée à leur ville, il y avait déjà des pendus et des exilés.

L'exode des Hammis à Tunis date certainement d'avant la crise économique des années 30. Avec les Metouis, ils s'étaient rués vers la capitale en conséquence de la crise des campagnes accentuée par l'instauration du système colonial. La paupérisation des petits Fellahs rendant nécessaire la recherche de revenus complémentaires, cet exode devint peu à peu un phénomène durable. Des colonies de Hammis et de Metouis s'étaient alors constituées fournissant une main-d'oeuvre abondante et se spécialisant, pour leur grande partie, dans les secteurs marginaux. Ils sont dockers, marchands ambulants, arabatiers ... etc.

Au début des années 30, la commission d'enquête instaurée par le ministre Français des Affaires Étrangères en 1932 conclut qu'il est devenu impossible de sauver les petits agriculteurs (27) dont une grande partie sont devenus travailleurs journaliers habitant les faubourgs pauvres des villes et accentuant la marginalité (28).

Au-delà des rapports familiaux, d'autres genres de rapports se sont instaurés entre Tunis et la Hamma facilitant la mutation de la paisible ville oasisienne. Progressivement, les considérations politiques prendront le dessus et les autres facteurs seront relégués au second rang.

En écoutant le témoignage de Taïeb Ben Belgacem et du Cheikh Abderrahmane, nous nous rendons compte de l'effet qu'a eu la vie de la Zeytouna sur le parcours des deux hommes bien qu'ils affirment s'être engagés dans le nationalisme destourien avant même de partir à Tunis. Nous avons les éléments qui permettent d'avancer que la véritable mutation se fit au coeur de la Zeytouna. C'est pendant ces années là que Taïeb Ben Belgacem passa de l'opposition violente à Tahar Haddad, au défenseur convaincu de ses idées à propos de la réforme de la société (29). Plus tard, il deviendra membre de la cellule

(26) Cheikh Abderrahman Hamdi. Temoignage.

(27) Rapport cité par Claude LIAUZU : "Salariat et mouvement ouvrier en Tunisie : crises et mutations (1931-1939)" C.N.R.S. Marseille 1978, page 9.

(28) NOUREDDINE (Ali) : "Evolution économique, mutations sociales et luttes politiques en Tunisie dans les Années Trente".Thèse. Paris VII.1979. Page 104.

(29) Taïeb B.Belgacem. Temoignage . Cassette 1.Face B.

néo-destourienne de Sidi-Jebali, au sein de laquelle militaient les Hammis de Tunis . Cheikh Abderrahmane n'évoque cette cellule que succinctement. Indirectement, il prétend toujours avoir joué un rôle plus important que Taïeb Ben Belgacem car, tandis que ce dernier s'associait à l'action de Taïeb CHÉRIF, Salah ZDOUGA, Meftah FARHAT et les autres chefs de la cellule de Sidi jebali (30) Cheikh Abderrahmane, lui, noua des relations plus importantes avec les grands du Parti, ce qui lui valut, plus tard, d'entrer au 6e Bureau Politique (31).

A leur rentrée à la Hamma, les deux Zeytouniens vont révolutionner l'action nationaliste. Taïeb Ben Belgacem qui, d'après son témoignage, occupa à Tunis quelques fonctions secondaires dans la hiérarchie du Parti (Il fut même secrétaire à la C.G.T.T. de Hedi NOUIRA), fit sa rentrée après les événements d'Avril 1938. Il se rendit alors compte de la nécessité de régénérer l'action nationaliste après le bannissement des responsables néo-destouriens Hammis (32) . Il reviendra encore à Tunis, probablement à la fin de la même année, pour participer à des manifestations de protestation à l'occasion du séjour en Tunisie du chef du gouvernement Français (33).

Cheikh Abderrahmane affirme avoir participé aux manifestations d'Avril 1938 à Tunis ajoutant que les Zeytouniens ont toujours été au coeur de l'action nationaliste (34).

Un premier problème se pose : Cheikh Abderrahmane est aveugle et il est difficile d'admettre qu'il a vraiment pris part à ces événements. S'est-il rendu au Palais de justice sans s'attendre à l'évolution tragique de la manifestation ? Il est encore difficile de le croire puisque nous savons que ce sont bien les Zeytouniens qui avaient participé à la tournure connue des événements ; mais cheikh Abderrahmane s'en défend : "*Les Zeytouniens n'en sont pas responsables. Ils avaient programmé de conduire une manifestation pacifique mais les autorités coloniales avaient tout fait pour que ça tourne à l'émeute*" (35).

(30) Idem.

(31) Cheikh Abderrahman Hamdi. Temoignage .

(32) Taïeb Ben Belgacem. Temoignage. Cassette 2.Face A.

(33) Idem .

(34) Cheikh Abderrahman Hamdi. Temoignage.

(35) Idem.

Le témoin affirme aussi avoir été dans le 6e Bureau Politique du néo-destour (36). Il y passa, encore d'après lui, toute une année à la fin de laquelle il rentra à la Hamma pour former, en collaboration avec d'autres Zeytouniens Hammis (37), une organisation politique clandestine : "*le comité de la vengeance*". Il aurait alors profité de l'expérience acquise au sein du 6e Bureau Politique et même au sein du "*comité de Résistance*" avec Hedi SAIDI, Med Ben AMARA, Amor Ben HMIDA, et Bechir Zarglayoun condamnés, plus tard, à la peine capitale (38).

C'est son action au sein du "*comité de la vengeance*" qui lui valut d'être condamné à deux ans de prison qu'il purgea à la prison civile de Tunis. Il affirme avoir participé à la mutinerie qui coûta la vie à quatre détenus dont deux hammis. Un petit détail retient notre attention en écoutant Cheikh Abderrahmane relater l'aventure de cette journée de Novembre 1942. D'après lui, ce ne sont pas les gardiens Français ou corses qui ont tiré sur les prisonniers mais les soldats Tunisiens du Makhzen (39). Comment aurait-il distingué les soldats Tunisiens des gardiens Français ?

Nous avons recueilli le témoignage de Hassine Triki qui a longuement parlé de cet épisode; les deux témoignages se contredisent puisque Hassine Triki ne mentionne point les soldats Tunisiens. Tout au long de son témoignage, il ne cite jamais Cheikh Abderrahmane (40) qui affirme avoir été parmi le petit groupe de conseillers de habib Thameur (41) lors de sa détention. Pour nous plonger davantage dans le doute, Cheikh Abderrahmane ne cite guère des relations avec les Hammis de Tunis. Ils sont inexistant dans sa relation des faits.

Cheikh Abderrahmane s'applique à se tailler un rôle, un passé héroïque, tout en ne citant pas des hammis (sauf les deux tués dans l'insurrection de la prison civile de Tunis) qui pourraient le contredire. Sa mémoire ne serait donc que défectueuse voire fictive. Bien qu'une telle action ne puisse être méconnue par des gens en

(36) Ibidem.

(37) Exemple : Nouri SHILI, Mohamed Salah Boukhoud, Med Sghaïer Rejibi, cités par le témoin.

(38) Cheikh Abdrraham Hamdi. Temoignage. Cassette. 1.Face A.

(39) Idem.

(40) Temoignage de Hassine Triki fait à Tunis, Janv./Fevrier 1993.

(41) Cheikh Abdrrahamn Hamdi. Temoignage.

contact permanent avec Tunis, aucun témoin de ceux que nous avons rencontré à la Hamma ne nous a évoqué une activité politique du Cheikh à Tunis.

La Hamma a toujours profité de ses relations avec Tunis. Pendant la guerre de libération, ces liens furent davantage renforcés. De la cellule de Sidi Jebali et de celle des Metouis s'acheminaient fonds et renseignements. Les Hammis, eux, fournissaient à leurs coreligionnaires de Tunis des munitions à volonté. La Hamma a même été un relais pour ceux des nationalistes qui, craignant l'arrestation, étaient acheminés vers la Tripolitaine. Pendant la guerre de libération aussi, des relations furent établies avec Sfax, Gabès et les territoires des Hmamma.

Nous avons en effet l'impression que la paisible ville oasienne extorque à Tunis quelques unes de ses prérogatives ; n'est-elle pas le centre d'où sont sorties les premiers groupes de "Fellagas" ?

1-2 Les préparatifs de la Révolte

Les Ouled Aziz ne semblent pas avoir été très actifs pendant la période précédant la Révolte Armée. Bien que fondée au milieu des années trente, la cellule néo-destourienne, dite "*cellule de la Batouma*" limita son action à une propagande devenue candide en raison de la formation politique médiocre des chefs locaux. La plupart des témoins rencontrés au cours de l'enquête ne remémorent point une activité particulière pendant les années quarante excepté l'épisode de la deuxième guerre mondiale dont le souvenir reste encore vivace. La mémoire est sélective et on passe très souvent de la fondation de la cellule néo-destourienne à l'engagement dans la guerre de libération. Dans de nombreux cas, la fondation de la cellule n'est même pas citée, surtout quand il s'agit d'un témoin n'appartenant pas aux familles des fondateurs.

La mémoire fonctionne plus vite quand il s'agit des siens; elle s'enfonce dans le passé lointain pour citer un parent qui a participé à une quelconque action héroïque; les exemples sont nombreux; ainsi Hedi B. Khelifa TAHRI, né en 1929, tente de ranger son frère dans la classe des fondateurs : "*mon père est décédé en 1935 (donc avant la fondation de la cellule) mais je me souviens bien que mon frère aîné ait adhéré au parti dès 1936*" (42).

(42) Mohamed B.Khelifa Ben Aoun DHAHRI. Temoignage cité.

Quant à Boujemaa SAADOULI (né en 1930) il remonte davantage dans le passé : *"mon oncle qui était sergent à l'Armée Française a participé à l'insurrection de Bechir B. SDIRA et fut abattu en 1924 environ (...) son frère fut arrêté et mourut en prison"* (43).

Hachemi SAKRI qui est né en 1938, donc après l'événement de 1936, ne manque pas de signaler, au début de son témoignage, que son père Ali B. Hassine SAKRI "fut le trésorier de la cellule destourienne" (44).

Seul Ali Ben Mohamed B. Amara MECHE fait l'exception en omettant d'évoquer le martyre héroïque de son grand-père en 1881. Toutefois il cite son cousin Mohamed B. Ali SALLAMI associé à la fondation de la cellule, en attestation du passé famé des siens (45).

Mohamed JLAILA et Mohamed Ali SAKRI n'ont pas jugé indispensable de faire le même effort; ils avaient, tous deux, participé à l'événement-référence de 1936. Le groupe leur reconnaît encore ce rôle en les désignant encore par "*chef JLAILA*" et "*chef Mohamed Ali*".

Ce phénomène n'est peut être pas spécifique aux ouled Aziz ni à Maknassy. Lors des enquêtes menées dans différentes régions du pays, la même conception du nationalisme se fait dévoiler (46). Toutefois, la dimension que prend ce phénomène à MAKNASSY est saisissante. Impérativement, nous devons laisser à d'autres personnes connaissant le milieu mieux que nous, le soin de choisir, pour les besoins de l'enquête, les témoins potentiels. C'est pour cette raison que chaque témoignage prend l'air d'une plaidoirie. L'apologie du clan devient alors une raison d'être.

Le fait que l'historien ne puisse pas librement trier ses témoins virtuels fausse certes ses jugements. Mais ce phénomène a eu l'efficacité de dénuder les dimensions de la conception du nationalisme dans une société illettrée, où le souvenir des anciens garde inlassablement une vivacité mystique.

(43) Boujemaa SAADOULI. Temoignage cité. Cassette 1.Face A.

(44) Hachemi Ben Ali Ben Hassen SAKRI. Temoignage enregistré à Maknassy en date du 24/11/92. Cassette 1. Face A.

(45) Ali Ben Med B. Amara MECHE. Temoignage cité.

(46) Au sein de l'unité d'histoire orale et de documentation audiovisuelle (I.S.H.M.N.)

A la Hamma de Gabès, l'action politique pendant la période précédant la guerre de libération est beaucoup plus évoluée. Certes le discours des témoins fait surgir des divisions de caractère tribal, comme celles rencontrées chez les Ouled Aziz. Mais ces divisions s'estompent fréquemment devant les animosités proprement idéologiques (Bourguibisme/ Youssefisme).

De nombreux événements attestent l'engagement nationaliste des Hammis au cours de la période précédant le déclenchement de la révolte armée. Au lendemain de la scission de 1934 les hammis vont progressivement rallier le néo-destour; Tahar Lassoued, qui fut plus tard le "Fellag" le plus célèbre, garde encore des souvenirs de cette époque : *"j'ai adhéré au parti de THAALBI mais depuis le congrès de Ksar hellel en 1934, nous nous sommes divisés à el-Hamma entre "Granta" et néo-destouriens. J'avais adhéré au nouveau parti et j'ai été très actif dans l'opposition aux archéo-destouriens. Les "Granta" ne voulaient qu'une autonomie interne. Nous, les néo-destouriens, nous n'acceptons pas moins que l'indépendance. On nous disait qu'il fallait verser notre sang pour y parvenir. Nous étions alors jeunes et ce genre de discours avait une grande influence sur nous (...) Notre activité fut tellement efficace que, quelque temps plus tard, il n'y avait plus d'archéo-destouriens à El-Hamma"* (47).

Tahar Lassoued a été dans la première cellule néo-destourienne de la Hamma (secrétaire général adjoint), plus tard il sera responsable de la jeunesse destourienne. Taïeb B. BELGACEM et Cheikh A. HAMDI, quant à eux, ne virent leur rôle évoluer qu'après avoir achevé leurs études à Tunis. Avec d'autres hammis ils réorganisèrent l'action nationaliste et introduisirent de nouvelles formes de résistance.

Le renouveau de l'action nationaliste coïncide avec la période de l'après-guerre; c'est pendant les années quarante qu'apparaissent en effet les institutions locales, civiles et paramilitaires qui vont encadrer une activité militante salutaire.

Les formations de jeunesse sont une composante fondamentale dans la vie politique à El Hamma. A côté de la jeunesse destourienne d'autres organisations de scouts ont vu le jour sous l'instigation des destouriens locaux; profitant ainsi du vide politique qui durera jusqu'à la fin des hostilités. Sur ce plan, la Hamma ne présente aucune originalité.

(47) Tahar LASSOUED. Temoignage enregistré à El Hamma le 27-28-29/01/93. Cassette 1. Face A.

Taïeb B. Belgacem a évoqué une tentative de rébellion se situant, d'après lui en 1946. Après un contact avec Bourguiba à Tunis, (avant le départ de celui-ci pour l'Égypte) il proposa à Taïeb Chérif, Chef de la cellule de Sidi jebali, l'organisation d'une révolte armée. D'accord sur le principe, la direction du Parti avait décidé de ne prendre aucune responsabilité. Taïeb Chérif l'informa que quelques officiers Tunisiens dans l'armée française qui avaient pris part à la guerre d'Indochine viendraient à El-Hamma pour superviser les préparatifs. Parmi ces officiers, le témoin ne cite que le nom d'un Abdesselem KSIBI (originaire du Sahel). Taïeb Ben Belgacem commença alors à établir les listes de ceux des Hammis qui étaient en possession d'armes de guerre et de ceux qui étaient prêts à passer à l'action armée. D'après lui, il y avait au moins 150 noms. Plus tard, il reçut la visite des officiers nationalistes : "Ils étaient 8 ou 10 officiers, Abdesselem KSIBI était avec eux (...) Moi et Mohamed OUADA avons alors commencé à imprimer des brochures où nous avons donné au mouvement le nom de "Djihad Es Sahara" (48).

Pour raffermir le mouvement, Taïeb B. Belgacem essaya de joindre Ahmed ABID, devenu "Fellag" après la déroute des Mérazigues. A. ABID fut repéré et les autorités militaires parvinrent, en associant à sa poursuite certains des Béni Zid, à l'abattre.

Ce premier échec allait convaincre Taïeb B. Belgacem et ses compagnons de la précarité de l'influence destourienne puisque l'autorité coloniale, assistée par ses collaborateurs locaux, jouissait encore d'une grande influence. Une accélération de l'action nationaliste s'imposait. Ainsi, le projet de la rébellion fut annulé et les officiers éconduits dans leurs régions respectives.

La vérification de l'authenticité de ce témoignage est difficile. En effet, presque tous les hommes cités par le témoin n'existent plus. En plus, aucun des Hammis interrogés n'a évoqué cet épisode. Ceci n'est certes pas suffisant pour réfuter la totalité du témoignage. Ceux que nous avons interrogé n'auraient probablement pas eu vent de ces préparatifs.

Ce n'est que quelques années plus tard que T.B. Belgacem et quelques autres nationalistes convaincus reprirent le projet d'une action armée. Taïeb Ben Belgacem affirme qu'il avait commencé à former l'organisation paramilitaire "l'association du fer et du feu" sans en rendre compte à la direction du Parti : "quand nous avons lu la

(48) Taïeb B. Belgacem. Casette 3.Face A.

note du 15 décembre 1951 dans la presse, nous fûmes convaincus qu'il était temps de reprendre ce que nous avons entamé en 1946. Nous avons alors commencé à regrouper les armes et à organiser la révolution bien qu'aucune consigne ne parvint du parti. La direction de Tunis n'a donné aucun ordre et notre action fut une improvisation locale. Le 22/12/1951 j'avais réuni cinq de mes amis les plus proches dans la Zaouia de Sidi Attia : Meftah B. RACHED, Béchir B. MAHMOUD, Salah JABER, Belgacem HAMDY, et Ahmed B. ABED. Nous avons décidé de fonder une association "terroriste": "l'association du fer et du feu". C'est moi qui avais choisi cette appellation. Peu après, nous avons établi une sorte de code" (49).

Taïeb B. Belgacem est le seul témoin du groupe des fondateurs que nous avons pu interroger. A part Cheikh Abderrahmane HAMDY qui n'a jamais évoqué sa participation dans la dite réunion, tous les autres membres n'existent plus. Toutefois, nous avons pu avoir accès à quelques documents relatifs à cette organisation dont l'authenticité ne fait aucun doute. Ces documents renforcent l'hypothèse d'une association locale furtive et très solide. Les membres recrutés jurent, le revolver dans la main gauche et le Coran dans la main droite, la fidélité à la patrie et l'obéissance aux ordres. De point de vue organisation, seuls les fondateurs se connaissent, chacun d'eux était chargé de recruter d'autres membres; ceux-ci ne doivent connaître que celui qui les a recrutés, leur chef direct. Le témoignage d'Ibrahim FATNASSI alias Mahmoud SROTTA membre de l'organisation démontre à quel point l'organisation était solide. Il affirme méconnaître, jusqu'aujourd'hui, les noms des membres de la direction de l'association (50), mais il est formel sur le fait qu'Ahmed B. ABED en faisait partie parce que c'est lui qui l'avait recruté (51).

D'après le principal témoin, le nombre des recrutés passa de 6 à 40 dans la période du 22/12/1951 à la fin du mois de février 1952 (52). La majorité des recrutés sont choisis parmi les organisations locales de jeunesse, ils sont sévèrement testés et font l'objet, avant leur recrutement définitif, d'une enquête méticuleuse.

L'association se distingua par le "terrorisme" urbain. Suite à un accord conclu entre T.LASSOUED et T.B. BELGACEM elle

(49) Idem.

(50) Ibrahim FATNASSI. Temoignage enregistré à Tunis le 30/10/93.

(51) Idem.

(52) Taïeb B. Belgacem. Temoignage.

s'engageait à fournir aux maquisards armes, munitions et informations tout en s'occupant de leurs familles (53).

Pour préserver leur action de toute infiltration, les fondateurs de l'association mirent au point une sorte de code secret. Théoriquement, aucun des membres ne devait circuler avec des documents écrits, mais quand l'action rendait indispensable le port de documents, les membres devaient procéder à rédiger les textes selon un code bien défini : Le mot "*Boundoukia*" signifiant en arabe "fusil" est écrit "*omkhoufia*", La lettre "B" qui est classée, dans l'alphabet arabe, en deuxième position se voit remplacer par la lettre "A", la lettre "N" est remplacée par la lettre "M", etc....de sorte que, même découverts, ces documents ne sont d'aucun intérêt pour les autorités. Le dynamisme de cette organisation devrait par la suite être vital au nationalisme local dans une période où la résistance violente supplantait l'action politique. "L'association du fer" se substituait désormais à la cellule locale du Parti, profitant de l'appui des Hammis de Tunis et d'une structure plus ou moins solide.

2- LE TEMPS DE LA MATURITÉ

2-1- Le Réseau Logistique

Le déséquilibre des forces entre les nationalistes passés à l'action armée et les autorités coloniales assistées par d'innombrables collaborateurs locaux rendit indispensable l'organisation d'un réseau d'informateurs. En plus des informations que "*l'association du fer et du feu*" communiquait aux maquisards, ceux-ci avaient constitué leur propre réseau de collaborateurs.

Dans son témoignage, Tahar LASSOUED cite plusieurs personnes ayant rendus d'innombrables services à son action tout en gardant leur statut de civils. Il s'agit de centres éparpillés sur les routes reliant les montagnes de la région. C'est l'exemple d'Abdallah TRABELSI qui (54), comme l'indique son nom, est d'origine Tripolitaine : Il était "Hafid" de Sidi Ali Ben Salem (marabout) et du fait responsable de sa Zaouia. Par la nature de ses occupations, Abdallah TRABELSI maintenait d'innombrables contacts avec les gens de la région et du fait occupait une fonction qui lui permettait de recevoir tous genres d'informations qu'il transmettait à Tahar

(53) Confirmé par Taïeb B. Belgacem, Tahar Lassoued, Ammar SBOUI... etc et d'autres temoins que nous citerons plus tard.

(54) Tahar Lassoued. Temoignage recueilli par Habib Kazdaghli (I.S.H.M.N.)

LASSOUED; Abdallah TRABELSI était aussi, d'après T. LASSOUED, en contact avec Taïeb B. BELGACEM qui, par le biais des membres de l'association clandestine et des membres de la jeunesse destourienne, pouvait fournir des renseignements précieux.

T. LASSOUED recrutait aussi certains de ses parents pour fournir le même genre de services. C'est le cas de son oncle Hedi implanté dans la région de Idoudi (55); Hedi lui fournit même les noms des collaborateurs qui étaient chargés de l'espionner (56) ce qui permit aux maquisards de s'en débarrasser rapidement.

T. LASSOUED affirme avoir organisé son propre réseau d'informateurs après une période de collaboration avec l'organisation de Taïeb B. BELGACEM : "*Il nous est parvenu que les autorités Françaises avaient recrutés 25 collaborateurs dans le seul cheïkhat des Kharja (...). L'homme qui nous fournissait les renseignements sur les collaborateurs était chaouch dans le contrôle civil de Gabès, mais j'avais alors décidé d'établir mon propre réseau; dans chaque cheïkhat nous avons recruté un comité qui nous fournissait renseignements, armes et subventions. Ce comité s'occupait aussi des familles des combattants*" (57) .

Nous sommes persuadés que cette démarche fut dictée par la nature même de l'action de Tahar LASSOUED qui se déplaçait constamment d'une région à l'autre et qui, du fait, dépassait le champs d'action des hommes de T.B. BELGACEM. Il poursuivit la même technique plus tard quand il se déplaça dans le centre et le Nord du Pays.

A El Hamma nous avons un exemple des services que pouvait rendre aux nationalistes un agent de liaison. Il s'agit de Mohamed B. Frej SBOUI des Ouled Khelifa (né en 1920). Il affirme avoir adhéré au Parti en 1937 mais reconnaît qu'il n'a jamais été dans une école ou même dans un Kouttab (58). Il affirme que c'est T.B. BELGACEM qui lui confia ce rôle : "*il m'avait choisi pour le faire parce qu'il n'avait confiance qu'en moi. Il m'a même confié que si j'osais partir dans les montagnes, toutes les liaisons seraient coupées. Pour cette raison, j'avais décidé de demeurer à El Hamma*" (59). Il était aussi

(55) Tahar Lassoued. Temoignage.

(56) Idem

(57) Ibidem.

(58) Mohamed Ben Fredj SBOUI. Temoignage enregistré le : 28/01/1993.

(59) Idem.

chargé de collecter les armes de guerre et, au début des opérations, il était même parti à Zarziss pour accompagner un maquisard qui voulait joindre les combattants aux environs d'El Hamma. Mohamed B. Fredj a aussi recruté son frère, un ancien combattant dans l'armée Française devenu spahi supplétif au contrôle civil de Gabès, pour faire partie du réseau d'informateurs. Du fait sa crédibilité augmenta auprès des nationalistes pour qui il est devenu une source indispensable de renseignements.

La presque totalité des témoins rencontrés à El Hamma de Gabès et à Tunis ont évoqué le rôle de quelques fonctionnaires tunisiens au contrôle civil de Gabès ayant fourni aux nationalistes les services les plus indispensables à leur activité. Tahar LASSOUED évoque cette collaboration, Taïeb B. Belgacem témoigne du patriotisme du cheikh de la Hamma et cheikh A. HAMDY considère que le fonctionnaire de police qui l'avait interrogé était un nationaliste.

C'est Toutefois Ammar Ben Fredj, le frère de Mohamed B. Fredj, qui nous aide le plus à élaborer une idée claire à propos de ce phénomène. Né en 1925 à El Hamma, il s'est engagé dans l'Armée Française au cours du mois de décembre 1942. Il participa ensuite aux grandes batailles de l'Afrique du Nord et s'embarqua pour le front européen. Il fut par la suite promu sergent de l'Armée Française et rentra en Tunisie au début de l'année 1947 après avoir passé deux ans en Allemagne. En 1949, il s'engage dans le néo-destour mais son engagement effectif ne se fit que progressivement : *"Je me suis engagé au parti en 1949 quand Haj Ali KHEDER et Taïeb B. BELGACEM sont venus faire sa propagande dans notre "Douar". J'ai alors commencé à connaître le Destour; nous manquions vraiment de culture politique(...) Mais quand Bourguiba est venu à El Hamma je commençais déjà à comprendre (...) j'avais participé à la manifestation du 25 janvier 1952 et j'ai même crié "indépendance", "Parlement Tunisien"; je comprenais ce que voulait dire "indépendance" mais j'avoue ignorer la signification du terme "Parlement" (60).*

Ammar B. Fredj joua un rôle précieux dans le réseau d'informateurs. Proposé pour le poste de spahi supplétif, il demanda conseil auprès de son frère Mohamed qui, après avoir contacté Taïeb B. BELGACEM, lui suggéra d'accepter l'offre. Au contrôle civil il entra en contact avec Ammar ZDOUGA (Bach Chaouch) et Mustapha

(60) Ammar Ben Fredj SBOUI. Temoignage enregistré le : 28/01/1993.

HCHAICHI (interprète du contrôleur civil), nationalistes convaincus. D'autres spahis furent par la suite gagnés à la cause nationaliste ce qui permit de former un noyau de l'organisation clandestine (*"le fer et le feu"*) au sein même du contrôle civil.

De part leurs fonctions, les nouveaux recrutés avaient accès aux renseignements les plus confidentiels. Quand il s'agissait d'une opération de l'Armée Française, Ammar B. Fredj SBOUI est aussi vite dépêché à El Hamma pour rencontrer son frère qui, averti, établit ses contacts avec les combattants; ainsi l'Armée Française encerclait la plupart des cas une montagne que les maquisards avaient désertée. Les relations les plus étroites liaient donc les nationalistes locaux à leurs coreligionnaires de Tunis. Ces affinités sont de loin plus intelligibles et régulières que celles qui existaient entre la Hamma et la direction du parti. Ammar B. Fredj avait même été chargé de remettre aux Hammis de Tunis des munitions prélevées sur le stock d'armes de guerre collectées par les autorités françaises auprès des populations civiles. Il remit les armes à Taïeb CHÉRIF et Salah ZDOUGA (le frère de Ammar ZDOUGA). A son retour il fut aussi chargé de remettre à Taïeb B. BELGACEM une somme d'argent et une lettre : *"l'homme qui me remit la lettre m'avait confié, en insistant pour que je ne la remette qu'à Taïeb B. BELGACEM, que c'était la première lettre que le parti adressait aux maquisards" (61).*

Il s'agit de la même lettre que son frère Mohamed B. Fredj fut chargé par T.B. BELGACEM de la transmettre à Mosbah El JARBOU dans la région de Matmata (62). Ce renseignement nous permit de vérifier l'authenticité du témoignage de Taïeb B. BELGACEM qui affirme que la direction du Parti n'avait jamais établi des contacts avec les maquisards avant 1953 : *"Je voudrai préciser une chose : je n'ai jamais été un maquisard, mon rôle était de recruter et de conseiller les résistants. Avec mon argent et celui de mes amis j'avais acheté des armes. Le parti ne renoua avec moi et ne commença à m'envoyer de l'argent que tardivement (...) Le premier contact de ce genre se situe exactement en fin 1953(...) Les premiers fonds me parvinrent de Ahmed MESTIRI et Mokhtar B. ATTIA mais je n'ai jamais rien reçu de Hedi NOUIRA ou de Mongi SLIM" (63).*

Il s'agit en effet de l'argent remis à Ammar B. FREDJ lors de sa mission à Tunis. T.B.BELGACEM ne manque toutefois pas de

(61) Idem

(62) Mohamed Ben fredj SBOUI. Temoignage.

(63) Amor Jellouli. Temoignage enregistré à Tunis le 30/10/93.

mentionner quelques sommes envoyées par Belhassine JERAD mais refuse d'admettre que ces sommes parvenaient de la direction du Parti. Des sommes parvinrent également de Sfax en contrepartie des munitions remises aux nationalistes de cette région.

Le noyau des nationalistes du contrôle civil à même assuré l'acheminement des résistants vers la Tripolitaine, ces résistants étaient venus en deux vagues en provenance de Tunis. Ce sont des nationalistes hammi qui, recherchés par les autorités après avoir commis des attentats à Tunis, avaient préféré se réfugier en Tripolitaine. Taïeb B. BELGACEM affirme en effet que Ammar ZDOUGA avait joué ce rôle; pour le vérifier nous avons enquêté auprès d'un Hammi de Tunis, Amor JELLOULI.

Né à Tunis en 1935 de parents d'origine Hammi, Amor JELLOULI avait commis des attentats qui lui valurent la condamnation, par le Tribunal militaire de Tunis en date du 14 avril 1953, à la peine capitale pour "*association de malfaiteurs, propos de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des populations, destruction volontaire à l'aide d'explosifs d'édifices habités et non habités, incendie volontaire d'édifice habité, détention illégale d'explosifs, détention illégale d'armes, tentative d'assassinat*" (jugement numéro 231/10515). Avec son frère Hedi, né à Tunis en 1933, il a fait l'objet du circulaire de recherches numéro 249/52 émis par la Direction des services de sécurité en date du 17 juin 1952.

Amor JELLOULI affirme que son frère Hedi a fait partie de la première vague de résistants que Ammar ZDOUGA assura l'acheminement vers la Tripolitaine. Quant à lui, il fit son départ en juillet-août passant par Gabès où il rencontra Ammar ZDOUGA qui l'aide à rejoindre les frontières méridionales (64).

Taïeb B. BELGACEM nous informe que Ammar ZDOUGA avait caché chez lui (à Gabès), pendant deux jours les premiers fugitifs avant de contacter cheikh Mohamed TAHAR, Imam de la mosquée Zamzmia à Gabès, qui assura leur déplacement jusqu'en Tripolitaine : "*Après quelques jours d'autres fugitifs sont arrivés au contrôle civil contacter le Bach Chaouch (...). Ils étaient tous des Hammi de Tunis, des "Beldis" qui ne pouvaient supporter la vie dans les montagnes*" (65).

(64) Idem.

(65) Taïeb Ben Belgacem . Temoignage.

Le même témoin affirme aussi que le nombre de nationalistes en fonction au contrôle civil augmenta sous l'impulsion de Ammar ZDOUGA et de Ammar Ben Frej; en plus de ces deux éléments il y eut, comme nous l'avons indiqué, Mustapha HCHAICHI et de nombreux autres spahis : Souilah BACHRAOUI, Jalloul BAKKAR, Rachèd TRAB, Lakhdar GRAIRI, Hachemi HAYDAR, Essghaïer GRAIRI, Kilani B. DHAOUI, Fitouri Ben SALAH, Salah Ben FREJ, et Khemaïs Ben ROMDHANE (66). Il cite aussi un certain Belgacem ZDOUGA qui était sergent à l'Armée Française et qui était auparavant membre de l'organisation clandestine à El Hamma. Belgacem ZDOUGA avait fourni aux nationalistes quelques armes qui provenaient de la caserne où il travaillait (67).

De cette façon, les nationalistes de la Hamma étaient parvenus à préserver leur action et avaient même réussi à infiltrer l'administration coloniale. C'est cette infiltration qui permit parfois aux maquisards de prévoir les attaques de l'Armée : "*Chaque combattant avait derrière lui un ou deux résistants qui assuraient l'appui logistique(...). Moi par exemple, j'avais sous mes ordres 20 hommes environ chargés d'informer les maquisards et de leur acheminer les munitions, les vivres, et les fonds. Leur rôle est de loin plus dangereux que celui des combattants qui étaient armés et pouvaient se défendre (...). Nous avons perdu beaucoup de résistants de cette manière; Ahmed Ben HASSOUNA que j'avais chargé au cours du mois de mai 1953 de contacter les maquisards, il fut arrêté et pendu sans jugement (...). Il y eut un autre cas : après avoir conduit la bataille de Idoudi, Tahar LASSOUED et ses hommes s'étaient réfugiés chez deux de nos informateurs : chariag TRABELSI, qui furent par la suite arrêtés et enterrés vivants (...). Le maquisard ne pouvait pas finir dans de telles circonstances"* (68).

Les ouled Aziz n'avaient jamais connu une organisation aussi solide. Ils avaient certes leurs informateurs mais les repérer était une tâche aisée. Les témoins rencontrés à Maknassy mettent l'accent sur le soutien de la majorité de la population à leur action mais ne prétendent jamais que ce soutien fut organisé; souvent, il ne s'agit que de quelques informations dévoilant la collaboration de certains locaux avec les autorités. Très souvent encore, ces informations leur parvenaient imprécises.

(66) Taïeb Ben Belgacem . Temoignage.

(67) Idem.

(68) Ibidem.

Les résistants Hmamma ont abattu quelques collaborateurs pour barrer à l'infiltration de leurs rangs mais n'ont jamais eu leur propre programme d'infiltration. C'est pour cette même raison que leur action s'est limitée à la résistance hors de centres urbains. Ils craignaient Maknassy et Sidi Bouzid parce que l'autorité y était, mais surtout parce qu'un réseau urbain bien structuré leur faisait défaut.

Les ouled Aziz ont noué des contacts avec les Béni Zid et les Frachiches. Beaucoup d'eux sont même partis dans le nord du pays pour y étendre la résistance armée (69), mais on ne cite jamais des contacts avec Tunis (70). Ainsi, même au cours de l'action armée, les ouled Aziz demeuraient renfermés dans un système propre à eux.

A Maknassy, la solidarité tribale était certes plus solide que chez les Beni-Zid (71) mais ces derniers n'avaient jamais perdu leur rôle de fondateurs. En effet, ce n'est qu'après la visite de Tahar Lassoued que les premiers Ouled Aziz commençaient à rallier la résistance armée. Ceci laisse à supposer que, ni la tournée de Bourguiba après sa rentrée d'Égypte, ni l'action de la cellule du néo-destour, n'avaient réussi à convaincre les ouled Aziz de s'engager dans la lutte armée (72).

2-2- Une Armée de Libération

Comment les maquisards tunisiens se sont-ils organisés? Obéissaient-ils à un programme d'action? Appartenaient-ils à une quelconque hiérarchie? Avaient-ils réussi à dépasser les rivalités de clans? Bref, ont-ils changé par rapport à leur vie d'antan?

Que d'éléments de réponse contiennent les témoignages oraux! Nous sommes en possession d'une source aussi nouvelle que fondatrice dans l'étude du mouvement armé tunisien de libération.

Souvent issus d'un milieu modeste et étant pour la plupart illettrés, les résistants tunisiens n'ont jamais écrit leur histoire. Ils ont certes été une constante dans les écrits sur la période qui précéda la signature du protocole du 20 mars 1956, mais leur présence a été

(69) Temoignages de Med Ali SAKRI, Med Jlaila, Boujemaa saadouli, etc...

(70) Aucun témoin ne cite de tels contacts.

(71) Nous l'affirmerons plus loin.

(72) Tous les temoins affirment que le premier maquisard sorti des Ouled aziz était Med Ali Sakri et sont d'accord pour situer son engagement dans l'action armée après le passage de Tahar Lassoued, probablement après la bataille de Idoudi (été-automne 1953).

longuement bafouée et leur vie interne ignorée. Par nécessité idéologique ou par exigence d'un charisme ravageur, les résistants tunisiens ont été déshérités de leur propre mémoire. Le discours oral devient, dans ces circonstances, une occasion de revanche. En effet, partout où nous avons enquêté, nous avons été témoins de cet état d'esprit (73).

Ce type de témoignage peut-il fausser le jugement de l'historien? Le risque existe certes, mais s'attardant longuement sur les détails les plus petits et citant les noms de leurs complices, les témoins nous laissent une grande marge d'action; quoique pénible, la recherche de recoupements n'est pas impossible et la crédibilité du témoin est facilement mesurée (74).

Quelle différence avec les enquêtes que nous avons l'habitude de mener dans les milieux excessivement politisés! (75) Nous sommes ici en présence de témoins - acteurs ne défendant la plupart des cas que l'image de la famille, du clan, de la tribu. Le parti n'est pour eux qu'une illustration du "*nationalisme des intellectuels*". Ils restent étrangers aux divisions qui y surviennent de temps à autre et n'ont souvent pas honte d'avouer qu'ils ne comprennent encore pas pourquoi Bourguiba et ses amis ont quitté le destour de Thâalbi, ou d'avancer qu'ils ne croyaient vraiment pas au désaccord entre Bourguiba et Ben Youssef (76).

Il existe certes des exceptions. Quelques témoins sont très méfiants et, à l'encontre de la plupart des interviewés, réfléchissent avant de répondre. Leur discours dissimule de nombreux points d'ombre; la mémoire est volontairement freinée quand il s'agissait de répondre à des questions jugées trop embarrassantes pour l'image qu'ils se sont taillé aux yeux des jeunes générations. Ils ne préfèrent pas parler en présence de tiers, surtout s'il s'agissait de compagnons de combat (77).

(73) Les temoins auprès desquels nous avons enquêté ont tous évoqué ce problème, passant souvent même aux lamentations, convaincus qu'ils étaient trahis. Consulter les temoignages conservés à l'I.S.H.M.N.

(74) Les temoignages des Ben Zid et des Ouled aziz s'interfèrent remarquablement quand il s'agit du mouvement armé.

(75) Il suffit, pour se rendre compte de ces divergences de consulter le Temoignage de Bahi Ladgham au C.D.N. (Tunis).

(76) Pour élucider ces points, consulter les temoignages des Ouled Aziz. l'un d'eux croit encore que Thâalbi et Bourguiba avaient fondé, ensemble, le destour.

(77) Sassi Lassoued est le temoin-type de ces aberrations. Il prétendit même qu'il avait, sous ses ordres, des secretaires, des archivistes et 12 experts militaires allemands (!).

Les premiers maquisards tunisiens semblent avoir pris les armes spontanément. Tahar Lassoued, qui fut le premier à s'engager dans la lutte armée au début des années cinquante, affirme qu'il n'a reçu aucun ordre ni du parti ni de la cellule locale du destour. Il manifesta, lors de la visite de Bourguiba à la Hamma en 1951, son empressement de passer à l'action armée mais ne fut autorisé qu'à former un groupe de saboteurs (78). Il contacta quelques amis de confiance qui daignèrent s'associer à lui. Le premier groupe armé se composa alors de cinq combattants : T. Lassoued, Belgacem Bazmi, Tahar Bouzaïma, Ali Ben Mosbah et Mohamed Bou Abid (79). Un certain Monser leur fournit des fusils allemands et des munitions (80).

Tahar Lassoued, qui souffre de troubles de mémoire, situe vaguement la date de la première action armée. Taïeb B. Belgacem, quant à lui, est plus précis; T. Lassoued commença à former son groupe après la manifestation du 24 janvier 1952 et fit sa première attaque en février 1952 (81).

Ce groupe attaqua au début un camion se rendant à un chantier à El Guetar, près de Khanguet Aïcha; quelques jours après il attaqua la caserne de Sidi Boulbaba à Gabès (82): "*mon plan consistait à faire des attaques espacées: une à Gabès, une autre à Mareth et une troisième entre Gabès et les territoires militaires pour faire croire aux autorités que les maquisards sont partout et que toutes les tribus participent à la Révolution*" (83).

Émiettant l'armée française, cette tactique devait pallier au manque d'hommes au début de la Révolution. Les premiers combattants semblent ainsi s'inspirer des insurrections passées. Plus tard, T. Lassoued et ses compagnons enrôleront d'autres volontaires issus pour la plupart de la région du sud et qui, d'une attaque à l'autre, acquièrent une certaine expérience; leurs attaques deviennent plus meurtrières. Avant tout engagement, ils mesuraient leurs forces; l'effet de la surprise est un atout efficace, être protégé par la montagne en est un autre (84). Les attaques sont conduites de préférence en fin de

(78) Tahar Lassoued. Temoignage.

(79) Idem.

(80) Ibidem.

(81) Taïeb B. Belgacem. Temoignage.

(82) Tahar Lassoued. Temoignage.

(83) Idem.

(84) Ibidem.

journée pour que les maquisards puissent se retirer à la tombée de la nuit. Quand l'un de ces trois facteurs est défectueux, les maquisards sont facilement décimés; c'est le cas de la bataille de Jebel Idoudi, survenue probablement au cours de l'été 1953 quand le groupe de T. Lassoued, déjà composé de 12 hommes, ne put découvrir, à cause d'une brume très dense, la présence de troupes françaises sur les territoires qu'il traversait. L'accrochage débuta à 6 heures du matin et ne prit fin qu'à 17 h, l'armée française y employa l'artillerie, les blindés et l'aviation. On compta alors 8 morts parmi les maquisards, Tahar Lassoued et les trois autres rescapés doivent leurs vies à quelques soldats algériens dans l'armée française qui facilitèrent leur fuite (85).

Idoudi fut la dernière bataille de Tahar Lassoued dans la région. Lui et ses hommes décidèrent de partir vers d'autres contrées où la révolution n'avait pas encore vu le jour. Il affirme que son départ vers le Nord avait pour raison l'incapacité des Béni Zid de fournir aux maquisards, devenus très nombreux, tout ce dont ils avaient besoin. Sans végétation dissimulante, le relief de la région du Sud ne protégeait pas en plus suffisamment l'action des combattants: "*Le premier des Hmamma qui accepta de nous suivre était Mohamed Ali Ben Ameer, c'est lui qui commença dès lors à enrôler les Hmamma dans la Révolution. Nous avons organisé des réunions politiques où j'incitais les hommes à prendre les armes; je leur disais: "Nous sommes vos frères, nous défendons votre patrie et nous nous battons pour que la France soit chassée d'ici; nous ne toucherons ni à vos femmes ni à vos biens". Nous nous sommes ensuite retirés dans les territoires des Zlass (Jebel Gatrana) puis dans la région des Ouled Ayar qui ne faisaient encore pas la différence entre un maquisard et un Goum. Nous avons alors organisé les mêmes réunions puis nous sommes partis à Majer ou Ahmed Ben El Hassine fut, avec ses fils, les premiers hommes à nous suivre. C'est à partir de ce moment que commença la véritable Révolution*" (86).

Quand on leur posait la question sur les raisons qui poussèrent une grande partie des combattants à partir vers le nord, les témoins confirment tous l'idée de T. LASSOUED: la pauvreté des populations du Sud, accentuée de temps à autre par une sécheresse, la médiocrité du relief, et surtout la nécessité d'étendre l'action armée.

(85) Tahar Lassoued. Temoignage. Ibrahim Fatnassi alias Mahmoud SROTTA et Soula Ben Sadok qui sont avec un certain Hassine les rescapés de la bataille citent la même version. Temoignages conservés à l'I.S.H.M.N.

(86) Tahar Lassoued. Temoignage.

Quelques éléments permettent toutefois une réflexion bien différente. En effet, tous les témoins Hammis, d'El Hamma et de Tunis, ont évoqué, quoique promptement, quelques différends opposant des combattants à d'autres ayant même failli évoluer en affrontements sanglants. C'est le cas du désaccord ayant opposé d'une part Tahar LASSOUED, Soula Ben Sadok et quelques autres hommes, à Ahmed Ben Zouinekh et Sassi Lassoued nouvellement recruté (87). Ce différend eut probablement lieu au cours de l'automne 1953 avant le départ de T. LASSOUED dans les territoires des Hamma et après la bataille de Idoudi à laquelle Sassi LASSOUED n'avait pas pris part (88). Les deux clans appartenaient à deux factions différentes des Beni-Zid; le groupe d'hommes soutenant T. LASSOUED étaient *Kharja*, les autres étaient *Chiyyab*. Deux éléments seulement étaient neutres : Ibrahim Fatnassi, plus connu sous le nom de Mahmoud Srotta qui était "*beldi*" des *Gasr* (ex-membre de "*l'association du fer et du feu*") et Ali Dhahri, issu des *Hzam* (Gabès); ils réussirent leur médiation et purent éviter un massacre (89).

Après cet épisode, la réputation de Tahar LASSOUED va en détériorant ; jusqu'au moment du différend il fut l'unique chef de la Révolution; c'est lui qui fut le premier à brandir son arme contre le colonisateur consolidant ainsi sa renommée de destourien activiste. Ce différend ne le discrédite certes pas aux yeux des Beni-Zid mais lui confirma qu'il est devenu un chef contesté et que d'autres chefs, "nés d'hier", ne tarderont pas à surgir un peu partout. A-t-il préféré préserver son image en quittant les Beni-Zid ?

Sassi LASSOUED quitta lui aussi la région probablement pour les mêmes raisons (90). Les témoignages des hammis à son propos s'accordent toutefois pour lui réserver un profond mépris ; quelques uns mettent l'accent sur son passé : "*Il n'était qu'un berger*" (91), d'autres n'évoquent que Tahar LASSOUED; (92) les jugements les plus pondérés affirment que son caractère ambitieux est la cause de son impopularité (93).

(87) Cf. Temoignages de Ibrahim Fatnassi et de Ali Dhahri

(88) Cf. Temoignages de T.Lassoued, T.B.Belgacem, Ibrahim Fatnassi ...

(89) Temoignages de I.Fatnassi et A. Dhahri .

(90) Sassi Lassoued. Temoignage

(91) I.Fatnassi Temoignage

(92) Mohamed Ben Frej SBOUI, Ammar Ben Frej SOUI, Temoignages..

(93) Taïeb B. Belgacem . Temoignage

Le dédain que réserve la majorité des témoins à Sassi LASSOUED semble avoir d'autres raisons; la plupart des hammis, comme nous le savons déjà, s'étaient ralliés à Salah Ben Youssef lors du différend qui l'opposa à Bourguiba; Sassi LASSOUED fut des rares éléments qui brisèrent le consensus Hammi; devenu l'homme du pouvoir, il sera le responsable régional des comités de vigilance (94) et l'auteur de multiples massacres d'opposants (95). Enrichi par des concessions spéciales, Sassi LASSOUED ne réussira jamais à s'imposer à El Hamma comme chef respecté.

Dans son témoignage, Sassi LASSOUED n'en cite rien. Il passe sous silence la période précédent son engagement dans la révolution armée affirmant même avoir été agriculteur; il n'évoque guère sa mésaventure avec Tahar LASSOUED et ne parle de l'épisode des comités de vigilance que promptement (96).

Nous sommes en mesure d'admettre que le mépris des hammis pour Sassi LASSOUED a pour raison, d'une part son esprit de dissidence dans une période où les Beni-Zid avaient, plus que par le passé, besoin de s'unir, et d'autre part son rôle pendant les années 1955-1956. Ses relations étroites avec quelques personnes suspectes comme Ahmed Ben Zouinekh (97) ne firent qu'accroître la confusion.

En fissurant l'unité des Beni-Zid, Sassi LASSOUED devient le parent pauvre de la Tribu. La grande renommée de Tahar LASSOUED gênant ses ambitions, il aurait alors préféré quitter le Sud pour se réfugier dans le Nord du pays (région du Kef). A l'encontre de T. LASSOUED avec qui il entrera en concurrence, Sassi L. revendiquera ses opérations accumulant ainsi les condamnations à mort par contumace et taillant, de la sorte, un héroïsme qu'il voulait imbattable.

Le discours des témoins hammis laisse toujours paraître des divisions d'origine tribale. Ces divisions ont été un véritable défi pour les nationalistes locaux; irréductible, l'esprit de clan se manifestait à toutes les occasions; l'autorité du chef de bande s'accroît quand il est dans le territoire de sa tribu, elle est chétive ailleurs. Des bandes sont parfois uniquement composées de cousins; un différend personnel

(94) Sassi Lassoued, Temoignage.

(95) Dont le beau-frère de Tahar Lassoued. Nous avons trouvé l'écho de ces actions dans quelques autres temoignages recueillis hors de la Hamma.

(96) Sassi Lassoued.Temoignage

(97) I.Fatnassi, Temoignage

prend rapidement une dimension menaçante pour l'unité du groupe (98). Parfois "l'idéologie du Djihad" parvenait à mâter ces antipathies (99).

Ce sont notamment les chefs locaux du destour qui proposaient leur médiation chaque fois que l'unité des combattants est menacée. Dans les Beni-Zid, c'est Taïeb B. Belgacem qui assura ce rôle tandis que les ouled Aziz se soumettaient surtout à Mohamed Ali SAKRI cumulant désormais les fonctions de chef politique et militaire (100). Mais l'autorité des deux hommes n'a pas été toujours évidente. L'un d'eux prétend avoir même été victime d'un attentat qui faillit lui coûter la vie (101); ceux des résistants qui portaient dans d'autres régions ont toujours échappé à leur ingérence.

Pour quelques témoins Taïeb B. Belgacem n'était qu'un délégué du Parti. Son rôle ne consistait donc qu'à transmettre les consignes de la direction de Tunis. Lors des pourparlers Franco-Tunisiens de 1954, la direction du Parti avait demandé aux combattants d'arrêter leurs offensives. Taïeb B. Belgacem a essayé d'imposer cet ordre mais n'y réussit que peu (102).

Des indices nous permettent pourtant d'avancer que Taïeb Ben Belgacem a été contesté plus pour son appartenance au milieu "beldi" que pour le rôle de représentant du destour. Les "beldis" Hammis ont toujours été minoritaires dans la résistance armée; excepté Tahar LASSOUED qui est considéré "Afaqui" il n'y eut que Bechir Ben Mahmoud (abattu en 1953), son frère Ali Ben Mahmoud, Ibrahim Fatnassi, et Amor Ben JELLOULI qui, lui, est issu de la communauté Hammie de Tunis (103). A El Hamma de Gabès, comme partout ailleurs, la division entre "Beldis" et "Afaqui" ne révèle, dans la majorité des cas, qu'un état d'esprit; les Beldis hammis eux-mêmes se divisent en "Gasr" et "Dabdaba" et, tandis que les premiers sont perçus comme étant l'aristocratie Hammie, les Dabdaba, eux, sont moins favorisés. A Tunis, l'implantation des hammis gardait le même découpage.

(98) Cf. notamment le Temoignage de T.Ben Belgacem.

(99) Ibid.

(100) A propos de Med Ali Sakri cf. Les temoignages de Maknassy, et de I. Fatnassi

(101) Il s'agit de T.Ben Belgacem. cf Temoignage

(102) Ibid.

(103) Ammar Ben Jellouli, Temoignage.

Les témoignages oraux ne fournissent que des informations fragmentaires à propos des relations destour-maquisards. Tahar LASSOUED affirme qu'il n'a jamais eu de relations avec le Parti pendant toute la période qu'il avait passée dans le maquis. Sassi LASSOUED, quant à lui, laisse paraître que toute son action avait été supervisée par la direction du destour mais ne fournit pas des informations précises, ce qui affecte sa crédibilité.

Selon Taïeb B. Belgacem la direction de Tunis n'aurait jamais accepté, au début, le passage à l'action armée et du fait, n'a rien fourni aux combattants. Son témoignage concorde avec celui de Ammar SBOUI pour situer le début de l'engagement du parti dans le soutien aux groupes armés vers la fin de l'année 1953. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que la grande majorité des combattants se prétendaient destouriens.

Nous avons les éléments qui nous permettent de croire que dans un premier temps, la direction du parti ne s'est pas immiscée dans le déclenchement des opérations armées bien qu'elle en ait politiquement profité. Les raisons de ce choix doivent être recherchées dans l'idéologie du destour mais aussi dans le contexte de l'époque; le vide politique créé par l'internement des chefs nationalistes laissa le terrain libre aux initiatives de la base.

Adnen MANSAR

I.S.H.M.N. — TUNIS

**Histoire orale et violence
dans le nationalisme tunisien**
«témoignages de paysans
et de militants du Cap Bon
(1949 - 1955)»

*«l'Histoire paraît trop jeune aux philosophes et aux savants; les
lecteurs pressés la trouvent trop vieille».*

HALKIN (L.E.). Initiation à la critique historique, Paris,

A. Colin, 1973, pp. 139.

Plusieurs considérations sont à l'origine de cette recherche; d'abord, la rareté, sinon l'inexistence, d'études historiques sur le mouvement national au Cap Bon, soit des études générales, soit des monographies ⁽¹⁾; ensuite, notre long séjour au Cap Bon, à Menzel-Témime ⁽²⁾, nous a permis de nous familiariser avec la région et d'enrichir nos rapports avec la population; ce qui nous a ouvert les chemins de l'histoire orale et la nécessité de donner la parole à des

1) ZANGAR (S) : *Nabeul, de la domination coloniale à la libération nationale* (1881-1954) *R.H.M.* n° 49-50 1988, pp. 47-70.

2) Séjour, par le travail en tant qu'enseignant, et par la résidence à Menzel-Témime, d'octobre 1977 à septembre 1993. En effet, notre expérience au Cap-Bon, à travers ses villes, villages et campagnes, par l'intermédiaire de ses hommes évidemment, est l'une des plus riches de notre vie. A ce titre, nous rendons hommage, un grand hommage à tous nos amis au Cap Bon, aux paysans et aux militants avec qui nous avons eu ces entretiens, à travers lesquels nous avons essayé de vivre l'histoire du mouvement national tunisien, en partie évidemment.

gens, qui, à les contacter et les écouter depuis une dizaine d'années, veulent parler, car ils ont des choses à dire, à exposer; enfin, même en histoire orale, dont le champ et les perspectives sont à la fois nouveaux, prometteurs et non sans difficultés, nous avons constaté avec regret, d'après nos contacts et nos investigations personnels, que la parole a été donnée aux notables du Cap Bon, aux militants très connus de la région, à ceux qui ont une certaine place dans l'espace et la société en question (3). Nous avons donc voulu par ce travail élargir le champ de la recherche d'histoire du mouvement national et ce, en donnant la parole à ceux qui ont été jusqu'ici, pour une raison ou une autre, inconnus ou méconnus, sous-estimés ou marginalisés, par la recherche historique dans notre pays : l'historien ne doit pas prêcher l'exclusion. Ce qui nous a encouragé encore plus à entreprendre cette démarche, c'est l'audience que nous avons même, au Cap Bon, dans la localité d'Es Skhalba, le 1er mai 1992; en effet, nous avons été invités comme historien - par les militants destouriens du village en question - à assister à la première rencontre débat (la première en son genre au Cap Bon) organisée pour tous les militants du Cap Bon (4). Au total, nous n'avons pas attendu pour entamer cette recherche, étant encouragé par nos amis, militants-paysans ou paysans-militants, afin de ne pas contribuer - consciemment du moins - à la destruction de la mémoire collective ou à l'assassinat de l'Histoire (5). L'objectif réel de cette recherche est de rompre avec la vision et l'écriture élitistes de l'histoire du mouvement national tunisien.

3) Jalloul Azzouna, passionné par l'Histoire, a engagé des interviews avec les nationalistes et les militants les plus connus de Menzel Témime, n'étant pas des paysans : il s'agit du feu Al Hadj Béchir Ben Fadhel, feu Habib Soussi, et Mahmoud Zhioua, encore vivant, et d'autres personnages; l'ensemble de ce travail paraîtra incessamment, en arabe, à la maison d'édition Al Akhilla.

De même, les entretiens qu'a eus notre ami et collègue M. Kazdeghli, dans le cadre de l'unité d'histoire orale de l'I.S.H.M.N. sont orientés, du moins pour le moment, et à partir des exemples dont nous disposons vers les nationalistes et les militants de grande envergure sur les plans régional ou local : nous pensons à M. Sadok Mejdouba, de Kélibia (encore vivant) et à Wahid Messaadi, de Tazarka, voir, en arabe : *Wathaiq nassiya wa chafawiya* - Tunis - I.S.H.M.N. 1993 pp. 154-157.

4) Les militants, venus de tout le Cap Bon, étaient aux environs de 150 personnes; ils ont tous parlé, avec franchise, fierté, soulagement, mais aussi avec souffrance, inquiétude, interrogations et même des larmes, des critiques et plusieurs interprétations. Une telle rencontre nous a mis en contact avec des militants de la société profonde, des paysans et des ouvriers.

5) Voir notamment : VIDAL NAQUET (P.): *Les assassins de la mémoire*. Paris, La Découverte 1987.

- MOTTAGNO (C.) : Comment on falsifie l'Histoire - in, *Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 3, 1987, pp. 89 et suites.

I. — LES DONNÉES FONDAMENTALES DU DOSSIER :

Pour cerner avec le maximum de rigueur la participation des paysans tunisiens dans le mouvement national de libération, il nous a fallu d'avance, en matière d'histoire orale et d'enquête, préparer une grille de questions précises, contacter et convaincre les paysans/militants, définir d'avantage le champ scientifique et culturel de la recherche, et enfin, dégager quelques dimensions et conclusions partielles soient-elles de la paysannerie en rapport avec le mouvement national de libération.

A. — *Le questionnaire* : L'histoire orale, n'étant ni un roman, ni une enquête sociologique (6), doit contribuer partiellement à une analyse scientifique du fait historique, comme fait total incluant les individus, les groupes ou les classes. Ainsi, pour rassembler le maximum d'informations et de données sur les paysans/nationalistes, nous avons préparé un questionnaire de trois grands volets :

- 1 — L'Etat civil et le milieu socio-culturel de l'interviewé (nom, prénom, date et lieu de naissance, niveau d'instruction, origine et milieu social).
- 2 — La contribution de l'interviewé au mouvement de libération :
 - L'adhésion au mouvement de libération, quand, où, par le biais de qui;
 - L'adhésion au Parti Destourien (Vieux-Destour, ou Néo-Destour), quand, par le biais de qui;
 - L'adhésion à d'autres organisations tunisiennes : U.G.T.T., P.C.T., etc...
 - Nature des relations avec les colons et le colonialisme;
 - Nature des relations avec les Tunisiens collaborateurs;
 - Nature des relations avec les nationalistes et les militants de la région;
 - L'action politique : nature, forme, circonstances, moyens, difficultés, champ d'action, résultats.

6) Voir, à titre d'exemples :

GOURMAN (LE ROY (A.)) : L'Histoire sans texte, in *l'Histoire et ses méthodes* - Paris - Gallimard - 1961, pp. 217-247.

BORDERIAS (C.) et VILANQUA (M.) : L'Histoire orale et ses enseignements, in *Bulletin de l'I.H.T.P.* Paris n° 11-1988, pp. 22-31.

BESANCON (A.) : *Histoire et expérience de moi*. Paris, Flammarion, 1971.

- Contribution matérielle au mouvement de libération, argent, volontariat, habitation, champ d'action.
- 3 — Genèse du nationalisme dans les milieux paysans/ouvriers :
 - Pourquoi votre participation au mouvement de Libération?
 - Votre génération a-t-elle la même vision que vous du mouvement de libération ?
 - Les relations entre la colonisation et votre campagne ou votre village;
 - Vos relations avec les leaders du mouvement national;
 - Place et rôle de l'Islam dans votre adhésion au mouvement de Libération.
 - Que signifie - pour vous - une fois engagé dans la lutte libérer la Tunisie du colonialisme français;
 - A votre époque, quels sont les moyens réels et efficaces pour libérer le pays ? la politique, la diplomatie ou la résistance armée, la violence;
 - Est-il possible, pour vous, qui avez vécu l'indépendance et l'ère de l'après-indépendance, d'évaluer l'indépendance tunisienne ?

Nous avons donc voulu par ce questionnaire saisir le profil - et non les récits de vie et les biographies - des militants/paysans tunisiens, même si la place des biographies est encore grande dans l'historiographie tunisienne contemporaine (7). Par profil, nous entendons la place, le rôle et la dynamique des individus par rapport à eux-mêmes, dans les relations avec leur groupe, l'espace, la société, un phénomène historique compliqué et sensible, du genre mouvement de libération où symboles et réalités se juxtaposent et se nourrissent les uns les autres. C'est qui nous permet de définir le champ de recherche en matière d'histoire orale et mouvement national tunisien.

7) Les biographies restent, malgré tout, un élément fondamental de l'écriture et de l'analyse historique, cependant, elles ne suffisent pas pour rendre compte de la complexité du réel et du mouvement historique des individus, des groupes ou des classes, voir, à ce titre :
 STORA (Benjamin) : *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens* - Paris - Harmattan - 1985.
 KRIEGLER (A.) : *Les communistes français*, essai d'ethnographie politique, Paris 1968.

B. — Histoire orale, paysannerie et mouvement de libération :

L'écriture de l'Histoire pose sans cesse, et pose toujours, des problèmes (8). A ce niveau, l'historien est à la recherche continue de la meilleure voie, qui ne réduirait nullement le réel. Mais de fait, l'écrit, le non-écrit, demeurent deux types de vision de l'Histoire : que faire de l'histoire réelle, ou comment écrire l'Histoire réelle de ceux dont les sources écrites ne parlent pas ou n'en parlent qu'occasionnellement et partiellement. L'Histoire orale est donc née comme réaction à l'Histoire écrite, non sans poser des problèmes sérieux. Dans cette optique, l'Histoire orale n'est pas de la psychanalyse, de la psychologie ou une sorte de défoulement (9), même si les dimensions psychologiques, sentimentales ou affectives font partie de la vie et de l'Histoire privées ou collectives. De même, l'Histoire orale n'est pas un essai sur l'imaginaire et tous les phénomènes humains imperceptibles (10); au contraire, l'Histoire orale, c'est l'anthropologie historique comme approche multidisciplinaire du phénomène historique (11), avec toutes les perspectives ouvertes et les problèmes posés :

En Tunisie, l'écriture de l'Histoire du mouvement national a surtout bénéficié des sources écrites, encore à exploiter. La paysannerie, dans ses relations avec le mouvement national tunisien a fait l'objet - à partir de sources écrites - de certaines contributions (12). Mais la création d'une unité d'histoire orale au sein de l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National a réactivé l'intérêt porté

8) Lire notamment : Veyne (P.) : *Comment on écrit l'Histoire : essai d'épistémologie* - Paris. Ed. Seuil 1971.

DE CERTEAU (D.) : *L'écriture de l'Histoire*. Paris - Gallimard - 1975.

9) Voir, à titre d'exemple : DUPRON (A.) : *Problèmes et méthodes d'une histoire de la psychologie collective* - A.E.S.C. XXVI - 1961 - pp. 3 et suivantes.
 CORVISIER (A.) : *Sources et méthodes en Histoire Sociale*, Paris. Sedes - 1980.

10) Lire, CAILLOIS (P.), *Approche de l'imaginaire*; Paris - Gallimard - 1974,
 SOLLERS (Ph) : *L'écriture et l'expérience des limites*. Paris. Ed. Seuil. 1968.
 Collectif : *Ecritures du corps : L'image, le symbole et le mythe*. Université de Boulogne - *Cahiers du Centre de recherche n° 3-1988*.

11) Voir MESCHONNIC (H) : *Critique du rythme. Anthropologie historique du langage*. Paris - Verdier - 1982.
 CORRAZE (J.) : *Les communications non - verbales*. Paris, P.U.F. 1988.

12) KASSAB (A.) : *Histoire rurale et mouvement national tunisien : sources et méthodes - in - sources et méthodes de l'Histoire du mouvement national tunisien (1920-1954)* Tunis C.N.U.D.S.T./M.E.S.R.S. 1985, pp. 169-184.

aux sources orales (13) : le champ est donc véritablement fertile et prometteur, à en juger par les programmes de recherches individuels ou collectifs. Au total, pour l'histoire générale ou monographique du mouvement national tunisien, il y a une place privilégiée pour l'étude des sources et des documents d'histoire orale, sous forme de chansons, de proverbes, de poèmes populaires, de récits, de témoignages et de contes; car les expressions orales ont plus de poids et d'influence sur la société rurale que le document écrit, toujours réduit et réducteur, si important soit-il. A ce niveau, il ne faut donc pas se limiter à une lecture à un premier ou à un seul niveaux.

De cette manière, les biographies, les récits de vie sont, de toute évidence, une contribution de valeur - même partielle - à l'Histoire générale ou spécifique du mouvement national et de l'ensemble de l'histoire contemporaine de la Tunisie. C'est à ce titre et dans cette optique que nous avons voulu et pu donner la parole aux paysans/militants du Cap Bon des années 1949-1955. Dans une société profondément rurale, malgré l'intrusion capitale du colonialisme, et jusqu'à les années 1955/56, il est certain que le mouvement national fut coloré, imprégné ou influencé, d'une manière ou d'une autre, par la paysannerie et les paysans, même promu à un autre rang dans la société coloniale; et réellement, à les écouter, on ne doutera nullement de leur place et leur poids dans le dit mouvement.

C. — Durée et lieux d'interviews :

Même si cette histoire orale pose ou impose pour le chercheur et l'interviewé des moments de joie, d'inquiétude, d'interrogations et même d'embarras (14), il n'en reste pas moins vrai qu'elle relate des faits historiques réels, des situations historiques humaines et des crises de moments ou de structures. Et pour saisir l'ensemble de ces données, par personne interviewée, nous avons été contraint d'accorder 4 heures en moyenne à chaque militant, afin de nous préciser et détailler même quelques points du questionnaire préparé. En les écoutant et en rédigeant - ou en remplissant le questionnaire -

13) Voir les travaux de l'I.S.H.M.N. «*Rencontres du mercredi*» :
 VALENSI (L.) : Histoire singulière, mémoire collective : de l'usage des archives orales. Tunis, 9-12-1992.
 LACOSTE (C.) : Quelques problèmes de méthodologie en littérature orale, Tunis, 14-1-1993.
 Collectif : mémoires de femmes en Tunisie; Tunis 3-2-1993.
 KAZDAGHLI (H) : *in wath'aiq nassi-ya*, op. cit. pp. 138-157.
 14) TRISSAHI (R.); *Les actes de la joie*, Paris, P.U.F. 1987.

nous avons été sensibles à leurs gestes, leurs comportements, leurs façons de parler, leurs physionomies, et trait commun dominant, ils ont parlé tous avec joie et inquiétude; avec joie, parce que la parole leur a été donnée, et pour la première fois, alors qu'ils l'attendaient depuis une longue date; c'est qu'ils sont chargés d'Histoire, d'émotions, même si leur histoire est singulière, sans rompre avec l'Histoire générale de la région et du pays; avec inquiétude, parce qu'ils étaient obligés, malgré eux, non seulement de faire le point de leur itinéraire, mais surtout de comparer entre ce qu'ils ont vécu, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont rêvé et à quoi ils sont arrivés, encore vivant, après l'indépendance; c'est dire que leur itinéraire n'est pas sans imaginaire, sans symbole, sans mythes : L'indépendance, la joie de vivre, l'égalité, la justice, constituent, dans leur pensée réelle, des axes et des idéaux nobles. L'un deux, *Mohamed Ben Mohamed Ben Amor El Khiari Al Asgher*, connu *Arrokza*, en nous recevant chez lui, le dimanche 11 octobre 1992 de 14h à 18h, en compagnie de ses fils aînés, Tijani et Sadok, et ses beaux fils, pleurait hautement, me suppliait de publier l'interview avant sa mort; de fait, il est mort, en juillet 1993, à Tunis, sans que le travail paraisse. Ce sont donc des moments particulièrement riches et sensibles pour le chercheur et l'interviewé à la fois. Sur les 50 personnes que nous avons dans le programme, nous avons achevé les interviews avec une dizaine et qui sont :

- Jmaïel Ben Mohamed Gharsellah, né le 1/1/1925 à Menzel-Témime.
- Hamed Ben Abderrahmane Ben Hassen Ben Rhouma, né le 1/3/1913 à Skhalba.
- Chaâbane Ben Mohamed Ben Belgacem Yazidi, né le 7/5/1916 à Menzel Bouzelfa.
- Mohamed Ben Mohamed Ben Amor Al Khiari Al Asghar, dit Arrokza, né le 20/1/1921 à Menzel Témime.
- Mohamed Ben Salah Al Ksouri, connu Al Assoued, né le 21/6/1921 à Skhalba.
- Hammadi Ben Al Hedj Alaya Ben Saïd, né le 27/11/1/1929 à Kélibia.
- Salah Al Kilani El Messi né le 1/1/1933 à Kélibia.
- Mahmoud Ben Mohamed Ben Azzouna, né le 24/1/1924 à Menzel Témime.
- Al Hédi Ben Al Haj Abdelkader Al Ajnaf né le 2/7/1928 à Kélibia.

- Cheikh Tahar Ben Hamada Ben Rjeb, né le 4 juillet 1918 à Kélibia.
- Ahmed Zbir, né en 1930, à Skhalba (ouvrier, commerçant, maçon, volontaire en Palestine en 1948).

Les interviews et nos contacts avec les militants en question ont eu lieu dans différents lieux et généralement en groupe réunissant l'interviewé, moi-même et d'autres gens : fils aînés ou compagnons de vie. En effet, j'étais reçu par deux militants, sur leur invitation, en quelque sorte une obligation, chez eux, et ce, pour leur incapacité physique, étant tous les deux atteints, l'un, d'une paralysie partielle des jambes, l'autre, d'une myopie et d'une grande fracture de la jambe gauche; il s'agit respectivement de *Hamed Ben Abderrahman Ben Rhouma*, de Skalba, et de *Mohamed El Khiari Al Esghar, dit Rokza*, de Menzel-Témime. Chez moi, j'ai eu trois contacts avec *Lassoued El Ksouri, Mahmoud Ben Azzouna* et *Khali Azaïez*, Successivement de Skalba et de Menzel Témime. Nous avons travaillé aussi dans un café populaire, où nous avons interviewé, en groupe, *Chaâbane Yazidi de Lezdine* et *Med Ali Akrémi* d'El Oudiane. A Kélibia, nous avons été aidés dans nos interviews par notre ami Mohamed Sadok Abdellatif⁽¹⁵⁾ en invitant chez lui chaque fois, les interviewés suivants : Taher Ben Hamd Rjeb, El Hédi Lajnaf, Salah El Messi et Hamadi Ben Saïd; quant aux autres militants de Kélibia, nous étions reçus chez eux. Ahmed Zbir à Skalba et Mohamed Gharsallah à Menzel Témime, nous ont reçu chez eux, sur leurs lieux de travail, respectivement, un chantier de bâtiment et un local de réparation d'appareils électriques et mécaniques, un local de 20m² de superficie. Nous avons même travaillé, dans la rue, en contactant Khali Azeïez, de Menzel Témime, car il est marchand ambulant de plantes, de fer, de boiseries et d'armes anciennes : carabines, épées, fusils détachés, pistolets. A la campagne, dans les champs agricoles, nous avons interviewé aussi Mahmoud Ben Azzouna, à Chaïbine. Qu'en est-il, en détail, de ces paysans/militants et de leurs relations avec le mouvement national tunisien ?

II. — LE MOUVEMENT NATIONAL ET LES PAYSANS AU CAP BON (1949-1953) :

Il est question ici de voir le profil socio-politique et culturel des paysans nationalistes, leurs apports au mouvement de libération et

15) Passionné d'histoire et de littérature, très connu dans la région, il est actuellement directeur de l'école primaire Essaada, à Menzel Témime. Nous lui rendons, un grand hommage, pour les services qu'il nous a rendus.

leurs itinéraires. l'objectif principal du questionnaire est de déterminer partiellement la place de la paysannerie dans la dynamique socio-politique de la Tunisie coloniale, et non une histoire romancée ou romanesque.

A. — Profil social et politique des militants/paysans :

Nos interviewés sont tous des paysans et des villageois, non seulement par leur naissance, mais surtout par leurs conditions de vie et leurs habitats. C'est le cas de Jmaïel Ben Mohamed Gharsallah, Mohamed Ben Rhouma, Chaâbane El Yazidi, Mohamed El Ksouri, Hamadi Ben Saïd, Salah El Messi, Mahmoud Ben Azzouna, El Hédi Al Ajnaf, Taher Ben Rjeb, Khali Azaïez, Ahmed Zbir. Mais, indice des temps de la crise de la paysannerie tunisienne, ces interviewés, avant 1956, n'étaient pas immobiles socialement; en témoignent Chaâbane El Yazidi, né le 7/5/1916 à Menzel Bouzalfa, ayant travaillé la terre à Lezdine, dès l'âge de 10 ans jusqu'à 17 ans, il la quitte pour devenir chauffeur chez les privés, à Tunis, à Korba, à Menzel Témime et à Menzel Bouzalfa - Adhérent au Néo-Destour en 1940, à Menzel Témime, par l'intermédiaire du feu Al Haj Béchir Ben Fadhel après avoir passé une expérience de non adhérent depuis 1935; il a participé même aux manifestations du 9 avril 1938 à Tunis, devant la Résidence générale de France - Son adhésion à l'U.G.T.T. en 1948, lui a valu d'être révoqué de son travail; et Jmaïel Ben Mohamed Gharsallah, né le 1/1/1925 à Menzel Témime, vivant à la merci du marché hebdomadaire et d'autres activités dérisoires : vendre l'eau, exposer quelques légumes, etc... Etant sensibilisé en 1950 au mouvement national (à 25 ans), à la maison d'Assom-i- par Al Haj Béchir Ben Fadhel, il adhéra clairement en 1952 au Néo-Destour par le biais de feu Habib Soussi. Quant à Hamed Ben Rhouma, né le 1/3/1913, à Skhalba⁽¹⁶⁾, orphelin à 8 ans et dont la fortune parentale (terre et cheptel) a été dilapidée par les mukeddmins : ses oncles; il a pensé à la revanche à l'âge de 18 ans et à la restitution des biens familiaux. Il avoue son adhésion au mouvement national sans intermédiaire, et à ce titre, il a participé à une première manifestation en avril 1938 à Menzel Témime, dirigée par le militant destourien Mahmoud Ben Fadhel; cette première action l'a emmené à adhérer au Néo-Destour, à Menzel Témime, à la maison Zgueb, en 1938. Pour lui, la véritable action et l'engagement réel commençaient en 1952; s'agissant de Mohamed Ben Mohamed Ben Amor Al Khiari Al Asgher, dit *Azzokra*,

16) Cet entretien a eu lieu chez lui, sur sa demande et sur son insistance, le lundi 21/12/1992 de 14h à 18 h.

né le 20/1/1921 à Menzel Témime, paysan et fils de paysan, devenu commerçant ambulant de textiles sur les marchés hebdomadaires du Cap Bon ⁽¹⁷⁾. A 17 ans, il a participé pour la 1ère fois à une réunion politique présidée par Habib Bourguiba, à Menzel Témime, à la maison Zgueb, en 1938; à l'entendre, il en était très touché, et juste après la réunion, il adhère au Néo-Destour en recevant la carte des mains de Habib Soussi, alors président de la cellule destourienne de Menzel Témime; il est aussi adhérent à la CGTT (il nous a montré sa carte d'adhésion et nous a raconté quelques péripéties de cette expérience syndicale).

Pour ce qui concerne Mohamed Ben Salah El Ksouri, dit Lassoued (ainsi nommé par sa mère, car il est très brun), il est né le 21/6/1921 à Skhalba, très proche de Menzel Témime; il a un itinéraire très riche et une histoire singulière. Fils de paysan, orphelin à 12 ans, il était obligé d'emprunter plusieurs voies pour vivre; à la mort de son père, en 1933, il est devenu journalier, ouvrier agricole de 1933 à 1946. Expérience amère, et vraiment négative, car il n'a rien «accumulé», il la laisse pour devenir apprenti commerçant à Tunis de 1946 à 1956; il s'initiait au petit commerce qu'il ne réussit point. Ses contacts à Tunis, avec les voyageurs, les étudiants zeitouniens sont très riches. Il affirme son adhésion au mouvement national en 1946, et au Néo-Destour en 1949, à Tunis, après avoir vécu des réunions politiques et les manifestations et les grèves des zeitouniens. En 1951, il décida le retour à son village natal, As Skhalba, pour s'y marier et s'installer définitivement, jusqu'à nos jours. Singulière soit-elle, l'histoire de *Mahmoud Ben Azzouna* est aussi multidimensionnelle, né le 24/2/1924 à Menzel Témime, fils de paysan, il vécut de 1947 à 1977 à la localité rurale de Chaïbine, comme associé agricole de Béchir Nouali, un grand propriétaire terrien de Menzel Témime. En 1937, il accompagnait son père, tous les mardis soirs (le marché hebdomadaire de Menzel Témime) à la maison de feu Mokhtar Ben Ali, destourien, pour assister à des réunions et des discussions animées par le militant Béchir Ben Fadhel et le poète Ahmed Al Gharbi; il vécut les événements de 1938 à Menzel Témime et témoigna des réactions coloniales. En 1951, il reçut sa première carte du Néo-Destour, par le biais d'un autre nationaliste de Menzel Témime, Mouldi Jmaïel, coiffeur de la place. Toujours au Cap Bon, Tahar Ben Hamadi Ben Rjeb, né en 1918 à Khélibia, est un militant du Vieux-

17) Nous avons appris sa mort à Tunis, à l'Hopital Charles Nicolles, en juillet 1993, suite à plusieurs maladies chroniques. A ce propos, il serait très utile pour la recherche historique d'engager des études sur le phénomène de la mort des militants tunisiens.

Destour, depuis 1934, par le biais de Mohieddine Klibi, participant aux activités du Croissant Rouge Tunisien et de l'Association littéraire «Manar Al Adab» à Kélibia, de la solidarité sociale, il croyait sincèrement à la nécessité du changement de la situation coloniale. Vivant à la fois de l'agriculture et de la fonction administrative, il occupe une place de notable, aujourd'hui, à Kélibia. Ce n'est qu'en 1948, que Hamadi Ben Alaya Ben Saïd, né le 27/11/1929, à Kélibia, adhère au Néo-Destour, à la maison de Hamada El Gharbi, suite à une réunion politique présidée par feu Mongi Slim; le 18/1/1952, il participe activement au mouvement de libération, à Kélibia, sur orientation et conviction de Sadok Mejdouba ⁽¹⁸⁾, il était aussi membre de skouts tunisiens, de la solidarité sociale et de l'U.A.T. (Union des agriculteurs tunisiens), et ce en 1947 et en 1955. A Kélibia encore, Salah Ben Kilani El Messi, né le 1/1/1933, affirme son adhésion au Néo-destour en 1949, par l'intermédiaire de Sadok Mejdouba et sa participation active les 18 et 24 janvier 1952 au mouvement de Libération, par des manifestations et des réunions politiques. De même, Hédi Ben Abdelkader El Ajnef, né le 2/7/1928 à Kélibia, paysan et fils de paysan, affirme son entrée sur la scène politique du nationalisme tunisien, en 1948, en adhérant au Néo-Destour à Kélibia, par l'intermédiaire du militant Destourien Hamda Ben Ahmed, en 1952, à Kélibia et à Mateur; il participa, sous l'influence de Mahjoub Ben Ali, à plusieurs activités et réunions politiques relatives au mouvement national; il est aussi membre des skouts musulmans vers les années 1950.

Ahmed Zbir, né en 1929 à Skalba, paysan, devenu apprenti commerçant, à 18 ans, il s'engage en Palestine en 1948 et ne revient de l'Orient qu'en 1952. Aujourd'hui, à 64 ans, maçon ou journalier, selon les circonstances, il raconte ses mémoires avec passion et douleur en même temps. Ce n'est qu'en 1952, en rejoignant son village natal, Skelba, qu'il commence à s'initier à la question nationale. Khali Azaïez, à Menzel Témime, né vers les années 1935, il a toujours une situation sociale instable : berger, gardien de nuit, journalier, chômeur, marchand ambulant, il ne cache pas sa modeste contribution au mouvement national, étant trop pris par «les choses de la vie» et «la poésie populaire».

18) Notre ami et collègue H. Kazdaghli a interviewé longuement Sadok Majdouba, militant destourien très connu à Kélibia et dans tout le Cap Bon.

B. — Nationalisme, mémoire paysanne et violence :

Nos interlocuteurs ne sont pas donc des leaders ou des élites du nationalisme tunisien; l'espace de leur vie n'est pas non plus la ville et le cadre urbain d'une façon générale. Les dates retenues, dans leur mémoire et leur vie privée, très liées à la dynamique de base de la Tunisie coloniale, sont les années 1948/49, 1950/51, 1952/55. Ce sont les dates de la coexistence de l'action politique et de l'action violente dans le nationalisme tunisien. Pour eux, l'indépendance de la Tunisie, est le résultat de l'action politique et diplomatique, alimentée par la violence et la résistance armée. Pour eux tous, la violence, comme courant de pensée et comme programme d'action, dans le mouvement national tunisien, n'est pas une stratégie et une nécessité politico-historique. Faut-il en déduire que la paysannerie tunisienne, dans ses relations avec le mouvement national, est conservatrice ou réactionnaire ou pacifiste. Les faits vécus par nos militants prouvent le contraire, et sont un indice de l'existence et de l'importance de la violence dans leur imaginaire, leur action et leur vie de militants. C'est ainsi que, Chaâbane Ben Mohamed El Yazidi, dans les campagnes de Menzel Témime, la nuit, armé d'un fusil, distribuait les cartes du Néo-Destour, à Menzel-Issa, Lezdine, Reïnine, en montant la jument d'Al Haj Béchir Ben Fadhel. Il se vante même d'avoir assassiné un colon, à Dar Chichou, alors que ce dernier partait à la chasse. Partant comme chauffeur à Tunis, il affirme, en la présence d'un autre témoin, Lassoued El Ksouri, avoir préparé à la Goulette, la mort accidentelle d'un français en 1955. C'est qu'il porte une haine profonde à la présence coloniale et pour lui, l'indépendance doit être à la fois, un symbole, un mythe et une réalité; dans la précipitation des idées, des faits et des sentiments, il ne nous cache pas une confiance de valeur : «après l'indépendance, je n'ai pas demandé à la Présidence une carte de militant; car j'estime que j'ai fait mon devoir envers mon pays, ma patrie et mon peuple. En effet, je préfère la vie de misère dans mon pays que la colonisation».

Devenu ouvrier, puis chauffeur à la Municipalité de Menzel Témime, après 1956, retraité depuis 1990, avec un traitement mensuel de 90,000 dinars pour une famille de 7 personnes (3 fils et 2 filles), Chaâbane El Yazidi pense à la fin de cette interview, «malgré les difficultés matérielles, je ne regrette rien et la politique est tout» (19).

19) Entretien réalisé, le jeudi 6 août 1992, à Menzel Témime, au jardin public, face du café Soussi, de 9h à 13h, en compagnie de deux témoins : Mohamed Ali Akkari, et Lassoued El Ksouri.

M. Jmaïel Ben Mohamed Gharsallah (20), achetait, pour le compte des militants destouriens, les armes d'occasion et les réparait; il les envoyait, avec des grenades et des explosifs aux insurgés de Sassi Lassoued, par l'intermédiaire de feu Hédi Chérif, de Menzel Témime, et ce, de 1952 à 1956. Son lieu de travail servait, la nuit, comme dortoir, pour les militants recherchés, «et le matin, ils prenaient les armes réunies et se dirigeaient vers Tunis». Son bilan est une année de prison de 1954 à 1955, pour avoir préparé et mis des explosifs devant les locaux de la gendarmerie française à Menzel Témime, il pense que l'indépendance est à la fois le résultat de la diplomatie, de la politique et de la résistance armée.

Mr. Mohamed El Khiari Al Asghar, dit Arrokza (21) en nous recevant chez lui, ne cache pas ses larmes et n'hésite pas à nous montrer le drapeau tunisien qu'il tenait depuis 1950. Ayant dirigé une manifestation à Menzel Témime, en 1950, ayant distribué les cartes d'adhésion du Néo-Destour, consacrant son local de vente de textiles aux débats et réunions politiques et lectures des journaux Azzohra et Assabah en 1954, il ne nous cache pas son adhésion totale au mouvement national «sans calcul, sans peur», nous dit-il; à ce propos, il donnait du textile pour les militants et les Fellaghas, pour faire des drapeaux tunisiens, sans sous-estimer sa contribution financière ou en nature. Il achetait des armes qu'il donnait aux fellaghas et à certains destouriens de Menzel Témime, de Tunis et de Mateur. Ayant contacté Habib Bourguiba, Ali Belhouane, Hédi Chaker, Azzouz Rbai, Hamdane Jmaïel, Mohamed Jmaïel, Alaya Ben Alaya, Salem Ben Ali, et tant d'autres éléments, il voulait «mourir dans le jihad, dans le mouvement national». Avant de le quitter, après l'interview, il nous montre la décoration de l'Indépendance, qu'il conserve passionnément et nous déclare que je «n'ai présenté aucune demande dès le début de l'Etat indépendant» pour terminer avec un souhait une demande : «de la considération et du respect pour les militants».

Mr. Lassoued El Ksouri, de Skalba, est considéré à la fois comme un homme de principes et comme un homme d'actions violentes. Adhérent au mouvement national depuis 1946, à Tunis, et

20) Interview réalisée sur son lieu de travail, le dimanche 11 octobre 1992, de 15h à 19h, en présence de son fils aîné.

21) Etant incapable de se déplacer, feu Mohamed El Khiari me reçut chez lui, le dimanche 11 octobre 1992, de 14h à 18h, en présence de ses deux fils, Tijani et Sadok, et de son petit fils. Qu'ils en soient tous sincèrement et profondément remerciés.

en 1949, sa tentative de créer une cellule destourienne à Skalba échoua, il se donna volontier aux réunions secrètes à Tunis et aux manifestations des zeitouniens. Ce n'est qu'en 1952 qu'il s'engage pleinement dans l'organisation et l'exécution d'actions violentes surtout à Menzel Témime, «n'étant dictées par personne selon lui, mais par principe de résistance à la colonisation française et ses méfaits» (22). En effet, il présida une réunion secrète ayant pour mot d'ordre la préparation à la lutte armée. Y assistaient tous les représentants des familles de Skalba et des militants destouriens de Kélibia (Sadok Mejdoub) et de Raïnine Mohamed Ahmed. La réunion eut lieu, dans le local de Mohamed Ben Abderrahmane Ben Rhouma, épicier à Skalba. Des comités émanaient de cette réunion :

- un comité de protection des destouriens.
- un comité pour rassembler les armes
- un comité de soutien matériel

Lassoued El Ksouri a donc à son bilan, la mise d'explosifs devant le bureau de recettes de Menzel-Témime en 1952, ayant aussi préparé l'assassinat de Jmaïel Sghaïer, réputé collaborateur, et l'organisation de l'assassinat, un mardi de 1953, à 10h du matin, le jour du marché hebdomadaire de Menzel Témime, de Hsan Sandid, agent secret des autorités locales, et ce, par un jeune de 20 ans, feu Hédi Ben Othman, devenu après l'indépendance, un agent de la garde nationale. En 1954, Lassoued El Ksouri fonda la première cellule destourienne à Skalba, et en devient le président. Ayant connu et travaillé de près avec feu Mongi Slim (1952), Taïeb Mhiri (1954), il en garde des souvenirs, pour lui «immortels» et «impossibles à revivre». La violence, selon lui, par rapport au politique, est secondaire, mais en cas de nécessité absolue, il faut exercer la violence.

C. — *Imaginaire politique et paysannerie* : Nous étions très sensibles à la question de l'imaginaire politique dans la mentalité et les propos de nos paysans et militants interviewés. C'est dire que cet imaginaire politique, dans la Tunisie coloniale et aux yeux des interrogés, se situe dans l'attachement aux valeurs et idéaux nobles; en effet, ils ont tous parlé de liberté, résistance, sacrifice, joie de vivre, indépendance, maîtrise et bonne gestion des richesses nationales,

22) L'entretien avec Mr. Lassoued Ksouri eut lieu, chez moi, à Menzel Témime, le dimanche 5 juillet 1992, de 9h à 13h. Qu'il en soit remercié.

accepter l'oppression du Tunisien et refuser celle du colon (23), n'est pas un abus, une fois l'indépendance acquise : pour eux, les Tunisiens doivent être gouvernés par des Tunisiens. A ce niveau, il est clair de constater que ce qui était stratégique et primordial dans la pensée de nos paysans, c'était la question politique dans sa principale dimension : L'indépendance. La question sociale, dans cette perspective, avant l'indépendance, est secondaire, à la fois pour l'étude du mouvement national, notamment pour le Néo-Destour, et pour les paysans insérés dans cette dynamique sans stratégie cohérente. S'agissant de l'Algérie, Farhat Abbas parle, non sans raison, d'une indépendance confisquée (24); l'imaginaire politique dans le monde des paysans, est lié au héros, l'Espace et au Futur. C'est ainsi que nos interviewés, dans la singularité de leur histoire, leur trajectoire individuelle est forcément insérée dans les rapports socio-politiques et géo-culturels de l'époque (25). Ainsi, l'histoire politique et sociale du mouvement national tunisien ne se comprend nullement sans l'analyse de la dynamique sociale (26), il s'avère donc que nos paysans ont une vision globale, sentimentale et même superficielle de la question nationale à l'époque coloniale et surtout, dans sa principale variable ou dimension : L'indépendance. Tous nos interviewés ont été mobilisés, pour la participation au mouvement national, par leurs corps, leurs espaces (maisons, lieu de travail), leurs fortunes, leur temps et sans doute, d'autres moyens, faut-il dire que le mouvement national tunisien, est à sa naissance, un mouvement urbain qui a su accaparer les campagnes et les paysans par ses structures et ses différents mécanismes d'action. Nous sommes certains que la ville et l'espace urbain, au Maghreb, constituent un enjeu de la décolonisation, quitte à faire entrer dans leur dynamique, le monde des campagnes (27); dans le mouvement national tunisien, au niveau de son histoire sociale, culturelle et spatiale, nous n'avons pas le droit de généraliser et de confondre l'espace urbain avec l'espace rural,

23) Ce sont les axes de la pensée de Lassoued El Ksouri, Mahmoud Ben Azzouna, Mohamed El Khiari, Chaâbane El Yazidi, Hamed Ben Rhouma, Mohamed Gharsallah, et Ahmed Zbir, volontaire en Palestine en 1948.

24) ABBAS (Farhat) : *L'Indépendance confisquée (1962-1978)*, Paris Flammarion, 1984.

25) BELAÏD (H.) : *La Tunisie de l'Après-guerre*. Tunis, I.S.H.M.N., 1991, pp. 57-96.

26) CHERIF (M.H.) : *Dynamique sociale et mouvement national en Tunisie : Problèmes de méthodes et de sources. Sources et méthodes de l'Histoire du mouvement national*, Tunis, 1985, pp. 147-154.

27) NOUSCHI (A.) : *La ville, enjeu de la décolonisation*, in problèmes urbains au Maghreb-Université de Paris VII - *Cahiers du GREMAMO*, n° 5, 1987.

surtout dans une société profondément agraire, même à l'époque coloniale et malgré les implications du colonialisme. Assurément, le monde urbain était privilégié; et à plusieurs niveaux (28), même par son gonflement ou son extension par les paysans, qui ne deviennent pas facilement citoyens; car ces paysans vivaient dans un espace constituant à juste raison, la condition de leur existence matérielle, psychologique, sociale et symbolique, par les pratiques, les relations, les supports et l'imaginaire. Dans nos interviews, et étant très mal politisés et analphabètes, nos paysans et militants ont parlé sincèrement. Il y a donc lieu, dans les mécanismes et les conditions de la décolonisation de l'empire français (29), de tenir compte des dimensions structurelles de la société coloniale, et notamment la paysannerie, pour saisir et définir convenablement la genèse du nationalisme au Maghreb (30). L'imaginaire politique de ces paysans, leurs champs et moyens d'action ne sont donc ni isolés, ni personnels; ils étaient alimentés, orientés ou même façonnés, non seulement par les circonstances de l'époque coloniale, mais surtout par les héros ou les responsables, à l'échelle locale, régionale ou nationale; aucun d'entre eux, n'a oublié, de citer, Habib Bourguiba, Mongi Slim, Taïeb Mhiri, Nouri Boudali, Farhat Hached, Azzouz Rbai, Salah Ben Youssef, Hadj Béchir Ben Fadhel, Mahmoud Ben Fadhel, Habib Soussi, Mahmoud Zhioua, Sadok Mejdouba et tant d'autres personnalités destouriennes. Les relations de symbiose entre campagnes et villes, en Tunisie, dans le mouvement national n'étant pas mises en cause, il faudrait dire que les campagnes, nos montagnes et nos collines n'ont pas encore dévoilé toute leur histoire politique et culturelle de l'époque coloniale (31); une telle histoire ne peut être que singulière, multidimensionnelle et riche d'enseignements, sinon par quoi expliquer, encore, la survivance des poèmes, des chants populaires, des récits, des proverbes, à travers toute la Tunisie, en relation avec le mouvement national, relatant les réactions, les positions, les problèmes matériels et autres, entre colons, colonialisme et tunisiens (32). Les différents espaces du mouvement national doivent

28) BRUNO (E.) : Prise de la ville, prise du pouvoir, in *A.A.N.*, 1972, pp. 21-28.

29) Collectif : *Les procédures de la décolonisation de l'empire français* Paris. C.N.R.S. 1986.

30) Collectif : *Genèse du nationalisme algérien*. Université de Paris VII, Cahiers du Gremamo, n° 4, 1986/87.

31) OUAHIOUNE (Ch.) : *Parmi les collines invaincues* - Alger, E.N.A.L., 1984.

32) Nous sommes bien avancés dans la collecte d'informations, de récits, de chants populaires, de faits historiques dans la région du centre Ouest (Haïdra) et sa participation au mouvement national, d'un côté, et à la guerre d'Algérie, d'un autre

donc être restitués et étudiés pour saisir les véritables dimensions, statuts et rôles non seulement des villes et des élites, mais aussi des campagnes et des classes laborieuses.

Ainsi, de l'ensemble des interviews engagées avec nos paysans/militants, il ressort que la paysannerie a participé activement au mouvement national et à des degrés divers; le Cap Bon est donc bien un espace riche pour le mouvement national; mais, pour tous nos interviewés, il n'est pas un foyer de résistance armée, et le fait de la violence n'était que sporadique et très limité, exceptées les années 1949-1950-1952 et 1955. Espace d'implantation du Néo Destour depuis les années 1934/1935, il est vrai que la violence n'est utilisée que secondairement, dans cette région et dans tout le mouvement national et sur instruction et tactique du Néo-Destour; il faudrait donc entendre d'autres voix et s'engager dans d'autres pistes pour l'écriture et l'analyse du mouvement national tunisien, à l'instar de ce qui se passe en Algérie (33), car les origines, les mécanismes, et les interprétations et l'espace du mouvement national ne sont pas singuliers ou uniques; ils sont pluriels, car l'espace est façonné par l'homme et ce dernier est, en quelque sorte, façonné par l'espace (34).

JDEY Ahmed

Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Sfax

Département d'Histoire

côté. Nous annonçons d'avance la richesse de cette collecte, qui doit être généralisée, pour d'autres régions.

33) GARANGER (M.) : *La guerre d'Algérie vue par un appelé du contingent*, Paris, Ed. Seuil, 1984.

34) BACHELARD (G.) : *Poétique de l'espace*, Paris, P.U.F. 1970.

CREUSON (J.) et VERRET (M.) : *L'ouvrier français, l'espace ouvrier*, Paris, A. Collin, 1979.

**LES FORMES, FOYERS
ET TYPOLOGIE**

Soulèvements tribaux et ingérences étrangères dans les steppes tunisiennes 1854 - 1943

Est-il pertinent, à l'occasion d'un colloque organisé par l'Institut supérieur d'Histoire du Mouvement national, que je remercie de son invitation, de parler de «Soulèvements tribaux et ingérences étrangères dans le sud tunisien de 1854 à 1943», alors que le thème proposé portait sur «Résistances armées en Tunisie aux XIXe et XXe siècles» ? La formulation adoptée semble établir, et établit en réalité, une corrélation voire une connivence entre étrangers et révoltés contre le pouvoir, national aussi bien que colonial, alors que la proposition supposait une opposition aux tentatives d'établissement et à l'exercice d'un pouvoir étranger. Il appartient aux historiens d'en juger.

Pendant près d'un siècle (et en réalité plus), au sud de l'Enfida, les steppes tunisiennes, entendues comme un lieu de mode de vie «bédouin», ont été le théâtre d'affrontements armés dont les tribus soulevées contre le pouvoir central ont été les acteurs collectifs. Ces communautés semi-nomades et cavalières, associées ou opposées par des liens impériaux de *çoff*, se sont successivement opposées au pouvoir tunisien puis au pouvoir français dans des conflits dressant leurs formations guerrières traditionnelles contre les armées beylicales puis françaises, composées les unes et les autres de réguliers accompagnés d'auxiliaires et de supplétifs recrutés dans les tribus rivales des formations insurgées.

A chaque occasion, et c'est l'objet de cette réflexion, les puissances étrangères ont tenté d'utiliser ces crises et les dissensions tribales qui les accompagnaient, soit pour asseoir leur influence, soit pour établir leur domination ou, a contrario, empêcher ou retarder une pénétration concurrente. Par ce processus, les oppositions locales

ou provinciales et les tensions nationales s'inscrivent dans un ensemble géopolitique international, celui de la Question d'Orient, dont l'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine-Cyrénaïque, devenue Libye en 1911, constituent un sous-ensemble. Cet exercice, car il ne s'agit de rien d'autre, revient à rappeler les faits tels qu'ils sont maintenant établis et à les réinsérer dans un contexte international.

Toutefois, il convient préalablement de justifier les dates retenues. Bien avant la révolte de 1854 - 1857, et déjà en corrélation avec l'intervention française en Algérie (1830) et le rétablissement direct de l'autorité ottomane dans la Wilayet de Tripoli du Couchant (1835), des troubles ont eu lieu en Tunisie centrale et méridionale. Mais ils n'avaient pas donné lieu à une ingérence caractérisée des agents européens. De même, l'Extrême sud tunisien a été le théâtre, de 1943 à 1956, d'autres mouvements dirigés contre le Protectorat (pour ne rien dire de la période ultérieure à l'indépendance). Ces oppositions armées ne s'inscrivent toutefois plus dans un contexte de compétition coloniale, sinon indirectement par la guerre d'Algérie et le soutien apporté, au travers de la Libye et du sud-tunisien à des combattants frères. Il appartient aux chercheurs tunisiens de les étudier et de discerner si, par delà les motivations immédiates, les rivalités structurelles ont encore joué, au moins comme support d'action.

Pareille approche privilégie ainsi, de manière consciente, l'acte et les acteurs plutôt que la finalité de l'action, sans toutefois la jamais perdre de vue. Elle tente de saisir globalement ces mêmes acteurs, c'est-à-dire de ne pas dissocier les trois composantes de ce jeu sanglant : ceux qui détiennent l'autorité gouvernementale, ceux qui se dressent contre eux, ceux qui manœuvrent pour soutenir, affaiblir, renverser, remplacer les détenteurs du pouvoir. La problématique choisie revient donc à rechercher les interactions entre «le national» et «l'international», «l'intérieur et l'extérieur», mais avec la complication née de la nature du pouvoir : tunisien avant 1881, puis français jusqu'en 1956. Non sans les ambiguïtés d'une souveraineté ottomane proclamée plus qu'acceptée et celles d'un protectorat respectant les apparences institutionnelles de l'Etat tunisien.

On retrouvera sans peine, dans cette démarche la marque de l'école française d'Histoire des relations internationales, soucieuse à la fois de respecter la spécificité de chaque cas et de distinguer, pour chaque crise, les causes profondes, structurelles, des facteurs immédiats. Qu'il me soit permis de saluer la mémoire de son fondateur, le doyen Pierre Renouvin, sous la direction de qui fut

préparée et soutenue en 1966, une thèse de doctorat es-lettres intitulées *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie, 1881-1911*, dont les analyses, étendues dans le temps et dans l'espace, sont reprises ici et en quelque sorte soumises à l'épreuve d'une possible controverse, au sens premier du terme, près de trente ans plus tard, au lendemain d'une synthèse intitulée *La Libye 1835-1990, essai de géopolitique historique* (1).

Quatre épisodes principaux jalonnent le siècle, ou presque, qui s'étend de 1854 à 1943 : les soulèvements antibeylicaux de 1854-1857 et de 1864; la résistance à la pénétration française en 1881; les insurrections antifrançaises de 1915-1918; et enfin la reprise de la lutte contre les Français en 1943. Ce dernier épisode, très bref et très mal connu, limité dans l'espace, permet de conclure par une interrogation sur la pérennité des mentalités et des groupes.

Les fondements : de la Question d'Orient aux çouffs bédouins

Force est de rappeler que la Question d'Orient naît de la poussée ottomane dans les Balkans et en Méditerranée entre la fin du XIVe siècle et le début du XVIIe avec, comme repère charnière, la prise de Constantinople, et l'effondrement de l'empire de Byzance en 1453. Sur la longue durée, cette avancée continentale et navale prolonge les interactions entre Jihad et Croisades et confère une aura de «guerre sainte» aux conflits opposant le sultan ottoman, qui a

1) Ces deux ouvrages, publiés aux PUF en 1966 et 1991, proposent une historiographie critique sur l'empire Ottoman, il convient de citer tout particulièrement : Robert Mantran (sous la dir. de) *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989. *L'Encyclopédie berbère*, n° XIII, Edisud, 1994 propose une mise au point «coff», assortie d'une bibliographie (G. Camps et A. Martel) détaillée... Sur l'histoire de la Tunisie précoloniale et coloniale, travaux de T. Bachrouch, M-H. Chérif, K. Chater, M. Chenoufi, L. Ferchiou, A. Henia, J. Ganiage, H. Karoui, M. Kraïem, A. Mahjoubi A. Temimi, L. Valensi... Mention particulière doit être faite, en saluant sa mémoire, des travaux de B. Tlili sur l'ottomanisme. Le point de vue turc a été donné par A. Cayci dans diverses publications et E. Kuran (trad. A. Temimi).

Pour la seconde guerre mondiale en Tunisie : Comité national tunisien d'histoire de la IIème Guerre mondiale, *Actes du colloque international sur l'Histoire de la 2ème Guerre mondiale, Campagne de Tunisie, novembre 1942-mai 1943 (Palais des Congrès, 12-13 octobre 1982)*. Les actes des divers colloques organisés par l'Institut d'Histoire du Mouvement national sont également à consulter et plus particulièrement. *Réactions à l'occupation française de la Tunisie en 1881.*, Tunis, MESRS et CNUDST, 1983.

relevé le titre de khalife, aux souverains chrétiens, même si l'intérêt d'Etat l'emporte de plus en plus sur les fins religieuses. La résistance puis la contre-attaque sont d'abord le fait des Hasbourg de Vienne sur le Danube, de Madrid en Méditerranée occidentale où les corsaires barbaresques ont placé les provinces arabes du Maghreb (Maroc excepté) sous la souveraineté ottomane : Alger en 1519, Tripoli en 1551, Tunis (1534-1535 puis 1574).

Au XVIII^e siècle, à son tour, la Russie a lancé une contre-offensive visant Constantinople, à la fois pour accéder à la Méditerranée par les Détroits et relever la croix orthodoxe sur Sainte-Sophie. Cette poussée a inquiété l'Autriche et plus encore l'Angleterre, désormais maîtresse des Indes et qui s'est déjà affirmée comme alliée de la porte attaquée en Egypte par la France oublieuse d'une alliance séculaire (1535). Les revers subis par le sultan dans les Balkans et en Egypte ont encouragé des mouvements indépendantistes à la fois dans les Balkans chrétiens et dans les provinces arabes sensibilisées par l'enveloppement du Dar ul-Islam, dans l'Océan Indien, la présence anglaise dans le Golfe, la condamnation de la Course par le Congrès de Vienne, la poussée russe sur le Caucase puis en Asie centrale.

Au Machrek, ces aspirations indépendantistes ont été alimentées par un réformisme musulman et une renaissance arabe, symbolisée l'une par le wahabisme saoudien, l'autre par les ambitions de Méhemet Ali, non sans intrications du religieux et du politique et rivalités entre compétiteurs arabes. Dans le Maghreb, les dynasties autonomes de Tunis et de Tripoli établies en 1705 et 1711, ont affirmé leur caractère national sous un habillage institutionnel turc. A Alger, l'aristocratie militaire et navale détentrice du pouvoir depuis 1711, s'est montrée moins réceptive aux sollicitations du nationalisme. Mais à l'ouest, au voisinage du Maroc et sous l'influence de Fez, s'est fait jour un processus de création d'Etat arabe fondamentaliste. A Constantine, l'évolution vers un système dynastique turco-maghrébin, comparable à celui qui existe à Tunis et Tripoli depuis un siècle est perceptible.

En Tunisie, comme en Tripolitaine, l'affirmation d'une dynastie « nationale » résulte de la nature d'un pouvoir biface. L'agha des spahis, chargé de faire reconnaître par les populations de la Régence l'autorité du pacha ottoman, a tiré de ses fonctions un enracinement politico-ethnique qui lui permet de récupérer le pouvoir dont il n'est, au départ, que l'agent.

LES LIGUES DE TRIBUS AU MAGHREB ORIENTAL (vers 1860)
(Essai de classement)

	Çoff CHEDDAD	Çoff YOUSSEF
ALGERIE	(BOU OKKAZ liés aux Mokrani ?) Riah Troud Mekhadma Saïd Ouled Amor Ouled Saïah	(BEN GANA) Nememcha ? Laarba Harazlia Hanencha Ouled Saoud
TUNISIE	(BACHIA) Riah Ouled Saïd Ouled Ayar Souassi Methelit Madjer Fraichich <i>Benizid</i> Hazem Hamerna Alaïa Gherib (Gaoud)	(HASSINIA) Ouled Aoun Ounifa Drid <i>Hamamma</i> Neffet Ouerghamma Meraziq Adhara Gherib Ouled Yacoub Jlass
TRIPOLITAINE	(ÇOFF EL FOGHI) <i>Mahamid el Mermouri</i> (ou Gharbiin) Nouaïl Cianes (Ouled Mohammed, Hamalia) <i>Ouled Sliman</i> Gedadfa	(ÇOFF EL BAHAR) Ouled Salem <i>Mahamid ech Cherguïn</i> Oulad Saïd Ben Sola Megarha <i>Rehibat</i> Cianes Zintan Haraba (les Adjer seraient liés à ce çoff)

Mais cet affermissement passe par une querelle familiale qui réactive des coupures sociologiques bien antérieures : les tribus du çoff Cheddad deviennent le soutien d'Ali Pacha, alors que celles du çoff Youssef appuient Hussein. Les termes de Bachiste et de Hassinia recouvrent des antagonismes dont on trouve des traces dans les siècles précédents et qui existent aussi en Tripolitaine et dans le Constantinois.

Dans la partie médiane du Maghreb arabe, partie intégrante du Dar ul-Islam, sous le double manteau d'une souveraineté ottomane et d'autorités beylicales subies plus que reconnues, persistent les solidarités et les antagonismes irréductibles, d'un monde bédouin arabisé qui s'étend des Syrtes à la Moulouya. Un espace réparti entre des tribus ou des confédérations liées à un territoire de labours et de parcours qui leur est propre et auquel elles sont attachées tout autant que des communautés sédentaires. Mais cet espace d'affrontements codifié entre çoffs est aussi un espace où confréries et «tribus maraboutiques» exercent un rôle reconnu d'arbitrage.

Pour imposer son autorité, le pouvoir central oppose les çoffs les uns aux autres ou plutôt tire parti de divisions préexistantes qu'il entretient. Il dispose aussi d'une armée composée de soldats qui acceptent de se déplacer durablement et de combattre hors de leur espace de vie, ce à quoi répugnent des guerriers liés à leur territoire et à leur famille; constituent des formations hiérarchisées et disciplinées; sont dotés d'un armement toujours supérieur à celui des insurgés porteurs d'armes individuelles (un décalage qui s'accroît avec le temps). Toutefois, il convient d'apporter un correctif à ces similitudes. Le pouvoir «turc», même ressenti comme étranger, est un pouvoir exercé par des musulmans sur des musulmans, le pouvoir français est un pouvoir chrétien (voire matérialiste) imposé à des musulmans.

Ottomans et Britanniques : défense de l'Oumma et défense du Middle-East.

La conquête d'Alger par les français (1830), après avoir brièvement conforté ces tendances, les affaiblit. En Oranie, Abd El Kader fonde un «émirat» revivaliste qui s'appuie plus facilement sur le sultan de Fez que sur celui de Constantinople, et pas seulement pour des questions de proximité. En revanche, à Constantinople et à Tunis, on est attentif aux initiatives du sultan dont on attend qu'il remplisse, comme khalife, son rôle de défenseur de l'Oumma. En 1835, il rétablit son autorité directe sur Tripoli où, après avoir exilé le bey héréditaire, il installe un pacha nommé assisté d'un officier général ottoman disposant d'un contingent de soldats réguliers. Une situation qui dure jusqu'en 1911, trois quarts de siècle, alors que partout ailleurs les frontières de l'empire Ottoman reculent.

Pourquoi cette initiative et son succès ? En 1830, l'Angleterre ne s'est pas opposée à l'installation de la France à Alger. Mais les français s'intéressent à la Tunisie et, en Egypte, soutiennent Méhemet Ali en passe de créer du Nil au Taurus un empire arabe client de la

France. Pour échapper au désastre, le sultan s'est jeté dans les bras du Tsar qui, après avoir échoué dans sa tentative de s'emparer des Détroits au moment de la crise grecque (1829) se donne les moyens diplomatiques de les contrôler (1833). La Grande-Bretagne impose alors à la Porte de revenir sur les abandons consentis à la Russie moyennant une garantie qui joue effectivement sur les Détroits et le Caucase jusqu'à la Grande Guerre, mais au prix d'abandons en Afrique et dans les Balkans à partir de 1879.

Aussi couvre-t-elle en 1835, après avoir neutralisé Méhemet Ali, l'opération de Tripoli qui lui permet de renforcer le verrou de Malte et donc le contrôle de la Méditerranée orientale; d'enfermer la France en Algérie et de lui interdire tout espoir de jonction territoriale entre l'Algérie et l'Egypte; de jouir d'une position prépondérante sur les routes caravanières qui desservent le Soudan, de Tombouctou sur le Niger à Kouka dans le bassin du Tchad. Pour le sultan, la wilayet de Tripoli du Couchant, (qui englobe de Fezzan et la Cyrénaïque) assure un triple avantage stratégique. La présence du drapeau ottoman étend à cette province la garantie d'intégrité territoriale accordée par les Puissances. Elle devient ainsi le bastion défensif non seulement de l'empire Ottoman mais aussi du Dar ul-Islam dont le sultan-khalife (un titre désormais revendiqué) doit assurer la défense. Elle constitue enfin une base d'action vers l'Algérie perdue après la chute de Constantine (1837), la Tunisie menacée sans qu'il ait pu y renouveler l'opération de Tripoli (1835), le Sahara et le Soudan encore tournés vers la Méditerranée. Que le sultan n'ait pas les moyens navals et militaires de ses ambitions déçoit certes progressivement ses anciens sujets. Mais, de 1835 à 1881, la menace ottomane et la garantie anglaise sont perçues en Tunisie comme une des causes de la prudence française.

Néanmoins, la participation des français à la Guerre de Crimée, ou mieux la guerre d'Orient (1855-1856), aux côtés des Ottomans qu'un contingent de réguliers tunisiens vient soutenir, rouvre l'espoir d'une politique plus active dans la Régence de Tunis. Existe-t-il un «secret de l'Empereur» visant à établir autour des Chotts et jusqu'à Ghadâmès, en Algérie, en Tunisie et en Tripolitaine, un royaume arabe qui tiendrait les débouchés du commerce transsaharien ? S'inscrirait-il dans la continuité d'une négociation entamée vers 1840 entre le français subtil et le chef des Ouled Sliman, d'Abd el Gelil, maître des routes venant du Fezzan ? Abd el Gelil serait tombé sous les coups des Turcs en 1842, mais à la suite d'une manœuvre du consul britannique. Des diplomates et des négociants seraient-ils investis d'une mission occulte ou ne seraient-ils que les agents de

leurs propres ambitions ? Ils tentent d'exploiter la révolte antifiscale de 1854 dans le sud-tunisien pour affaiblir l'influence des mamelouks du bey, considérés comme constituant une caste sensible au modèle ottoman et perméable, à ce titre, aux influences britanniques.

Ce soulèvement prend une dimension «internationale» en raison de la révolte de Ghouma el Mahmoudi, évadé de Trébizonde dans des conditions obscures («le secret de l'Empereur» ?) et revenu prendre la tête des Cheddad de l'ouest tripolite. Or Ghouma était en 1842 l'allié d'Abd el Gelil, en correspondance avec le même groupe français. L'insurrection prend une coloration franco-cheddad, en raison de l'attitude de L. Roches, consul général de France à Tunis, après l'avoir été à Tripoli et qui retrouve une famille corse, les Mattei également venue de Tripolitaine-Cyrénaïque en Tunisie. Militaires, marins, négociants et bonapartistes, les Mattei renseignent et intriguent, mais sont liés aux tribus du çoff Cheddad dont ils partagent les passions et les intérêts. Le consul général de Grande Bretagne, Wood, arrivé en 1856 du Levant dont il était originaire, s'engage à fond en faveur du pouvoir beylical et de la souveraineté ottomane, donc du clan Youssef. La répression est terrible : les tribus cheddad s'en relèveront difficilement et ne le pardonneront jamais aux auxiliaires Youssef conduits par Ali Ben Khalifa des Neffet qui tentera sans succès de prendre la tête des insurgés en 1881.

Dix ans plus tard, le même scénario se reproduit à l'occasion d'une nouvelle pression fiscale assortie d'une réforme constitutionnelle perçue dans les tribus comme un renforcement du pouvoir des mamelouks du Bardo et la fin des anciennes coutumes judiciaires. Son épiscentre n'est plus seulement dans le sud (Beni Zid) mais dans l'ouest (Fraichich, Majers), toujours cependant chez les Cheddad. Une fois de plus, Wood soutient le gouvernement beylical pro ottoman. Le consul général français Beauval, en relation avec Madame Cornu, confidente de Napoléon III et conseillé par Mattei et Sicard, respectivement agents consulaires à Sfax et Gabès, prend contact avec les insurgés. Une fois encore, l'unanimité première entre tribus soulevées ne résiste pas aux intrigues d'un gouvernement rompu à l'exploitation des rivalités du çoff. Mustapha Khaznadar utilise d'ailleurs d'autres Français, J. de Lesseps et L-A Allegro, qui ont l'oreille du Quai d'Orsay. Les luttes de çoff trouvent leur correspondance à Paris : le Palais impérial contre le ministère des Affaires Etrangères.

La fin d'un espoir : la passivité ottomane en 1881-1882

Le soutien anglais n'est jamais allé jusqu'à encourager une enquête de l'Algérie. Il ne joue qu'en faveur de l'intégrité de la wilayet de Tripoli et du statu-quo en Tunisie dont elle reconnaît la vassalité à l'égard de la Porte; ce que la France, soucieuse d'avenir, conteste. Le volet tunisien de la politique britannique au Maghreb est refermé en 1878, au Congrès de Berlin. Ayant reconnu, en accord avec l'Allemagne, la vocation civilisatrice de la France sur Carthage, l'Angleterre ne s'immisce plus dans les affaires tunisiennes et, par sa réserve, impose au sultan une passivité de fait. En revanche, elle rappelle à la France (qui s'accommode de son installation en Egypte) l'obligation de respecter l'intégrité de la province de Tripoli dont les frontières ne sont pas plus précises que l'hinterland commercial, culturel et religieux dans le Sahara oriental et le Soudan.

L'accord de 1878, conclu au profit de la France pour rétablir l'équilibre européen mis à mal par la victoire allemande de 1870, explique la facilité de la conquête française de la Tunisie en 1881. Le bey de Tunis attend soutien diplomatique et militaire de son souverain, le sultan de Constantinople qui, lui espère l'appui des Britanniques et des autres signataires de l'accord de Berlin garantissant l'intégrité de l'empire Ottoman. Mais ni Londres, ni Berlin ne sont disposés à intervenir contre Paris. Seule Rome encourage le Sultan à la résistance; non sans arrière-pensées d'installation future à Tripoli par le jeu des compensations coloniales.

Après avoir imposé, sans rencontrer de réelle résistance, le traité du Bardo, les Français doivent cependant faire face, pendant l'été 1881, à un soulèvement général des tribus bédouines. Des agents du sultan, qui agissent au nom d'un «secret du Khalife» distinct de la politique officielle de la Porte (toute de prudence raisonnée), ont laissé croire que les troupes ottomanes basées en Tripolitaine soutiendraient la résistance. Des émissaires du bey du camp semblent également n'avoir pas été inactifs. Ces encouragements ont conforté mais non provoqué le ressaisissement général qui suit l'attente vaine des ordres beylicaux. Or les Ottomans, incapables d'affronter seuls les troupes et la flotte françaises, ne bougent pas. Ils se contentent, après la chute de Kairouan, d'offrir une installation provisoire en Tripolitaine, toujours dans l'attente d'une contre-offensive dont les émigrés tunisiens constitueraient l'avant-garde. Les tribus cheddad du nord-ouest se soumettent sur place à la fois par crainte des tribus algériennes voisines et par défiance des Zlass et des Hammama Youssef dont ils auraient à traverser le territoire. Les tribus Youssef du

centre, sous la conduite plus symbolique qu'effective d'Ali Ben Khalifa se mettent en mouvement vers le sud.

Les Français se contentent de les refouler sans les bousculer, laissant jouer chez les Cheddad (Beni Zid) la crainte d'avoir à traverser les parcours des Youssef (Ouerghamma), puis les réticences des Cheddad tripolitains (Nouail) à accueillir les Youssefs tunisiens. Bientôt convaincus de l'inutilité de leurs espérances, les tribus tunisiennes (le plus souvent par fractions) cèdent aux sollicitations des agents français (Feraud, Allegro) et reviennent sur leur territoire traditionnels. Le wali ottoman de Tripoli encourage lui même ce retour. Pour les Ottomans, la Tunisie est perdue. Il faut maintenant, sauver la Tripolitaine des convoitises italiennes avec l'aide des Français pour qui la récente adhésion de l'Italie à la Duplice constitue en menace.

Le Grand jeu franco-turc : de Ghodamès à Ghat

Une entente tacite, qui n'exclut pas de s'opposer, avec le concours des Britanniques, à la pénétration saharienne française par tous les moyens. Les Ottomans ont verrouillé les routes algériennes du commerce transsaharien dans les années 60. Ils ont soutenu, au moins verbalement et par émissaires interposés, le soulèvement de 1870-1871, trop facilement réduit à une «révolte de Kabylie». Dix ans plus tard, le massacre de la mission Flatters par Touareg interposés a montré l'efficacité du jeu conduit par les autorités ottomanes, les commerçants tripolitains, les «marabouts» de la Sanussiya cherchant à concurrencer la Tidjaniya dans le Sahara oriental. Les Français leur opposent progressivement les Chaânba rivaux des Touareg adjers. Mais les harka des supplétifs français ne peuvent entrer dans Ghadâmes, Mouzouk et Ghât où flotte le drapeau ottoman. Ainsi se trouve transposé et réalisé le jeu indirect que les Ottomans n'ont pu mener ni en Algérie, ni en Tunisie. Un «Grand jeu» comparable, quoique à un degré moindre, à celui des officiers russes et anglais en Afghanistan. Et qui attend encore son Kipling.

Toutefois, en 1890, un accord franco-britannique fait du Sahara le prolongement de l'Algérie jusqu'à une ligne nigériane Say-Barroua, au sud de laquelle les Britanniques font reconnaître leurs droits. Les Ottomans, perdent ainsi leurs riches marchés africains et se trouvent plus directement au contact des Français. La Porte, soutenue par la seule Italie, proteste vainement; et tout aussi inutilement lorsqu'en 1899, un nouvel accord franco-anglais, consécutif à l'affaire de Fachoda, laisse à la France le bassin du Tchad et à

l'Angleterre celui du Nil. Désormais, la Tripolitaine est enserrée dans les limites actuelles de la Libye. Londres et Paris la considèrent bientôt comme destinée à Rome (1900-1902). Ce qui facilite la délimitation de la frontière tuniso-tripolitaine (1910).

Ainsi s'efface la notion de confins, cet espace de contact où le *jus sanguinis* l'emporte sur le *jus soli*. C'en est fini de la lente poussée exercée depuis le XVe siècle par les Ouerghamma Youssef, des Berbères arabisés et bédouinisés, à l'encontre des Arabes hilaliens Cheddad, les Nouail de Tripolitaine. Résignés à une domination française qu'ils ne pouvaient rejeter sans appui extérieur, ils ont tacitement accepté les règles d'un jeu au cours duquel chacun des deux partenaires croit se servir de l'autre. Les Français sont en quelque sorte devenus leurs auxiliaires en armant des «moghaznia» chargés de protéger labours et moissons en zone contestée. Ils se sont ainsi mis au service d'une reconquête sur les «Arabes», bien antérieure à l'établissement du protectorat. Pour les Français, ce sont les Ouerghamma tunisiens qui, comme les Châanba algériens, sont devenus leurs auxiliaires. Mais la présence de «zaptié» tripolitains équipés et armés par les Ottomans a stabilisé la confrontation depuis le début du XXe siècle. La délimitation achève de rendre inutile, et donc illégitime, le concours apporté par les Ouerghamma aux Français.

L'ottomanisme (1908-1918)

La «révolution» de 1908 révèle l'existence, à Istanbul, d'un nationalisme ottoman, sous-tendu par un courant de turquisme. Néanmoins le pantouranisme ne se substitue pas aussitôt au panislamisme. Pendant une décennie l'emporte une autre idéologie, l'ottomanisme, dont le souvenir semble s'être perdu, emporté dans la disparition de l'Empire ottoman. Pour faire face aux agressions extérieures, il paraît possible et souhaitable à une élite moderniste, sensible au modèle austro-hongrois, de conjuguer les forces du turquisme et de l'arabisme sous l'autorité morale d'un sultan-khalife dont les pouvoirs seraient contrôlés par un parlement.

En Europe, on privilégie alors, comme explication, les revers subis dans les Balkans, et on néglige la composante arabo-musulmane de ce mouvement, plus particulièrement sa dimension maghrébine. Les Ottomans n'ont jamais reconnu la perte de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Égypte (qui n'appartient pas au Maghreb). C'est l'époque aussi au cours de laquelle les visées italiennes sur la Tripolitaine-Cyrénaïque deviennent publiques ainsi que leur acceptation tacite, quoique différée, par les puissances. La guerre

italo-turque (1911-1912) mobilise les volontés ottomanes autant que les guerres balkaniques. Bien après la Paix d'Ouchy, des officiers turcs continuent à lutter en Tripolitaine et surtout en Cyrénaïque aux côtés des Sanoussi. En Tunisie, en Egypte, en Algérie à un moindre degré, l'opposition ouverte ou latente au pouvoir colonial change de nature : l'ottomanisme unitaire, parlementaire et militaire, en renouant avec la mission fondamentale du khalifat, justifie le ralliement des modernistes comme des traditionnalistes à l'empire rénové.

En forçant le trait, il est permis d'avancer que l'ottomanisme est né sur les confins tunisiens, algériens et sahariens de la wilayet de Tripoli. De modernes centurions ottomans, souvent formés dans les écoles militaires supérieures d'Europe et exilés au plus loin pour leurs idées réformatrices, ont mobilisé les tribus tripolitaines pour mettre fin aux empiètements tunisiens; créé un corps de gendarmes militarisés, les zaptié; retardé la délimitation tuniso-tripolitaine et empêché qu'elle soit qualifiée de franco-ottomane, ce qui aurait valu reconnaissance du Protectorat; appuyé les Adjer dans leur résistance armée à la pénétration française. Ainsi, depuis le début du XXe siècle s'établissent des liens entre tribus arabes et touareg d'une part, officiers «turcs» d'une autre qui préparent les solidarités dont se sont étonnées pendant la Grande Guerre les Français et les Italiens prisonniers du dogme du rejet du dominateur turc étranger par les véritables autochtones.

Néanmoins, au sud, dans le Borkou, l'Ennedi, le Ouaddaï, le Kanem, c'est la Sanoussiya qui conduit le Jihad. Confrérie revivaliste créée à la Mecque par un Algérien, elle s'est implantée en Cyrénaïque vers 1842, où elle a installé sa «zaouia-mère» en 1856 après s'être rapidement taillé un empire religieux et commercial jusqu'au Ouaddaï d'où elle a rayonné dans tout le bassin du Tchad. Depuis, elle inquiète les Français qui en font le symbole et l'instrument d'un panislamisme résolu à les chasser d'Afrique du Nord, mais dont ils ne savent trop si elle agit en accord ou contre le sultan, à terme du moins. Ce qui est exact au niveau des intentions mais faux au plan des faits, car la Sanoussiya n'exerce aucune influence au-delà de la Grande Syrte. En revanche, elle soutient la résistance ottomane au Sahara, chez les Touareg adjers et la prend à son compte lorsque les Français pénètrent dans le bassin du Tchad où de 1902 à 1912, se déroule une véritable guerre franco-senoussi.

Dans ce contexte africano-maghébin, la participation de l'empire Ottoman à la Grande Guerre dans le camp des empires centraux s'inscrit dans une logique et une continuité. Le sultan-

khalife proclame la guerre sainte contre toutes les puissances qui ont conquis des terres musulmanes : la France, l'Angleterre, la Russie et bientôt l'Italie. Il s'allie à l'Allemagne rivale de la France au Maroc et de l'Angleterre dans le proche-Orient. Par cette attitude, le Khalife renoue avec sa fonction légitimante de défenseur de l'oumma et de libérateur du Dar ul Islam. L'impact de cet appel, l'espérance qu'il suscite a été longtemps minimisé. Il ne faudrait pas, par réaction l'exagérer et confondre un attentisme bienveillant avec un engagement militant. A Fez, à Alger, à Tunis la cause ottomane ne suscite pas que des adhésions et les populations comme les troupes «indigènes» restent dans leur majorité loyales à la France. C'est dans certaines régions de l'intérieur qu'une opposition armée réapparaît dans les Aurès, dans le sud-tunisien, au Sahara oriental, dans les Aurès, dans le sud-tunisien, au Sahara oriental, dans la boucle du Niger, au nord du Tchad, au Darfour anglo-égyptien également. La carte en est facile à dessiner. Elle s'ordonne en cercles concentriques autour de la Libye qui, à l'automne 1914, avant même l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, s'est soulevée contre la domination italienne rapidement réduite à quelques ports.

Les Ottomans et les Allemands, ne semblent pas avoir compris le parti à tirer de la base Misurate où arrivent, par sous-marins, quelques officiers et des armes automatiques. Auraient-ils pu en livrer davantage ? L'ont-ils voulu ? Leur objectif prioritaire reste Suez que des attaques simultanées venues de Palestine et de Cyrénaïque ne parviennent pas à atteindre. Il n'est pas interdit de penser que les dissensions précoces entre la Sanoussiya prépondérante en Cyrénaïque et au Fezzan et Turco-Arabs maîtres de la Tripolitaine (mais qui doivent compter avec les Berbères ibadites du Djebel Nefouza) aient pesé sur un éventuel projet. En 1917, Nouri Bey vient prendre le commandement avec le titre de «pacha et gouverneur de toute l'Afrique ottomane».

En Tunisie, en août 1915, une fraction des Ouderna-Ouerghamma (celle qui se réclame d'origine hilalienne) se soulève moins à l'appel de la Sanoussiya comme on l'a trop souvent dit, qu'en accord avec les Turco-Tripolitains. Un comportement qui paraît répondre à l'attente de 1881, mais trouve peu d'écho en dehors de la zone frontalière. Au total, cependant, 7 000 frontaliers tunisiens passent la frontière; en famille comme en 1881. Les Français abandonnent tout le revers saharien au sud d'une ligne Dehibat-Remada, mais s'installent fortement pour tenir au nord et couvrir les autres tribus restées fidèles au Protectorat qu'il faut également approvisionner. Plus de 15 000 hommes tiennent ce véritable front

italo-turque (1911-1912) mobilise les volontés ottomanes autant que les guerres balkaniques. Bien après la Paix d'Ouchy, des officiers turcs continuent à lutter en Tripolitaine et surtout en Cyrénaïque aux côtés des Sanussi. En Tunisie, en Egypte, en Algérie à un moindre degré, l'opposition ouverte ou latente au pouvoir colonial change de nature : l'ottomanisme unitaire, parlementaire et militaire, en renouant avec la mission fondamentale du khalifat, justifie le ralliement des modernistes comme des traditionalistes à l'empire rénové.

En forçant le trait, il est permis d'avancer que l'ottomanisme est né sur les confins tunisiens, algériens et sahariens de la wilayet de Tripoli. De modernes centurions ottomans, souvent formés dans les écoles militaires supérieures d'Europe et exilés au plus loin pour leurs idées réformatrices, ont mobilisé les tribus tripolitaines pour mettre fin aux empiètements tunisiens; créé un corps de gendarmes militarisés, les zaptié; retardé la délimitation tuniso-tripolitaine et empêché qu'elle soit qualifiée de franco-ottomane, ce qui aurait valu reconnaissance du Protectorat; appuyé les Adjer dans leur résistance armée à la pénétration française. Ainsi, depuis le début du XXe siècle s'établissent des liens entre tribus arabes et touareg d'une part, officiers «turcs» d'une autre qui préparent les solidarités dont se sont étonnées pendant la Grande Guerre les Français et les Italiens prisonniers du dogme du rejet du dominateur turc étranger par les véritables autochtones.

Néanmoins, au sud, dans le Borkou, l'Ennedi, le Ouaddaï, le Kanem, c'est la Sanussiya qui conduit le Jihad. Confrérie revivaliste créée à la Mecque par un Algérien, elle s'est implantée en Cyrénaïque vers 1842, où elle a installé sa «zaouia-mère» en 1856 après s'être rapidement taillé un empire religieux et commercial jusqu'au Ouaddaï d'où elle a rayonné dans tout le bassin du Tchad. Depuis, elle inquiète les Français qui en font le symbole et l'instrument d'un panislamisme résolu à les chasser d'Afrique du Nord, mais dont ils ne savent trop si elle agit en accord ou contre le sultan, à terme du moins. Ce qui est exact au niveau des intentions mais faux au plan des faits, car la Sanussiya n'exerce aucune influence au-delà de la Grande Syrte. En revanche, elle soutient la résistance ottomane au Sahara, chez les Touareg adjers et la prend à son compte lorsque les Français pénètrent dans le bassin du Tchad où de 1902 à 1912, se déroule une véritable guerre franco-senoussi.

Dans ce contexte africano-maghébin, la participation de l'empire Ottoman à la Grande Guerre dans le camp des empires centraux s'inscrit dans une logique et une continuité. Le sultan-

khalife proclame la guerre sainte contre toutes les puissances qui ont conquis des terres musulmanes : la France, l'Angleterre, la Russie et bientôt l'Italie. Il s'allie à l'Allemagne rivale de la France au Maroc et de l'Angleterre dans le proche-Orient. Par cette attitude, le Khalife renoue avec sa fonction légitimante de défenseur de l'oumma et de libérateur du Dar ul Islam. L'impact de cet appel, l'espérance qu'il suscite a été longtemps minimisé. Il ne faudrait pas, par réaction l'exagérer et confondre un attentisme bienveillant avec un engagement militant. A Fez, à Alger, à Tunis la cause ottomane ne suscite pas que des adhésions et les populations comme les troupes «indigènes» restent dans leur majorité loyales à la France. C'est dans certaines régions de l'intérieur qu'une opposition armée réapparaît dans les Aurès, dans le sud-tunisien, au Sahara oriental, dans les Aurès, dans le sud-tunisien, au Sahara oriental, dans la boucle du Niger, au nord du Tchad, au Darfour anglo-égyptien également. La carte en est facile à dessiner. Elle s'ordonne en cercles concentriques autour de la Libye qui, à l'automne 1914, avant même l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, s'est soulevée contre la domination italienne rapidement réduite à quelques ports.

Les Ottomans et les Allemands, ne semblent pas avoir compris le parti à tirer de la base Misurate où arrivent, par sous-marins, quelques officiers et des armes automatiques. Auraient-ils pu en livrer davantage ? L'ont-ils voulu ? Leur objectif prioritaire reste Suez que des attaques simultanées venues de Palestine et de Cyrénaïque ne parviennent pas à atteindre. Il n'est pas interdit de penser que les dissensions précoces entre la Sanussiya prépondérante en Cyrénaïque et au Fezzan et Turco-Arabes maîtres de la Tripolitaine (mais qui doivent compter avec les Berbères ibadites du Djebel Nefouza) aient pesé sur un éventuel projet. En 1917, Nouri Bey vient prendre le commandement avec le titre de «pacha et gouverneur de toute l'Afrique ottomane».

En Tunisie, en août 1915, une fraction des Ouderna-Ouerghamma (celle qui se réclame d'origine hilalienne) se soulève moins à l'appel de la Sanussiya comme on l'a trop souvent dit, qu'en accord avec les Turco-Tripolitains. Un comportement qui paraît répondre à l'attente de 1881, mais trouve peu d'écho en dehors de la zone frontalière. Au total, cependant, 7 000 frontaliers tunisiens passent la frontière; en famille comme en 1881. Les Français abandonnent tout le revers saharien au sud d'une ligne Dehibat-Remada, mais s'installent fortement pour tenir au nord et couvrir les autres tribus restées fidèles au Protectorat qu'il faut également approvisionner. Plus de 15 000 hommes tiennent ce véritable front

approvisionnées à partir de Gabès par des convois de camions. L'ère des chameliers est close, sinon pour les distributions locales. L'automobile, la radio, le téléphone, mais encore les pigeons assurent les liaisons. Des missions aériennes de reconnaissance et de bombardement décollent d'un aérodrome installé également à Gabès. Elles permettent de tenir lors de l'offensive principale en juin 1916.

Au Sahara, mais sans coordination avec le front tunisien, Ghât devient une base d'opération de la Sanussiyah en direction du Tassili, du Hoggar et du Niger. Les Adjers sont en lutte ouverte contre les Français; les Hoggar sont prêts à basculer; les Oumellinden se révoltent, rejoints par 100 Bérabers venus du Maroc. Djanet est évacué, repris, abandonné. Toutefois Agadès résiste du 15 décembre 1916 au 3 mars 1917, sauvée par la détermination de sa garnison, l'éloignement de Ghât, la reprise en main de Fezzan par les Turcs désireux de se débarrasser d'alliés dont les exactions ne sont plus supportées par les populations locales. Au Tchad, la Sanussiah reprend pied dans les massifs du Tibesti, du Borqou, de l'Ennedj et jusqu'au Ouaddaï.

Epilogue.

Epilogue, et non pas conclusion, car l'histoire se poursuit. En 1943, des groupes issus des fractions dressées en 1881 et 1915-1918, reprennent les armes et combattent avec (en parallèle ?) les Allemands et les Italiens, contre les Français et leurs auxiliaires châanba, plus particulièrement dans le Nefzaoua et le revers oriental de l'Erg. Pour eux, le combat n'a pas changé de nature : l'ennemi est le même, mais l'allié extérieur a changé. Sans doute perçu dans la continuité de la Grande Guerre. Les officiers français songent à lever contre eux leurs adversaires de çoffs, mais n'en ont pas le temps en raison de la rapidité de l'avance alliée. Illusion passéiste ou perception d'une réalité toujours intacte ? Une autre forme de lutte sollicite déjà le nationalisme, à l'échelle de la Tunisie tout entière et non plus dans un espace frontalier de plus en plus restreint. Dans son déroulement factuel, elle n'est pas forcément en contradiction avec des particularismes tenaces. Une hypothèse de travail, à vérifier sur l'affaiblissement des structures sociopolitiques et mentales des groupes.

André MARTEL

Institut d'études Politiques d'Aix-en-Provence

**La révolte de Ghouma El-Mahmoudi dans le sud tunisien :
alliances tribales et ingérences étrangères**

par Abdelmajid KRAIEM

(Voir texte dans la partie arabe p. 17)

**La résistance armée en Tunisie, aux XIXe et XXe siècles :
cas de Beni Zid dans la région de l'Aradh .**

par Mahmoud FAROUA

(Voir texte dans la partie arabe p. 43)

Transports et résistance anticoloniale en Tunisie

«J'entends monter de vous

«La rumeur des fleuves

«Et sourdre dans le sein

«De vos squelettes têtus

«Le refus de hisser

«Le pavillon du silence»

Tahar Djaout. *L'Arche à vau-l'eau,*
poèmes éd. St Germain des Près, Paris 1978)

INTRODUCTION

Les transports ont depuis toujours, quel que soit le mode, véhiculé des biens, des hommes et des idées. Jusqu'à la moitié du XIXe siècle, la Tunisie ne connaissait pas le transport roulé et l'essentiel des échanges se faisait par portage, à dos d'hommes, de femmes ou d'animaux.

L'introduction brutale du chemin de fer sur le territoire tunisien et des tramways en milieu urbain dans la seconde moitié du XIXe s., ont constitué une véritable rupture dans l'organisation de l'espace, la mobilité des hommes et la circulation des marchandises.

L'intrusion de ce secteur d'activité «moderne» qui a «pénétré» la Tunisie avant l'installation du Protectorat français et l'a en partie induit (concessions étrangères, endettement) a bouleversé l'économie tunisienne et accéléré le processus de colonisation. Symbole des grandes entreprises coloniales et des nouveaux rapports de domination, mais à la fois secteur stratégique, les transports ont du même coup cristallisé des actions et luttes anticoloniales de formes diverses.

La communication qui suit envisage de développer le rôle joué par les transports dans la diffusion des résistances anticoloniales et l'effet catalyseur qu'ils ont représenté pour des actions revendicatives violentes.

Les sources utilisées sont pour l'essentiel les archives des deux principales compagnies coloniales de transport qui ont opéré en Tunisie : les archives de la Compagnie Bône-Guelma devenue Compagnie Fermière des Chemins de Fer Tunisiens (C.F.T.) et celles de la Compagnie des Tramways de Tunis (C.T.T.) (1). La présentation qui va suivre concerne donc plus directement ces deux réseaux.

Jalons pour la constitution des réseaux de transport en Tunisie

Dix ans avant le début du Protectorat, le 23 juillet 1871, un acte de concession entre l'Etat tunisien et la Compagnie anglaise Railways Compagny Ltd est signé en vue de l'exploitation de deux lignes suburbaines de chemin de fer : Tunis-La Goulette et Tunis-Le Bardo. Le 1er avril 1872, une nouvelle concession est attribuée à la même compagnie pour le prolongement La Goulette-La Marsa et une nouvelle ligne El Aouina-La Marsa. Après l'inauguration du premier tronçon Tunis-La Goulette en août 1872, la ligne Tunis-Le Bardo est ouverte en octobre 1872 (2).

Le 7 juillet 1880, le T.G.M. est adjugé au cours d'une vente aux enchères à la Compagnie italienne Rubattino. Un décret du 28 février 1881 substitue la compagnie Rubattino pour la Société de Navigation générale italienne (3).

1) Les premières sont déposées dans divers locaux de la S.N.C.F.T. (mission de consultation en septembre 1993); je saisis cette occasion pour adresser mes plus vifs remerciements à M. Mahmoud Ben Fadhl, P.D.G. de la S.N.C.F.T., pour l'autorisation de consultation, les conditions de travail très favorables qui m'ont été données et la coopération de ses collaborateurs. Les archives de la C.T.T., localisées au siège de la S.N.T. à Tunis, ont été dépouillées lors de missions antérieures (avril 1984, avril 1985 et 1990); je me dois de souligner ici l'accueil chaleureux qui m'a toujours été réservé au sein de cette Entreprise.

2) Archives SNCFT, fonds C.F.T./Bône Guelma; voir également A. Belhedi, *Les chemins de fer et l'espace en Tunisie*, Pub. de l'Univ. de Tunis, 2e série : Géographie, vol. XV, Tunis, 1980 p. 498 et Ch. Chanson-Jabeur, «Les investissements publics et les transports collectifs urbains à Tunis (1945-1985)», in *Les investissements publics dans les villes africaines : Habitat et transports (1930 - 1985)*, Paris, éd. L'Harmattan, 1990, pp 178-198.

3) Arch. SNCFT, fonds CFT-BG, *Actes organiques et document annexes (1876-1905)*.

Le 2 avril 1875 intervient la création de la Compagnie Bône-Guelma, émanation de la Société des Batignolles. Cette dernière obtient le 6 mai 1876 une concession du Gouvernement tunisien pour la ligne de chemin de fer de la Medjerdah au bénéfice de la Société des chemins de fer de la Medjerdah (4). Un traité du 23 février 1877 rétrocède à la Compagnie de Bône à Guelma «l'usage et la jouissance, sans exception ni réserve, de sa concession du chemin de fer de Tunis à Dahlet-Jandouba, par la vallée de la Medjerdah, avec faculté de prolongement et d'embranchements, telle qu'elle a été accordée le 6 mai 1876 par le Gouvernement tunisien à la société de construction des Batignolles, aux lieu et place de laquelle la Société de la Medjerdah se trouvait elle-même substituée aux termes de ces statuts». Le premier tronçon tunisien, Tunis-Tébourba, sera mis en service le 24 juin 1879 (5).

Une nouvelle convention de cession de la concession des lignes Tunis-Goulette-Marsa et Bardo est signée le 29 juillet 1898 par la Società Navigazione Generale Italiana, Società Tiunite Florio e Rubattino qui cède à la «Bône-Guelma et prolongements l'entière propriété de la concession des chemins de fer qu'elle exploite et des terrains qu'elle possède en Tunisie(6)».

Le T.G.M. sera une nouvelle fois rétrocédé à la Compagnie des Tramways de Tunis (C.T.T., filiale de la Compagnie Générale Française de Tramways, créée en 1899 pour reprendre la concession du réseau de tramways urbains, antérieurement géré par une société belge) par le biais d'une convention du 19 août 1905 (7).

L'objectif n'est pas ici de retracer l'histoire complexe de la constitution des réseaux ferrés et de transports urbains en Tunisie mais l'intérêt est de montrer que la pénétration des entreprises européennes et la mise en place de ces réseaux ont été un vecteur de la colonisation. Dès lors, la question est de savoir si leur développement

4) Arch. SNCFT, fonds CFT-BG, *Rapport au Conseil d'Administration*, Assemblée générale du 23 mai 1877; voir également M.L. Gharbi, «Rapports financiers de la compagnie Bône-Guelma avec l'Etat et la banque de Paris et des Pays-Bas», *Revue d'histoire des chemins de fer n° 7*, AGICF, Paris, aut. 1992, pp. 29-39.

5) Arch. SNCFT, fonds CFT-BD, *Rapports annuels*, vol. I. (1876-1885), p. 37/

6) Arch. SNCFT, fonds CFT-BG, *Actes organiques et documents annexes (1876-1905)*.

7) Date d'effectivité de la rétrocession : 1er juin 1908, Arch. SNCFT, fonds CFT-BG, *Rapport au C.A., Assemblée générale du 27 juin 1908*; sur l'histoire des transports urbains et de la C.T.T. voir Ch. Chanson-Jabeur, *op. cit.*, p. 181.

a été entravé par des actes de résistance qui auraient retardé leur rôle dans le processus de colonisation, à l'instar de ce qui s'est passé par exemple lors de la construction du réseau télégraphique.

En effet, la concession accordée à la France dès 1857 pour l'installation de lignes télégraphiques en Tunisie ⁽⁸⁾ permit de relier la Tunisie à l'Algérie dès 1861. Cependant, la liaison envisagée vers le sud (Tunis, Sousse, Sfax, Gabès, Djerba) subit des revers et «*les investissements réalisés par les français pour la construction de toutes ces lignes télégraphiques ne furent pas rentables car les fils étaient assez souvent coupés par les tribus insoumises*» ⁽⁹⁾.

Essai de typologie des actions anticoloniales dans les transports

Les sources actuellement disponibles ne semblent pas faire ressortir des incidents semblables pour ce qui concerne les transports urbains ou ferroviaires dans leur première phase de construction, à tout le moins jusqu'au boycott des tramways par la population tunisienne en février 1912. Sans doute, cela est-il dû à la chronologie de la constitution et à la configuration des tracés : la construction des lignes minières du sud tunisien où opéraient les «tribus insoumises» ont débuté plus de quinze années après l'installation du Protectorat français, c'est-à-dire à une période où les autorités coloniales «maîtrisaient» la région ⁽¹⁰⁾.

Or, même le boycott des tramways, fort connu au demeurant, et subsidiairement la grève du personnel tunisien de la C.T.T. qui s'y est greffé - encadré par le mouvement des Jeunes Tunisiens, pour exemplaire qu'il fut au niveau de la Tunisie et de l'ensemble du Maghreb, est avant tout, et au départ - suite à un accident de tramway dont le wattman est italien et la victime, un enfant tunisien - lié à des revendications contre le personnel italien de la Compagnie, plutôt qu'un acte de résistance vis-à-vis du système colonial ⁽¹¹⁾.

8) A. Belhedi, *op. cit.*, p. 25.

9) C. Sammut, *L'impérialisme capitaliste français et le nationalisme tunisien (1881-1914)*, Paris, Publisud, 1983, p. 33; voir également A. Kassab, *Histoire de la Tunisie : l'époque contemporaine*, Tunis STD, p. 18, au moment du siège de Gabès par la marine française.

10) Début des travaux de la ligne Metlaoui-Gafsa le 1er décembre 1897, cf. A. Belhedi, *op. cit.* p. 37.

11) Il s'inscrit en effet dans un contexte de guerre italo-tripolitaine, d'une part et quelques mois après les événements du Djellaz (11 novembre 1911), d'autre part; sur ces questions, cf. C. Sammut, *op. cit.*, pp. 329-338 et T. Ayadi,

Sans développer plus avant sur l'histoire de ce conflit déjà étudié, force est de constater que petit à petit, la nature du mouvement va se modifier et devenir un défi des Jeunes Tunisiens et des tunisois musulmans face à la C.T.T. et aux autorités coloniales; Celles-ci confirmeront leur interprétation politique du conflit, en témoignent les lourdes sanctions qui ont frappés ceux qui étaient considérés comme les organisateurs du boycott ⁽¹²⁾.

Pourtant certaine voix, Mohamed Bach Hamba par exemple, de l'étranger, appelle à l'action contre les transports et tente de se faire entendre à travers une revue qu'il publie à Genève : «*Pour nos compatriotes, routes et chemins de fer sont des signes précurseurs de la dépossession du sol et refoulement (...) La création de chemins de fer et de routes sert aussi à placer des fonctionnaires français et encore des fonctionnaires... (...) Nous aimons mieux voir ouvrir des écoles pour instruire nos enfants que de voir construire des routes et des chemins de fer... (...) Qui est-ce qui profite des progrès réalisés par la création des routes et des chemins de fer ? Uniquement la colonisation. (...) Il n'est donc pas difficile de comprendre que le progrès réalisé dans les voies ferrées n'est nullement en rapport avec le développement du pays et les besoins de ses habitants... (...) Dans la hâte de brûler des kilomètres, on ne prend pas la peine de former la main d'œuvre indigène pour l'employer. On fait appel à la main d'œuvre déjà initiée... la main d'œuvre italienne. (...) Il est donc urgent de renoncer aux errements du passé et à la routine impuissante, de songer à l'avenir...*» ⁽¹³⁾.

Pour une amélioration des conditions de travail ou une revalorisation des salaires du personnel tunisien dans les transports, parfois aussi contre l'emploi de la main d'œuvre italienne, comme ce fut le cas au moment du boycott de 1912, la grève va être de temps en temps un recours.

Mouvement réformiste et mouvements populaires à Tunis (1906-1912), Pub. de l'Université de Tunis, 4e série : Histoire, vol. XXX, Tunis, 1986, 300 p.

12) Ali Bach hamba, Abdelaziz Thaâlbi, Mohamed Noomane et Hassen Guellaty furent expulsés du territoire tunisien; H. Guellaty, d'origine algérienne, fut remis aux Autorités françaises en Algérie. Chedly Dargouth et Sadok Zmerli ont été internés dans le sud tunisien; Mokhtar Kahia fut mis en détention à la prison du Bardo. Le journal «Le Tunisien», dont le directeur était Ali Bach Hamba, fut interdit et ne reparaitra plus; cf. T. Ayadi, *Ibidem*, p. 241.

13) M. Bach Hamba, «Questions économiques, Prospérité !» in *La Revue du Maghreb*, n° 6, 1ère année, Genève, 30 octobre 1916 pp. 181-184, cité par C. Sammut, *op. cit.*; p. 329.

La grève, un «outil» peu utilisé

Dans les chemins de fer, la grève du 17 au 31 mars 1909 à la Compagnie Bône-Guelma observée par les cheminots tunisiens qui occupent les emplois subalternes à la Cie, n'est pas à proprement parler une grève politique. Les revendications salariales sont le motif essentiel de cette suspension de travail observée par le «personnel africain» de l'entreprise. Les travailleurs de l'entreprise ont obtenu satisfaction, les salaires ont été relevés et le travail a repris le 1er avril (14).

Les grèves de cheminots, *a fortiori* les grèves à caractère politique et nationaliste, seront peu fréquentes en Tunisie jusqu'au début des années cinquante (15).

Un conflit néanmoins marquera par sa violence l'après-deuxième guerre mondiale : il s'agit de la grève des 4 et 5 août 1947 et des événements sanglants qui se sont déroulés à Sfax. A propos de cet affrontement qui a daté l'histoire politique et nationale de la Tunisie, notamment par la gravité de sa répression, les premières revendications exprimées étaient là encore d'ordre salarial et social (interruption par la Commission des Salaires des négociations sur les salaires qui devaient prévoir la définition d'un minimum vital) (16). Seule l'U.G.T.T. avait appelé à une grève générale qui sera moyennement suivie à Tunis, Bizerte et Gafsa... Il en sera tout autrement à Sfax où sous la direction de Habib Achour, Mohamed Kraïem et Abdelaziz Bouraoui, les grévistes décident d'occuper les locaux de la Compagnie Sfax-Gafsa et d'immobiliser les trains de voyageurs et de marchandises en gare de Sfax, en vue de neutraliser l'activité économique de la Compagnie Sfax-Gafsa, «*qui personnifie*

14) Arch. SNCFT, fonds CFT-B.D, *Rapport du Conseil d'administration, Assemblée générale de 1909*, 19 p.

15) Sur les grèves des cheminots dans la première moitié du XXe siècle, voir H. Belaïd, «Les cheminots de Tunisie à l'époque coloniale (1909-1948)», in *Colloque international «Villes, transports et déplacements au Maghreb»*, Laboratoire «Tiers-Mondes, Afrique» Univ. Paris VII, 8-10 octobre 1992, 18 p. (en cours de publication).

16) Sur cette grève d'août 1947, cf. Ch. Chanson-Jabeur, «Les grèves en Tunisie, de la fin de la guerre aux affrontements de Sfax en 1947», *Cahiers du Gremamo*, n°4, Laboratoire «Tiers-Monde, Afrique», Paris, 1987, pp. 138-153; voir également *Marchés coloniaux*, n° 92 et 93, Paris, août 1947, et *Ech-Chaab*, n° spécial, organe de l'U.G.T.T., Tunis, 5 déc. 1959.

la colonisation» (17). L'armée intervient au petit matin. Bilan : 29 morts, 150 blessés et de nombreuses arrestations.

A Tunis, certains traminots tunisiens seront également arrêtés pour avoir suivi la grève du 5 août 1947 (18).

D'autres grèves, à vocation sociale et/ou politique, seront menées par le personnel tunisien des chemins de fer à partir des années 1952. Il en sera ainsi de la grève du 1er février 1952 où 62% du personnel tunisien de la C.F.T., statutaire et auxiliaire, observera l'arrêt de travail. Par contre, la grève du 1er avril de la même année sera moins suivie par les travailleurs (8% du personnel tunisien) contre lesquels des sanctions vont être prises : licenciements des auxiliaires et stagiaires, réduction de la prime de fin d'année et mutations disciplinaires pour le personnel statutaire. A la suite de négociations menées avec les Autorités, les auxiliaires ont été repris (19).

De nouveau une grève du personnel tunisien aura lieu le 10 septembre 1955 (arrêt de travail d'une heure) et trois autres grèves en 1956 (16 août, 15 septembre et 23 octobre) (20).

Si les grèves à caractère nationaliste sont peu nombreuses dans les transports ferroviaires, les années cinquante vont connaître un développement considérable de ce qui est appelé pudiquement par la C.F.T. des «actes de malveillance». Devant l'ampleur du phénomène, la terminologie va se modifier et la rubrique «attentats» va apparaître dans les rapports.

Attentats, sabotages, actes de «malveillance»

Dans les années cinquante, les actions, quel que soit le secteur, vont alors changer de nature : sabotages, actes de «terrorisme», attentats, mouvements de femmes, prennent à partie les bus, les tramways, les trolleybus ou les chemins de fer.

En ce qui concerne les transports urbains, des graves incidents ont lieu dès 1938 au moment des événements du mois d'avril et le matériel roulant de la Compagnie des Tramways de Tunis subit des

17) H. Achour, *Ma vie politique et syndicale. Enthousiasme et déceptions*. 1944-1981, éd. Alif, Tunis, p. 18.

18) Arch. SNT, fonds C.T.T.

19) Arch. SNCFT, fonds CFT, *Rapport annuel 1952*, p. 59/

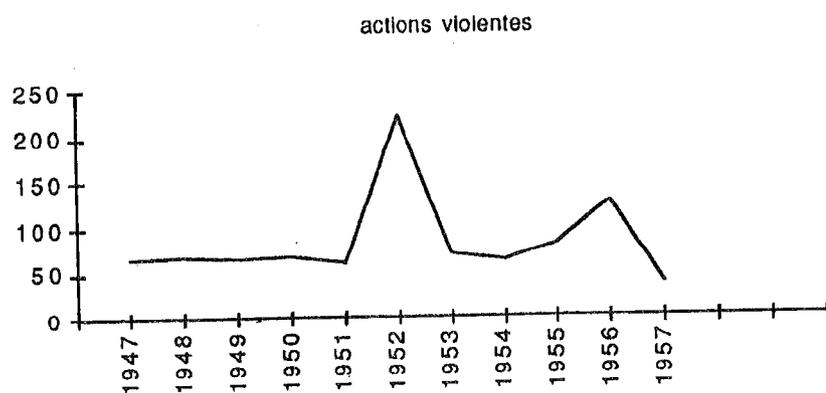
20) Arch. SNCFT, fonds CFT, *Rapport annuel 1955* (p. 60) et *Rapport annuel 1956* (p. 60).

dégâts considérables. Il en est de même lorsque les cheminots de la Cie Sfax-Gafsa décident de neutraliser les trains en gare de Sfax peu avant l'affrontement sanglant du 5 août 1947.

a) Réseau ferroviaire (21) :

Tableau. 1. — Attentats et sabotages dans les transports ferroviaires entre 1947 et 1957

Année	Actions violentes
1947	65
1948	67
1949	65
1950	69
1951	61
1952	223
1953	70
1954	63
1955	81
1956	129
1957	39



Si les «actes de malveillance» (*jets de pierre contre les trains, objets divers ou explosifs placés sur la voie, détérioration des signaux,*

21) Arch. SNCFT, Fonds CFT, *Rapport annuels 1947-1957.*

aiguillage, voies, lignes téléphoniques et coup de feu (22) au cours des cinq premières années de la décennie sont relativement stables, l'année 1952 est la plus marquée par la résistance anticoloniale (252 actes de sabotage) : «*Les multiples tentatives criminelles commises sur nos lignes à partir du mois de janvier, ont occasionné de très graves déraillements et nous ont obligés à modifier la marche des trains pendant toute l'année* (23). Les principaux déraillements ont eu lieu respectivement les 21 (1) et 25 (2) janvier, le 17 février et le 2 mars entraînant la dégradation des locomotives et de nombreux wagons déraillés (de 5 à 16 wagons par train).

La marche des trains a dû être remaniée afin que toutes les circulations aient lieu pendant la journée. Le 25 janvier, la circulation des trains (marchandises et voyageurs) était presque complètement arrêtée sur toutes les lignes. Les trains de marchandises-voyageurs de nuit entre Tunis et Sfax, entre Gaafour et Kalaa-Djerda et certains autorails entre Tunis et Sfax et Sousse et Feriana ont été supprimés.

Les auteurs de ces attentats, lorsqu'ils sont appréhendés sont déférés devant les tribunaux militaires. Pour la seule affaire qui a été jugée à la fin de l'année 1952, les sanctions sont lourdes : 20 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour, 10 ans de travaux forcés et 10 ans d'interdiction de séjour (24).

C'est en 1954 qu'interviennent deux nouvelles formes d'«attentats» : mitraillage des trains (notamment le 20 mars 1954, train autorail 15/85) et lancer par certains voyageurs, à partir des trains en marche, de matières inflammables dans les propriétés riveraines, lesquelles subissent des dommages assez importants. Au cours de cette année 1954, six agents du réseau ont été blessés ainsi qu'un passager d'un train mitraillé (25).

22) Arch. SNCFT, fonds C.F.T. *Rapport annuel 1948*, p. 50.

23) Arch. SNCFT, fonds CFT., *Rapport annuel 1952*, p. 42.

24) *Ibidem*, p. 54.

25) Arch. SNCFT, fonds CFT, *Rapport annuel*, p. 56-57/

b) Réseau urbain et suburbain ⁽²⁶⁾

Si l'on observe les résultats d'exploitation de la C.T.T. entre 1948 en 1957, force est de constater que le mouvement général, tant des passagers transportés que des kilomètres parcourus par les véhicules de la C.T.T. (qui devient la C.T.E.T. en 1953) décroît à partir de 1951 jusqu'en 1954, est stationnaire en 1955 et amorce une légère remontée à partir de 1956 (+ 0,8% en 1956 et + 7,35% en 1957).

La baisse substantielle d'utilisation des transports collectifs tunisois en 1952 (-33%) implique de s'interroger. A l'instar de ce qui se passe à la C.F.T., ce résultat est consécutif aux «événements» de Tunisie des années 1951-1952 et concerne plus particulièrement le premier trimestre 1952, à savoir du 18 janvier au 1er février et du 12 février au 27 mars. En effet, au cours de cette période, il est à noter les grèves des boutiquiers et artisans, mais surtout les manifestations quotidiennes et affrontements avec prise à partie des transports collectifs urbains et dégradations systématiques du matériel roulant de la C.T.T., sont les raisons objectives de cette chute de la fréquentation des transports.

Il est aisé de saisir ces incidents puisque la compagnie tunisoise établit quotidiennement la liste détaillée des dégâts matériels subis et les lignes concernées, le nombre de blessés (voyageurs et personnel), les lieux des affrontements, voire la description des actes communément dénommés comme à la C.F.T., des «sabotages» et «actes de terrorisme».

Tableau 2. — Attentats dans les transports collectifs urbains à Tunis (1er trimestre 1952)

Période/52	Nombre de véhicules endommagés			Blessés	
	Trolleybus	Tramways	Autobus	Personnel	Passagers
18.1 au 1.2	27	97	1	25	21
12.2 au 27.3	20	51	3	11	25

26) Arch. SNT, fonds CTT, Séries «Administratif», «Personnel» et «Résultats d'exploitation»; sur cet aspect des mouvements sociaux urbains concernant les transports en commun tunisois, voir Ch. Chanson-Jabeur, «Espace urbain et sociétés : les transports collectifs urbains à Tunis (1940-1956)», *Cahiers du GREMAMO*, n° 5, *Problèmes urbains au Maghreb*, Laboratoire «Tiers-Monde, Afrique», Univ. Paris VII, ct. 1987, pp. 57-67.

Il est à noter par exemple que les journées du 21 et 23 janvier 1952 ont été plus violentes puisque 26 voitures de tramways et six trolleybus ont été endommagés, trois membres du personnel et cinq passagers blessés.

Une géographie des événements peut même être esquissée, révélatrice de l'organisation socio-spatiale de l'agglomération de Tunis : les lignes 3 (Le Bardo) et 4 (La Manouba), banlieues situées à l'ouest de Tunis sont les cibles privilégiées d'actions violentes au cours de cette période. Elles sont touchées respectivement 31 fois pour la ligne 3 (qui dessert à cette époque des quartiers péri-urbains d'habitat spontané, notamment Mellassine) et 20 fois pour la ligne 4 (qui traverse des quartiers très populaires, les faubourgs de la *Médina*); dans le même temps, la ligne 5 (Le Belvédère, quartier résidentiel) n'est concernée qu'une seule fois.

CONCLUSION

Ainsi, la résistance anti-coloniale, même si elle fut tardive dans sa forme violente et armée, s'est largement exprimée à travers les transports, qu'ils soient urbains ou ferroviaires. Les compagnies coloniales de transport ont été sérieusement atteintes, tant dans leur activité (baisse du trafic allant jusqu'à la paralysie liée à l'insécurité) que dans leurs matériels (dégradations voire destructions des moyens de transport). Innervation de l'économie, les transports affectés dans leur fonctionnement ont porté préjudice au système colonial qu'ils avaient largement contribué à mettre en place.

Chantal CHANSON-JABEUR

(Université Paris VII)

**LECTURES ET REPRESENTATIONS
DE LA RÉSISTANCE ARMÉE**

Essai de lecture d'un événement fondateur : le 1er Novembre 1954

Dans la formation de la conscience nationale algérienne, le premier Novembre 1954 fonctionne comme événement fondateur d'une Algérie nouvelle et comme référence absolue.

A partir de son instrumentalisation dans les discours officiels et par les institutions, se construit une mémoire collective de l'événement. Cette opération - qui n'est pas toujours en accord avec la mémoire historique - peut être perceptible à partir de deux cas, deux faits, l'affaire du car Biskra-Arris et celle du groupe Chariat plus connues médiatiquement sous les noms d'Affaire Monnerot et affaire Azoulay.

Enfin le traitement de l'événement par les contemporains et par la presse algérienne post-indépendance par l'identification des acteurs (hier) et l'identification des auteurs (aujourd'hui) pose au moins le problème de la rupture entre l'historiographie coloniale et l'historiographie nationale.

I. — Le 1er Novembre : stratégies autour d'un événement. Un statut officiel.

Le 1er Novembre en tant que date commémorant un événement capital dans l'histoire contemporaine de l'Algérie a un statut officiel : c'est une fête légale consacrée par une loi ⁽¹⁾. Mais c'est une fête

1) Loi n° 63-278 du 26 juillet 1963 fixant la liste des fêtes légales et décret législatif n° 93-11 du 22 juin 1993.

légale au même titre que le 5 juillet, que l'Aïd el Adha et que toutes les autres fêtes religieuses toutes confessions confondues. Le 1er Novembre est donc depuis 1963, la Fête de la Révolution.

Dans la stratégie de l'Etat de valorisation et d'instrumentalisation du passé, pour affirmer sinon construire une identité spécifique (2) produite par l'Histoire, le 1er Novembre va servir de référence absolue, d'événement fondateur et formateur de la conscience nationale. Il va servir et fonctionner comme date emblématique de la lutte plus que centenaire contre le seul et unique ennemi. En tant que date symbole de la renaissance nationale, il concrétise la rupture d'avec le système colonial et marque un terme aux errements des partis et leaders politiques nationaux. Sur la base de ce qui est présenté comme double rupture (3), le 1er Novembre se voit fixer comme objectif d'identifier ceux qui en furent de ceux qui ne pouvaient, et *a fortiori* ne pourront jamais, en être. Toute une génération, que feu Abderrahmane Chergou appellera les Novembristes, s'en réclame et décide qu'il revient à elle et elle seule d'assurer la mémoire collective et historique de cet événement. Aussi n'est-il pas intéressant de noter que près de quarante ans après, aucune liste de ceux qui firent le coup de feu cette nuit-là n'a été encore établie, ou alors rendue publique (4). En tout état de cause, cette volonté de construire la génération de Novembre et de contrôler l'Histoire en général et celle de la période 1954-1962 est clairement exprimée par feu Houari Boumediène dans ses discours et dans les institutions mises en place dans les années 1970.

Le discours officiel : Boumediène faiseur d'histoire, constructeur de mémoire.

Dès le 31 octobre 1966, Houari Boumediène assigne au 1er Novembre trois fonctions :

- il y a avant et après le 1er Novembre 1954,
- il ouvre une ère de progrès,

2) «Notre histoire est unique au monde» écrit encore *El Moudjahid* du 1/11/1992. Les autres histoires des autres peuples sont-elles identiques ?

3) Il est bien évident qu'il s'agit là de la présentation de l'événement par les médias depuis 1963. Une lecture différente, sur un autre chapitre, a été faite en 1981 par Annie Rey-Goldzeiguer (cf. Bibliographie).

4) Au moment où nous rédigeons, deux anciens officiers de l'A.L.N., les commandants Oussedik et Azzedine, évoquaient ce problème dans un article (*El Watan* du 1/11/1993).

— il a fondé la génération la plus glorieuse.

Désormais, Houari Boumediène ne fera que préciser sa pensée. Il inscrit d'abord le 19 Juin dans la continuité historique du 1er Novembre puis la Révolution agraire (5). Les instructions aux historiens sont toutes aussi nettes (6).

Le 1er Novembre est donc une ligne de démarcation (le terme est employé) qui distingue les partisans de la solution armée, des réformistes, les partisans de la direction collégiale de ceux qui défendent le Vieux (7), de l'unicité du mouvement contre sa division et la cacophonie des partis. Le 1er Novembre est fondateur d'une génération, la plus glorieuse de l'histoire de l'Algérie. Une génération qui a réalisé ce qu'aucune avant elle, ni aucune après elle ne réalisera : la victoire totale sur l'ennemi. «Mais le flambeau vous sera remis» promet Houari Boumediène en juin 1966. Devant les étudiants volontaires, en 1973, il est encore plus explicite face à «la réalité historique» : «Les générations qui ont lutté à un moment donné et qui ont consenti les plus grands sacrifices commencent à ressentir la lassitude tant du point de vue intellectuel... que pour ce qui est du facteur de l'âge. En effet, ceux qui ont rejoint les rangs de la Révolution en 1954 à l'âge de 30 ans sont sur le point d'atteindre la cinquantaine...»

La génération de Novembre, dont les contours n'ont jamais été clairement définis, a probablement trente ans de moyenne d'âge (8). G. Meynier remarque, à propos des neuf chefs historiques «qu'ils ont

5) Discours du 1er Novembre 1972.

6) 8 mai 1973 : «Les historiens se doivent de la baptiser (la génération de Novembre) à juste titre la génération la plus glorieuse de l'histoire de l'Algérie... Mon but est que mes propos soient enregistrés en tant que réalité historique...» 4 juillet 1972 : «La France colonialiste a été contrainte d'accéder à notre volonté d'indépendance... C'est là la vérité historique... Toute autre interprétation ne serait que la continuation de la politique et de la pensée néo-colonialistes».

7) Le Vieux, on aura compris : Messali Hadj. Dans un discours prononcé le 6 mars 1966 à Constantine, Houari Boumediène déclare (décrète ?) : «Messali Hadj a été au début un nationaliste et nous pourrions même dire qu'il a été un nationaliste de premier ordre. Mais il a dévié et cette déviation l'a fait sombrer dans la trahison». Sinon Mohamed Harbi, rares sont les historiens algériens qui sortiront de ce cadre.

8) Ils avaient en 1954, qu'ils furent présents ou pas, Khider : 42 ans, Ben Boulaïd : 37 ans, Ben Bella : 38 ans, Boudiaf : 35 ans, Ouamrane : 35 ans, Krim : 32 ans, Ben M'hidi 31 ans, Aït Ahmed, Bouguerra, Amirouche : 38 ans, le futur colonel Lotfi avait encore 20 ans. A un autre niveau de responsable, Zabana avait 31 ans, Chariat Ali Chérif 24 ans, Fezazi militant de base près d'Aïn Témouchent 30 ans. Les comptes rendus des procès font état d'inculpés ayant entre 22 et 32 ans.

entre 23 et 42 ans» (9). H. Boumediène n'avait lui-même que 22 ans en 1954 et Hocine Zahouane n'hésite pas à écrire à son sujet qu'il n'avait «*aucun lien avec le 1er Novembre 1954*» (10). La question qui se pose est de savoir si cette génération peut être réductible à l'événement auquel elle se réfère ? (11). Le discours officiel, par ailleurs, essaie de l'identifier par rapport (par opposition ?) aux «génération futures», ces générations qui n'ont pas connu la guerre de libération, celles à qui on promet de transmettre le flambeau.

Ramener la génération de Novembre à ceux qui en furent cette nuit là (ceux qui pouvaient dire : «j'y étais») exige au moins un travail d'identification. Il y aurait à réaliser une sorte de prosopographie (12). Il se trouve en effet qu'il n'existe aucune liste des personnes qui firent le coup de feu ce 1er Novembre 1954; et si elle existe, elle n'a jamais été publiée.

Ce discours officiel qui finit par donner des contours flous à la génération de Novembre ne donne pas non plus de version définitive de l'événement. Et si son propos sur les générations oppose Novembristes aux «quadras» d'aujourd'hui, ce n'est qu'apparence.

Il semble plutôt camoufler et mal, une situation de conflits que vit la génération des Novembristes. Il y a comme une sorte d'accaparement d'héritage aux fins de légitimation d'une situation

9) Meynier, Gilbert. - «Les neuf chefs historiques. Introduction au dossier ENA/PPA» in *Parcours*, n° 16-17, 1992, p. 42.

10) Zahouane, Hocine. «En finir avec les mythes et la stratégie des récupération». *Algérie Actualité* n° 1415, 25 novembre - 1er décembre 1992.

11) Altias-Donfut, Claudine. — «La notion de génération. Usages sociaux et concept sociologiques». *L'homme et la société* n° 4, 1984.

12) Cf. communication d'André Mandouze au colloque sur le *Retentissement de la Révolution*. Alger, 1984. Pour ce qui concerne les femmes, Djamilia Amrane leur a consacré une très belle thèse publiée en 1991 en France et en 1993 en Algérie : *Femmes au combat. La guerre d'Algérie (1954-1962)*, Alger : Ed. Rahma, 1993. Ce travail reçut un accueil favorable dans la presse sauf dans un article curieux signé Aïtou : «Pourtant, nous devrions parfois nous interroger sur l'auréole trop lumineuse fusant (sic) sur quelques noms pour des desseins sournois et douteux. (...) A notre avis, nous songeons en toute équité que le seul héros resterait (sic) le peuple dans le symbole femmes-hommes en symbiose, en finalité unique dans un destin identique.

(...) Nous souhaitons que nos écrivains chantent les cieux lumineux et sereins d'un avenir rempli d'espoir. Les nostalgies, les fausses sublimations altèrent les vérités et ces supercheries ont accordé plus qu'un naufrage à notre peuple...» etc, etc. Aïtou tenait une chronique gastronomique dans *Algérie Actualité* des années 1980.

que l'on souhaite conserver et éventuellement transmettre à qui de droit (13).

Ce phénomène de conflits au sein de cette génération est perceptible à travers les institutions mises en place en surtout à travers les commémorations officielles des «dates historiques».

Institutions et commémorations officielles

La prise en charge de l'histoire de la Révolution d'une manière générale a été confiée tout à la fois au Centre National des Etudes Historiques, au musée du Djihad, au Musée de l'Armée et à l'Organisation Nationale des Moudjahidine (O.N.M.).

Chacune de ces institutions se voit assigner pour mission d'organiser des collectes de documents sur l'histoire de l'Algérie et sur l'histoire de la Révolution en particulier. Il importe peu que le résultat ne soit pas à la hauteur des efforts financiers consentis. Rares furent les publications et l'histoire générale de l'Algérie en cinq tomes du CNEH s'arrête au 1er Novembre 1954. L'O.N.M. publie plus ou moins régulièrement une revue où sont rassemblés ! souvenirs des militants, tables rondes, comptes-rendus de batailles, notices biographiques. Les conflits au sein de l'O.N.M. ont fait quasiment disparaître *Awal november* (14).

En organisant en 1981 ses congrès sur l'histoire de la Révolution (repris en 1984 et 1985), en créant des Conseil des Wilayas historiques pour l'écriture de l'histoire, l'O.N.M. a tenté de contrôler sans succès la mémoire collective du 1er Novembre. En vain, car non seulement des problèmes demeuraient insolubles (problème de primature, de réelle participation, de faux témoignages presque, problèmes d'écriture), mais très vite les vieilles rancunes reprenaient leur place sous l'œil narquois des jeunes journalistes (15).

13) Ce conflit de générations n'est guère que la suite de celui qui a mis prise la vieille garde de Messali des années 1930 à ceux qui émergent au sein du MTLD dans les années 1940-50 cf. article de Marie Victoire et Louis sur Emile Busquant (*voir bibliographie*). Entretien avec Mohamed Guennanèche.

14) *Awal November*, revue politique, nationale et sociale puis historique. Publiée en langue arabe par le conseil national des anciens moudjahidine puis l'organisation nationale des Moudjahidine entre 1973 et 1983. La revue publiait des articles biographiques, des récits de batailles, des souvenirs de personnalités et de responsables militaires, parfois des monographies sur la lutte armée dans une région particulière et quelques études globales.

15) Un caricaturiste d'*Algérie-Actualité* avait résumé les débats de 1985 en représentant aux moudjahidine se contredisant. «Nous étions ici et d'ennemi en

D'autre part, de 1963 (en pleine «guerre des sables» avec le Maroc), à nos jours même les commémorations officielles évoluent. Sinon la retraite aux flambeaux, l'illumination des rues et le dépôt de gerbes de fleurs qui sont maintenues, disparaissent le pavoiement des balcons (dès 1965) et le défilé militaire (en 1975 ?) (16). Mais surtout la fonction de 1er Novembre en tant que première parmi les fêtes nationales va changer. Entre 1971-1973, le discours sur l'Etat de la Nation remplace les rappels historiques. L'analyse économique et sociale prend le pas sur l'histoire sitôt le rapport 1er Novembre / Révolution agraire établi. Curieusement cette rupture d'avec l'histoire correspond à la création du CNEH, à l'achèvement du processus d'arabisation du département d'histoire, à la disparition de l'épreuve d'histoire des classes terminales scientifiques. Dans les années 1980, Chadli Bendjedid infléchit petit à petit la tendance et revient, dans ses discours, à l'histoire (17).

Mais en fait le débat au sein de l'O.N.M. dans les institutions officielles et dans la presse écrite et audiovisuelle va se déplacer ailleurs. Si le statut du 1er Novembre est acquis, celui des autres fêtes nationales liées au mouvement de libération reste soumis aux conflits historico-politiques. Déjà en 1970 sous Boumediène, le 5 Juillet, fête de l'Indépendance et du FLN, devient fête de la Jeunesse sans que la loi de 1963 ne soit modifiée (18). Le 19 Mars pratiquement ignoré dès 1966 (Boumediène n'ayant pas accepté les Accords d'Evian), revient à l'honneur en 1990 et finit par être consacré «Fête de la Victoire» par un décret en 1993. Parallèlement, le 20 Août qui rappelle tout à la

face dit l'un, «mais nous nous étions en face et l'ennemi, ici, retorque le second. Slim quand je serais grand je serais ancien moudjahid».

16) *El Moudjahid* 1/11/92 : «Les gens ont tendance à oublier leur histoire et le 1er Novembre. Pourquoi ailleurs dans d'autres pays, les gens sont fiers et pressés de sortir leur drapeau pendant les journées de fêtes nationales.

17) A la fin des années 80 apparaissent des associations dites Novembre sans lien apparent entre elles : une à Batna, une à Tghlil Imoula. La première publie une revue *Tourath* la seconde dirigée par Ali Zamoum ne semble pas activer outre mesure.

18) Retour tardif de mémoire ? choix conflictuel de mémoire ? Il faut se souvenir qu'en 1954, le M.T.L.D. avait décrété le 5 juillet «journée de deuil national», et avait appelé les Algériens à s'abstenir de réjouissances et de plaisirs. C'est l'anniversaire de la capitulation de 1830. Plus ? On peut lire dans «*El Moudjahid* n° 60 du 16 juillet 1930 : «5 juillet 1830, une date à effacer de l'Histoire de notre pays». Mais en 1961, le G.P.R.A. fait du 5 juillet «la journée nationale contre la partition», et son mot d'ordre de grève générale est largement suivi. La solution par «le 5 juillet, fête de la jeunesse» a-t-elle pour objectif son évacuation de l'Histoire ?

fois l'offensive de Zirout Youcef en 1955 et la tenue du Congrès de la Soummam en 1956 prend une place de plus en plus importante. Ce n'est pas un jour férié, mais rassemblements, gerbes de fleurs, discours, articles de presse, films TV, sans cesse plus nombreux, montrent le statut particulier acquis par cette date dans la politique de l'O.N.M. Privilégier ainsi le 20 Août, correspond à une stratégie précise. Mais ce phénomène est encore trop récent pour pouvoir être convenablement analysé. Nous ne pouvons qu'esquisser deux «hypothèses». Août 1955, c'est la Wilaya II de Zirout Youcef qui se met en valeur, Ali Kafi lui succède; août 1956, c'est Abane Ramdane en Wilaya III qui affirme deux principes qui ne seront jamais respectés : la primauté de l'intérieur sur l'extérieur, du politique sur le militaire. Or, jusqu'en 1955 avec la Wilaya I, les Wilayas II et III estiment être les seules à supporter le poids de la lutte. D'autre part, en 1956 la révolution reçoit l'appui de toutes les couches sociales; et surtout ceux qui firent 1954 sont soit décédés, soit en prison, soit à l'extérieur. Enfin, il est peut-être intéressant de se rappeler que pour Houari Boumediène : «En 1956, la guerre s'est transformée en révolution sociale dans toute l'acceptation du terme». Réécriture, relecture de l'histoire, que Krim Belkacem ne partageait pas. Pour lui, après le 1er Novembre 1954 le 19 septembre 1958, date de la proclamation du GPRA «est le jour le plus glorieux de notre Révolution, c'est une date décisive de la libération de notre pays que l'Algérie enregistrera» le 19 septembre, aujourd'hui, plus personne ne l'évoque (19).

II. — La construction de la mémoire, ses pièges (?)

La mémoire de deux cas d'histoire.

Lors de la séance de clôture du colloque sur *Mémoire et Enseignement de la guerre d'Algérie* organisé à Paris en mars 1992, Mohamed Harbi avait signalé que «cette guerre était inégale dans diffusion de l'information»; et il avait mis en garde : «si l'on situe cette histoire sur le seul terrain de la mémoire, on prend un risque énorme. Celui de relancer cette guerre, de ne jamais la terminer» (20)

19) Karim Belkacem, alors vice-président du G.P.R.A. et ministre des Forces Armées, avait déclaré que le 19 septembre «après le 1er novembre 1954, le jour le plus glorieux de notre révolution (est) une date décisive de la libération que l'Algérie enregistrera comme la consécration de notre souveraineté... in «*El Moudjahid*» n° 30 du 10 octobre 1958.

20) Actes du Colloque : *Mémoire et Enseignement de la Guerre d'Algérie.* - Tome 2, p. 556..

M. Harbi se place au niveau des rapports algéro-français et surtout au niveau des rapports algéro-algériens que son observation prend tout son sens.

Que la mémoire ne soit l'histoire, tout le monde en convient. Qu'elle soit un objet et une source pour l'histoire, c'est l'un des grands acquis de l'historiographie contemporaine. *Le danger est dans son utilisation exclusive*. La mémoire a pour corollaire l'oubli, la partialité et elle n'est que rarement spontanément enregistrée. Elle vaut autant par celui qui la livre que par celui qui la sollicite.

Toutefois, Mohamed Teguaia avait prévu qu'il est difficile de faire l'impasse sur les souvenirs de ceux qui ont vécu cette période - lui-même acteur, ayant rédigé une histoire à fleur de peau, une histoire à la construction de laquelle il a apporté sa contribution, note que l'utilisation des témoignages «n'est plus un choix... mais un impératif : puiser chez les témoins encore vivants les connaissances qu'ils ont eu tenant compte de la faillibilité de la mémoire, des tendances à l'embellissement ou à la mégalomanie» (21).

Mégalomane, Fathi Dib dans ses mémoires ? La critique sévère de Gilbert Meynier veut le montrer. Fethi Dib monte un Abane Ramdane agressif, sûr de lui, injuste envers ses compagnons d'armes, notamment envers Ben Bella. On apprend par ailleurs que Krim Belkacem n'était pas moins bien traité. Pour ce dernier, le livre de Lebjaoui n'est que «témoignages fragmentaires et partiels» (22). L'un des témoignages les plus durs est celui de Lakhdar Ben Tobbal qui semble avoir une vision hypercritique des événements.

A son sujet, en effet, Mohamed Harbi rapporte ces durs propos tenus à Tunis en 1960 : «Il était possible d'avoir six politiques différentes, six stratégies différentes et aussi six peuples différents comme il existait six wilayas différentes» (23). Trente ans plus tard ses «fragments de mémoires» recueillis par D. Djerbal sont tout aussi amers (24). Ben Tobbal reste sans complaisance, sinon sans illusion.

C'est pourtant en se basant sur les souvenirs de militant qu'est généralement évoquée cette journée du 1er Novembre. Le compte des

21) Teguaia, Mohamed - *l'Algérie en guerre*. Alger, OPU, 1984 p. 11.

22) In Harbi M., *Archives de la Révolution Algérienne* 1981 - Paris, Ed. Jeune Afrique, 1981, p. 177.

23) Harbi Mohamed, *Le FLN, mirage et réalité*. Paris, éd. Jeune Afrique, 1980, p172.

24) In *NAQD*, n° 4 janvier-mars 1993.

actions entreprises ce jour-là varie de vingt à trente huit, mais je ne retiendrai que deux : l'affaire du car Biskra-Arris et celle d'Oran. Deux affaires aux antipodes l'un de l'autre dans leur traitement par la mémoire collective et par la mémoire historique.

Etude de cas : le car Biskra-Arris

De tous les événements qui eurent lieu le 1er Novembre, l'affaire de car Biskra-Arris a en effet été la plus médiatisée et la plus travaillée par les historiens.

Comment cet événement est-il présenté ? J'ai relevé huit versions. Trois peuvent être écartées car, si elles s'intéressent au 1er Novembre dans les Aurès, elles se contentent d'en donner les grandes lignes (25). Par contre, les cinq autres - en langue française - nous fournissent des détails d'un intérêt certain. Quatre versions se fondent entièrement sur les souvenirs de militants, sur la mémoire plus ou moins travaillée des militants. La cinquième est celle de Gilles Marninet (26).

La plus connue des versions (version A) est celle d'Yves Courrière. Elle date de 1968 (p. 333 édition de 1971); la seconde (B) est celle de Djelloul Bougoffa présentée par M. Kaddache dans son ouvrage *Récits de feu* (SNED, 1977); la troisième (C) est celle recueillie par *El Moudjahid* du 20 août 1992 et la quatrième (D) est celle de Larbi A. Madaci dans *El Watan* du 1/11/1992 (27).

L'analyse comparée de ces quatre versions s'est faite autour de cinq éléments d'informations : le lieu, les protagonistes, les faits, les directives et les objectifs.

Le lieu : A — au km 79 à 18 km d'Arris-Canon de Tighnimine,

B — Georges de Tighnimine - Taghit,

C — Foug el Khanga,

D — Taghit.

25) Il s'agit de trois conférences données lors du 1er colloque national d'histoire, tenu à Alger en 1981 et publiées par la Revue *Awal november*.

26) In *France-observateur* du 16 décembre 1954.

27) Cf. bibliographie.

Les protagonistes

- d'un côté A — Hadj Sadok Caïd de M'chounèche, Guy Monnerot et son épouse,
B — Caïd de M'chounèche et le coup d'instituteurs, les Monnerot,
C — Un Caïd, l'instituteur et sa femme,
D — Un Caïd.
- de l'autre A — Chihani Bachir, Mohamed Sabaïhi un complice : Djamel Hachemi (chauffeur de car),
B — Aucun nom sauf celui du seul Moudjahid encore en vie Djeghourî Lembarek
C — Sabaïhi Mohamed uniquement
D — Sabaïhi qui rend compte à Ben Boulaïd.

Les faits

- A — Chihani fait descendre du car le caïd et les époux Monnerot - le Caïd le menace de loin Sabaïhi tire, l'abat et touche les deux Européens.
B — Le Caïd voulut tirer sur le djoundi... sentant leur camarade en danger, deux Djounoud tirent sur le caïd... atteignirent (les Monnerot).
C — Le Caïd sortit du car pistolet au point... Sabaïhi le mit en joue et le blesse, l'instituteur sortit pour lui porter secours - un deuxième coup de feu claqua et l'instituteur par erreur s'écroula, sa femme sortit et fut blessée malencontreusement par le Moudjahid fébrile.
D — Incident provoqué par le caïd.

— Les objectifs

- A — Chihani veut savoir ce que pense le caïd de M'chounèche,
B — Intention était d'expliquer aux voyageurs ce qui se passait dans le pays,
C — Aucune explication,
D — «on vous a dit et répété de distribuer des tracts et d'expliquer notre combat», s'écrit Ben Boulaïd.

— Les directives

- A — Attaquer les militaires et les musulmans favorables à la France... Ne touchez pas à un civil européen,
B — Couper les mouvements de la gendarmerie
C — Embuscade à l'autobus Biskra-Arris,
D — Ne pas tirer mais expliquer.

En fait la mort de Guy Monnerot, jeune instituteur perdu dans les farouches montagnes du massif de l'Aurès a été parfaitement exploité par les services du G.G.A. et par la presse de l'époque. Voilà des gens qui prétendent vouloir mettre fin au système colonial et qui assassinent froidement un instituteur ! Il sera fait la première victime civile de la guerre. L'histoire et les historiens auront comme tel enregistré cet événement. L'histoire locale, celle qui évite les sommets pour ausculter les mouvements du terrain.⁽²⁸⁾ se veut plus précise, sinon plus exigeante. Le terrain choisi est la bonne et paisible ville d'Oran. Un crime est découvert dans la nuit du 1er novembre dont est victime Samuel Azoulay, chauffeur de taxi. Le lien entre ce qui est présenté comme un crime crapuleux et les attentats terroristes n'est pas tout de suite établi. C'est *Oran Républicain* du 8/11/1954 qui annonce qu'en fait Azoulay est la première victime du terrorisme, assassiné qu'il fut vers 23h le 31 octobre par le groupe de Chariat Ali Chérif sous les ordres de Ben Alla. Pas plus que la mort de Monnerot, celle d'Azoulay ne fut programmée, seule différence : le groupe Chariat connaissait parfaitement Azoulay pour avoir à plusieurs reprises loué ses services pour être presque tous originaires de Mascara.

— Le groupe Chariat face à la mémoire et aux sources

Si la mémoire collective locale a retenu le nom de Chariat (rue et collège portent son nom) c'est surtout parce qu'il fut guillotiné en février 1958, mais il semble oublié que c'est précisément à cause de cet attentat. La mémoire historique par contre n'a même pas inscrit

28) Problème posé au colloque sur «*mémoire et enseignement*». Relevons en particulier :
René Galissot : «l'histoire n'est plus à faire à partir du sommet... C'est l'histoire dans son épaisseur sociale qui reste maintenant à faire». p. 557
Benjamin Stora : «on a besoin aujourd'hui d'une histoire à hauteur d'homme...»
En fait, Mostéfa Lacheraf dans «Algérie; Nation et société», p. 33 avait souhaité «qu'un jour, on écrira l'histoire de cette révolution, non pas au sommet... mais à la base, au stade où l'action a pris le plus de volume, le plus de sens».

son action (attaque d'une caserne en réalité) dans la liste des événements, marquants le 1er Novembre (29).

Il est vrai que la mort tragique d'un jeune instituteur frappe plus l'imaginaire que celle d'un chauffeur de taxi, fut-il brave fils de famille. La presse d'Oran a même évoqué l'hypothèse d'un règlement de compte dans le milieu oranais.

Une fois établie la relation entre la mort d'Azoulay et le groupe Chariat, pendant urbain du groupe Zabana et du groupe Ben Abdelmalek Ramdane, tous sous les ordres de Hadj Benalla,³⁰ l'occultation de l'action de Chariat, (l'attaque d'une caserne avait échoué) par les historiens et les mémorialistes ne se comprend plus. Le problème serait dans les présupposés des uns et des autres et dans le choix des sources.

Les Aurès ont toujours eu la réputation de région dangereuse, farouche, en révolte permanente contre le pouvoir central quel qu'il fut. Pour le système colonial, c'est la part du feu; l'évacuation de la population européenne d'Arris et de Foug Toub dès le 3 novembre, illustre bien. Oran par contre est la ville moderne, à majorité européenne, la belle réussite française en terre africaine. C'est la ville calme, aux mœurs civilisées. L'assassinat de l'instituteur s'explique et rend bien l'image que l'on a des Aurès (31). Il cadre parfaitement avec les idées toutes faites. Le destin tragique de Samuel Azoulay paraît bien plus terne presque moins noble. La différence de statut et de situation rendent la mort inégale. Azoulay et Chariat paraissent s'entraîner mutuellement dans l'oubli, victimes une seconde fois d'une autre inégalité : celle de la diffusion de l'information (pour reprendre la formule de Mohamed Harbi). Au jeu de la balance de l'histoire le «couple» Azoulay-Chariat ne pèse guère devant les Aurès et Monnerot.

29) Yves Courrière en parle comme d'un fait-divers, mais ni Harbi, ni Djamila Amrane, ni Douzon, ni Alister Horne, ni Henri Alleg, ni la revue *Awal November* n'en font mention. Aucun rappel précis dans la presse à grand tirage... Le Musée du Moudjahid à Alger ne l'a pas porté sur sa carte récapitulative des événements de Novembre 1954.

30) J'en renvoie aux comptes rendus des procès publiés au cours du mois de janvier 1955 par la presse d'Oran.

31) Dans son ouvrage : «Dans les Aurès, sur les pas des Rebelles», Jean Servier ne fait montre d'aucun signe d'inquiétude quant au danger qu'il risquait d'encourir en se trouvant au cœur des Aurès cette nuit du 1er Novembre.

«La réalité propose et l'imaginaire dispose» (Pierre Nora).

N'y aurait-il pas un problème de sources ? Avec les témoignages, la source privilégiée, parce que plus accessible est la presse. La lecture des bibliographies des ouvrages consacrés à la guerre de libération, montre que la presse d'Alger (*Echo d'Alger*, *Dépêche Quotidienne*, *Dernière Heure*, *Journal* - et celle de Constantine (*Dépêche*) sont autrement plus consultées que les journaux d'Oran (*Echo* et *Oran Républicain*). Il se trouve que *l'Echo d'Oran* avec son hebdomadaire du dimanche prétendait avoir le plus fort tirage de l'Afrique du Nord. *Oran Républicain* était le seul quotidien socialiste du pays (32). Une lecture comparative de ces titres montre que chacun s'occupait des problèmes de son département et ouvrait timidement ses colonnes aux autres. *L'Echo d'Oran* plus que ses confrères, malgré des positions particularistes anti-algéroises, s'intéressait aux trois départements. La presse qui n'est qu'une presse locale qui mettait en évidence les faits survenus dans le département, seuls les événements particulièrement marquants des autres départements étaient évoqués. Il y aurait donc un problème de prise en charge de l'événement par l'historiographie (33). Il y aurait un problème de traitement de l'événement tant par les contemporains qui l'ont vécu que par les historiens qui l'ont analysé.

III. — Le traitement de l'événement : hier et aujourd'hui

— Identifier les acteurs.

Nous voilà donc face à un événement qui va marquer l'histoire de l'Algérie et sa situation politique actuelle. Et pourtant, il n'existe

32) Ont été dépouillés ; «*l'Echo d'Oran*», «*Oran Républicain*», «*l'Echo d'Alger*», «*La Dépêche quotidienne*»..

33) Paradoxe 1 : le traitement par la presse coloniale des événements de la nuit du 1er Novembre est à la mesure de la réaction de l'administration et de la société coloniales. Or c'est cette presse que l'on présente dans les expositions, dans les films et qui est la principale source des études sur cette période. Elle participe donc activement à la fabrication de la mémoire collective.

Paradoxe 2 : Après 1962, la mémoire collective et la mémoire officielle tiennent un double discours : le 1er Novembre : c'est l'Algérie entière qui s'est embrasée et d'autre part et a contrario (?), le 1er novembre, c'est d'abord les Aurès et peut-être la Kabylie...

La questions pourrait être formulée ainsi : dans quelle mesure les problèmes politiques post-indépendance ont-ils déterminé le statut de chacune des actions menées le 1er Novembre 1954 ?

aucun livre qui présente la somme des actions menées ce jour là. L'ouvrage de Mohamed Harbi (34) nous donne en effet les tendances lourdes et ne s'attarde pas dans les détails. Celui de Larbi Zoubeiri (35) remonte à l'Emir Abdelkader. Par ailleurs, les articles sont à peine plus nombreux et celui d'Annie Rey-Golzeiguer conserve toute son actualité même si les travaux d'O. Carlier et de D. Djerbal qui lui répondent en le complétant douze ans plus tard, n'y font pas allusion (36).

En fait aujourd'hui, on assiste beaucoup moins à un débat entre historiens qu'à un traitement journalistique de l'événement. Journalistes qui polémiquent quarante ans après avec la presse de l'époque.

— Comment ont-ils vécu l'événement ?

Lorsqu'éclata l'insurrection du 1er novembre, il était des questions que l'on ne se posait pas : qui sont-ils vraiment ? que veulent-ils ? et des questions que l'on se posait : combien sont-ils ? où sont-ils ?

Qui sont-ils ? que veulent-ils ?

Parce qu'à prononcer, les mots FLN/ALN sont difficiles, «ils cherchaient un effet de peur» sur les populations en parlant des fellaghas (*Echo d'Oran* 8 novembre), bandits, terroristes, hors-la-loi. *Le Journal d'Alger* évoque le F.L.N. dans son numéro du 2 novembre, mais il est bien seul - *Oran républicain* dans un article de Joseph Begarra mentionne pour la première fois le sigle FLN seulement le 28 décembre. Par contre, le quotidien socialiste d'Oran est le seul à tenter une analyse politique en imputant au CRUA, l'insurrection. *L'Echo d'Alger* ironise sur *Grine Belkacem, 27 ans, le*

34) Harbi, Mohamed - 1954, *La guerre commence en Algérie*. Bruxelles : Ed. Complexe, 1984.

35) Zoubeiri, Larbi. *La première année de la Révolution*, Alger, ENAL, 1982 (en langue arabe).

36) Rey-Golzeiguer, Annie. «Réflexions sur le déclenchement de la lutte armée en Algérie. Le 1er Novembre 1954; Continuité ou rupture ?» in *Cahiers de Tunisie*, tome XXIX, n° 117-118, 3e et 4e trimestre 1981.

Carlier, Omar. «La Guerre d'Algérie et ses prolégomènes. Note pour une anthropologie politique de la violence politique». in *NAQD*, n° 4, janvier-mars 1993.

Djerbal, Daho. «Civil ou militaire. La question du pouvoir dans le mouvement national» (1ère partie). Ibid.

Rodrigue d'un nouveau genre... truant sans foi ni loi que certains individus (déjà, voudraient présenter au public comme Siegfried ou Vercingétorix (37). Ben Abdelmalek Ramdane se fait passer pour le «Généralissime des Combattants de Dieu» à Mostaganem et Hadj Ali également à Souk-Ahras. Ben Bella le chef des tueurs est un aigri (38). Pour le Gouverneur général, Roger Léonard, c'est le MTLD/PPA (qui doit être tenu pour responsable, et plus précisément la fraction composée des «éléments les plus exaltés» celle du CRUA. Mais en tout état de cause, il paraît certain que les hors-la-loi opérant dans les Aurès comprennent un nombre restreint de fellagha tunisiens... (39). Il en est de même en Kabylie où les attentats sont l'œuvre d'un dizaine de groupes d'individus composés de mauvais garçons du pays mais aussi d'éléments troubles venus d'Alger et de la Métropole (40). L'Echo d'Oran avait rappelé à ses lecteurs que Ben Abdelmalek est un constantinois. A l'Assemblée Nationale à Paris au cours de la séance du 4 février, Blanchette en est encore aux bandes de fellaghas échappant à la poussée de nos troupes en Tunisie venues chercher refuge (dans les Aurès). Les débats aux Conseils Généraux d'Alger, Constantine et Oran n'apportent rien de nouveau quant à l'identification de ceux qui déclenchèrent l'insurrection.

Pourtant la proclamation du 1er Novembre avait été diffusée sous forme de tract un peu partout dans les boîtes aux lettres. Jean Burne de la *Dépêche Quotidienne* dit l'avoir reçue et la cite dans l'un de ses articles. *L'Echo du Dimanche* en publie un extrait en fac-similé ainsi que *l'Appel de l'ALN*.

Le dépouillement des publications du S.L.N.A. du Commandant Schoen et celle du service de l'Information du Gouvernement Général montre la même réticence à mentionner publiquement FLN et ALN.

Le S.L.N.A. publie parallèlement un *Bulletin Politique Mensuel* (BPM) et un *Bulletin de la Presse en Algérie* (BPA).

Le B.P.M. suit le PPA/MTLD à la trace : principaux personnages, intrigues, luttes internes, organisation en Algérie, ce n'est

37) *Echo d'Alger*

38) Ce n'est qu'en 1956 que Jacques Soustelle, multipliant les conférences et les articles finit par citer les noms et les qualités des chefs, ceux qu'il refuse de considérer comme des interlocuteurs valables.

39) Léonard, Roger. - *Les événements d'Algérie. Discours et allocutions...* Alger, Impr. Off., 1954.

40) *Le Monde* 5/12/1954.

qu'en 1956, que Jacques Soustelle, multipliant les conférences et les articles, va citer un à un les noms et les qualités des chefs, ceux qu'il refuse de considérer comme des «interlocuteurs» valables à l'Étranger (Égypte) (41). Tout semble y être, même le CRUA dont les actions restent difficiles à percevoir avec netteté : «ils travaillent dans la clandestinité complète». C'est à se demander si les historiens n'ont plus qu'à composer leur texte, qu'à mettre le tout en forme. Et pourtant, le Commandant Schoen qui suit attentivement la vie politique qui signale les trafics d'armes, reprend dans un additif au numéro d'octobre 1954, la thèse de l'Algérie calme «presque totalement indemne d'attentats».

Le 1er Novembre aussi fait une victime inattendue : le B.P.M. du Commandant, qui disparaît avec ce numéro d'octobre. Lorsqu'il reparait en juillet 1955, il se sera enrichi de trois nouvelles sous-rubriques : A. : Armée de Libération Nationale; B. : Front de Libération Nationale; C : M.N.A.

Le B.P.A., dont la publication se poursuit, n'est pas plus audacieux, puisque l'on ne mentionne le F.L.N. pour la première fois qu'en septembre 1955.

Dans la publication du Service de l'Information du G.G.A. intitulée *Articles de la presse française et étrangère concernant l'Algérie* (A.P.E.), seul un article du *New-York Times* daté du 19 décembre 1954 et publié dans le numéro 15 du 15 janvier 1955 signale «une armée de libération hétéroclite et fuyante». Dans aucun numéro des A.P.E. ne se retrouvent les mots ALN/FLN. Le *Christian Science Monitor* du 28 mars 1955 (APE 1er mai 1955) rappelle que *les premiers rapports officiels sur la lutte en cours dans les Aurès décrivaient les rebelles comme étant des fellaghas tunisiens*. Il faut attendre le quatrième trimestre 1955 pour que les A.P.E. publient des articles de la presse parisienne dans lesquels le sigle F.L.N. apparaît. Et Robert Lacoste ne prononcera pour la première fois : «F.L.N.» que le 1er juin 1956.

Le refus d'admettre l'existence d'un Front et d'une armée qui réclament la Libération Nationale de l'Algérie traduit le refus du fait national algérien. La nation algérienne n'ayant jamais existé nul ne

41) «Le mot d'ordre est venu de l'étranger», «c'est la «Voix des Arabes» qu'il faut faire taire» affirme et demande la presse coloniale, il se trouve que selon le témoignage d'Aït-Ahmed publié par «Libre Algérie» du 7 novembre 1992, dans la nuit du 1er Novembre, Ahmed Ben Bella avait lu sur les ondes de Radio Le Caire, une proclamation qu'ils avaient rédigées ensemble.

peut s'en réclamer ni a fortiori en réclamer la renaissance. «Mais devant cette révolte, on pense immédiatement à l'écroulement de l'empire romain», écrit Jean Brune (42). Il n'est pas le seul à évoquer les Numides. Les A.P.E. reproduisent un article publié par *Il Borghese* de Milan du 17/12/1954 qui compare ces événements au *Bullum Jugurthinum* et fait parler Salluste : *c'est cette coïncidence de fait qui me rend pessimiste quant à la possibilité pour les Français de terminer tôt cette partie en Afrique du Nord... nous en sommes à peine au début... Et pour y mettre fin il faudrait un Caius Marius, un général.*

Peu importe que l'Algérie ait été dans le passé le théâtre de violentes révoltes. Peu importe le programme du F.L.N., il suffit de régler les problèmes économiques et sociaux, contrôler la croissance démographique, juguler le chômage et ce n'est qu'en février 1956 que le B.P.M. se demande ce que veulent les rebelles ?

Mais combien sont-ils ? «Cinq douars fournirent deux mille volontaires» (*Gazetta del Popolo* de Tunis 28 novembre 1954) «Cinq cents hors la loi permanents (A. Leveuf, *le Monde* 22 janvier 1955), «500 à 1000» hommes pour le *New-York Times* du 19 décembre 1954, «quelques centaines» pour Jean Servier (*Monde Nouveau*, mars 1955). Edgar Faure parle de «300 criminels», pour *Oran Républicain*, ils sont un millier dans les Aurès. Plus tard, en novembre 1958 *El Moudjahid* donne le chiffre de 3000 combattants, chiffre que reprend Krim Belkacem un an après.

Entre-temps, le commandant Schoen évalue l'ALN en janvier 1956 à 10.000 hommes, en mars 1956 à 8050 réguliers et 21.000 supplétifs. Pour *El Moudjahid*, l'ALN porte ses effectifs à 40.000 en 1956.

C'est curieusement le chiffre de 300 donné par Edgar Faure que semble retenir la mémoire collective d'après quelques personnes interrogées. Mais le dépouillement des comptes rendus de procès, publiés par *l'Echo d'Oran* et *Oran Républicain*, pour les seules affaires qui concernent l'Ouest Algérien atteint presque le nombre de 200 personnes impliquées à différents degrés dans les actions menées en Oranie entre le 1er et le 8 novembre 1954.

Mais à défaut d'être en accord sur le nombre des personnes impliquées, presse et politiciens se retrouvent dans un bel ensemble pour dire que la population n'a pas suivi.

42) *Dépêche quotidienne*, du 3 novembre 1954.

La population restée calme et dans son immense majorité a manifesté sa vive réprobation (R. Leonard 9/12/1954). «Les populations musulmanes n'ont pas suivi pour les neuf dixièmes» estime Me Benbahmed à l'Assemblée Nationale où Quilici est certain du loyalisme des masses et l'*Echo d'Oran* de signaler que ce sont des villageois tant en Oranie qu'en Kabylie qui procèdent à l'arrestation des terroristes. Jean Servier organise ses premières harkas et F. Mitterand fait état de 64 goums levés dès novembre.

Ben Tobbal quatre ans après, affirmait que le peuple était derrière l'ALN et qu'il s'engageait dans une nouvelle phase de son histoire (*El Moudjahid* du 1/11/1958, n° 31). La construction d'une histoire du peuple tout entier se mettait en place qui cherchait tout à la fois à pénétrer dans les méandres de l'histoire locale et à établir une histoire nationale linéaire, anonyme, sans tâche.

— Identifier les rédacteurs

Comment vivent-ils l'événement ?

Un problème de méthode ?

Un bilan même partiel des travaux sur le 1er Novembre en particulier et la Guerre d'Algérie nous entraîne vers plus de questions que de réponses.

Du point de vue de la méthode, il est loisible de relever que :

- 1) les historiens cèdent la place aux journalistes dans les médias.
- 2) l'anonymat qui était la règle cède le pas devant la multiplication des biographies.
- 3) mais ces récits de vie ont la prétention d'être l'histoire. Ils s'accompagnent de récits de batailles, des manifestations, des attentats qui conduisent à un risque essentiel : l'émiettement de l'histoire. Nous y reviendrons.

Enfin de véritables lois se mettent en place :

- La lutte armée est la seule et unique solution au système colonial,
- Le peuple tout entier a adhéré au mouvement,
- C'est la paysannerie qui a tout supporté, qui a montré la voie, la bonne voie.

Le Journaliste de l'historien : «*El Moudjahid*» 1971, 1981, 1991. Pourquoi ces années ? *El Moudjahid* publie en novembre 1981 un numéro spécial à l'occasion de la tenue du 1er Congrès sur

l'histoire de la Révolution. En 1971, le journal n'avait consacré que 2 pages à la commémoration de l'événement, Boumediène s'occupait alors des problèmes économiques. En 1981, deux historiens M. Kaddache et D. Sari ont droit à une page et ce sera la dernière. Le premier pose le problème de l'accès aux archives, le second tout en demandant la réfutation de l'historiographie coloniale, demande de mettre en valeur «les différents aspects de la résistance». En 1991, aucun historien n'est sollicité dans aucun Journal d'expression française tout au moins. Ce glissement me semble en fait avoir commencé dans le milieu des années 1970. Comment l'expliquer ? C'est la première question sans réponse.

Mais *El Moudjahid* n'est pas le seul. L'hebdomadaire *Révolution africaine* a la même attitude et à aucun moment dans aucun des numéros parus entre 1968 et 1993, il ne fait appel aux historiens. Les envolées lyriques sur l'Eternel Novembre, les grandes questions : D'où venons-nous ? où en sommes-nous ? où allons-nous ? (1979), les grands principes sur le rétablissement de la vérité historique (1980) sur la mémoire à redécouvrir (1981) ne sont jamais que la reprise des préoccupations politiques de l'heure. Préoccupations qui ne sont pas toujours celles des historiens. Pour la petite histoire, il faut signaler la reprise par Z. Zemzoum en 1979 d'un poème, sans référence à l'auteur. Il se trouve que ce poème de Kateb Yacine avait été publié par *Révolution Africaine* en 1968 ! «ALN-FLN tel est notre alphabet».

L'attitude la revue *Awal novembre* n'est guère différente. Aucun article sur le 1er novembre. Et si en 1981-1983 la revue fait un effort extraordinaire en publiant l'ensemble des conférences du 1er Congrès de 1982 sur la révolution, elle se contente de consacrer deux pages à celui de 1984 et autant à celui de 1985. Comment comprendre ce recul ?

Par contre *Algérie Actualité* en 1992 ira à contre-courant en publiant tout le mois de novembre durant des articles d'historiens : Dj. Amrane, M. El Korso, O. Carlier, D. Djerbal entre autres et surtout un article provocateur de H. Zahouane «en finir avec les mythes et les stratégies de récupération».

De l'anonymat aux biographies

En tout état de cause, l'anonymat est la règle dès 1962. Le slogan «un seul héros le peuple» impose une norme stricte : ne citer aucun nom sinon, les noms des chouhada et en général toujours les mêmes. Une étude serait à faire sur ces biographies officielles. Mais

les biographies se multiplient qui concernent les héros connus ou oubliés. Rares sont celles qui évoquent les militants de la première heure et aucune ne concerne ceux qui sont encore en vie. Le retour de Mohamed Boudiaf dans la mémoire collective correspond à son retour aux affaires. Aït Ahmed et Ben Bella n'auraient pas participé au 1er Novembre.

La multiplication des biographies tant dans la presse quotidienne que dans la revue *Awal November* a des avantages certains. Elle permet de connaître les grands acteurs mais également les intentions des responsables de la publication.

Mais alors comment comprendre que ce soit un cousin et un neveu de Larbi Ben M'hidi qui l'évoquent, sans se citer, à quatre ans d'intervalle ? Que ce soit Rabah Zamoun qui publie un article sur son père, le colonel Si Salah. Comment comprendre que la population des Aghribs s'insurge contre le fait que Didouche Mourad soit oublié ? N'est-ce pas elle qui est oubliée.

En 1993, lors de la cérémonie commémorative de la mort de Ben Boulaïd le débat verse dans la polémique : «des jeunes n'admettaient pas la version de la mort suspecte de Ben Boulaïd». (*El Watan*). Ils reprochent à leurs aînés d'avoir laissé le peuple dans l'ignorance. Commentaire du journaliste : «Assurément, aucune tentative sérieuse visant à la restauration de notre mémoire collective n'a été entreprise à ce jour, nonobstant certaines actions fragmentaires».

L'appréciation du journaliste est plutôt pessimiste. En effet, outre les mémoires des militants, sont publiés des courts récits de vie, de batailles, etc. Le problème est qu'aucun ne répond aux règles de l'histoire locale celle qui tout en donnant leur dimension humaine aux actions, les placerait dans une perspective nationale. L'histoire locale aurait eu à présenter l'apport du douar, du village, de la ville à la lutte de libération. Or, ce qui est donné est la volonté de prouver que le douar, etc... a joué un rôle plus important que le voisin. Le risque rarement évité est dans la surenchère et l'adversaire d'hier est oublié au profit des luttes d'aujourd'hui. C'est l'émiettement de l'histoire.

Enfin des lois sont mises en place. J'en retiendrais trois que j'estime essentielles :

— la lutte armée n'a aucune alternative, or la proclamation du 1er Novembre appelle à l'ouverture de négociations,

— le 1er Novembre était attendu de tout le peuple, or Boumédiène lui-même signale que c'est l'année 1956 qui voit entraîner les masses dans la lutte,

— Le 1er Novembre est le fait de la paysannerie : *Révolution Africaine* de novembre 1968 écrivait : «depuis la prometteuse nuit d'où partit la lueur d'une balle tirée par un anonyme paysan...».

Cette loi fait bonne mesure de l'origine sociale de ceux qui ont dirigé le 1er Novembre et ne dit pas ce que sont les paysans. Faut-il leur assimiler les montagnards des Aurès et de Kabylie ?

CONCLUSION

Il reste encore beaucoup à dire sur cette «nuit prometteuse». J'ai signalé qu'il manque au moins la liste de ceux qu'il l'on vécue.

Je ne sais si «le temps des vérités partielles» est arrivé, comme le souhaite Mohamed Harbi, mais le temps est arrivé où chacun devrait exercer son métier. Il est peut être temps de laisser l'histoire aux historiens, ce qui aurait pour effet bénéfique de donner à la mémoire toute sa place mais uniquement sa place et ce qui éviterait de lire encore en 1992, en 1993, sous la plume de journalistes les expressions «Nuit de la Toussaint», «fils de la Toussaint», «insurrection du nord constantinois». Qu'est-ce que la Toussaint pour un algérien de 1993 ? Mais c'est une autre histoire, celle d'une sorte de transfert insidieux de mémoire.

Fouad SOUFI

*Conservateur en chef aux Archives nationales,
Chercheur associé au CRASC, Oran*

BIBLIOGRAPHIE

Archives imprimées

Documents officiels :

Ministère de l'Information et de la Culture, direction de la Documentation et des Publications. Discours du Président Boumédiène (1965-1977). Cinq tomes

Assemblée algérienne, 1954; Chambre des députés, 1954; conseils généraux d'Alger, Constantine et Oran, 1954.

S.L.N.A. : Bulletin de la presse d'Algérie.

G.G.A., Service information et documentation : Articles de la presse française et étrangère concernant l'Algérie.

Presse :

Ont été consultés les journaux suivants, numéros parus en novembre :

«*La République*», 1963-1978; «*El-Moudjahid*», 1969-1992; «*Horizons*», 1988-1992; «*Algérie-Actualité*», 1966-1992; «*Révolution africaine*» 1969-1992; «*Alger républicain*», 1989-1992; «*Le Matin*», 1990-1992; «*El Watan*», 1989-1992; «*Le Nouvel Hebdo*» puis «*l'Hebdo-Libéré*», 1990-1992; «*Le pays-Tamurt*», 1991-1992.

Articles de Presse

AIT-AHMED, Hocine. — «Comment nous avons pris les armes». in «*Libre Algérie*», n° 4 7/11/1992.

AITOU. — «Les femmes algériennes dans la guerre. les héroïnes de l'ombre». in *El Watan*, du 7 juillet 1993.

BENKHEDDA, Ben Youssef. — «La crise du PPA/MTLD fut l'étincelle de la Révolution de Novembre». in *El Moudjahid* du 28/10/1990.

BOUDIAF, Mohamed. — «La préparation du 1er novembre». in *El Jarida*, n° 15, 1976.

BOUHOUCHE, M.T. — «Novembre entre mémoire et relecture». in *Horizons* du 1/11/1992.

CHEURFI, Achour. — «Ils vont préparer novembre». in *El Moudjahid*, du 1/11/1981.

CHORFA, Hamid. — «Le Novembre qui n'a pas eu lieu». in *Horizons* du 1/11/1992.

DAHMANI Saïd. — «Que reste-t-il de Novembre» ? in *El Watan* du 5/11/1992. De la libération aux libertés. in *El Moudjahid* du 30/10/1991.

HARBI, Mohamed. — «Le temps des vérités partielles». in *Algérie-Actualité* du 29/10/ au 4/11/1992.

«Interrogations sur Novembre». in *Le Matin* du 5 Novembre 1992.

LACHERAF, Mostefa. — «Le 1er novembre, un examen de conscience pour la Nation». Entretien réalisée par Rabah Chichioui. in *Horizons* de 2 novembre 1992.

MADACI, Larbi. — «Novembre 1954/Baptême de feu». in *El Watan* du 1/11/1992.

Zahouane, Hocine. — «En finir avec les mythes et les stratégies de récupération». in *Algérie-Actualité* du 25/11 au 1/12/1992.

Articles et ouvrages

ABBAS, Ferhat. — *Autopsie d'une guerre : l'Aurore*. - Paris Garnier, 1980.

ABDOUN, Mahmoud. — *Témoignage d'un militant du mouvement nationaliste*. - Alger : Ed. Dahlab, 1990.

AGERON, Ch. — *Histoire de l'Algérie contemporaine*. - 6è éd. Paris : P.U.F., 1983. Coll. Que-sais-je ? n° 400.

AGERON, Ch. Robert. — «L'opinion française devant la guerre d'Algérie». - in *Revue Française d'histoire d'Outre-Mer*, Tome LXIII, n° 231, 2e trim. 1976.

ALLEG, Henri et Alii. — *La Guerre d'Algérie*. - Paris : Temps Actuels, 1981. - Tome 1.

AMRANE, Djamilâ. — «L'extension de la lutte armée pendant les premières années de libération nationale». - in *Le retentissement de la Révolution algérienne. Colloque international d'Alger (24-28 novembre 1984)*. - Alger/Bruxelles : Enal-Gam, 1985.

AMRANE MINNE Djamilâ Danièle. — *Femmes au combat. La Guerre d'Algérie (1954-1962)*. - Alger : Ed. Rahma, 1993.

BENNOUNE, Mahfoud. — «Les fondements socio-historiques de l'Etat algérien contemporain». - in *L'Algérie et la modernité* (ss. la dir. d'Ali El Kenz) : Dakar, Codesria, 1989.

BENTOBAL, Lakhdar. — «Fragments de mémoire». in *NAQD*, n° 4, janvier-mars 1993.

CARLIER, Omar. — «Boutlélis HAMOU (1920-1957), Chef régional de l'O.S. en Oranie. Charisme local et leadership». — in *Biographie et Histoire sociale*. Oran : URASC/LAHASC, cahier n°5, octobre 1991.

CARLIER, Omar. — «La Guerre d'Algérie et ses prolégomènes. Note pour une anthropologie historique de la violence politique». — in *NAQD* n° 4, janvier-mars 1993.

CAUDRON, A., MEYNIER, G et STORA, B... — ENA/PPA. — «Les neuf chefs historiques (...)», in *Parcours*, n° 16-17, 1992.

CHENTOUF, Tayeb. — «Le journal «Le Monde» et le Premier Novembre 1954». — in *Retentissement de la Révolution algérienne...*

CHEIKH, Slimane. — *L'Algérie en armes ou le temps des certitudes*. - Alger : O.P.U., 1981.

COURRIERE, Yves. — *Les fils de la Toussaint*. - Paris : Fayard, 1968.

DIB, Fethi. *Abdelnasser et la Révolution algérienne*. - Paris, l'Harmattan, 1985.

DJERBAL, Daho. — «Civil ou militaire, la question du pouvoir dans le mouvement national en Algérie» (1ère partie). in *NAQD*, n° 4, 1993.

GALISSOT, René. — «La Guerre d'Algérie ; la fin des secrets et le secret d'une guerre doublement nationale», in *Le mouvement social*, n° 138, 1987.

HARBI, Mohamed. — *Aux origines du FLN ; le populisme révolutionnaire en Algérie*. - Paris : Bourgois, 1975.

HARBI, Mohamed. — *Le FLN, mirage et réalité*. - Paris : Ed. Jeune Afrique, 1980.

HARBI, Mohamed. — *Archives de la Révolution algérienne*. - Paris : Ed. Jeune Afrique.

HARBI, Mohamed, 1954. — *la guerre commence en Algérie*. - Bruxelles : Ed. Complexe, 1984.

HARBI, Mohamed. — «Questions de méthode : à propos de «le FLN, mirage et réalité». - in *NAQD* n° 2, 1992.

KADDACHE, Mahfoud. — *Récits de feu* (présentation de...). — Alger : SNED, 1977.

KADDACHE, Mahfoud. — «ENA-PPA-MTLD. Permanence de la revendication de l'indépendance». - in *l'ENA et le mouvement national algérien*. — Paris : centre culturel algérien, 1988.

KADDACHE, Mahfoud et SARI, Djillali. — «L'Algérie dans l'histoire : la résistance politique (1900-1954) et les bouleversements économiques». - *Coll. Histoire de l'Algérie* tome 5. Alger : ENAL/OPU, 1989.

LEBJAOUI, Mohamed. — *Vérités sur la Révolution algérienne*. - Paris : Gallimard, 1970.

LOUIS, Marie-Victoire. — «Emilie Busquant. Madame Messali» in *Parcours*, n° 13-14, octobre 1990.

MAADAD, Messaoud. — *Guerre d'Algérie. Chronologie et commentaires*. - Alger : ENAG, 1992.

MANCERON, Gilles et REMAOUN, Hassan. — *D'une rive à l'autre. La Guerre d'Algérie, de la mémoire à l'histoire*. — Paris, Syros, 1993.

MANDOUZE, André. — «L'histoire, l'acteur et le témoin : préalables méthodologiques à une approche scientifique d'une guerre de libération». - in *Retentissement de la Révolution algérienne...*

MEYNIER, Gilbert. — «Les algériens vus par le pouvoir égyptien pendant la guerre d'Algérie d'après les Mémoires de Fathi Dib». - in *NAQD*, n° 4, 1993.

OUERDANE, Amar. — *La question berbère dans le mouvement national algérien (1926-1980)*. — Alger : Digraphe/Dar El Ijtihad, 1993.

REMAOUN, Hassan. — *Sur l'enseignement de l'Histoire en Algérie ou la crise identitaire à travers (et par) l'Ecole*. Oran : URASC, 1992.

Retentissement (le) de la Révolution algérienne : Colloque International d'Alger (24-28 novembre 1984). - Alger/Bruxelles : ENAL/GAM, 1985.

REY-GOLDZEIGUER, Annie. — «Réflexions sur le déclenchement de la lutte armée en Algérie, le 1er novembre 1954 : continuité ou rupture ?» in *Les cChiers de Tunisie*, tome XXIX, n° 117-118, 1981.

STORA, Benjamin. — «Ben Boulaid Mostéfa (1917-1956)». — in *Recherches biographiques sur l'Algérie, (1930-1962)*, n° 3, 1985.

STORA, Benjamin. — «Didouche Mourad (1922-1955)» in *Parcours*, n° 4, 1985.

STORA, Benjamin. — *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la Guerre d'Algérie*. — Paris : Ed. La Découverte, 1992.

TEGUIA, Mohamed. — *L'Algérie en guerre*. - Alger, O.P.U., 1981.

TEMIMI, Abdjallil. — *Aux origines de la Révolution algérienne*. - in *Revue d'histoire maghrébine*, n° 41-42, juin 1986.

TRODI, El Hachemi. - *Larbi Ben M'hidi*. — *L'homme des grands rendez-vous*. Alger : ENAG, 1991.

**COMPARAISONS
ET INTERACTIONS DES MOUVEMENTS
DE RÉSISTANCE ARMÉE**

La résistance violente des étudiants zeitouniens entre 1952 et 1954
par Mohamed DHAIFALLAH

(Voir texte dans la partie arabe p. 81)

L'insurrection du 20 août 1955 en Algérie. De la Résistance armée à la guerre du peuple

Quand a commencé la guerre d'Algérie ? La réponse traditionnelle, le 1er novembre 1954, retient la date choisie par le FLN pour annoncer son existence et son programme : le déclenchement de «la véritable lutte révolutionnaire». Sa proclamation présentait toutefois «une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises» et n'appelait pas à la mobilisation générale pour une guerre du peuple ⁽¹⁾. Or, dès après le 20 août 1955, la plupart des responsables français ont eu conscience que «les bandes rebelles», comme on les appelait alors en France, avaient réussi à enrôler la paysannerie algérienne. Il n'était plus question de résistance armée ou d'actions de fellaga venus disait-on, de Tunisie, mais d'une guerre du peuple animée et conduite par le FLN et l'armée de libération nationale. Pour la France comme pour les militants nationalistes algériens, la Révolution annoncée le 1er novembre devenait la guerre d'Algérie. Que s'était-il donc passé dans le Nord-Constantinois le 20 août 1955, et dans les jours qui suivirent, qui ait à ce point radicalisé l'enjeu du conflit politique ?

La situation dans le Nord-Constantinois ⁽²⁾ avant le 20 août 1955

Depuis les attentats de la Toussaint rouge et l'annonce par les militaires français qu'un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des

1) Seul l'appel lancé le même jour par l'ALN invitait le peuple algérien à organiser son action aux côtés des forces de libération «à qui tu dois porter aide, secours et protection».

2) Le Nord-Constantinois était alors défini comme le triangle Djidjelli, Constantine, Bône, comprenant une partie de l'arrondissement de Constantine, l'arrondissement de Philippeville en entier et trois communes de l'arrondissement de Bône, celles situées à l'ouest de la Seybouse. Cette région était alors peuplée d'environ 450.000 habitants dont 35.000 Européens.

rebelles», la situation politico-militaire dans le Nord-Constantinois d'abord calme s'était progressivement transformée. A partir de mars 1955, les autorités françaises notaient l'établissement d'une complicité du silence dans les populations devant les assainats de notables pro-français et de policiers algériens. Elles croyaient savoir qu'aucun soulèvement d'ensemble n'était programmé par le FLN en Algérie, sauf peut-être dans l'Aurès et en Grande Kabylie.

Soudain le 1er mai une flambée d'actions terroristes s'alluma dans le Nord-Constantinois; le 8 mai explosa la première bombe à Constantine et le 10 mai une bande armée attaquait El Milia : la petite ville fut encerclée et provisoirement isolée, l'ALN dira «occupée». Plus à l'Est les maquisards de la région de Condé-Smendou coupèrent les routes, méritant ainsi le nom de *fellaga*, et attaquèrent pour la première fois des postes de gendarmerie. Dans toute la région l'insécurité s'étendait. Le 13 mai, le général Chevrère commandant la 10e Région militaire (l'Algérie) télégraphiait au général commandant la division de Constantine ses ordres concernant la conduite à tenir dans le Nord : «Toute éclosion rébellion nouvelle doit entraîner aussitôt d'une part action brutale contre bandes rebelles, d'autre part sanctions contre complices en vertu responsabilité collective». Celle-ci devait être réglée «vigoureusement» (3).

Les autorités militaires réagirent aussi par un rappel d'officiers de réserve et la mise sur pied de goums, tandis que le gouverneur général Soustelle déclarait le 21 mai : «Il faut supprimer la psychose de peur dans le Constantinois où la présence d'importants renforts devrait rétablir la confiance». A Paris le 24 mai le Comité de la Défense nationale décidait en effet l'envoi de troupes rappelées d'Allemagne et l'établissement d'un commandement unique dans le Nord-Constantinois (4).

Cependant, le 15 juin furent signalées les premières attaques à la bombe dans Philippeville; elles coïncidaient avec une recrudescence de l'activité des groupes armés autour d'El Arrouch; ceux-ci s'en prenaient notamment aux fermes européennes qui étaient incendiées. Sept nouvelles bombes explosèrent à Philippeville le 18 juin et l'on décida l'établissement d'un couvre-feu. L'assassinat d'un adjoint spécial français et l'enlèvement de notables algériens provoquèrent des réactions assez vives des troupes françaises.

3) Le texte complet de cet télégramme figure en photographie hors texte dans l'ouvrage d'Yves Courrière *Le temps des léopards*.

4) Dès le 3 juin, 8 à 10.000 hommes du dernier contingent furent rappelés.

La presse signala l'arrestation de «49 HLL» (hors-la-loi) mais ne mentionna pas que «pendant 8 jours le fer et le feu s'abattirent sur les douars suspects (...). Plusieurs sont rasés» (5).

Selon la même source algérienne en juillet 1955 «les sabotages et les incendies se multiplient (6). Des bombes éclatent à Philippeville». La presse française signala également «4 français blessés à Philippeville le 3 juillet» et les journaux d'Algérie soulignèrent que «l'état d'esprit (des Européens) est de plus en plus inquiet et tendu», ce que l'*Echo d'Alger* expliquait par «la grande flambée de Philippeville». On s'inquiétait en particulier pour les quelques centaines d'Européens vivant isolés dans les communes mixtes : ils n'étaient par exemple que 369 sur 87.704 habitants dans la commune mixte de Collo.

La recrudescence des activités des bandes dans la région de l'Aurès-Nememcha était également soulignée : le 15 juillet lors d'une embuscade tendue à trois véhicules près de Chair (sous-secteur de Guentis) le commandant Mertzinger avait été tué «ainsi que 15 de ses hommes» (7). Le 27 juillet, une nouvelle embuscade dite du Djellal fit «plus de 20 tués, tous légionnaires». La Légion réagit en anéantissant le 30 une bande de hors-la-loi qui eut 30 morts et 5 prisonniers.

Est-ce la presse qui apprit aux fellaga isolés du Nord-Constantinois que dans la zone de la future wilaya I s'affrontaient les soldats de Bigeard et les *djounoud* de Chibani Bachir ? Quoi qu'il en soit ce dernier réussit enfin (mais à quelle date ?) à prévenir la zone II de la gravité de sa situation et lança un véritable SOS.

La situation politique n'était pas moins périlleuse pour le FLN qui ne s'était pas encore imposé. Soustelle recevait Ferhat Abbas et Vincent Monteil discutait au nom du gouverneur avec les nationalistes modérés. En avril 1955, s'était tenue au gouvernement général une réunion où figuraient des représentants des différentes tendances politiques, UDMA, centralistes de l'ex-MTLD, et oulama. Le FLN et le MNA de Messali en étaient naturellement exclus. En signe d'ouverture, 14 dirigeants du MTLD, emprisonnés depuis le 22

5) Selon *El Moudjahid* : résumé rétrospectif du 1er novembre 1959. La presse française parla seulement de «contrôle des douars de la région de Philippeville».

6) De source française en trois mois (de mai à juillet) 62 fermes furent attaquées et 30 sabotages effectués.

7) Selon une source militaire il y aurait eu 9 morts dont 7 soldats musulmans achevés à coups de faucille et dont les cadavres furent retrouvés sur place. Par ailleurs, 9 militaires musulmans tous du 14e RTA furent portés disparus. Sans doute avaient-ils déserté en emportant leurs armes.

décembre 1954, étaient en mai 1955 remis en liberté, dont Ben Khedda et Dahlab. Le FLN redoutait qu'une solution dite libérale fût sur le point de se réaliser. Soustelle annonçait publiquement une série de réformes, déclarant le 1er août au journal *Combat*. «Il faut dans les mois qui viennent faire démarrer les réformes économiques, sociales et politiques que, pour ma part, j'estime indispensables; -Aucune erreur ne serait plus lourde de conséquences que de vouloir ajourner toute réforme en attendant le rétablissement de l'ordre». Enfin aux yeux du FLN la ratification des conventions franco-tunisiennes et l'éventualité du retour du Sultan sur son trône pouvaient démobiliser les frères tunisiens et marocains.

Telle était esquissée à grands traits la situation politique et militaire à laquelle Zighoud Youcef eut à faire face et qui explique, au moins en partie, son action.

La préparation de l'action du 20 août

Zighoud, ancien conseiller municipal de Condé-Smendou emprisonné pour appartenance à l'OS, s'était évadé de prison en 1951. Monté au maquis, il devient le second de Didouche Mourad, puis le 18 janvier 1955 à la mort de celui-ci, le responsable des trois régions qui constitueront la wilaya II. On sait peu de choses sur les forces et l'armement de cette zone II. Didouche ne disposait au départ que de 70 hommes plus quelques militants dans les villes. Selon Ben Tobbal (8) ils n'avaient qu'une quinzaine de fusils de guerre en novembre 1954, mais ce chiffre fut considérablement dépassé au cours des mois qui suivirent. Zighoud pouvait, semble-t-il, compter sur 175 à 300 (?) djounoud en juillet 1955. Privé de contacts par suite de la disparition des papiers de Didouche, il aurait dû selon son adjoint Ben Tobbal, pour maintenir le moral de ses soldats recourir à des stratagèmes dans la rédaction de ses directives et instructions. De même il prescrivait des opérations à caractère plus spectaculaire que stratégique comme l'incendie des récoltes ou le harcèlement des fermes coloniales. Pourtant Ben Tobbal oublie de signaler la ruse de guerre imaginée par Zighoud : visant le PC du colonel Ducourneau à El Arrouch, Zighoud entreprit de mêler la population civile à ses soldats. Ceux-ci avaient ouvert le feu, puis s'étaient aussitôt retirés quand les parachutistes français intervinrent. Face à une foule en furie, le colonel Ducourneau interdit à ses hommes de tirer sur des villageois

8) Ben Tobbal a donné une précieuse interview à *Algérie-Actualité* n° 1036 (22-28 août 1985); son témoignage avait été recueilli auparavant par Yves Courrière qui l'utilise sans le citer aux pages 174-189 de son livre *Le temps des Léopards*.

sans armes déjouant ainsi le piège de Zighoud. Mais celui-ci allait reprendre sa manœuvre en déclenchant une série d'opérations où il engagerait la population.

Décidé à agir, Zighoud convoqua une assemblée générale des responsables de sa région. Celle-ci se tint du 25 juin au 1er juillet à Zamane dans la presqu'île de Collo. Aux témoignages de deux de ceux qui y participèrent : Lakhdar Ben Tobbal et Ali Kafi, c'est là que fut décidée l'offensive du 20 août. Zighoud aurait dit «qu'encerclés comme nous l'étions il fallait choisir entre mourir d'une lente asphyxie ou briser à tout prix l'étreinte qui nous emprisonne». «Considérer que vous êtes à la veille d'un second Premier novembre. La Révolution n'est pas suffisamment aidée par la population. Il faut que la bienveillance qu'elle nous manifeste se transforme en engagement irréversible à l'égard de la Révolution. La fraternisation entre les populations algérienne et française est non seulement un leurre mais un facteur de démobilisation, il faut que cesse l'ambiguïté». Pour y parvenir Zighoud envisageait une opération d'envergure en coup de fouet dirigée contre les villes et les villages de la région, une offensive menée par tout le peuple contre les Européens. «A la politique de répression collective du colonialisme doivent répondre nos représailles collectives contre les Européens, militaires ou civils, tous solidaires des crimes commis contre notre peuple» (9). Yves Courrière pense que Zighoud voulait avant tout des martyrs algériens. Il aurait dit : «il y aura des pertes très fortes, mais même si la moitié de la population est décimée, la Révolution y gagnera car l'Algérie bougera».

Cependant, Lakhdar Ben Tobbal indique un autre objectif politique de Zighoud : il fallait rendre impossibles les solutions qu'échafaudaient les hommes politiques français. Il entendait «contrecarrer les manœuvres de la France qui par l'intermédiaire de Soustelle tendait à rassembler les anciens responsables des partis traditionnels restés en arrière lors de 1er novembre 1954». Pour mieux intimider les partisans d'un dialogue avec la France, Zighoud ordonna d'ailleurs l'exécution d'un certain nombre d'entre eux : dirigeants de l'UDMA et du mouvement des Oulama ou parlementaires réputés francophiles tels les députés Ben Ahmed et Ben Djelloul.

9) Le texte de cette directive qui aurait été donnée par Zighoud a été fourni par M. Youssef Zertouti et Alistair Horne. Elle correspond à l'explication fournie par *El Moudjahid* : «Les raids de l'ALN ont été décidés à la suite de massacres de civils algériens auxquels se sont livrés les parachutistes français de Gilles et de Ducournau et juin et juillet».

Dans les propos que rapporte Ben Tobbal manque l'explication de la date choisie. Pourquoi le 20 août ? L'historien ne peut oublier que ce même jour, date du second anniversaire de la déposition du Sultan, se déchaînèrent au Maroc des troubles graves. Les massacres d'Oued Zem, d'Aït Amar et de Khouribga le 21 août, (au total 88 Européens furent tués), furent-ils programmés par «l'armée de libération du Maghreb arabe» pour le même jour que ceux du Nord-Constantinois ? La presse française supposa que tout avait été décidé au Caire. Certains journaux parlèrent de contacts à Oudja avec le «Croissant noir», organisation d'inspiration communiste (10). Jacques Soustelle a prétendu avoir eu la preuve que la décision d'agir en commun avait été prise entre Marocains et Algériens au cours d'une réunion tenue en Suisse en présence d'un représentant du colonel Nasser, mais il ne fournit aucune précision crédible. Edgar Faure a écrit au contraire dans ses *Mémoires* que les nationalistes marocains avaient refusé l'action conjointe proposée par l'FLN (?). D'autres «témoins» affirment que Zighoud ayant appris le 16 ou le 18 août que des groupes de choc marocains se préparaient à des opérations spectaculaires pour le 20 août aurait voulu déclencher son offensive ce jour-là pour marquer «le caractère maghrébin des luttes d'émancipation». En fait, la préparation de ces attaques fixées par lui pour le 20 août à midi exigea sans doute d'assez longs délais, car, selon Ben Tobbal, les responsables durent aller vers le peuple pour lui demander sa participation. Il faut donc admettre que Zighoud fut mis assez tôt au courant du projet des Marocains sans pour autant s'être nécessairement concerté avec eux.

L'accueil des populations fut, selon Ben Tobbal, une complète adhésion et un engagement total avec les *moudjahidin* qui en auraient eux-mêmes été étonnés (11). Le détail des opérations montre à tout le moins que les populations jouèrent avec courage le rôle qui leur avait été attribué. Tous les témoins français civils ou militaires ont confirmé que participèrent aux attaques dans des proportions variées des

10) On peut retrouver cette affirmation dans l'ouvrage de Serge Bromberger, *Les rebelles algériens* et dans celui de Soustelle, *Aimée et souffrante Algérie*.

11) Divers auteurs (cf. Mohammed Tegua *l'Algérie en guerre* p. 309) ont cru pouvoir attribuer l'engagement des populations à leur volonté de venger leurs morts «massacrés en mai 1945». En réalité les régions soulevées en 1955 n'avaient que très peu participé au mouvement de mai 1945. Seules les populations de 5 douars de la C.M. de Jemmapes s'étaient livrées à quelques sabotages, et leur action fut vite bloquée. A El Milia les tribus de la périphérie se dirigèrent vers le village qu'elles croyaient à feu et à sang et s'en retournèrent d'elles-mêmes en apprenant qu'il n'en était rien. Les communes mixtes de Collo et de l'Edough furent calmes sauf dans le voisinage immédiat de Guelma.

paysans sans armes, hommes, femmes et enfants. Certains officiers français soulignèrent en même temps que «la grosse majorité de la population resta pendant l'action dans l'expectative attendant peut-être en cas de succès le moment de «se ruer à la curée».

L'effet de surprise escompté par Zighoud ne devait pas jouer. Le commandement français disposait encore de nombreux informateurs. Le 18 août le général Lavaud commandant la division de Constantine adressait aux officiers des unités d'intervention le télégramme chiffré suivant : «En raison possibilité troubles sur le territoire de la division le 20 août, les troupes d'intervention seront mises en état d'alerte dans les localités importantes, du 19 au 21 août 12 heures».

Les «événements» des 20 et 21 août

Le samedi 20 août entre 11h 30 et midi trente une série d'attaques furent déclenchées dans le quadrilatère Philippeville, Constantine, Guelma, Jemmapes. Selon les premières indications une vingtaine de centres urbains ou de villages furent assaillis dont 14 dans le seul secteur militaire d'El Arrouch.

Le maire de St. Charles - un village de 1500 habitants dont 294 Européens - signala le premier vers le premier vers 10 heures que les ouvriers agricoles n'avaient pas rejoint leur travail et que de petits rassemblements apparaissaient sur les coteaux. Il croyait à une attaque des fermes vers midi. En fait ce fut le village qui fut assailli à 11h 30 par une centaine d'hommes dont une trentaine pourvus d'armes à feu. La mairie fut prise et incendiée, deux gendarmes surpris furent tués ainsi que 9 civils. Trois militaires de la 6ème compagnie de protection rurale furent blessés ainsi que quatre artilleurs d'une batterie arrivée en renfort. Les combats de rue ne prirent fin qu'à 18 heures : vingt «rebelles» avaient été abattus.

A Sidi Mesrich (976 habitants) l'attaque déclenchée à 11h 45 fut un abordage à l'arme blanche derrière deux jeunes filles brandissant deux drapeaux. Puis des hommes, munis de fusils de chasse et de haches, se heurtèrent aux spahis. Des combats corps à corps firent 12 mars et 20 prisonniers chez les assaillants, 1 tué et 5 blessés du côté des spahis.

A Robertville (1600 habitants) un homme en uniforme appela à la guerre sainte à midi du haut de la mosquée. Trois civils européens

furent massacrés avant que les militaires français venus de Sidi Mesrich n'aient engagé le combat, 2 gradés furent tués et 5 hussards blessés : les « rebelles » eurent 20 morts et 4 prisonniers.

Plusieurs colonnes de civils algériens, précédées de drapeaux assaillirent à midi sur trois faces la petite ville d'El Arrouch (3.318 habitants) en partie privée de sa garnison. Mais des djounoud armés attaquèrent la mairie, puis se retranchèrent dans des maisons. Le dernier groupe de 3 hommes tint jusqu'à 18h 30. Les militaires français perdaient 4 hommes, les assaillants une cinquantaine et abandonnèrent une vingtaine d'armes à feu. Une famille algérienne fut égorgée. Dans le petit centre de Col-des-Oliviers (139 habitants) le cantonnement d'un groupe de gendarmerie fut pris à partie; la situation fut rapidement rétablie mais 3 sous-officiers avaient été tués. Plus au Sud à Condé-Smendou (1531 habitants), la riposte française abattit 20 hommes sur les 60 qui attaquèrent. A Bizot (1164 habitants) les assaillants n'étaient qu'une vingtaine. Au Sud-Ouest de Bizot, à Oued-Zenati «les rebelles infiltrés dans le village et des éléments de la population» s'en prirent à un cantonnement de Sénégalais. Quarante Algériens furent tués, une cinquantaine capturés; dans les rangs français, 6 soldats africains furent blessés, 2 tués.

Dans le sous-secteur de Jemmapes, il n'y eut pas d'attaque mais des attentats se produisirent dans quatre centres et à Lannoy des civils français furent abattus. Dans le Sud-Est de Constantine au contraire, à Aïn Abid, la gendarmerie fut attaquée et la population civile eut 8 morts; à El Khroub plusieurs centaines d'hommes précédés de femmes et d'enfants attaquèrent un camp de 150 militaires : au cours de plusieurs assauts ils perdaient 23 hommes, 19 femmes et 11 enfants. Mais l'attaque la plus spectaculaire fut celle de la principale ville du Nord-Constantinois : Philippeville (70.400 habitants en 1954, dont 28.000 Européens). «Une véritable marée humaine de plusieurs milliers d'hommes de femmes et d'enfants se précipita sur la ville», pendant qu'à l'intérieur des groupes sporadiques entamaient la lutte contre des locaux de police. Dans la foule se trouvaient des hommes disposant d'armes blanches (haches et serpes de démasclage du liège) ainsi que des bouteilles d'essence. la riposte immédiate des troupes françaises alertées les dispersa, mais des groupes retranchés résistèrent jusqu'à l'anéantissement.

Enfin la mine de pyrite d'El Halia non défendue et submergée par une centaine d'hommes fut le théâtre d'un massacre de civils français sur lequel on reviendra.

Au total en y comprenant les troubles généralisés dans toute la ville de Collo, les grenades et les petites bombes qui explosèrent à Constantine, 19 centres avaient été attaqués le 20 août, selon le général commandant la division de Constantine.

Le 21 août, des attaques nouvelles et des attentats eurent lieu notamment autour de Collo ⁽¹²⁾.

Une bombe explosa à Philippeville et 4 furent désamorçées. A Guelma et à Gounod on nota seulement «des effervescences», mais l'on découvrit deux Français assassinés à Damrémont.

Dans la nuit du 21 au 22 août diverses «actions de rebelles» furent encore signalées entre Guelma et Bône. A Guelma, il y eut une attaque en force, mais au bout d'une heure de combat les assaillants furent repoussés avec des pertes importantes : une centaine de tués. Au Sud de Guelma, le village de Gounod fut incendié et presque totalement anéanti; les Européens réfugiés à la gendarmerie furent dégagés par des renforts qui n'eurent pas de pertes. La gendarmerie signala des troubles à Nechmeya, Penthièvre et Millesimo, mais l'ordre y fut rétabli. Quelques opérations eurent encore lieu dans la journée du 22 : une bande rebelle accrocha une compagnie française à 5 km au Nord d'El Milia sur la route Collo-El-Milia; les pertes furent du côté français de 5 tués et de 3 du côté algérien.

Le général Lavaud demanda ce jour-là qu'une division de réserve fut mise à sa disposition «pour emploi dans le Nord-Constantinois». Il avait, il est vrai, reçu du général Lorillot, nouveau commandant de la 10e région militaire, un message fort impératif : «Au cours des dernières journées les rebelles ont manifestement placé la population autochtone en état insurrectionnel. Des actes de sauvagerie caractérisés ont été commis, notamment à l'encontre de la population française de souche. Dans ces conditions, il vous est prescrit de procéder partout où ce sera nécessaire à des réactions vigoureuses tant que durera cet état insurrectionnel». le général Lavaud transmit ce message pour exécution à ses subordonnés sous la forme suivante : «Le rétablissement rapide et même brutal de l'ordre doit primer toute autre considération». Le lendemain 23 août le général Lorillot confirma dans une note de service : «Il est prescrit au général commandant provisoirement la division de Constantine de donner ordre aux cadres et troupes de conduire avec rigueur les opérations».

12) La petite ville de Collo (4000 habitants) souffrit beaucoup plus que Philippeville. Les dégâts matériels surtout furent énormes, les entrepôts de liège furent incendiés, deux usines saccagées, plusieurs magasins brûlés.

La journée du 23 fut calme sur le plan militaire mais les obsèques de 60 victimes européennes qui eurent lieu à Philippeville furent mouvementées. La population européenne affolée hua le gouverneur et le préfet, tout en réclamant des armes; certains groupes armés surexcités tiraillaient sur tout ce qui leur paraissait suspect et s'en prirent ainsi à une patrouille de parachutistes du colonel Mayer (13).

Devant ces événements les militaires français parlaient d'un «étrange simulacre d'insurrection générale» de la part de bandes dont l'effectif ne devait pas dépasser quelques centaines d'hommes (14). Mais si ceux qui étaient pourvus d'armes de guerre et souvent d'uniformes ne représentaient pas plus de 5% des assaillants, d'autres plus nombreux disposaient de fusils de chasse (mais étaient-ils 45% ?). La majorité, semble-t-il, était composée de civils, munis de pioches, de serpes et de couteaux : ils progressaient encadrés et au pas gymnastique, «marchant comme des somnambules» dira Ben Tobbal. Selon les témoins français des chants patriotiques ou des slogans mensongers soutenaient leur courage : «l'armée égyptienne débarque», «des avions bombardent Constantine», «L'Amérique est avec nous !».

Combien étaient au total ces gens sans armes, hommes, femmes et enfants ? «Plusieurs milliers de paysans» ?, «800 rebelles entraînant 3.000 fellahs fanatisés» ? (*Echo d'Alger*), 20.000 selon le maire de Philippeville, qui évaluait les fellaga authentiques à 600 et les civils armés à 1800, «des fanatiques qui se sont lancés à l'assaut en hurlant comme des démons». Dans les endroits où aucune défense ne leur fut opposée, ils se livrèrent à des incendies, à des destructions systématiques et parfois à des massacres d'Européens. Ailleurs soumis à des tirs de riposte ils refluèrent à l'exception de petits noyaux d'hommes décidés. Les militaires français constatèrent que «très peu parmi les hors-la-loi, cadres et réguliers, furent tués».

13) Jacques Soustelle a noté lui-même qu'au moment où son avion «se posait sur le terrain de Philippeville des coups de feu tirés non loin du cimetière, pendant qu'on enterrait une femme victime du terrorisme, provoquèrent une échauffourée dans laquelle sept malheureux Musulmans dont les fossoyeurs trouvèrent la mort» *op. cit.*, p. 128.

14) Les objectifs «militaires» (locaux de police, de gendarmerie, camp militaire, mairies, sous-préfecture) qui furent attaqués ne dépassaient pas une dizaine, cependant que des cantonnements militaires isolés ne furent pas touchés (cantonnement des Zardezas, et St. Antoine etc...).

La répression

Sur la répression militaire on ne possède que peu d'indications. Les rapports des officiers responsables sont très laconiques : ils se bornent à parler de l'arrestation de «très nombreux suspects», de «contrôle et de tri des suspects arrêtés». Un seul rapport précise qu'après les assauts repoussés contre El Khroub, furent arrêtés, dans la nuit qui suivit, «une soixantaine de suspects. Ils furent exécutés au matin entre 6h 30 et 9h 30». L'emplacement des corps ensevelis fut nivelé au bulldozer et le terrain fut remblayé en 1958 : «les corps reposent désormais à 2,50m ou 3 mètres de profondeur». Un rapport d'ensemble valable pour le secteur d'El Arrouch, journées des 20 et 21 août, chiffrait «les pertes rebelles à environ 750 hors-la-loi tués et 500 suspects en cours de triage». Aucun rapport postérieur ne permet de dire ce que devinrent les 500 suspects.

Le gouverneur général publia le 22 août un communiqué indiquant avec précision dans quelles conditions dix mechtas avaient été «totalement détruites» par l'armée. Ces villages «foyers de rébellion» avaient fourni les contingents qui attaquèrent les centres d'Oued Zenati et d'Aïn Abid d'une part, ceux de Condé Smendou et d'El Arrouch d'autre part. Ils auraient ensuite servi «de refuge aux hors-la-loi de la région qui, au cours des combats du 20 août, avaient pu échapper à la poursuite des troupes». C'est pourquoi «après évacuation des femmes et des enfants» ces mechtas furent rasées (15). Qu'en fut-il des hommes ? Il est possible que la majeure partie d'entre eux se soient enfuis, comme le fit les jours suivants la presque totalité de la population mâle d'El Arrouch et d'Oued Zenati. A la date où l'on constata leur départ, le 26, les opérations de représailles n'avaient donc pas cessé. Aussi bien un télégramme du 26 confirmait que «les opérations militaires consécutives à action rebelle doivent être menées avec rigueur et même brutalité» (16), mais il ajoutait : «Toutefois sur ordre du gouverneur général, à partir du 28 août 0 heure, toute action de représailles y compris aérienne, risquant de mettre en cause vie femmes et enfants sera soumise à la décision personnelle général commandant la division».

Devant la fuite de la population, le commandement hésita sur la conduite à tenir. Le général Kientz refusa que fut largué sur les

15) L'envoyé spécial du journal *Le Monde* décrivit dans le numéro du 25 août la situation dans une mechta non détruite dont les habitants s'étaient enfuis pendant la fusillade (le 22 ?). Il y vit notamment des cadavres d'enfants ...

16) Le député modéré Bendjelloul déclara à la Chambre des Députés avoir assisté le 26 août à Aïn Abid «au massacre de onze Musulmans».

mechtas un tract menaçant : «Tout détenteur d'armes non pourvu d'autorisation sera après le ... abattu sur place». Le tract avait été préparé par le chef du bureau régional d'action psychologique et accepté par le préfet. Un nouveau tract bilingue qui fut effectivement répandu par l'aviation à «500.000 (?) exemplaires» à partir du 25 disait au contraire : «Vous tous rentrez chez vous ! La protection de l'armée vous est assurée. Seuls les vrais coupables seront châtiés» (17).

Cette promesse de la protection de l'Armée semble indiquer aussi que le commandement n'avait pas apprécié les initiatives des milices civiles. A Philippeville le colonel Mayer avait reçu les pouvoirs de police enlevés au maire et l'ordre de désarmer les milices constituées depuis quelques semaines ou formées depuis le 20 août. Sur l'action de ces milices on ne possède guère que quelques affirmations de journalistes qui évoquèrent «les chasses à l'Arabe» (on ne disait pas encore «ratonnades») ou les exécutions de prisonniers, en particulier de ceux qui avaient été, après le ratissage militaire, dans le stade de Philippeville. L'envoyé spécial du *Monde* reproduisait le 23 août le chiffre de 200 Musulmans abattus, mais s'interrogeait sur la valeur de ce total. C'est pourquoi sans doute le journaliste Yves Courrière l'a porté «à plus de 2.000» (18). Le FLN dira plus tard que «le stade de Philippeville était devenu un véritable abattoir ou des milliers d'Algériens furent exécutés sans qu'aucun indice de leur culpabilité ait été recherché».

le Bilan des victimes

Concernant le nombre total des victimes européennes les chiffres fournis par les autorités françaises militaires et civiles ne sont pas plus concordants. Le premier télégramme militaire officiel qui tentait de faire de bilan des pertes françaises, le 21 août en soirée, donnait : pertes militaires : Européens 22 tués; Musulmans 3 tués; pertes civiles européennes 37 tués; police 2 tués; total 64 morts et 143 blessés. Les archives n'ont pas conservé de véritables rapports

17) Chaque tract pouvait être utilisé comme sauf conduit. La presse signala les premiers retours à partir du 7 septembre. Par exemple 700 habitants sur 3.000 réintégrèrent ce jour là leurs douars dans la commune de Ain-Abid.

18) Le manuel d'histoire algérien *l'Histoire contemporaine* (en langue arabe) s'en tient au chiffre de 1500 : «La boucherie du stade de Skikda est le témoignage de l'esprit de vengeance de l'ennemi qui a rassemblé 1500 citoyens et les a assassinés sans jugement» (p. 202).

d'ensemble postérieurs (19), à l'exception de celui du 25 août signé par le lieutenant-colonel de Vismes et qui ne concernait que le secteur militaire d'El Arrouch : Dans les 14 localités attaquées les pertes militaires étaient de 20 tués, les pertes civiles de 54 (le nombre des blessés se montait à 38 parmi les civils et 54 pour les militaires).

Ces chiffres ne coïncident pas avec ceux qui furent communiqués à la presse par le Gouvernement général. *La Dépêche quotidienne d'Alger* indiquait le 22 août : «69 morts, 156 blessés parmi la population européenne, les militaires et les policiers». Le 25 août elle donnait une liste nominative de «71 civils européens tués, dont 21 femmes et 15 enfants», il n'était plus question des morts militaires.

La Direction de la Sûreté nationale enquêta de son côté et, à une date non précisée, fournit un bilan portant sur les 26 localités victimes d'attaques ou d'attentats. Il y aurait eu 80 tués, 68 blessés et 2 civils européens disparus. Parmi ces 80 morts on comptait «50 Européens civils, 13 militaires européens, 4 musulmans et 13 non précisés».

Les services du gouvernement général avaient, semble-t-il, déjà donné les chiffres qui allaient rester comme le bilan officiel définitif : 123 morts et 223 blessés; constituaient ce total d'abord les 71 Européens civils annoncés le 25 août, mais aussi 21 civils Français musulmans alors non mentionnés (20). Les premiers avaient aussi 51 blessés, les seconds 47. Quant aux forces de l'ordre elles eurent «31 tués et 125 blessés». Ces chiffres étaient nettement plus élevés que ceux fournis par les militaires (21). Le gouverneur Jacques Soustelle devait reprendre dans son livre *Aimée et souffrante Algérie* ce bilan, écrivant de manière un peu curieuse (22) : «Au total les rebelles avaient

19) Un résumé officiel des événements postérieur à septembre 1955 donnait la liste de 16 centres attaqués (mais oubliait El Halia...) il y aurait eu 23 militaires tués, 66 civils français de souche, 11 Français musulmans, total 100 tués et 116 blessés.

20) En 1972, Philippe Tripier *Autopsie de la guerre d'Algérie*, p. 75 parlait de «71 Européens et 52 Musulmans tués à l'arme blanche pour la plupart». Aujourd'hui un Français musulman Mohand Hamoumou prétend qu'il y eut «71 Européens et une centaine de musulmans jugés hésitants ou francophiles, tués» *Et ils sont devenus harkis*, p. 147.

21) Dans sa synthèse mensuelle l'Etat-major (2e bureau) donne les chiffres suivants «Pertes militaires 26 tués. Pertes amies (civils) 69 Européens tués, 15 Français musulmans tués». Les totaux sont de 110 morts et 204 blessés.

22) *Op. cit.* 125. Les victimes n'étaient pas «presque toutes civiles», puisque 74,8% seulement l'étaient, et le nombre des Musulmans n'était pas précisé.

tué 123 personnes presque toutes civiles dont 71 Européens». Ces chiffres devaient être à leur tour, volontairement ou non, exagérés (23).

Les services d'action psychologique et le bureau (civil) d'information du gouvernement général utilisèrent pour leur propagande «l'action terroriste du 20 août» : Les *Documents sur les crimes et attentats commis en Algérie par les terroristes* insistèrent à grand renfort de photographies de cadavres de femmes et d'enfants sur les massacres de civils européens : une liste nominative des morts était fournie. Elle montrait par exemple que sur les 130 Européens habitant le village d'El Halia «33 furent assassinés dont 21 enfants ou adolescents de moins de 20 ans, 15 blessés et 2 disparus» (24). Selon les *Documents* «les actions insurrectionnelles se sont caractérisées par leurs manifestations de fanatisme xénophobe et de sauvagerie barbare». Une publication postérieure de l'*Algérie médicale* (1957) affirmait «qu'à Aïn Abid (7 morts) et El Halia toutes les femmes avaient été violées avant d'être égorgées». Dans les modèles de causerie du service psychologique, l'un d'eux intitulé *Quels sont les «exploits» des fellaga ?* précisait qu'à El Halia où l'on retrouva «43 cadavres de civils européens et musulmans» (?), les Européens avaient été tués à coups de haches et égorgés puis dépecés. Des bébés de quelques mois eurent le crâne fracassé contre les murs, tandis que les jeunes enfants étaient égorgés d'une oreille à l'autre et leur corps lardés de coups de couteau».

Quant au chiffre des victimes algériennes de la répression on devine qu'il est encore plus mal connu que celui des Européens. La presse donna «de source autorisée» les totaux les plus variables. *France Soir* le 23 août titrait : «Algérie près de 600 morts»; le 24 : «Rebelles, environ un millier de tués». Le *Figaro* du 22 août parlait de «plus de 700 morts», celui du 24, de «800 rebelles tués et plus de

23) Pour le général Jacquin dans la *guerre secrète* (1977) il faut ajouter aux 123 tués une centaine de mutilés et *autant de disparus*. Pour le colonel Le Mire il y a eu «171 Français tués sans compter les disparus» *Histoire militaire de la guerre d'Algérie* (1982) p. 34. Le dernier ouvrage paru G. Fleury : *La guerre en Algérie* répète (1993) p. 59 «Les Européens déplorèrent 171 morts» (chiffre lancé par Marie Elbe en 1971 dans *Le jour des longs couteaux*).

24) Ce chiffre de 21 enfants ou adolescents tués paraît manifestement exagéré. Un premier télégramme militaire français notait : 23 morts européens dont 5 femmes et 7 enfants. Le gouverneur Soustelle donnait d'autres chiffres: «A El Halia sur 34 victimes, dix avaient moins de quinze ans et on dénombrait une fillette de neuf mois, une autre de quatre ans, un gamin de trois ans» (p. 122). Yves Courrière parle de «37 Européens suppliciés». Marie Elbe de 43 et «deux disparus qu'on ne retrouvera jamais».

1000 prisonniers», mais précisait pourtant qu'officiellement on ne reconnaissait que 521 rebelles tués». La *Dépêche quotidienne* d'Alger du 22 août surtitrait «Plus de 500 rebelles tués» avant d'aboutir le 27 à «1200 hors-la-loi tués du 20 au 26 août 1955».

Le gouverneur général était en effet arrivé à cette date à ces chiffres : 1.273 morts et plus de 1000 prisonniers, «riposte sévère mais non aveuglement brutale ni inutilement sanglante» commenta le gouverneur. «Répression collective, impitoyable et démesurée à laquelle ont pris part non seulement des forces de l'ordre mais encore des éléments civils irresponsables», protestèrent les élus algériens du 2ème collège auprès du Président du Conseil le 1er septembre. Quant à l'ALN elle lança aussitôt (25) le chiffre de «10.000 morts», devenu peu après «12.000 morts et disparus». Le MNA de Messali Hadj renchérit immédiatement, à la veille d'une journée de protestation fixée au 20 septembre : «Le 20 août dernier le colonialisme français dans un sursaut de barbarie et de bestialité a assassiné 15.000 Algériens et Algériennes, hommes, femmes, enfants et vieillards, laissant dans le dénuement le plus complet toute une population après la destruction systématique d'une vingtaine de decheras et d'autant de villages». Autant dire qu'aux yeux d'un historien, il est impossible d'établir avec quelque vraisemblance le nombre des victimes algériennes. Car on ne peut se résoudre à dire qu'il doit être compris entre 1.200 et 12.000 (26).

Les conséquences des journées des 20 au 26 août

Les Algériens du FLN ne furent pas unanimes à reconnaître le bien-fondé de l'opération; certains estimèrent que le prix payé en vies humaines était disproportionné avec les résultats. Chibani aurait parlé d'opération suicide. Les plus importants d'entre eux, Abbane Ramdane et Ben M'hidi Larbi firent connaître plus tard au Congrès de la Soummam trois critiques fondamentales (27).

25) Dans le premier tract FLN publié depuis le 31 octobre 1954 où était retracé le bilan de 9 mois de lutte aucune précision n'était donnée sur le nombre des victimes.

26) Selon la publication éditée par le musée national du Moudjahid à Alger en août 1978, 103 civils et militaires européens auraient été tués. Cette affirmation n'est pas compatible avec ce qu'écrit le manuel algérien d'histoire qui assure que «le nombre des morts ennemis était aussi élevé que celui de nos martyrs nombreux surtout au sein de la population civile».

27) Cf. Khalfa Mameri : *Abane Ramdane*, p. 206-210.

Pour eux s'attaquer prioritairement à des civils français désarmés devait desservir la Révolution qui serait jugée comme une entreprise de fanatiques. D'autre part les résultats proclamés du 20 août, notamment en matière de récupération d'armes, n'étaient pas à la hauteur des sacrifices imposés à la population (28). Avoir lancé dans le combat des paysans qui ne disposaient pratiquement que d'armes blanches devait aboutir aux massacres qui eurent effectivement lieu. Enfin Zighoud avait décidé seul cette opération, demeurée dès lors limitée à sa région, alors qu'elle aurait dû être étendue à un cadre plus large. C'était en somme reprocher au chef de la Wilaya II l'absence de coordination et de direction qui était alors le trait caractéristique du commandement de l'ALN.

Du point de vue de l'efficacité, ces critiques peuvent être considérées comme sévères, eu égard à l'importance des résultats politiques qui furent atteints. La stratégie de Zighoud, qui visait essentiellement à creuser le fossé entre les populations européenne et algérienne et à obliger les hésitants à se rallier au FLN, fut politiquement payante. Le commandement français tomba dans le piège qui lui était tendu en recourant à une répression massive. Des avertissements salutaires lui étaient pourtant parvenus d'avoir à éviter l'engrenage de la terreur. L'opération de Zighoud n'était pas fondamentalement militaire mais psychologique. Il fallait donc éviter de céder à cette provocation calculée. Tous les Algériens n'étaient pas à cette date ralliés à l'insurrection et Zighoud s'en plaignait amèrement à ses compagnons. Devait-on riposter à une tentative insurrectionnelle par une répression dite exemplaire, mais dangereuse politiquement ? C'est ce qu'expliqua le colonel commandant le secteur d'El Arrouch, le 25 août en conclusion de son rapport : «Nos réactions après l'échec d'insurrection générale doivent être mesurées, si l'on veut ne pas rejeter définitivement par désespoir toute la population musulmane dans une guerre idéologique et aux conséquences catastrophiques».

D'autres officiers engagés dans la répression eurent la même analyse. Le chef de bataillon M... écrivait à ses supérieurs : «La

28) Zighoud Youcef déclara avoir récupéré 700 armes dont 13 fusils mitrailleurs. Du côté français le colonel du secteur d'El Arrouch énumérait 149 armes à feu prises aux hors-la-loi et ne reconnaissait la perte que d'un fusil, d'un pistolet mitrailleur et d'un pistolet automatique. Pourant l'autorité militaire informa Soustelle qu'en novembre le nombre des fellaga du Nord-Constantinois serait passé à environ 700, divisés en 16 bandes. Comment s'étaient-ils armés ?

répression est une action plus dangereuse qu'utile. Dans la mesure où elle frappe des non-coupables, elle ne peut qu'approfondir un fossé déjà considérable entre Français et Musulmans». Le capitaine S... notait lui aussi dans un long rapport : «Il est douteux qu'une analyse objective permette de conclure que les représailles soient une solution. Nous devons éviter de contribuer à les (les populations) éloigner de nous (...). Il serait faux de croire que l'absence de représailles soit une preuve de faiblesse. La logique veut au contraire que l'adversaire s'acharne, avec une fureur qui ira croissant si nous essayons d'être justes. Mais cela fausse son jeu». le commandant J... qui suivait de près les progrès du nationalisme algérien grâce à sa connaissance de l'arabe, écrivait avec plus de sévérité, six mois après les événements : «les émeutes du Nord-Constantinois (100 victimes européennes) ont été réprimées avec une grande énergie - (trop grande sans doute : on parle de 5.000 morts musulmans) : et des procédés qu'on croyait définitivement rayés de nos mœurs. Après ces tueries atroces où à peu près seuls les innocents sont châtiés on ne s'étonnera pas que la motion autonomiste du Dr. Ben Djelloul ait été adoptée (29).

De fait la déclaration des élus algériens du second collège, présentée par Mohammed Salah Ben Djelloul, député non inscrit, jusqu'ici opposé aux nationalistes, fut contresignée par 61 élus le 26 septembre 1955. Elle proclamait sans ambages que «la politique dite d'intégration qui n'a jamais été sincèrement appliquée est actuellement dépassée. L'immense majorité des populations est présentement acquise à l'idée nationale» (30). L'explication du retournement de la majorité des élus pro-français devait être donnée à la Chambre des députés le 11 octobre par le Dr. Ben Djelloul et le député socialiste Ben Bahmed : «la répression a été menée de telle façon que nos populations musulmanes n'arrivent plus à se reconnaître comme françaises» (31).

29) L'épiscopat français d'Algérie s'éleva dans une lettre collective du 15 septembre publiée dans *La semaine religieuse d'Alger* (n° 34, 22 septembre 1955) contre les vengeances privées «le recours aux représailles auxquelles se livrent des particuliers qui se substituent à l'action des pouvoirs légaux». La lettre proclamait «la nécessité d'assurer la libre expression des aspirations légitimes des populations» et de donner à l'Algérie «un visage nouveau». Du côté des catholiques de gauche, le 20 août fut évoqué comme «le massacre des Innocents» par allusion à celui qui fut perpétré par le roi Hérode.

30) Le FLN pour mesurer son audience lança un ordre de grève générale le 1er novembre. Or celui-ci fut largement suivi, de 60 à 90%, dans le Constantinois, la Grande Kabylie, les régions d'Alger et de Blida.

31) Toutefois la démission collective des élus de l'UDMA communiquée le 23 décembre n'était pas liée à la répression. Ferhat Abbas avait promis à Abbane la

CONCLUSION

Le retentissement des journées d'août et des représailles qui les suivirent fut conforme à ce qu'avaient souhaité les responsables de l'ALN en zone II. Le monde paysan, que certains militants citadins jugeaient attentiste vis-à-vis de la Révolution, s'était largement engagé dans le Nord-Constantinois. L'ALN à peine constituée s'était révélée capable de mobiliser et d'encadrer des milliers des fellahs «s'arrachant, selon le Pr. Mohamed Lacheraf, aux pesanteurs séculaires de l'inaction et de l'assujettissement et à la perte de leurs traditions de lutte» (32). Impressionnés par ce djihad ou soulevés par la brutalité de la riposte française, le fait est que dans l'ensemble de l'Algérie de nombreux ruraux rejoignirent ces *moudjahidin* dont ils se sentaient fiers. Les classes moyennes algériennes en basculant, majoritairement semble-t-il, dans le camp du FLN se refusèrent à se laisser enrôler dans «la troisième force» souhaitée par les Français (33).

Le gouverneur général Soustelle qui préparait à son arrivée une série de réformes fort libérales, avait changé de politique. Il imposerait l'intégration pour éviter la sécession. Il déclara à Jacques Chevalier qu'il était «trop tard pour réunir une table ronde de nationalistes modérés : «Maintenant c'est la guerre. Il faut la faire» (34). Seule une politique de force pourrait briser les effets du 20 août. C'est ainsi qu'il fit procéder le 12 septembre à la dissolution par le gouvernement du parti communiste algérien sous l'accusation de complicité avec les terroristes. A l'en croire, c'étaient «les communistes de Philippeville qui avaient préparé, sinon organisé l'affreuse boucherie d'El Halia».

dissolution de son parti le 26 mai 1955 et l'avait confirmée le mois suivant après l'échec d'une ultime négociation à Paris. L'exécution de son neveu Alloua Abbas le 20 août à Constantine par un commando FLN fut attribuée par l'UDMA à une certaine «clique colonialiste et policière». le FLN s'y déclara étranger...

32) Mohammed Lacheraf : *Ecrits Didactiques*, p. 243. (Cet auteur algérien sous-estime visiblement la participation des paysans du Nord-Constantinois aux insurrections de 1864-1865 et 1870-1871. En 1954 les administrateurs français redoutaient au contraire «ce pays berceau de chefs nationalistes qui contient aussi des milieux forestiers primitifs...»).

33) Ces résultats nous paraissent plus évidents que ceux relevés par Ali Kaci dans son interview *d'Algérie-Actualité* : 1) le rétablissement des liaisons avec les autres Wilayas, 2) l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'ONU le 30 septembre (elle avait été demandée le 26 juillet, fut acceptée le 30 septembre et annulée le 25 novembre).

34) Cité par Pierre Uri in *Mémoires de notre temps*, p. 241.

Pour les Français et l'opinion internationale la conclusion la plus évidente des événements, c'était comme devait l'écrire en juin 1956, l'hebdomadaire américain *Life* «qu'à partir du 20 août 1955, la France avait une véritable guerre sur les bras». Mais pour les Algériens il s'agissait de la guerre du peuple pour sa libération.

ANNEXE

Selon le 20 août *journée nationale du Moudjahid*, Alger, Musée national du Moudjahid, (août 1978), les 27 villes, villages ou centres attaqués les 20 et 21 août étaient : Constantine, Aïn Abid, Aïn Amara (?) (peut-être Aïn Smara), Bizot, Bugeaud, Condé-Smendou, El Khroub, Gounod, Guelma, Heliopolis, Kellermann, Oued Zenati, Penthièvre, Skikda (Philippeville), Auribeau, Catinat, Collo, El Arrouch, El Halia, El Milia, Gastonville, Jemmapes, Lannoy, Rovertville, Saint-Antoine, Saint-Charles et Stora.

Selon les autorités françaises furent également attaqués les centres de Col-des Oliviers, Sidi Mesrich, Hammam-Meskhoutine, et Aïn Regada.

En revanche les «4 Européens blessés par attentat à Bugeaud et l'attaque (?) contre Aïn Amara (?) ne sont pas pris en compte. D'où le total de 29 centres attaqués, généralement présenté. Cependant la Direction de la sécurité nationale et le SLNA retinrent seulement 26 localités. D'autres chiffres sont parfois présentés par des auteurs qui se recopient : «40 agglomérations» pour Philippe Tripier, «une quarantaine» pour Mohamed Tegua, «une quarantaine de centres importants» pour le colonel Le Mire.

Charles Robert AGERON

Annexe

Bilans des journées des 20 et 21 août dans le Nord - Constantinois

Direction de la Sûreté Nationale	Gouvernement général de l'Algérie	Etat-major de la Xe Région (2e bureau)
Européens civils - tués : 50 - disparus : 2	Européens civils - tués : 71 - blessés : 51	Pertes militaires - tués : 26 - blessés : 110
Militaires européens tués : 13	Français musulmans civils - tués : 21 - blessés : 47	Pertes «amies» ; civils européens - tués : 69 - blessés : 51
Militaires musulmans tués : 4		Français musulmans tués : 15 - blessés : 43 - enlevés : 5
Morts non précisés : 13	Pertes des forces de l'ordre - tués : 31 - blessés : 125	
Total tués : 80 - disparus : 2 - blessés : 68	Total général - morts : 123 - blessés : 223	Total général - morts : 110 - blessés : 204 - enlevés : 5
	Pertes «rebelles» - morts : 1273 - prisonniers : «plus de 1000»	Pertes «rebelles» - tués : 1057 - blessés : 81 - prisonniers : 892 (Nata bene) = Les pertes «rebelles» pour l'ensemble du mois d'août auraient été de 1272 morts, le nombre de pri- sonniers de 1088).

L'écho de la résistance armée tunisienne à l'occupation française dans la presse égyptienne

par Mustapha HASSEN

(Voir texte dans la partie arabe p. 97)

Les guerres de résistance au Vietnam du XIXe au XXe siècles

I. — Le discours de la guerre dans la tradition vietnamienne

La tradition littéraire sino-vietnamienne dans l'art de la guerre remonte à l'historien Sima Qian (Mémoires historiques, Shiji) du premier siècle avant l'ère chrétienne et surtout à Sun Zi de l'époque des Royaumes combattants (VIIIe s. Ve siècle avant J.C.) qui était le premier à penser la guerre en terme de rationalité et qui préfigure le Discours de la guerre d'un autre précurseur occidental : Von Clausewitz.

Mais à l'encontre de la tradition occidentale (et sans doute japonaise) le discours de la guerre relève en Chine et au Vietnam surtout de la compétence des lettrés, sortis non des Ecoles militaires (comme Napoléon, Molke et toute la lignée des théoriciens allemands) mais tout droit des universités littéraires qui prônent la plupart du temps un souverain mépris pour la caste des guerriers professionnels. En témoignent les grands classiques de la littérature historique chinoise comme Les Royaumes combattants des Zou Orientaux et les Trois Royaumes qui valorisent tous le rôle des conseillers civils comme Truong Luong, Han Tin, Gia Cac Luong, etc... dans la conduite de la guerre au détriment des généraux et des capitaines considérés comme des hommes courageux mais manquant souvent d'intelligence politique.

Il s'agit d'un fait de culture qui résulte d'une longue histoire qui voit s'affirmer dès la fin des Tang (VIII-IXe s.) l'irrésistible ascension de la classe mandarinale sur la caste des militaires et qui aboutit, avec l'accession de l'Empereur Xuan Rong des Song, à

l'apogée du pouvoir mandarin. Dès lors, la division sociale du travail intellectuel entre le mandarinat civil et militaire, le niveau et le type de capacités exigés dans les concours triennaux, l'origine sociale des deux corps rivaux ne cessent de diverger et expliquent l'hégémonie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. En ce sens, la prééminence des commissaires politiques sur les officiers de carrière dans l'armée populaire chinoise ne fait que prolonger une tradition millénaire qui se résume dans le concept de SI QUAN qui désigne la fonction de commandement politique et militaire de l'intellectuel classique. Le Vietnam ne fit pas exception à cette règle générale et sa tradition littéraire dans le domaine militaire mit souvent en valeur des penseurs et écrivains plus portés vers la poésie et à l'essai philosophique que vers l'apologie de la force et de la violence. Il suffit, à titre d'illustration, d'évoquer les écrivains les plus représentatifs : Tran Quoc Tuan, le héros des trois campagnes victorieuses contre les Yan (Mongols) au XIII^e siècle, Nguyen Trai, l'organisateur de la longue guerre de libération contre les Ming (XV^e siècle) et, plus près de nous, Vo Nguyen Giap, le chef de guerre de la Révolution vietnamienne.

Dans la lignée des grands chefs de la nation vietnamienne, Tran Quoc Tuan fait figure de héros légendaire, glorifié de son vivant comme le véritable père de la patrie en infligeant par trois fois à l'armée mongole considérée comme invincible des défaites cuisantes, divinisé à sa mort par la croyance populaire qui voyait en lui le génie protecteur. Conscient du danger de domination étrangère, il a fait siens les avertissements du Général Ly Thuong Kiet :

*« Sur les monts et les eaux du sud règne l'empereur du Sud
Tel est le destin fixé à jamais sur le Céleste Livre
Comment les barbares osent-ils envahir notre sol ?
Leur audace insensée verra leur dérouté sanglante »*

(attribué à Ly Thuong Kiet, 1077)

Chef d'une lignée proche du Roi Tran Nhan Ton, le généralissime avait rédigé, au lendemain de l'invasion mongole, une proclamation à l'armée (Hich Tuong Si) qui est un des plus beaux «joyaux de la littérature nationale» (Nguyen Khac Vien) :

« J'en perds le sommeil, j'en perds l'appétit, mes entrailles se tordent de douleur, les larmes m'inondent jour et nuit; j'enrage de ne pouvoir déchiqeter l'ennemi, de ne pouvoir arracher son foie, boire son sang... Et voici, que l'humiliation imposée à votre Roi et à la patrie ne vous inquiète guère, ni ne vous fait monter la honte au front. Vous,

officiers et généraux de notre armée royale, comment pouvez-vous servir l'ennemi sans que la haine vous brise le cœur, écouter la musique de nos rois accueillir les messagers ennemis sans que la colère vous étouffe ? Prenez-vous plaisir aux combats de coq, aux jeux d'argent ? Puissez-vous votre joie à vous occuper de vos jardins, de vos femmes et enfants ? Les richesses vous font-elles oublier le sort de la patrie ? Les plaisirs de la chasse, les devoirs envers l'armée ? Seriez-vous absorbés par la passion de l'alcool ou des douces chansons ? Si les Mongols submergent le pays, les ergots des coqs ne sauraient percer la cuirasse des guerriers, les rues aux jeux d'argent ne sauraient faire office de stratégie; eussiez-vous jardins et rizières à profusion, rien ne saurait racheter votre vie; femmes et enfants ne pourraient que vous embarrasser; tout l'or du monde ne saurait acheter la tête des ennemis, vos chiens de chasse ne sauraient les faire fuir, l'alcool ne saurait les griser à mort, les douces chansons ne sauraient leur faire perdre raison. Alors, vous et moi, gémirons sous la botte de l'ennemi. Non seulement je ne jouirai plus de mes apanages, mais vous aurez perdu vous aussi tous vos privilèges; ma famille sera dispensée, et vos femmes et enfants seront également dans le malheur; les temples ancestraux des rois seront piétinés comme les sépultures de vos aïeux; vous et moi, connaissons non seulement la honte pour notre vie, mais le déshonneur s'attachera à nos noms pour les siècles à venir. Alors, pourriez-vous encore vous livrer à vos jeux et plaisir ? ... »

Au-delà du rappel au devoir patriotique, ce texte se réfère constamment à une conception «patrimoniale» de l'Etat des Tran (XIII-XV s.) et préfigure le «contrat social vietnamien» fondé sur une logique familialiste de la socialisation. Conscient du devoir des nobles vis-à-vis de la population, il fonda une école militaire à leur destination et rédigea un précis d'art militaire (*Binh Thu Yeu Luoc*). Conscient de la faiblesse relative du pays face à une puissance militaire de la taille de la Chine, il imposa le service militaire obligatoire à toute la population, exceptée les serfs. Sous la responsabilité des officiers issus de la noblesse, les conscrits effectuaient des périodes d'exercice puis rentraient à tour de rôle dans leurs villages continuer leur travail de paysans :

« C'était la politique du paysan-soldat qui permettait en cas de nécessité de mobiliser des forces importantes »

(Nguyen Khac Vien *Histoire du Vietnam*, E.S. 1974, 32)

Si le *Hip Tuong Si* privilégie les liens affectifs et patriarcaux entre les chefs et les soldats-paysans reflétant ainsi l'âge d'or de la «féodalité» vietnamienne, le texte de Nguyen Trai «Proclamation sur la pacification des Ngo (*Binh Ngo Dai Cao*, 1428) rédigé par le

principal artisan de la victoire du roi Le Loi sur les Ming (1418-1428) donne toute la mesure de la pensée politico-militaire vietnamienne de l'époque classique. Même traduit, le texte conserve encore aujourd'hui une grande beauté littéraire et se présente comme un condensé vivant de l'humanisme confucéen vietnamien.

Pour commencer, il rappelle la légitimité de l'Etat vietnamien, son destin historique fait de «grandeur» et de «décadence» et exprime sa fierté de peuple indomptable :

Il est dit :

*Paix et bonheur pour le peuple, tel est le fondement des [vertus
d'humanité et de justice.*

*Eliminer la violence, tel est le rôle premier assigné à nos [combattants.
Notre patrie, le Grand Viet depuis toujours
Était terre de vieille culture.*

*Terre du Sud, elle a ses fleuves, ses montagnes,
Ses mœurs, ses coutumes, distinctes de ceux du Nord
Les Trieu, les Dinh, les Ly, les Tran bâtissant notre indépendance
Comme les Han, les Tang, les Song, les Yuan, ont édifié [ce territoire.
Notre patrie avait connu grandeur et décadence, elle n'a jamais manqué
d'enfanter des héros.*

*Nous avons anéanti les ambitions de Luu Cung et les rêves [de grandeur
de Triêu Tiêt.*

Toa Dô fut décapité à Ham Tu;

O-ma capturé sur le fleuve Bach Dang :

L'histoire à jamais, a gravé le souvenir de ces exploits».

Le postulat de la légitimité du Vietnam en tant que nation étant posé, la suite s'enchaîne en toute logique sur un procès en bonne et due forme de l'envahisseur. La disqualification de ce dernier se fit sur la base des valeurs communes entre les deux pays c.à.d., au nom des principes de l'humanisme (Nhân), de justice (Nghĩa), de loyauté (Tin) :

«Mais la politique des Hô se fit pesante

Le peuple grondait de colère

Les agresseurs Ming en profitèrent pour déchaîner la guerre

Des traîtres vendirent la patrie afin d'assouvir leur appétits

Des hommes furent brûlés vifs, des femmes, des enfants [égorgés

Ils usèrent de mille ruses pour duper le peuple, berner le Ciel.

Vingt années durant, le crime dura

Les vertus d'humanité, de justice disparurent de notre terre

Taxes et impôts vidèrent nos lacs et nos montagnes

*Il fallait plonger au fond des mers, affronter les requins [pour leur
fournir des perles,*

*S'aventurer au fond des montagnes pour leur ramener de l'or,
Se risquer dans les forêts pestilentielles pour piéger des [faisans et des
cerfs noirs*

*Ni l'herbe des prairies, ni le moindre insecte ne furent ménagés
Malheur à nos veuves, à nos enfants.*

Ils gémissaient de faim, les bourreaux étaient bien gras

Il fallait bâtir des palais, charrier la terre

L'ennemi réclamait toujours des bras, des bras.

Les corvées pleuvaient, les métiers à tisser furent désertés.

Tous les bambous de nos forêts ne suffisaient pour inscrire [ces crimes.

Toute l'eau de l'océan n'en saurait effacer la puanteur.

La colère du peuple fut à son comble

La Terre et le Ciel ne purent tolérer de pareils forfaits».

Dans un parfait mouvement de symétrie, il rend hommage à la population martyre, à l'esprit de sacrifice de son armée et au sens de commandement et de décision de ses chefs. Retenons le fait que plus que les qualités militaires. Nguyen Trai met l'accent sur la capacité de décision des dirigeants, juste hommage au grand Tôn Vu :

Nous, retirés au mont Lâm,

Regardant souffrir la patrie, couvions notre haine

Des années durant, le cœur serré d'angoisse

Nourri de fiel, couchant sur des épines, oubliant de manger

Nous avons étudié toutes les stratégies

Scruté le passé, jaugé l'avenir, soupesé les facteurs de victoire

Juste dans nos rêves nous poussions les plans d'insurrection

*Nous avons levé l'étendard : juste au temps où l'ennemi était au zénith
[de la force*

*Chez nous, les talents étaient rares comme les étoiles à l'aube, les
[feuilles en hiver.*

Nous manquions de conseillers, d'officiers, de soldats

Nous brûlions de sauver le peuple, d'avancer vers l'Est

Sur notre char, nous laissions une place vide pour accueillir des amis

Les ombres des amis se perdaient dans la brume

*Mais, plein de colère contre l'agresseur, inquiet pour le destin de la
[patrie*

Nous avons œuvré d'urgence, comme on vole au secours d'un noyé

A Linh Son pendant des semaines, les vivres nous manquaient

A Khôi Huyen nous n'avions plus de troupes

Le Ciel a voulu éprouver notre constance

Nous avons déployé tous nos efforts

*Avec le peuple rassemblé comme dans une famille, nous avons hissé le
[drapeau de la liberté*

*Avec nos officiers et nos soldats, comme entre pères et fils, nous
avons bu le vin des batailles.*

Jouant de la surprise, nous avons opposé notre faiblesse à la force de
[l'ennemi]

En mille embuscades, nous avons anéanti des armées nombreuses avec
des forces réduites.

La juste cause a triomphé de la barbarie.

L'humain a vaincu la force brutale

A Bô Dang notre foudre s'est déchaînée,

A Tra Lân nous avons fendu comme un bambou les armées ennemies

Nos troupes exaltaient, notre gloire volait de village en village

Trân, Tri, Son Thô en perdaient leurs esprits,

Ly An, Phuong Chinh se sont enfuis à perdre haleine.

Poursuivant l'ennemi nos troupes ont repris la capitale de l'ouest

Sur leur lancée, elles ont réoccupé la capitale de l'Est

Le fleuve Ninh Kiên rouge du sang ennemi empuantissait jusqu'à mille
[lieues]

Dans la plaine Tô Đông, les cadavres s'entassaient, et l'opprobre pour
mille ans à venir poursuivra l'envahisseur

Nous avons exhibé la tête de Trân Hiệp, valet de l'ennemi

Et liquidé Ly Luong, traître notoire.

Vuong Thông cherchait à conjurer le désastre, le feu brûlait plus fort

Ma Anh voulait sauver la partie, nos troupes redoublaient d'ardeur

L'ennemi à bout de souffle et d'expédients se résignait à la défaite

Sans coup férir, usant d'intelligence frappant sur les cœurs nous l'avons
[subjugué]

Un moment, l'agresseur parut avoir compris

Non, il recommença à ourdir ses complots, à perpétrer ses crimes

La volonté d'un tyran plongea des milliers d'hommes dans le malheur.

Assoiffés de gloire, ces hommes seront le risée de tous.

On vit le garnement de Tuyên Duc mobiliser toutes ses troupes,

Les couards Môc Thanh, Liêu Thang essayer d'éteindre le brasier avec
[de l'huile.

Le 9^e mois de l'an Đinh-mui, Liêu Thang par la passe de Khai On,

Le 10^e mois, Môc Thanh venant du Yunnan, firent avancer leurs
[armées.

Nous avons écrasé leurs avant-gardes, coupé leur chemin de retour,
leurs voies de ravitaillement.

Le 18 à Chi Lang, Liêu Thang connut la défaite

Le 20 à Ma Anh, il connut la défaite, perdit sa vie.

Le 25 en pleine bataille, le comte Luong Minh périt

Le 28, acculé à l'échec, le ministre Ly Khanh se suicida.

Sur notre lancée, nous avançons sans répit.

Perdant leur tête, les troupes ennemies s'entre-déchirèrent.

Nous cernions leurs citadelles, de toutes parts, nous promettant de les
[enlever allègrement/

Officiers et soldats se levèrent, tous griffes et crocs dehors

Nos épées s'aiguisent à la pierre, les rochers tombent en poussière,

Nos éléphants s'abreuvent, les fleuves se tarissent.

Au premier roulement de tambour, requins et crocodiles s'enfuirent,

Au deuxième, il ne resta même plus un seul oiseau.

Nous sommes le vent des tempêtes qui disperse les feuilles sèches,

Nous sommes les fourmis qui font s'affaisser les digues.

Se traînant à genoux, le général Thôi Tu demanda grâce,

Se liant les mains, les ministres Hoang Phuc se rendit.

Les routes de Lang Giang, de Lang Son s'emplissent de cadavres
[ennemis.

A Xuong Giang, Binh Than, les fleuves s'empourprent de sang,

Les vents et les nuées ont changé de couleur,

La lune et le soleil blémissent.

Coincées à Lê Hoa, leurs troupes du Yunnan s'affolèrent;

Défaites à Càn Trâm, les hommes de Môc Thanh s'enfuirent en désordre

Les ruisseaux de Lanh Câu s'engorgent de sang, les fleuves étouffent
[des sanglots.

Les cadavres s'amoncellent dans Dân Xa, l'herbe partout se couvre d'un
[sang noir

Deux armées venues en renfort n'eurent guère le temps de rebrousser
[chemin.

Dans les citadelles assiégées, l'ennemi enlevant ses armures capitula.

Le texte s'achève en rappelant au vainqueur le respect vis-à-vis
du vaincu de l'esprit de pardon et l'invocation du «mandat céleste»,
une sorte d'appel à la réconciliation entre les peuples qui partagent,
après tout une même conception de l'humanisme, celui de la grande
fraternité confucéenne :

«Ses généraux capturés, tigres impuissants, implorent pardon.

Nous avons combattu, point pour semer la mort,

Exécutant la volonté du Ciel, nous leur avons ouvert le chemin de la vie

A Ma Ky, à Phong Chinh, nous avons donné cinq cents jonques,

A Vuong Thong, Ma Anh, des milliers de chevaux pour regagner leur
[pays.

En pleine mer, ils étaient encore verts de peur

Jusque chez eux, ils continuaient à trembler d'effroi.

Ils redoutaient la mort, demandaient la paix.

Nous, nous voulions le repos du peuple,

Telle a été notre sagesse.

La patrie désormais et bien assise.

Nos monts et nos fleuves feront peau neuve.

La paix fait suite à la guerre, le jour à la nuit.

Pour mille automnes, nous avons lavé notre honte,

Pour dix mille générations nous avons instauré la paix.

Nous avons vaincu grâce au Ciel, grâce à nos ancêtres,

Nous avons revêtu la cuirasse, conquis la victoire pour mille ans.

*Les quatre mers sont calmes à jamais, partout souffle le vent du
[renouveau.*

Qu'en tous lieux, tous les sachent !»

(Traduction Nguyễn Khắc Viện)

Au-delà des circonstances historiques de sa production, ce document fait transparaître une conception «démocratique» du confucianisme vietnamien en mettant l'accent sur la cohésion sociale comme condition de survie d'une nation aussi exposée au danger extérieur que le Vietnam. Il n'est pas exagéré de penser que ce texte a posé le cadre philosophique du «nationalisme» vietnamien qui présuppose l'harmonie de la cité et l'unité et la justice sociale. Pour apprécier combien cette matrice reste actuelle, il suffit de se référer au texte de Ho Chi Minh rédigé en 1941 dans les maquis de Pac Po (de la province de Cao-Bang) dans la pure tradition littéraire sino-vietnamienne (Voir Trinh Van Thao, *Vietnam du confucianisme au communisme*, Paris, 1990, p. 220-221). A quelques variantes près, on y retrouve la même morphologie discursive et le même enchaînement logique : disqualification de l'ennemi (japonais et français), légitimité de la résistance vietnamienne, permanence de son combat, fierté d'être vietnamien et appel à l'unité et à la mobilisation de tous (vieillards, adultes, adolescents, enfants, minorités ethniques et toutes classes confondues) derrière ses chefs légitimes.

Bien que chacun de ces trois protagonistes porte les empreintes de son époque, Tran Quoc Tuan symbolisant la monarchie patrimoniale, Nguyen Trai le parfait lettré d'origine mandarinale, Ho Chi Minh et son compagnon Vo Nguyen Giap, l'intellectuel des deux cultures (1) de l'ère coloniale leur œuvre dégage néanmoins un fonds culturel commun repérable entre tous : l'appartenance à l'élite et la prégnance intellectuelle explique une propension à transformer le discours de la guerre en objet de la création littéraire. Par leur portée théorique, ces textes dépassent le cadre de simple témoignages pour appréhender la guerre dans une vision du monde plus globale, une réflexion plus ample de la pratique militaire.

La position des auteurs dans leadership national les amène à penser la dialectique entre l'enjeu politique des guerres de résistance et la cohésion sociale qui les sous-tend, de ne jamais dissocier l'impératif national-patriotique du consensus social et surdéterminer

1) Confucéen par son origine lettrée et rationnaliste par la formation reçue dans le cadre de l'enseignement français. Vo Nguyen Giap à la différence de nombre de ses compagnons du PCV est sorti diplômé de l'Université de Hanoi (Droit).

l'enjeu dynastique sur le consentement populaire. Cette ambivalence discursive renvoie en fait à l'ambivalence de la condition lettrée, a son rôle d'intercesseur entre le pouvoir dynastique et le peuple paysan.

On verra cette réciprocité de perspective entre structure du discours à l'œuvre dans l'analyse de la Résistance des lettrés et paysans du Nord connue sous le nom de Can Vuong (Aider le Roi) entre 1885 et 1897 et les guerres d'indépendance du XXe siècle (1945-1975). La comparaison de deux conjonctures historiques éclaire les ruptures et la permanence de la pensée militaire ou plus exactement de la pratique politico-militaire vietnamienne.

II. — Les guerres de résistance au XIXe siècle : l'épisode Can Vuong (1885-1897)

La mort du vieux roi Tu Duc (1847-1883) intervint à un moment critique des relations franco-vietnamiennes (2) et laissa vacant un trône disputé entre plusieurs clans dynastiques. La succession du roi qui mourut sans laisser d'héritier direct ouvre une ère de turbulence et de déchirement entre les camps adverses s'est soldée par plusieurs assassinats des prétendants. Ham Nghi (1884-1885) fut finalement imposé par les partisans de la résistance armée face à l'armée française une alliance de circonstance entre le Régent Ton That Thuyet et le ministre Nguyen van Tuong.

L'affrontement franco-vietnamien est devenu inévitable à la suite de l'ultimatum lancé par le Général de Courcy en juin 1885. Après l'échec de l'attaque surprise contre la garnison française basée dans la capitale royale, Ton That Thuyet et son adjoint Tran Xyab Soan (3) prirent le commandement d'une campagne militaire qui a duré plus d'une décennie et qui ne prit fin qu'en 1897, avec la défaite finale de De Tham. Répondant en masse à l'appel aux armes lancé par le jeune roi (âgé de quinze ans), plusieurs foyers insurrectionnels ont éclaté et embrasé comme une traînée de poudre le Nord Annam et le Tonkin. Parmi les plus importantes de la première phase (1885-1891) la campagne de Quang Bihn qui s'est soldée par l'arrestation de Ham Nghi (exilé par la suite à Alger où il vivra jusqu'à sa mort), celle des trois provinces Thanh-Nghe-Tinh autour de la région de Ba Dinh

2) On se réfère pour bien comprendre l'essentiel de cet épisode à la contribution de H. Tsuboi. *L'empire vietnamien face à la France et à la Chine*. Paris, L'harmattan, 1987.

3) Voir mon livre (*Vietnam du confucianisme au communisme*. Paris, L'harmattan, 1990).

(1886), placée sous la direction de Dihn Cong Trang et qui ne fut réduite qu'au terme de plusieurs mois de siège et au prix des pertes considérables celle de Bai Say dirigée par Nguyen Thien Thuat de 1886 à 1891 et celle à l'échelle de plusieurs provinces du Nord-Est du Tonkin placée sous le haut commandement de Nguyen Quang Bich avec la participation active des minorités ethniques de la Haute Région.

La capture du Roi dès le début de la campagne a changé la nature du mouvement de résistance non le réduire. La résistance est désormais affaire des lettrés et des paysans résolus de défendre les uns leur position de classe dirigeante les autres l'intégrité de leur terre et le patrimoine ancestral. L'épisode le plus marquant de cette seconde phase (1891-97) est toutefois celle de la Résistance du Centre placée sous la conduite d'un grand lettré, mandarin et lauréat des concours de doctorat. Phan dinh Phung ⁽⁴⁾ qui commanda un maquis parti de la région de Huong-Khe et couvrant quatre provinces septentrionales de l'Annam : Thanh-Nghe-Tinh et Quang-Binh. Grâce au talent d'organisateur d'un homme du peuple. Cao Thang, Phan Dinh-Phung a mené la vie dure à une véritable armée de cinq mille hommes appuyée par de nombreux supplétifs venant du sud et des renforts des chrétientés acquises à la cause coloniale. En recourant aux méthodes de repréaille indignes d'une nation civilisée la «pacification» ne parviendra à ses fins qu'en 1895 après la mort de maladie du chef de la résistance vietnamienne. En liaison avec le mouvement de Phan Dinh-Phung dans le Centre le maquis de Yen The dans la Haute Région du Nord mit en effervescence les provinces de Bac Giang, Bac Ninh, Thai Nguyen et Lang Son grâce au génie militaire d'un officier de carrière, le De Tham (Général Hoang Hoa Tham). Combinant habilement guerre de défense et guerre offensive guérilla et guerre de mouvement avec des unités régulières, négociation politique et action militaire, De Tham s'est montré suffisamment coriace et efficace pour obliger un adversaire supérieur en nombre et en logistique d'accepter de signer plusieurs trêves avant l'assaut final.

Malgré l'échec final, Can Vuong qui ne mérite son nom que sous le règne éphémère de Ham Nghi (1884-1885) et qui devient en fait une véritable «guerre du peuple» à partir de la capitulation de la royauté (1885-1897) aurait au moins le mérite de montrer la capacité de résistance du peuple vietnamien face aux agressions étrangères et même celle de vaincre les meilleures armées de métier s'il bénéficiait

4) Voir C. Fourniau *Annam-Tonkin, 1885-1896*. Paris, L'harmattan, 1989.

d'un soutien politique conséquent de la part de la classe dirigeante et de l'Etat monarchique ⁽⁵⁾. Retenons de ces guerres de la seconde moitié du XIXe siècle quelques caractéristiques essentielles.

1. — Force et cohésion du corps social

Aucune résistance digne de ce nom n'est possible aussi longtemps que n'est assurée la fusion entre les lettrés qui assument dans le cadre de l'état mandarinal les tâches de commandement et la paysannerie qui constitue le «vivier» naturel de l'infanterie ⁽⁶⁾. A l'encontre des armées régulières qui se sont débandées en désordre devant l'ennemi ⁽⁷⁾ le mouvement Can Vuong a opposé à l'armée d'occupation une résistance opiniâtre, durable grâce au soutien populaire et à la ferveur patriotique de la classe lettrée. Le Vietnam a retrouvé au cours de cette campagne apparemment improvisée et spontanée le secret de sa force indomptable : l'unité entre le pouvoir monarchique, la classe de lettrés et la paysannerie.

2. — Légitimité du mandat céleste

Mais cette unité de fusion fondée sur ce que le sociologie Paul Mus appelle «le contrat social vietnamien» suppose à sont tour un accord parfait entre le sujet et sa communauté d'appartenance (famille, village, Etat) vécue comme une famille élargie et hiérarchisée (père, mandarin, roi). Dans cette logique de délégation où chacun n'agit que «mandaté» par une instance supérieure, la défection de la monarchie après la capture de Ham Nghi et la succession par des rois-potiche pèsent lourd sur le cours de la Résistance même si elle n'entame pas immédiatement la détermination populaire. C'est un pan du mandat céleste qui fait défaut.

3. — Unité nationale et solidarité inter-ethnique

Si dans le paysage social vietnamien (G. Condominas) l'élément Kinh tient une position dominante, la coordination avec les autres

5) En témoigne la dernière victoire remportée par Quang Trung en 1789 sur une puissante armée Qing de plus de 200.000 hommes.

6) L'aptitude au combat des paysans résulte autant de l'institution du service militaire obligatoire dès le début de l'indépendance (Xe siècle) que de la formation des unités d'auto-défense dans le cadre villageois.

7) Le suicide du gouverneur de Hanoi, Hoang Dieu, est en partie provoqué par le comportement indigne de certains de ses lieutenants ainsi que le manque de combativité des troupes. L'image d'Epinal à la gloire de l'armée coloniale retient surtout le contraste entre la calme détermination des soldats européens et la fuite éperdue des vietnamiens.

composantes soumises mais non assimilées constitue la condition de survie de tout mouvement insurrectionnel. Privée de ces immenses arrières, la résistance perd une grande part de sa capacité de mouvement et de camouflage qui joue un rôle essentiel dans la stratégie militaire.

4. — Alliance avec la Chine

Placée dans le cadre des affrontements inter-continentaux contemporains (entre les puissances européennes et l'Extrême-Orient), l'histoire a montré que la résistance ne pouvait l'emporter que si elle bénéficiait d'un environnement favorable, en l'occurrence, d'une solide alliance avec la Chine. L'affaiblissement et la déliquescence des Qing amorcées depuis les guerres de l'opium jusqu'à l'écrasement des Boxers ont joué en ce sens un rôle décisif dans la défaite finale des vietnamiens.

III. — Les guerres de libération nationale vietnamiennes du XXe siècle

Transposé dans le contexte des guerres de libération du temps présent, le schéma précédent vieillit à peine si on fait abstraction au paysage technologique de la guerre du Vietnam, à la nature expérimentale des armements et stratégie (pacification, escalade, vietnamisation) dans le cadre de la guerre froide et aux retombées internationales (chacun se souvient de la théorie américaine de dominos et la réplique guévariennne : «Il faut faire un, deux, trois... Vietnam»). A quelques variantes près, le scénario de la première guerre d'Indochine contre la France (1945-1954) et celui de la deuxième face à l'Amérique (1960-1975) n'ont guère invalidé les données fondamentales de la «guerre du peuple» en acte durant le siècle dernier face à l'armée coloniale : cohésion sociale et inter-ethnique (sans laquelle la bataille de Dien Bien Phu n'était même pas concevable), unité de fusion entre intellectuels et paysans sous l'autorité morale du chef charismatique, mandat politique et social du parti communiste vietnamien, intégration dans le bloc socialiste. Tout se passe comme si les expériences douloureuses d'hier trouvent la critique des armes dans la conduite de la guerre populaire d'aujourd'hui même si celle-ci se transforme sous l'effet de la logomachie léniniste et maoïste en un produit «spécifique» du communisme du monde contemporain.

Ce n'est pas nier la part du mouvement communiste et des luttes de classes et de peuple du XXe siècle que de rappeler la persistance et

la prépondérance du patrimoine historique et culturel du peuple vietnamien dans la formation de sa pensée militaire actuelle, produite non dans les salons des intellectuels à la mode mais dans les guerres de résistance de la seconde moitié du siècle présent.

Tout comme en Chine, la pensée militaire vietnamienne semble avoir intériorisé les effets du communisme de guerre qui a, peu à peu, investi le marxisme des sociétés périphériques dominées directement ou indirectement par l'impérialisme (Vo Nguyễn Giap, Lê Duân, Tru'o'ong Chinh). Il en résulte un double déplacement problématique : à la stratégie des «guerres de position» qui, selon A. Gramsci, caractérisent la lutte de classes dans les sociétés industrielles avancées se substituent les guerres de mouvement et la guérilla qui représentent la trame des conflits entre «les plus forts» (les forces impérialistes) et «les plus faibles» (les forces progressistes du Tiers Monde); la place du prolétariat constitué en classe distincte, concentré dans les grands centres urbains et placé au poste de commandement dans les sphères d'hégémonie (production, culture, politique) face à l'Etat bourgeois est occupée par des milliers et des millions de petits paysans (ou fermiers) peu instruits, vivant en vase clos (la commune rurale), disséminés à travers tout le pays.

Aux affrontements entre deux formations de combat de type classique disposant d'un potentiel industriel et humain comparable, se substituent des Guerres inégales, dissymétriques opposant la puissance industrielle - dont la dynamique de la victoire repose sur la capacité de détruire rapidement l'armée ennemie (Blitzkrieg) ou de la contraindre à déposer les armes - à une armée faible dont la survie réside dans la durée (renaissance des guerres populaires prolongées). C'est en ce sens que Vo Nguyễn Giap définit la guerre révolutionnaire de longue durée comme le passage continu progressif, linéaire de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement en passant par une étape intermédiaire : la guerre de position (les trois formes de combat de la guerre du peuple, apud Guerre du peuple, Armée du peuple). Il s'agit là d'une version vietnamienne de la thèse maoïste du rôle stratégique de la guérilla dans la guerre du peuple (De la guerre révolutionnaire).

Outre le fait que la durée seule permet au pays faible de «modifier» le rapport de forces (Mao), le caractère total, multiforme de la lutte (économique, culturelle, politique), la nature imprévisible (l'absence de front défini, la dissymétrie - inversée - dans la connaissance des mouvements ennemis) de la guerre du peuple détruit l'homogénéité et l'unicité de la pratique militaire classique, réduite à la simple dimension «technico-militaire» (A. Gramsci), l'obligeant, soit à abandonner le terrain, soit à transformer la nature de la guerre elle-même. Ainsi, au Vietnam, l'intervention armée américaine sous ses variantes successives - «guerre spéciale», «escalade» et «guerre aéronavale» contre le Nord, etc. - se transforme sous l'effet de la guerre

du peuple, en guerre civile contre révolutionnaire» («vietnamisation») avec ou sans intervention directe de l'armée U.S.

Mais avant même la découverte par le général allemand von Clausewitz des vertus de la guerre dite défensive sur la guerre d'attaque (d'agression), les dirigeants vietnamiens avaient déjà assimilé les avantages stratégiques de la guerre du peuple du passé : guerre de longue durée (l'art militaire consiste, disait le vainqueur des trois invasions mongoles, Trần Quốc-Tuân, à «combattre le long avec le court», ou encore : dans la guerre du peuple, l'armée et la population sont «comme le fils et le père d'une même famille»), lutte de guérilla prenant peu à peu les proportions élargies d'une guerre de mouvement cherchant, en dernière instance, moins à «mettre à genoux» l'adversaire qu'à le contraindre à négocier, telles sont aussi les leçons d'une expérience historique riche de «guerres du peuple» toujours vivante dans la mémoire collective, nourrie moins de Marx et d'Engels que de noms comme Ly Thu'o'ng-Kiêt (XIe siècle), Trần Quốc-Tuân (XIIIe siècle), Nguyễn Trai (XVe), Quang Trung (XVIIIe), etc.

L'art de concilier l'impératif militaire (Ziel) et la fin politique (Zweck) dans la conduite de la guerre ou l'unité de fusion entre le «moment militaire (et technico-militaire)» et le «moment politique»... représente, enfin, le point de rencontre entre un héritage culturel légué par la tradition et le «conjuncturalisme révolutionnaire» forgé par les marxistes vietnamiens. Il s'agit d'une notion philosophique déjà présente dans les écrits néo-confucéens de la fin du XIXe siècle mais reprise et remise en vigueur dans le cadre des luttes anti-impérialistes par Ho-chi-Minh et ses disciples (Giap, Tru'o'ng Chinh, Lê Duân). Cette notion de «Thoi co thuân loi» ou Thoi co (moment favorable) renvoie, dans la terminologie marxiste vietnamienne, à la catégorie léniniste de «l'analyse concrète de la situation concrète». Elle y prend une double connotation de concept théorique (inscrit dans la dialectique du concret) et de méthode d'analyse de l'histoire présente; elle constitue, comme l'avait montré A. Gramsci (De la méthodologie historique), le point de fusion entre une vision du monde et sa réalisation effective.

Sans cette analyse de la conjoncture politique, la théorie reste «lettre morte» (Lénine). Privée de son contrôle et de sa critique, l'action - même dirigée par le «Parti révolutionnaire» - sombre dans l'opportunisme. Moment ultime du travail théorique, l'analyse conjoncturelle «médiatise» dans cette phase de réflexion toutes les données d'une situation en termes concrets par la mise en place d'une méthode d'analyse fondée sur la dialectique des «forces sociales» dans leur complexité, leur matérialité... sans exclure pour autant la part des hommes, leur désir, leur obsession, leur sensibilité, c'est-à-dire leur subjectivité : ainsi se résume et se complète la théorie gramscienne des trois moments de la méthodologie historique (économique, politique et militaire). Le «moment favorable» n'est rien d'autre que la synthèse

des contradictions multiples en interaction les unes avec les autres et la saisie de leur «pertinence» en vue du choix stratégique du moment de l'engagement.

Dans la pratique militaire proprement dite, il commande le «saut qualitatif» d'une situation politico-militaire à une autre, notamment la détermination du passage de la guerre défensive (qui correspond à l'état d'équilibre des forces) à la contre-offensive généralisée (Tong phan công) et à l'insurrection généralisée (Tông Khoi nghĩa).

Ce qu'il convient d'ajouter, pour éviter toute confusion entre les écrits marxistes vietnamiens et la phraséologie marxisante des années 60 (en France surtout), c'est cette absence de prétention métaphysique et universalisante qui caractérise les «discours de guerre» des Vietnamiens. Ils constituent le simple «témoignage» vivant des luttes d'un peuple, d'un pays et d'une époque. Et aussi, à leur manière, leur apport spécifique au processus d'élargissement et d'approfondissement du marxisme contemporain.

Produit de l'histoire, le conjuncturalisme révolutionnaire ne s'apparente ni à un corpus de recettes ou de «techniques» du parfait «guérillero», ni à une théorie «scientifique» au sens classique. Le principal mérite de Vo Nguyễn-Giap et de ses émules (Van Tiên Dung, Trần Van Tra, Nguyễn Chi Thanh...) réside dans le fait d'avoir rappelé constamment que les «conditions de victoire n'ont rien à voir avec la certitude d'une prévision, (que) l'essentiel - du point de vue pratique - est la tactique, le quotidien, la continuité du travail», (P. Raymond, *La résistible fatalité de l'histoire*, Paris, 1982), que l'homme, l'«individu» libéré des chaînes de l'exploitation et son héroïsme, individuel ou collectif, restent en dernière instance le facteur décisif de la guerre et de la paix.

Trinh VAN THAO

Université de Provence - IRSEA-CNRS



الدستوري الجديد الحبيب بورقيبة وبين الأمين العام للحزب صالح بن يوسف الذي اعترض على مبدأ التسليم قبل الإتفاق ، لكن المفاوضات مضت بين الطرفين لتقطف الحركة الوطنية التونسية بكافة أجنحتها العسكرية والسياسية ثمار كفاحها وليعلن استقلال تونس في 20 مارس 1956 .

الخاتمة :

تلكم هي مسيرة الكفاح المسلح التي خاضها رجال المقاومة التونسية في الفترة ما بين 1945 و 1956 ومن خلال هذه المسيرة يمكن أن نستخلص بعض النتائج الهامة :

وأولى هذه النتائج : أنه بعام 1945 بدأت القضية التونسية تلج الأفاق العربية لاسيما وأن العرب بدأوا يلتفون ، كذلك فإن هذا العام ارتبط بمجيء بعض المناضلين من تونس وشمال افريقيا الى القاهرة وراحوا يمدون الصحافة المصرية بكافة المعلومات عن تطور القضية .

وثاني هذه النتائج : أن معرفة المشرق العربي بالقضية التونسية كانت متواضعة في البداية ، وقد يرجع ذلك الى أن قضية فلسطين كانت قد شغلت مساحات واسعة من تفكيره في تلك الفترة ، كما أن المستعمر الفرنسي في تونس حاول بثتى الطرق حجب أخبار حركة النضال المسلح التي كانت دائرة في شتى أرجاء تونس عن إخوانهم عرب المشرق . لكن مع مرور الوقت لم يستطع المستعمر الفرنسي أن يقف أمام تسرب أخبار هذه المقاومة خاصة وأن القضية التونسية كانت قد انطلقت الى آفاق أرحب وبدأ العالم يتحدث عنها من خلال منظمة الأمم المتحدة وسائر الإتحادات والمنظمات العالمية الأخرى ولاسيما العمالية منها .

وثالث هذه النتائج أن المقاومة المسلحة التونسية تطوّرت ونمت نموا طبيعيا ، فقد بدأت بمؤتمرات احتجاج ثم أخذت شكل مظاهرات سلمية ومسلحة ثم صدام مع مصالح ومنشآت ورموز المستعمر الفرنسي ثم انتقلت الى مرحلة سرية قابلها المستعمر بمنظمات ارهابية لكن الفدائيين التونسيين استطاعوا في النهاية أن يفرضوا كلمتهم فاستمعت فرنسا لأبناء تونس وجلست معهم للتفاوض .

وأخيرا يمكن القول أن الصحافة المصرية رغم انشغالها الشديد بتناول القضية الوطنية المصرية لإخراج بقية الوجود البريطاني عن مصر فإنها لم تكن بمنأى عن القضية التونسية فتعرضت لأخبارها وكثيرا ما ربطت بينها وبين القضية المصرية من خلال رسم الطرق لكيفية التخلص من المستعمر الفرنسي والبريطاني .

د . حمد الله مصطفى حسن
كلية الآداب - جامعة عين شمس

وهكذا وصلت المقاومة المسلحة التونسية في عام 1954 الى مرحلة يمكن أن تطلق عليها (مرحلة النضج والتمرس) لاسيما وأن هذه المقاومة كان يوجهها حزب الدستور الجديد الذي كان بمثابة ضابط إيقاع لها رغم إنكار الفرنسيين لوجود مثل هذه الصلة كي يبرهنوا على أن حركة المقاومة المسلحة في تونس ليست إلا تجمعا لبعض المجرمين ، كذلك فإن قادة فرق جيش التحرير التونسي الذين شاركوا في حرب فلسطين قد أضفوا على هذه المقاومة خبرة لا بأس بها .

كل هذه الحوادث جعلت فرنسا ترضخ لقبول وسماع كلمة المناضلين التونسيين بعد أن تجاهلتها طويلا ، فزار (منديس فرانس) رئيس الوزراء الفرنسي تونس في 31 يوليو عام 1954 وأعلن قبول حكومته لمبدأ الحكم الذاتي لتونس بع بعض الإرتباطات⁽⁷⁹⁾ .

وقد رحّب بورقيبة من منفاه بهذه الخطوة . واتفقت فرنسا وديا مع الحزب الدستوري الجديد على تأليف وزارة برئاسة أحد الوطنيين المستقلين وهو الطاهر بن عمار . على أن يشترك معه ثلاثة من الدستوريين لتولي مهمة التفاوض مع فرنسا وفي أعقاب هذه الإجراءات وجّه المقيم الجديد الجنرال (دي لاتور) المعروف بشدته نداء الى المقاتلين بتسليم أسلحتهم لكن هذا النداء لم يكن ليلقي بهذه السهولة أذانا صاغية من جانب رجال المقاومة فعاد القتال الى أشده ووقعت بعض أحداث القتل في صفوف القوات الفرنسية⁽⁸⁰⁾ .

ولقد تطورت الأحداث السياسية والدبلوماسية بعد ذلك فجرى اتفاق بين الوطنيين من خلال المباحثات على إنهاء القتال وتسليم السلاح على الرغم من أن هذا الإجراء قد أبرز الخلاف الحقيقي بين رئيس الحزب

(79) صوت العرب : العدد الثالث ، بتاريخ 1 أوت 1954 ، ص 2 .

(80) الأهرام : العدد رقم 24754 ، بتاريخ 3 سبتمبر 1954 ، ص 3 .

وامتدت الى عدة مدن أخرى مثل (سوسة) و (القيروان) و (صفاقس) و (قابس) وغيرها ، كما أقيمت الحواجز في الشوارع وجرى حصار الأحياء والقبض على الأهالي الأبرياء وإرسالهم الى معسكرات التعذيب والإعتقال⁽⁷⁵⁾ .

وكانت السلطات الفرنسية قد أقدمت على نقل الحبيب بورقيبة من منفاه بتونس في مايو 1954 الى إحدى الجزر الفرنسية الأمر الذي تسبب في موجة نشاط كبير بين صفوف الفدائيين استخدموا فيها الأسلحة الحديثة واتهم الوطنيون التونسيون فرنسا بأنها تعمدت إبعاد زعيمهم لقطع كل صلة بينه وبين الحركة الوطنية في بلاده⁽⁷⁶⁾ .

وإزاء ذلك كله ازدادت المقاومة المسلحة التونسية ضراوة ولقي الكولونيل الفرنسي دي لابايون مصرعه برصاص رجال المقاومة⁽⁷⁷⁾ .

وقد أوردت بعض الصحف في عام 1954 إحصاءات لأعداد القتلى والجرحى يمكن من خلالها الإستدلال على مدى شدة هذه المقاومة المسلحة والأعمال الفدائية الجريئة . فقد أذاعت السلطات الفرنسية في أواخر يوليو عام 1954 بيانا عن أعمال الوطنيين ذكرت فيه أن 155 شخصا لقوا مصرعهم أو جرحوا خلال الأربعة شهور الماضية على أيدي الفدائيين ، وأنه في المدة بين 16 و 23 يوليو قتل الوطنيون التونسيون 74 فرنسيا ومدنيا مواليا للفرنسيين ، كما جرحوا 97 شخصا . وأضاف البيان بأن 21 جنديا فرنسيا قتلوا في هذه الحوادث كما جرح 52 جنديا من القوات الفرنسية⁽⁷⁸⁾ .

(75) التحرير : العدد رقم 52 ، بتاريخ 13 ابريل 1954 ، ص 23 .

(76) صوت العرب : العدد رقم 2871 ، بتاريخ 18 يوليو 1954 ، ص 2 .

(77) صوت العرب : العدد الثاني ، بتاريخ 25 جويلية 1954 ، ص 2 .

(78) صوت العرب : نفس العدد ، ص 2 .

وعلى إثر هذا الإغتيال نزل الجيش الفرنسي العاصمة واحتل جميع النقاط الإستراتيجية ونصب المتاريس في الشوارع وتم اعتقال ثلاثة آلاف شخص في العاصمة وحدها (72).

مراسيم 4 مارس 1954 وتصاعد المقاومة (مارس - ديسمبر 1954) :

رأت فرنسا أنّ خير وسيلة لتهدئة الأحوال في تونس هو إبعاد المقيم العام دي هوت كلوك واختيار أحد الموظفين السامين خلفا له وهو (فوازار) . ويبدو أنّ ذلك كان مقدمة لإدخال إصلاحات ترمي الى حل القضية التونسية وبالفعل صدرت في 4 مارس 1954 مراسيم الإصلاحات ولكنها كانت تمثل خيبة أمل بالنسبة للتونسيين إذ أنها لم تحقق ما كانوا يصبون اليه رغم أنها قررت زيادة عدد الوزراء التونسيين وتطبيق مبدأ الإنتخابات بالنسبة للقادة عن طريق المجالس المحلية وبدأت من ثم حركة مقاومة مسلحة أو « فلاقة » كما يحلو للفرنسيين تسميتها (73) .

وقد احتجت عدة شخصيات على هذا البرنامج باسم منظمات وهيئات عديدة مثل أمين مال الإتحاد العام التونسي للشغل ، ورئيس الفرقة الفلاحية التونسية حيث وجهوا عدة احتجاجات الى رئيس الحكومة الفرنسية ووزير خارجيتها والمقيم العام في تونس (74) .

وكان لابدّ لجميع التونسيين أن يعبروا عن رأيهم حيال ذلك كله فعمت تونس مظاهرات شديدة وصاخبة ضد الوجود الفرنسي في العاصمة

وفي خلال هذه الإضطرابات زار تونس المرشال (جوان) وخطب أمام جمع من العسكريين والمدنيين قائلا : " إن الإضطرابات في شمال افريقيا بدأتها العناصر المتطرفة الوطنية ثم زادتها الدول العربية والآسيوية اضراما ، ثم نفخت فيها موسكو ، وأخيرا هيئة الأمم المتحدة حين أصدرت قرارا مانعا يلح على فرنسا وشمال افريقيا أن يسويا مشاكلهما بالمفاوضات (70) .

ويبدو أنّ سياسة الحديد والنار قد عجزت عن إيقاف المقاومة المسلحة التونسية فبدأت السلطات الفرنسية تجرب أسلحة أخرى أشد فتكا وهو سلاح المخدرات ، ذلك أنّ عصابة فرنسية ظهرت في تلك الآونة واتخذت من جزيرة (كورسيكا) مقرا لها وراحت تحمل الى تونس كميات هائلة من مادة الكوكايين والهيروين للقضاء على جيل كامل من التونسيين (71) .

ولم تكتف المقاومة التونسية بالهجوم على القوات الفرنسية في تونس ولكنها استهدفت أيضا القضاء على من شايعو المستعمر من أبناء الوطن وعرفوا بعدائهم للحركة الوطنية أمثال نائب رئيس المجلس البلدي بتونس الشاذلي القسطللي الذي لقي مصرعه على أيدي رجال المقاومة ، ذلك لأنه رشّح نفسه وعددا من أقاربه في الإنتخابات التي أعلن التونسيون معارضتهم لها .

(70) المصري : العدد رقم 5437 . بتاريخ 16 يناير 1953 ، ص 2 .

(71) الدعوة : العدد رقم 100 ، بتاريخ 13 يناير 1953 ، ص 14 .

انظر أيضا المصري : العدد رقم 5432 ، بتاريخ 11 يناير 1953 ، ص 2 .

انظر أيضا الأهرام : العدد رقم 24165 ، بتاريخ 11 يناير 1953 ، ص 2 .

(72) الأهرام ، العدد رقم 24276 ، بتاريخ 3 مايو 1953 ، ص 3 .

(73) الأهرام ، العدد رقم 24577 ، بتاريخ 5 مارس 1954 ، ص 2 .

(74) الدعوة : العدد رقم 164 ، بتاريخ 6 أبريل 1954 ، ص 2 .

واستمرت المقاومة المسلحة على أشدها خلال عام 1953 وقامت السلطات الفرنسية بفتح معتقلات صحراوية في الهواء الطلق ملئت بالآلاف من المعتقلين ، وتظافر الشتاء مع التنكيل الإستعماري الفرنسي وتفاهة التغذية ونضوب المياه والتغذية فأصيب معظم المعتقلين بأمراض خطيرة وأصبحت المناطق التي يطلق عليها الفرنسيون (محتشدات) محرمة على كل زائر سواء من أهالي المعتقلين أو الصحافة .

وقد وجّه مكتب الحزب الدستوري الحرفي القاهرة على إثر استفحال الحالة في تونس نداء حارا من خلال الصحافة المصرية ناشد فيه الهيئات الصحفية العالمية ومن بينها الهلال الأحمر المصري ضرورة التدخل السريع لإنقاذ تونس من الأخطار الوبائية⁽⁶⁷⁾ .

وبالرغم من هذه الأوبئة فقد اشتدت المقاومة التونسية ضد الفرنسيين الذين راحوا يهاجمون القوافل التجارية في جنوب تونس ويستولون على بضائعها وينهبون السكان في تلك المنطقة الصحراوية وقد حدث هجوم فرنسي على قبيلة تونسية بالقرب من مدينة قابس بين العوينات ووادي العكاريت حيث فاجأها الفرنسيون قبل طلوع الفجر وأمطروها وابلا من الرصاص وحاصروها بحثا عن الفدائيين والأسلحة وأثناء ذلك ألحقت الإهانات بالنساء والرجال وأتلفت المون وحطم الأثاث وماتت إحدى السيدات وهي تدافع عن شرفها⁽⁶⁸⁾ .

وبينما كانت السلطات الفرنسية تنشر الإرهاب في الجنوب التونسي دأب الفدائيون على العمل في الشمال حيث قاموا بنسف خطوط السكك الحديدية التي تربط الشمال بالجنوب⁽⁶⁹⁾ .

(67) المصري : العدد رقم 5430 بتاريخ 2 يناير 1953 ، ص 1 .

(68) المصري : العدد رقم 5430 بتاريخ 9 يناير 1952 و ص 2 .

(69) المصري : العدد رقم 5434 ، بتاريخ 13 يناير 1953 ، ص 2 .

تونس ومصر لأن عقلية هذه الدول لا تقيم وزنا للمنطق ولا تفهم إلا لغة القوة ولاسيما وأن انتشار القلاقل والإضطرابات المسلحة في شمال إفريقيا واستمرارها.... يزعج الدول الغربية ازعاجا شديدا لما لإفريقيا الشمالية من أهمية استراتيجية عظيمة . فقد أنشأت أمريكا في مراكش عددا من المطارات الحديثة وجعلت فيها أكبر قاعدة جوية في غرب البحر المتوسط ، كما أن سواحل تونس والجزائر غنية بالموانئ الجيدة التي تتحكم في الملاحة في ذلك البحر وتعتبر حيوية للدفاع عن غربي أوروبا أو تحريرها كما حدث في خلال الحرب العالمية الثانية ، فإذا عجزت فرنسا عن قمع الإضطرابات فإنها سوف تكون مضطرة الى اتباع سياسة التهدة والتسليم لأن مصالح الغرب ومشروعاته الدفاعية تلزمه بالمحافظة على تعاون شعوب إفريقيا الشمالية مهما كان الثمن⁽⁶⁵⁾ .

وفي محاولة للربط بين النضال المسلح في تونس ذلك الوقت وبين كفاح مصر لإخراج بقية الجيوش البريطانية من مصر والإقتداء بكفاح التونسيين راح الكاتب أحمد بهاء الدين يكتب في سخرية قانلا : " الناس يقرأون في الصحف أنباء الأرواح التي تزهق في تونس والدماء التي تسيل مندهشين متقززين كأنهم يقرأون عن شيء غريب لم يعرفوه والحكومات العربية ترغي وتزبد تريد أن تحتج على الإستعمار الفرنسي والإحتلال العسكري في المغرب كأنها باتت وليس في بلادها استعمار يورق جفنها ... أتستكثرون على فرنسا هذه الفضائح التي تركتها ؟ أتزعجكم هذه التضحيات ؟ اذهبوا إذن الى القنال وجاؤوا أن تخرجوا الإنجليز من هناك كما يحاول التونسيون إخراج الفرنسيين⁽⁶⁶⁾ .

(65) المصور : العدد رقم 1470 ، بتاريخ 12 ديسمبر 1952 ، ص 29 .

(66) روز اليوسف : العدد رقم 1280 بتاريخ 22 ديسمبر 1952 ، ص 5 .

بتونس وشمل الاعتقال كافة رجال الإتحاد العام التونسي للشغل الذي كان يقوده فرحات حشاد . وقد نشطت القوات البرية الفرنسية يؤيدها سلاح الطيران في مراقبة الحدود التونسية الليبية على امتداد مائتي ميل لمنع الفدائيين التابعة لكتيبة الشهيد " فرحاد حشاد " من معاودة الهجوم على المراكز الفرنسية⁽⁶²⁾ .

وعلى إثر هذه العمليات العسكرية التي قامت بها السلطات الفرنسية ضد الشعب التونسي الأعزل انتظمت مظاهرة نسائية في حي "باب الخضراء" بالعاصمة هاتفة بسقوط الإستعمار ومطالبة بالحرية والإستقلال فتصدى لها الجيش الفرنسي وفرقها وعادت المظاهرة بعد ساعات لتتشكل من جديد ولينظم إليها عدد كبير من طلاب المدارس والرجال المسلحين ، واتخذت هذه المظاهرة من الأحياء الأروبية هدفا لها فهاجمت المحلات التجارية الفرنسية وأشعلت النيران في داخلها ، كما أحرقت كثيرا من سيارات الموظفين الفرنسيين⁽⁶³⁾ .

وقد علق أحد كتاب مجلة المصور على اشتداد حركة الكفاح المسلح في تونس بقوله : « لقد أصبح لا عذر بعد اليوم لمن يتشكك في جدية الحركة القومية في تلك البلاد ، وفي أن فرنسا أعجز من أن تفرض إرادتها وترغم شعوبها على قبول سيطرتها عليها »⁽⁶⁴⁾ .

كذلك فقد نادى المجلة بطرح العبارات والحجج النظرية التي لا تجد كثيرا في تغيير العقليّة الإستعمارية التي تسيطر على فرنسا والدول المشايعة لها ولاسيما إنجلترا وطالبت باستخدام القوة ضدها في كل من

والإسلامية بالانسحاب من الأمم المتحدة ، وإرسال برقيات الى سكرتير عام الأمم المتحدة والأمين العام لجامعة الدول العربية وسفير فرنسا لتسجيل استنكارهم واحتجاجهم على هذا الإعتداء الوحشي ، ورفع هذه القرارات الى الحكومات العربية والجهات المختصة⁽⁵⁹⁾ .

كذلك فقد عقدت جمعية شؤون الشرق الأوسط بكلية التجارة بجامعة القاهرة اجتماعا استنكرت فيه الأساليب العدوانية التي تتبعها فرنسا في شمال افريقيا ، وأبدت أسفها لموقف الأمم المتحدة من تأييد السياسة الإستعمارية في شمال افريقيا ، وأهابت بالأحرار أن يقفوا مع شعوب هذه المنطقة⁽⁶⁰⁾ .

وقد احتجت أيضا الهيئات الدينية بمديرية البحيرة بمصر على العدوان الفرنسي ضد تونس ومراكش وطالبت العالم بالتدخل لإنقاذ إخوانهم في شمال افريقيا من العسف والتعذيب⁽⁶¹⁾ .

وعلى إثر الإنتهاء من عرض القضية التونسية على الجمعية العامة للأمم المتحدة بلغت حالة التوتر والإضطهاد في تونس مبلغا لم يسبق له نظير . فقد انطلقت قوات الجيش الفرنسي تؤازرها قوات " الدرك " والهجانة بحملات واسعة النطاق في الجنوب التونسي تهدم المساكن وتنهب البيوت وتهاجم القبائل وتعتقل الأهالي بالجملة حتى وصلت أعداد المعتقلين في شهر ديسمبر 1952 الى أكثر من ثلاثمائة شخص ، كما قتل عدد من الوطنيين بإطلاق الرصاص عليهم . وقد اشتركت في هذه العمليات الطائرات الحربية ولاسيما في منطقة الوطن القبلي ومنطقة الساحل

(62) الأهرام : العدد رقم 24143 ، بتاريخ 20 ديسمبر 1952 ، ص 2 .

(63) الأهرام : العدد رقم 24150 ، بتاريخ 27 ديسمبر 1952 ، ص 2 .

(64) المصور : العدد رقم 1470 بتاريخ 12 ديسمبر 1952 ، مقال بقلم حسين كامل سليم

(59) الأهرام : العدد رقم 24138 ، بتاريخ 15 ديسمبر 1952 ، ص 6 .

(60) الأهرام : نفس العدد ص 6 .

(61) الأهرام : نفس العدد ص 6 .

تعتقد بأنها أحرزت نصرا أدبيا لأن الأمم المتحدة اتخذت قرارا بشأن المسألة التونسية الأمر الذي أكسب المسألة الصفة الدولية⁽⁵³⁾ .

وتحدث مندوب مصر في الأمم المتحدة وأعلن أسفه لأن المشروع الذي عرض على الجمعية لا يوصي بتأليف لجنة ترعى المفاوضات بين فرنسا وتونس لأن لمثل هذه اللجنة أهمية قصوى حتى لا تواصل فرنسا الضغط على باي تونس لإكراهه على قبول مشروعات الإصلاح التي تقدمت بها لاسيما وأنها قد هددته بالخلع⁽⁵⁴⁾ .

وقد حمل المندوب المصري على الإستعمار الفرنسي قائلا : " أيها السادة لقد تجاهلت فرنسا حقوق الشعب التونسي ووطنت بأقدامها أولى مبادئ الحرية والحقوق الإنسانية وأطلقت قواها الحربية القاسية تنكل بهذا الشعب البريء وخلقت في هذا البلد جوا من الفزع والإرهاب " ⁽⁵⁵⁾ .

ولقد كان وزير خارجية باكستان السيد ظفر الله خان بليغا في شرح القضية التونسية وفي دفاعه عنها عندما بدأت الجمعية العامة في مناقشتها حين قال : " إن فرنسا حكمت تونس لفترة تزيد عن 71 سنة ومازالت تدّعي أن تلك البلاد غير جديرة بالإستقلال ، وهذا معناه اعتراف صريح بفساد الحكم الفرنسي وعدم صلاحيته⁽⁵⁶⁾ .

وقد علّقت مجلة المصور على قرار الجمعية العامة قائلة : إن الجبهة العربية الآسيوية قد منيت بهزيمتين في هيئة الأمم المتحدة أولهما تعلق بإسرائيل وثانيهما المشكلة التونسية ، فقد كان موقف الجمعية العامة من

(53) الأهرام : العدد رقم : 24137 ، بتاريخ 14 ديسمبر ، 1952 ، ص 2 .

(54) الأهرام : العدد رقم : 24142 ، بتاريخ 19 ديسمبر 1952 ص 2 .

(55) الأهرام : العدد رقم : 24130 ، بتاريخ 7 ديسمبر 1952 ، ص 2 .

(56) المصور : العدد رقم : 1470 ، بتاريخ 12 ديسمبر 1952 ، ص 29 .

المشكلة التونسية أدعى الى العجب من موقفها من المشكلة الفلسطينية ، ففي الوقت الذي اندلعت فيه نار الثورة في تونس أعلنت الجمعية ثقتها في أن فرنسا سوف تستمر في السير بالبلاد التونسية نحو هدف الحكم الذاتي ، هذا رغم أن منطق الحوادث كان لا يبرر أصلا إعلان مثل هذه الثقة نظرا لاستمرار المصادمات الدامية في تونس وتعهد فرنسا مقاطعة مناقشات اللجنة السياسية أثناء نظر القضية مما يستدل منه على أنها قررت مقدما اهمال ما سوف تصدره اللجنة من قرارات فقيم إذن تكون الثقة ؟ والى متى تستمر الأمم المتحدة عاملة على تدليل الدول الكبرى دون رعاية للعدالة أو لمبادئ الميثاق؟⁽⁵⁷⁾ .

وفي العدد الثاني للمجلة علّق أحد كتابها بقوله " أما مشكلتنا تونس ومراكش فقد كشفتنا عن ضعف أساسي في الأمم المتحدة إذ كان الإهتمام بعدم اغضاب فرنسا أو إحراجها أبرز من الحرص على تحقيق العدالة وتنفيذ الميثاق⁽⁵⁸⁾ .

وفي مدينة الإسكندرية عقد اجتماع بمسجد أبي العباس المرسي خاص بالحوادث الدامية التي جدت في تونس وغيرها من بلدان شمال افريقيا شهده نحو خمسمائة شخص من بينهم ممثلون للشباب المسلمين والإخوان المسلمين ، والحزب الإشتراكي ، والحزب الوطني الجديد ، ومندوبون من شمال افريقيا ومندوبون من الأزهر الشريف ، والنادي السوداني وحزب الإشقاء ، وقد تناول الخطاب جوانب من الحوادث التي وقعت هناك واتخذوا عدة قرارات تمثلت في مطالبة الحكومات العربية والإسلامية بمقاطعة فرنسا اقتصاديا وثقافيا وسياسيا ، ومقاطعة الدول التي وقفت ضد قضية تونس في هيئة الأمم ومطالبة الحكومات العربية

(57) المصور : العدد رقم : 1471 ، بتاريخ 19 ديسمبر 1952 ، ص 28 .

(58) المصور : العدد رقم : 1472 ، بتاريخ 26 ديسمبر 1952 ، ص 15 .

وطلب التحقيق في المظالم التي ترتكب ضد التونسيين⁽⁴⁷⁾ .

وفي نيويورك أصدرت الهيئة التنفيذية للإتحاد الدولي لنقابات العمال قرارا بالإجماع استنكرت فيه حادث القتل⁽⁴⁸⁾ .

وفي أوتاوا بكندا أصدر اتحاد العمال هناك قرارا استنكر فيه الجريمة وقال أن هذا الحادث يعد ضربة كبرى للديمقراطية والتقدم في شمال افريقيا والشرق الأوسط⁽⁴⁹⁾ .

وقد استمرت سيرة النضال المسلح ضد السلطات الفرنسية الأمر الذي دعا هذه السلطات الى توجيه انذار شديد اللهجة الى باي تونس تهدده فيه بالخلع إن لم يقبل عزل المستشارين المعادين لها . وقد وجه الباي رسالة الى رئيس الجمهورية الفرنسية يقترح فيها استئناف المفاوضات مع فرنسا عن طريق لجنة تونسية فرنسية واستقالة الوزارة التونسية برئاسة البكوش التي يتهمها الزعماء الوطنيون في تونس بأنها موالية لفرنسا .

ولم تكتف السلطات الفرنسية بذلك بل قامت بحملات تفتيشية واسعة النطاق في تونس بحثا عن الفدائيين الذين دخلوا البلاد قادمين من ليبيا وقد كان يشرف على تدريبهم في ليبيا بعض الوطنيين من أعضاء حزب الدستور التونسي وأطلقوا على هذه الكتيبة اسم " كتيبة فرحات حشاد " تخليدا لذكراه⁽⁵⁰⁾ .

(47) الأهرام : العدد رقم ، 24133 ، بتاريخ 10 ديسمبر 1952 ، ص 3 .

(48) الأهرام : العدد رقم ، 24130 ، بتاريخ 7 ديسمبر 1952 ، ص 7 .

(49) الأهرام : العدد رقم ، 24132 ، بتاريخ 9 ديسمبر 1952 ، ص 2 .

(50) الأهرام : العدد رقم ، 24142 ، بتاريخ 19 ديسمبر 1952 ، ص 3 .

الأمم المتحدة وقضية تونس وردود الفعل المسلحة :

في العاشر من أبريل عام 1952 خذل مجلس الأمن القضية التونسية فرفض ادراج شكوى تونس في جدول أعماله ، كما امتنعت الولايات المتحدة أمريكية عن الاقتراع ذاته الى أن إثارة هذه القضية في المجلس لن تفيد في تسوية النزاع⁽⁵¹⁾ .

وفي أوائل ديسمبر 1952 عرضت القضية على الجمعية العامة للأمم المتحدة من خلال مشروع قرار : الأول تقدمت به مجموعة الدول العربية والآسيوية وكان ينص على تأليف لجنة وساطة من قبل الأمم المتحدة ترعى سير المفاوضات بين الفرنسيين والممثلين الحقيقيين لباي تونس وتحديد الغرض من هذه المفاوضات وهو تحقيق الحكم الذاتي لتونس . وقد تزعمت بريطانيا والولايات المتحدة معارضة المشروع ووقف الى جانبها كل من كندا وأستراليا وجنوب افريقيا وبلجيكا وهولندا . ولم تشترك فرنسا في الاقتراع على أي من القرارين .

أما المشروع اللاتيني فكان ينص على أن اللجنة تعرب عن ثقتها في أن الحكومة الفرنسية ستعمل طبقا للسياسة المعلنة على إيجاد المؤسسات⁽⁵²⁾ .

ودعا القرار فرنسا وتونس الى الدخول في مفاوضات مباشرة عاجلة بغية منح الحكم الذاتي للتونسيين⁽⁵²⁾ .

وقد اقترعت الدول العربية الى جانب المشروع بوصفه خير ما يمكن الحصول عليه . وذكرت صحيفة الأهرام بأن الدوائر العربية والآسيوية

(51) الأهرام : العدد رقم ، 24137 ، بتاريخ 14 ديسمبر 1952 ، ص 2 .

(52) الأهرام : العدد رقم ، 24142 ، بتاريخ 19 ديسمبر 1952 ، ص 2 .

ياجنود الشغل يا أسد الحما
حرروا الخضراء وصونوا العلماء
حرروها بالسواعد
وارفعوا سيف العمل
عضدوها بالتعاضد
تبلغوا أسمى أول

| وهذا النشيد من نظم الشاعر الطاهر القصّار وتلحين الموسيقار
صالح المهدي | .

ولم تستطع سلطات الإحتلال الفرنسي أن تلقي القبض على فرحات
وتعتقله مع من اعتقلتهم من الزعماء فقد كان الرجل شديد الحرص على
الآ يعطي المحتلين فرصة لمؤاخذته ، كما أن رابطة النقابات الحرة كانت
تؤيد حركته الوطنية حين أرسلت عدة برقيات للسلطات الفرنسية تطالبها
بتأمين إقامته هو ورجاله ولذلك فإنه لم يعتقل طوال تلك الحركة وظل
كذلك حتى لقي مصرعه⁽⁴⁵⁾ .

وفي باريس اعتبرت الصحف الفرنسية أن مقتل حشاد حدث بالغ
الخطورة وطالبت بمحاكمة الجناة ، كما قدم النائب الاشتراكي (الآن
سافاري) طلبا الى الجمعية الوطنية يناشد فيه الحكومة إصدار بيان عن
الأحداث المؤلمة التي جدت في تونس لاسيما الظروف التي اكتنفت مقتل
حشاد⁽⁴⁶⁾ .

وفي واشنطن أرسل (جورج مينبي) رئيس اتحاد العمال الأمريكيين
رسالة الى الأمم المتحدة استنكر فيها السياسة التي تتبعها فرنسا في تونس

(45) المصور : العدد رقم 1471 ، بتاريخ 19 ديسمبر 1952 ، ص 24 - 25 .

(46) الأهرام ، العدد رقم : 24130 ، بتاريخ 7 ديسمبر 1952 ، ص 7 .

كذلك فقد تظاهر المراكشيون وألقيت القنابل في الدار البيضاء ، ودعا
حزب الإستقلال الى اضراب عام لمشاركة التونسيين في شعورهم⁽⁴²⁾ .

ونقلا عن مراسل جريدة التيمس بباريس ذكرت الأهرام بأن عدوى
الإضطرابات قد سرت الى الجزائر ولهذا يرى الفرنسيون أن هناك خطة
مشتركة مرسومة ترمي الى إحداث حدث يثير اهتمام الأمم المتحدة
بقضايا شمال افريقيا⁽⁴³⁾ .

وفي القاهرة حيث لم يمض على قيام ثورة 23 يوليو 1952 سوى
بضعة شهور قام اللواء محمد نجيب رئيس الوزراء مع نظيره السوري
أديب الشيشكلي بأداء صلاة الجمعة بالأزهر الشريف وكان موضوع
الخطبة (الجهاد في سبيل الحق والدفاع عن حرية الشعوب) ، وعقب أداء
الصلاة اصطفت جماهير المصلين لأداء صلاة الغائب على شهداء تونس
وأداها كذلك معهم اللواء نجيب والشيشكلي⁽⁴⁴⁾ .

وقد أفردت مجلة المصور مساحة واسعة للمناضل فرحات حشاد
وذكرت بأنه رجل في طليعة المجاهدين خسره العالم الديمقراطي قبل أن
تخسره تونس والعالم العربي . وأبرزت المجلة سيرة فرحات قائلة "سي
فرحات تفرغ لخدمة قضية العمال التونسيين ورأى أن يستفيد من أخطاء
بعض نقابات العمال الأخرى في دول الشرق التي تشايح اتحاد العمل في
وارسو فأعلن انضمامه الى رابطة النقابات الحرة الدولية ببروكسل ، وقام
بتنظيم عمال تونس في 460 نقابة تضم ستين ألف عامل ، وكان يتقدم
الجموع الهائلة ويطوف بها الشوارع في مظاهرة سلمية ويردد معهم
النشيد الذي اختاره شعارا لهم وهو :

(42) الأهرام ، العدد رقم : 24131 ، بتاريخ 8 ديسمبر 1952 ص 3 .

(43) الأهرام ، العدد رقم : 24133 ، بتاريخ 10 ديسمبر 1952 ، ص 3 .

(44) الأهرام ، العدد رقم : 24136 ، بتاريخ 13 ديسمبر 1952 ، ص 1 .

يعترفون بسلطان المنظمة العالمية باختصاصها بالنظر في النزاع التونسي⁽³⁶⁾ .

وقد كان مقتل هذا الزعيم النقابي مدعاة لزيادة اشتعال الثورة والمقاومة المسلحة ضد الوجود الفرنسي في تونس ، فقد أذاع الإتحاد العام التونسي للشغل بيانا نعى فيه الفقيد ودعا الى الإضراب العام استنكارا للجريمة وفي المقابل أصدرت القيادة الفرنسية أمرا بحظر التجوال في تونس وضواحيها تفاديا لثورة المواطنين ، إلا أن الإقامة العامة لم تستطع منع الإضراب كما كانت تفعل في المرات السابقة . ولم تتوقف النتائج عند هذا الحد بل واصل الوطنيون مقاومتهم للسلطات الفرنسية فأطلقوا النار على أحد قطارات البضائع وفجروا احدى القنابل في مدينة تونس ، كما قامت كتائب الفدائيين بإحراق ثماني ثكنات للقوات للقوات الفرنسية في الشمال وثلث في الجنوب ونسف أهم خطوط السكك الحديدية وتدمير اثنتي عشرة سيارة ، كما اندلعت المظاهرات الكبرى في تونس وتصدى لها الجيش الفرنسي حيث دارت معارك دامية سقط خلالها الكثير من القتلى والجرحى بلغ عددهم 237 جريحا ، و 63 قتيلا في العاصمة و صفاقس وقفصة وغيرها . وفي المقابل نسفت عصابة اليد الحمراء دور المتظاهرين التونسيين⁽³⁷⁾ .

وقد حشيت السلطات الفرنسية من أن يعتمد الوطنيون الى الانتقام من مقتل حشاد حشاد فاعتلقت بعض من الأقطاب وفتتهم الى جهات

(36) الأهرام ، العدد رقم 24130 بتاريخ 7 ديسمبر 1952 ، ص 7 وانظر أيضا الأهرام ، العدد رقم 24129 ، بتاريخ 6 ديسمبر 1952 ، ص 3 .
(37) الأهرام ، العدد رقم 24130 بتاريخ 7 ديسمبر 1952 ص 7 .
انظر أيضا الأهرام ، العدد رقم 2433 بتاريخ 9 ديسمبر 1952 ، ص 2 .
انظر أيضا الأهرام ، العدد رقم 24134 بتاريخ 11 ديسمبر 1952 ص 3 .

ناحية ولاسيما في الجنوب وكان من بينهم صالح فرحات السكرتير العام لحزب الدستور القديم ومحمود الخياري سكرتير اتحاد موظفي الحكومة وهو من أقطاب الحزب الدستوري الجديد⁽³⁸⁾ .

وقد تلقت جريدة الأهرام أخبارا بشأن الحوادث الإرهابية القاسية التي تقوم بها السلطات الفرنسية في تونس تفيد بأنه وصلت الى تونس قوات عسكرية كبيرة قادمة من فرنسا ، وأن السلطات الفرنسية في تونس جندت الفرنسيين المدنيين وضمتهم الى القوات المسلحة . كذلك فقد قامت هذه السلطات باعتقال الكثير من الوطنيين ، ونظرا لكثرة أعداد المعتقلين التونسيين لم تجد لهم مكانا متسعا غير مساحات واسعة من الأراضي الفضاء وأحاطتهم بأسلاك شائكة⁽³⁹⁾ .

وحتى النساء التونسيات السجينات عبرن عن غضبهن وحاولن تخطيم الأسوار بالقوة ، وحين حاولت السلطات الفرنسية منعهن كان ذلك على جثث ثلاث من النساء المجاهدات⁽⁴⁰⁾ .

هكذا كان رد فعل المقاومة التونسية حيال هذا الحادث ، أما رد الفعل خارج تونس فلم يكن فاترا بل عنيفا فقد ذكر مراسل الأهرام أن الثورة - في أعقاب هذا الحادث - قد عمت جميع الأقطار التي تحكمها فرنسا في شمال افريقيا ، وأن حركة الاعتقالات قد ازدادت في مراكش والجزائر وتونس حتى بلغ عدد المعتقلين في مراكش حوالي ألف معتقل⁽⁴¹⁾ .

(38) الأهرام ، العدد رقم 24131 ، بتاريخ 8 ديسمبر 1952 ، ص 3 . انظر أيضا الأهرام ، العدد رقم 24134 بتاريخ 11 ديسمبر 1952 ، ص 3 .
(39) الأهرام ، العدد رقم 24137 ، بتاريخ 14 ديسمبر 1952 ، ص 6 .
(40) التحرير ، العدد رقم 7 بتاريخ 17 ديسمبر 1952 ، ص 11 .
(41) الأهرام ، العدد رقم 24134 ، بتاريخ 11 ديسمبر 1952 ، ص 3 .

كذلك فقد استطاع الفدائيون التابعون لكتيبة الشمال أن يداهموا قطارا كان يجتاز الحدود بين الجزائر وتونس وهو يحمل قوّة عسكرية . وقد أرغم القطار على التوقف بالقرب من مدينة (سوق الخميس) وجرى تبادل للنار بين الطرفين قرابة الساعة تمكن خلالها الفدائيون من إشعال النار فيه وهرب الجنود الفرنسيون بعدها قبيل انفجار الذخيرة التي كان يحملها القطار ، وانتهت هذه العملية الجريئة بانفجار عربتين كانتا محمليتين بالمفرقات أما العربات الباقية فقد ذهبت طعمة للنيران⁽³²⁾ .

حادث اغتيال فرحات حشاد وآثاره :

بينما كانت الاستعدادات تجري لعرض قضية تونس على الأمم المتحدة إذا بحادث بشع يقع في تونس وهو مقتل الأمين العام للإتحاد العام التونسي للشغل فرحات حشاد في 5 ديسمبر 1952 ، وعقب اغتياله أصدرت القيادة العليا الفرنسية أمرا بحظر التجول في تونس وضواحيها تفاديا لثورة المواطنين انتقاما لمصرع هذا الزعيم . وفور وقوع هذا الحادث عاد المقيم العام الفرنسي (دي هوت كلول) من باريس الى تونس مهددا ومتوعدا بأنه مصمم على قمع ما أسماه (بحركة الإرهاب في تونس) بأي ثمن⁽³³⁾ .

وقد حاول الجناة تضليل المحققين في الجريمة فنقلوا جثمان القتيل الى مكان بعيد عن مسرح الجريمة . ويبدو أن هذه الجريمة قد أعدت اعدادا دقيقة وأن القتلة احتاطوا كثيرا لإخفاء الآثار التي تساعد على مطاردتهم .

وبلغ من تهشم رأس الفقييد وتمزيق الرصاص لوجهه أنه لم يمكن التعرف عليه إلا بواسطة الأوراق التي وجدت في ملابسه ، كما أن الجثمان اكتشف مصادفة إذ عثر عليه في ساعة مبكرة من الصباح بعض راكبي السيارات التي كانت مسافرة من تونس الى زغوان⁽³⁴⁾ .

وتشير أصابع الإتهام في هذه الجريمة الى العصابات الإرهابية الفرنسية ولاسيما عصابة اليد الحمراء ، فقد عقد السيد صالح بن يوسف السكرتير العام لحزب الدستور الجديد مؤتمرا صحفيا اتهم فيه الإرهابيين الفرنسيين وعصابة اليد الحمراء بقتل فرحات حشاد .

وقد ذكرت مجلة المصور أن الطريقة التي اغتيل بها حشاد كانت شديدة الغموض وظلت كذلك حتى أذاع حزب الشعب الجزائري بيانا اتهم فيه عصابة " المافيا " في الجزائر ومراكش وعصابة اليد الحمراء في تونس باغتيال الزعماء الوطنيين بقصد "خنق" حركة التحرير المغربي⁽³⁵⁾ .

وقد اتهم سكرتير حزب الدستور الجديد عصابة اليد الحمراء أنها تتلقى العون من الأحزاب السياسية الفرنسية في تونس - عدا الحزب الاشتراكي - وأنها تضم بين أعضائها أفرادا من البوليس الفرنسي وبعض قوات الأمن . وحين سئل سكرتير الحزب عن السبب الذي جعله يعتقد أن عصابة فرنسية تقتل زعيما تونسيا في الوقت الذي تعرض فيه قضية تونس على الأمم المتحدة أجاب بأن أعضاء هذه العصابة يريدون أن يثبتوا للأمم المتحدة ، أن القضية التونسية تهم فرنسا دون سواها ، وأنهم لا

(34) الأهرام ، نفس العدد ، ص 3 .

(35) الأهرام ، العدد رقم 24130 بتاريخ 7 ديسمبر 1952 ، ص 3 .

انظر أيضا : المصور العدد رقم 1471 بتاريخ 19 ديسمبر 1952 ، ص 14 - 25 .

(32) الأهرام ، نفس العدد ص 2 .

(33) الأهرام ، العدد رقم 24129 بتاريخ 6 ديسمبر 1952 ، ص 3 .

ويبدو أن قوات الإحتلال الفرنسي قد فقدت صوابها أمام ضربات الفدائيين التونسيين فراحت تستخدم مثل هذه العصابة الإرهابية التي مضت في مهاجمة المواطنين من سكان البلاد بشكل جنوني وتعمل فيهم القتل وتهدم منازلهم ، وإذا ما تعرضت هذه العصابة لأي خطر يهرع البوليس الفرنسي الى حمايتها⁽²⁶⁾ .

وأمام هذا الأسلوب الإرهابي الفرنسي الذي كان يهاجم المدنيين العزل على عكس مما كان يفعله رجال المقاومة السرية الذين كانوا يوجهون ضرباتهم للقوات الفرنسية المسلحة كان لا بدّ أن يتحدث التونسيون بنفس لغة هذه العصابة الفرنسية الإرهابية فقررروا لأول مرة القيام بأعمال فدائية داخل المدينة فكلفوا شعبة الفدائيين التابعة للكتيبة الخضراء بنسف العمارة الفرنسية رقم (4) شارع سان شارل بالعاصمة تونس ، وهي العمارة التي كانت تتخذها عصابة "اليد الحمراء" الإجرامية مقرا لها ومركزا تدبر فيه مؤامرات الإعتداء الوحشي على أهل تونس العزل . واستطاع الفدائيون نسف هذه العمارة وأصبحت في لحظات مقبرة لأعضاء العصابة والبوليس السياسي الذي كان يحتل الطابق الأول منها⁽²⁷⁾ .

وفي مدينة صفاقس قامت كتيبة الجنوب بنسف ثكنة الحرس الجمهوري ، كما هاجمت الكتيبة ذاتها المحطة الكهربائية في شمال المدينة ودارت معركة بينها وبين حراسها استعملت فيها القنابل اليدوية والرشاشات كما وضعت الكتيبة عددا من القنابل تحت أساس البناية فانهارت عن آخر لبنة منها وقضت منطقة الجنوب ليلتها في ظلام⁽²⁸⁾ .

كذلك فقد زحفت إحدى كتائب الشمال نحو مقر البوليس ، وكان المقر محتشدا بالمواطنين الذين اعتقلهم البوليس إثر حوادث التدمير المنظم فدارت معركة حامية الوطيس بين قوة المركز وقوة كتيبة الفدائيين فرّ خلالها عدد كبير من المعتقلين وتوالت الانفجارات بحيث أصبحت - على حد التعبير - شبيهة بليالي الغارات الجوية التي عانتها أوروبا خلال الحرب العالمية الثانية⁽²⁹⁾ .

وأمام اشتداد الضربات الفدائية لجأت السلطات الفرنسية الى نقل ستين زعيما من الزعماء الوطنيين المعتقلين في (جربة) الى أحد المعسكرات في أقصى جنوب تونس . وقد عمدت الأقامة العامة الفرنسية الى هذا الإجراء نظرا لازدياد النشاط الفدائي حيث زعمت أن الزعماء المعتقلين كانوا يتصلون بأنصارهم في داخل البلاد⁽³⁰⁾ .

ومرة أخرى تنشط جماعات الإرهاب المنتمجة الى عصابة (اليد الحمراء) وتقوم بإشعال النيران في بعض المخازن بمدينة (بئر بورقبة) . وقد أصيب من جراء هذا الحادث عدد كبير من المواطنين واستشهد ثلاثة من التونسيين .

وفي المقابل صعّدت الحركة الفدائية التونسية نشاطاتها ضد مواصلات السكك الحديدية لعرقلة تنقلات الجيش الفرنسي فتمكن الفدائيون التابعون لكتيبة الموت من مهاجمة قطار تابع لكتيبة صفاقس كان متجها من مدينة (قفصة) الى مدينة (المتلوي) وأرغم على التوقف ، وتم الإستيلاء عليه وتدمير ما كان يحمله من ذخائر وعتاد وانسحب رجال الكتيبة قبيل وصول نجدات الجيش الفرنسي الرابع المرابط قرب المكان⁽³¹⁾ .

(26) الأهرام : نفس العدد ، ص 2 .
(27) الأهرام : نفس العدد ، ص 2 .
(28) الأهرام : نفس العدد ، ص 2 .

(29) الأهرام : العدد رقم 24098 بتاريخ 5 نوفمبر 1952 ، ص 2 .
(30) الأهرام : العدد رقم 24116 بتاريخ 23 نوفمبر 1952 ، ص 2 .
(31) الأهرام : نفس العدد ، ص 2 .

- 2 - يعين للوزارات التي يتولاها فرنسيون وكلاء من التونسيين .
- 3 - يسلم الإشراف على الإدارة المدنية الذي كان من حق الكتابة العامة للحكومة ، الى الوزير المختص سواء كان تونسيا أو فرنسيا .
- 4 - تأليف محكمة إدارية يشبه نظامها نظام محاكم الإستئناف لها الحق في إرساء قانونية التدابير الإدارية التي يتخذها الوزراء .
- 5 - يحتفظ بالوظائف المدنية من ناحية المبدأ للتونسيين .
- 6 - يتم انتخاب أعضاء المجالس البلدية بالإقتراع العام .
- 7 - تنشأ جمعية من ثلاثين عضوا كلهم من التونسيين ، على أن يتولى الباقي في المرحلة الأولى تعيين هؤلاء الأعضاء ثم يجري انتخابهم بالإقتراع العام تدريجيا⁽²¹⁾ .

النشاط السري للفدائيين التونسيين :

وقد انتقلت حركة المقاومة التونسية المسلحة ضد المستعمر الفرنسي الى شكل جديد تميز بالنشاط السري بعد أن كانت المظاهرات والإضرابات والصدامات المباشرة سبيلا لها ، وتطالعا الصحافة المصرية من خلال البلاغات التي كان يصدرها قادة الحركة بصور عديدة ووصف دقيق للعمليات الفدائية الجريئة التي كان يقوم بها التونسيون .

وقد وردت في إحدى البلاغات أخبار عن انتشار نشاط هؤلاء الفدائيين في جنوب تونس حيث تنتشر ثكنات ومستودعات القوات الفرنسية في قابس ، فقد زحف الفدائيون مخترقين وراء أشجار النخيل الى هذه الثكنات وباغتوا الحراس الفرنسيين بإطلاق الرصاص⁽²²⁾ .

وفي (أبي لبابة) بالقرب من مدينة قابس حاصر الفدائيون التونسيون ثكنة فرنسية ، كان يربط فيها جنود فرنسيون ، وعلى طريق سوسة هاجم الفدائيون قافلة عسكرية فرنسية وأصلوها نارا وأجبروها على الوقوف واشتبك الفريقان في معركة حامية دامت ساعة كاملة تكبد فيها الفرنسيون خسائر ضخمة وانسحب الفدائيون دون خسائر⁽²³⁾ .

وفي بلدة العوينات بالقرب من ميناء قابس شنت إحدى كتائب التحرير الوطني هجوما على مستودعات القوات الفرنسية العسكرية وذلك بعد أن عزلتها عزلا تاما عن القوات الأخرى المرابطة في هذه المنطقة ودمرت اتصالاتها التليفونية ، وقد استطاعت قوات الفدائيين التسلسل الى مسافة عشرين مترا من المستودعات ودارت معركة بين الطرفين⁽²⁴⁾ .

وفي بلاغين صادرين عن القيادة السرية لحركة التحرير التونسية أعلنت هذه القيادة أنها توجه أقصى ضرباتها الى النقاط القوية في الجيش الفرنسي كالثكنات المحاطة بالحراس والمسلحة بالمدافع ، والى الدوريات المصفحة بينما فرنسا - وهي إحدى الدول العظمى في الأمم المتحدة على حد قول جريدة البلاغ - تضرب العزل من المواطنين ، وتجنّد عصابات الإجرامية - اليد الحمراء - وتزودها بأسلحة الفتاكة . وقد بلغ عدد الضحايا التونسيين الأبرياء على يد هذه العصابة حوالي 65 قتيلا وكانت هذه العصابة الإرهابية ترتكب جرائمها الوحشية وسط المدن الآهلة بالسكان وفي وضح النهار وتحت أنظار البوليس ، وحماية الجيش الفرنسي⁽²⁵⁾ .

(23) الأهرام : نفس العدد ، ص 12 .

(24) الأهرام نفس العدد ، ص 12 .

(25) الأهرام : العدد رقم 98 - 24 بتاريخ 5 نوفمبر 1952 ، ص 2 .

(21) الأهرام : العدد رقم 11 - 24 ، بتاريخ 8 أغسطس 1952 ، ص 2 .

(22) الأهرام : العدد رقم 94 - 24 ، بتاريخ 1 نوفمبر 1952 ، ص 12 .

أسلوب - كما تقول الجريدة - كثيرا ما لجأ اليه المستعمرون للقضاء على الروح الوطنية كلما آنسوا من جانب الوطنيين احتدادا في الشعور وتضافرا في القوى واجمعا على المطالبة بالحقوق وانتزاعها انتزاعا من أيدي غاصبيها وأضافت الجريدة أن التونسيين ليسوا في حاجة الى مثل هذا التحذير فطالما خبروا الفرنسيين وعرفوا وسائلهم طوال السنين ، فما من مرة هبّ فيها الشعب المكافح ليطلب بحقوقه ولمس الفرنسيون صدق ما يعتمل في نفوس التونسيين من قوة وإصرار على طردهم من بلادهم وراحوا يلوحون لهم بالمفاوضات التي يشترطون قبل إجرائها أن يكف التونسيون عن النضال وأن يقتلوا الثورة الكامنة في أعماق قلوبهم ليلقوهم حول موائد المفاوضات التي تستطيل وتستغرق زمنا طويلا يتوهم الفرنسيون أنه كاف للقضاء على بذور الثورة ثم يعود الموقف الى ما كان عليه وتبدأ الدورة من جديد في شبه حلقة مفرغة⁽²⁰⁾ .

وبالفعل فقد صدق ما حذرت منه الجريدة حيال الأساليب الفرنسية التي تعقب الأعمال العنيفة ، ففي مواجهة هذا العنف عرضت فرنسا بعض الإصلاحات الدستورية حين قام المقيم العام الفرنسي (دي هوت كلوك) بتسليم رسالة الى صلاح الدين البكوش رئيس الوزراء ليسلمها الى الباي وهذه الإصلاحات التي نشرتها الأهرام كانت في صورة نقاط سبع على النحو التالي :

1 - يظل تأليف مجلس الوزراء كما هو خلال المرحلة الأولى من الإصلاح ، بمعنى أن يضم وزراء تونسيين وفرنسيين ، على أن يصدر الوزراء التونسيون الأوامر الخاصة بتنفيذ القوانين التي يقرها الباي دون حاجة الى اعتماد المقيم الفرنسي .

(20) البلاغ : بتاريخ 17 فبراير 1952 . مقال بقلم ابراهيم نواس .

ويبدو من نداء الباي الى الشعب التونسي أنه واقع تحت الضغط الفرنسي كي لا يتعرض للإقالة حتى ولو أدى به الأمر الى إصاق تهمة هذه الاضطرابات بمن أسماهم (بذوي الأغراض)⁽¹⁸⁾ .

وتحت عنوان (حيا الله شعب تونس) راحت جريدة المصري في أوائل عام 1952 تشد من عضد المناضلين وتحثهم على رفع السلاح الوحيد الذي يفهمه الإستعمار وهو سلاح القوة حيث قام الشبان والشيوخ والنساء والأطفال في تونس يرفعون علم الكفاح ويستبقون اليه في السر والعلن على انزال الخسائر بالمستعمر الفرنسي ونسي أبناء تونس الأمجاد - على حد تعبير الجريدة - كل مصالحهم الخاصة وصرف كل جهودهم الى تحقيق غاية واحدة هي تحرير أرض الوطن .

ومضت الجريدة تصف الفضائح التي ارتكبتها الفرنسيون ضد الآمنين من النساء العزل من كل سلاح حيث انتهك الجنود حرمت الدور . واستباحوا الأعراس ، إلا أن المرأة التونسية - كما تقول الجريدة - لم تستكن لهذا الإجرام ، بل شاركت النسوة في معركة التحرير ، يلقين القنابل على العدو ويقاتلن جنبا الى جنب مع أزواجهن وأبنائهن .

وفي لهجة شديدة تتناسب وحرارة الكفاح المسلح راحت الجريدة تصف الإعتداء الوحشي الذي قام به الجنود الفرنسيون ، ضد أعراض الفتيات التونسيات مما أثار الغضب والحقد في جميع النفوس وصمم الشعب عن بكرة أبيه على الإقتصاص لوطنه وكرامته مصراً على أن يعيش عيش الأحرار أو يموت موت الأبرار⁽¹⁹⁾ .

وتحت عنوان " لتحذر فرنسا للعب بالنار " حذرت جريدة البلاغ التونسيين من نوايا فرنسا والمفاوضات التي تحاول فرضها عليهم وهو

(18) الاختيار : نفس العدد و ص 2 .

(19) المصري : بتاريخ 20 فبراير 1952 .

الجهاد للفوز بالتحريير الكامل ، وأخيرا قرر هذا المؤتمر الإعلان للملا أن هذا التصريح هو ميثاق الشباب الذي يبايع الوطن على الجهاد في سبيل تحقيقه⁽¹⁶⁾ .

مرحلة العنف الشديد (1952) :

يمكن اعتبار مذكرة 15 ديسمبر 1951 نهاية لمرحلة التفاهم الدبلوماسي وخاصة لأنصار التفاهم مع فرنسا ، وبدأ الطرفان يستعدان لمرحلة جديدة من العنف فعينت فرنسا مقيما جديدا من غلاة الإستعمار وهو السفير "دي هوت كلوك" الذي وصل تونس في يناير 1952 وطلب من الباي إقالة وزارة شنيق .

وفي الثامن عشر من يناير 1952 عقد الوطنيون مؤتمرا سريا أعلنوا فيه سقوط الحماية واعتبار المستوطنين جالية أجنبية ، وفي نفس اليوم اعتقلت السلطات الفرنسية جميع الزعماء الدستوريين وفي مقدمتهم الحبيب بورقيبة ، وقد تركزت أعمال القمع الفرنسي التي تزعمها دي هوت كلوك في مناطق الساحل الجنوبي الشرقي التي كانت مركزا للنشاط المستمر للوطنيين .

وأمام هذا العنف وجه الباي محمد الأمين نداء الى الشعب التونسي أبدى فيه أسفه على هذه الأعمال العنيفة ، وأعلن أن هذه الإضطرابات كان من ورائها "بعض ذوي الأغراض" الذين أثاروا الشعب الذي اندفع وراءهم بدون قصد واقترب الجميع أعمالا ذهب ضحيتها كثير من اخوانهم⁽¹⁷⁾ .

(16) الدعوة ، العدد رقم 17 بتاريخ 22 ماي 1951 ، ص 16 .
(17) الأخبار ، العدد رقم 5198 بتاريخ 30 مارس 1952 ، ص 2 .

العام للحزب الدستوري الجديد منصب وزير العدل على أساس الدخول في مفاوضات من خلال وفد للتفاوض مع فرنسا ، ومن الجدير بالذكر أن الحزب الدستوري القديم عارض ذلك ، كما أن المستوطنين الفرنسيين في تونس ثاروا على قرارات شومان الإصلاحية فتراجع الفرنسيون عن قراراتهم هذه حين أعلن المقيم العام في 17 أكتوبر أن المشكلة السياسية ليست ملحة في تونس وأن اهتمام الحكومة الفرنسية من الآن فصاعدا سوف يوجه الى النواحي الإجتماعية والإقتصادية .

ولم تكن الطبقة العمالية راضية عن هذا الأسلوب الفرنسي في تناول القضية التونسية فقام العمال الزراعيون بمظاهرات في النفيضة وهو أحد مراكز الإستعمار الأوروبي قابلتها السلطات الفرنسية بالقوة فقتل الكثير من هؤلاء العمال ، وأمام هذه الضغوط لجأت هذه السلطات الى إصدار عدة مراسيم لإجراء اصلاحات جديدة وذلك في 8 فبراير 1951 إلا أنها لم تستجب تماما للمطالب الوطنية ، ومع ذلك كله فإن بورقيبة أعلن موافقته عليها باعتبارها مرحلة في طريق الحكم الذاتي .

وفي 3 نوفمبر 1951 قدم محمد شنيق رئيس الوزراء مذكرة بالحد الأدنى للمطالب التونسية ردت عليها الحكومة الفرنسية بمذكرة 15 ديسمبر رفضت من خلالها المطالب التي تضمنتها مذكرة شنيق .

ونعود الى الصحافة المصرية لنرصدا أحداث الحركة الوطنية التونسية ومقاومتها المسلحة فنقرأ عن أخبار المؤتمر الإسلامي الذي عقد في مايو 1951 ، والقرارات التي أصدرها والتي تمثلت في تأييد المؤتمر للميثاق الصادر عن مؤتمر 23 أغسطس 1946 الذي أعلن سقوط الحماية ، والدعوة الى إشادة صرح الإتحاد بين جميع الأحزاب وسائر المنظمات الوطنية ، وإعلان التضامن الكامل بين جميع الأقطار العربية والإسلامية وخصوصا أقطار المغرب العربي الإسلامي التي يجب أن تتساند في

عودة بورقيبة ومرحلة جديدة :

وفي عام 1949 قرر بورقيبة مغادرة القاهرة ، وقد طرحت حول هذه المغادرة عدة تساؤلات منها عدم إيمانه بالإتجاه العربي ، وإن مشاكل شمال افريقيا - ومنها المسألة التونسية - لم تكن تشغل المشرق العربي بنفس الأهمية التي حظيت بها قضية فلسطين الأمر الذي جعل بورقيبة يفكر في العودة مرة أخرى للإتصال بفرنسا ، وإذا كنا لا نخطئ هذا الرأي تماما فإننا نضيف إليه عاملا هاما وجديدا يتمثل في سوء العلاقة الذي حدث بين بورقيبة وبين لجنة تحرير المغرب العربي بالقاهرة ، نتيجة اتصالاته السرية من وراء ظهر اللجنة وعمله المتواصل على استثمار أعمالها لإبراز ذاته وشخصيته الأمر الذي عمق الخلافات بينه وبين الحبيب ثامر من جهة وبين عبد الكريم الخطابي من جهة أخرى ، فحين علموا بالاتصالات التي كان يجريها مع أعضاء السفارة الفرنسية بالقاهرة فصلوه عن الأمانة العامة للجنة تحرير المغرب التي تشكلت عام 1947 ، وراح عبد الكريم الخطابي يتهم بورقيبة علانية بالإنحراف والتواطؤ مع الفرنسيين ، كل ذلك - مع ما سبق ذكره - دفع الحبيب بورقيبة الى المغادرة والإتصال بفرنسا وإبداء استعدادها للتعاون معها . وربما كان بورقيبة في مسلكه هذا يريد أن يصل الى هدفه من أقصر الطرق وبشكل مباشر مع الطرف الآخر الفرنسي بدلا من الدخول في دوامات الأطراف الوسيطة لاسيما وأنه كان على استعداد - من خلال مبادئ حزبه الدستوري الجديد - أن يسير في هذا الدرب . فاختلاف بورقيبة مع لجنة المغرب العربي إنما كان اختلافا في المبادئ والتوجه . وهو اختلاف بين مسلكين أو مدرستين تؤمن احدهما بالتشدد مع المستعمر الفرنسي وأخرى تظهر المهنة ، كذلك فإنه يمكن تفسير خروج بورقيبة من القاهرة بأن الـ جبل أصبح على قناعة بأن النضال

الحقيقي ينبغي أن يكون على أرض الوطن أولا والتعامل مع قضية بلاده بشكل مباشر ، لذلك فإنه سرعان ما سافر الى باريس في ابريل عام 1950 لتحقيق هذه الأفكار⁽¹⁴⁾ .

وقد التقى مندوب الأهرام بالحبيب بورقيبة وهو في باريس وقد صرح له بذيوع وانتشار القضية التونسية على المستوى العربي بفضل جريدة الأهرام ، وما كانت تنشره حول هذه المسألة .

وقد حدد بورقيبة وهو في باريس سبعة مطالب للحركة الوطنية التونسية تمثلت في إحياء السلطة التنفيذية التي اختفت مع وجود المقيم العام الفرنسي ، وتأليف حكومة وطنية مسؤولة برئاسة وزير تونسي يختاره سموّ الباي ، وإلغاء منصب الكاتب العام الفرنسي للحكومة التونسية الذي يشرف على جميع الإدارات بها ، وإلغاء مناصب المراقبين المدنيين الذين يتولون الحكم المباشر ، وجلاء قوات "الدرك" الفرنسي التي كانت تمثل الإحتلال العسكري وإقامة نظام البلديات المنتخبة وتأسيس مجلس تشريعي منتخب⁽¹⁵⁾ .

وكما هو واضح فإن فكرة هذه النقاط السبع كانت تدور حول مسألة السيادة التونسية في تقوية السلطة التنفيذية ، ولا تمنع في اشراك الفرنسيين في المجالس البلدية ، لكنها لم تذكر عبارة الإستقلال مطلقا .

وفي 10 يونيو 1950 - وعلى إثر تصريح وزير الخارجية الفرنسي شومان الذي أعلن فيه أن الإستقلال الداخلي هو الغاية السياسية التي تسعى فرنسا لتحقيقها لجميع الدول التي تؤلف الإتحاد الفرنسي - تشكلت وزارة تونسية برئاسة محمد شنيق تولى فيها صالح بن يوسف السكرتير

(14) الأهرام ، العدد رقم : 23201 ، بتاريخ 4 مايو 1950 ، ص 2 .

(15) الأهرام ، العدد رقم 23250 ، بتاريخ 22 يونيو 1950 ، ص 2 .

كذلك فقد أوردت الأهرام تفاصيل الإضراب الذي حدث في تونس يومي 3 ، 4 فبراير عام 1947 ، احتجاجا على موقف محمد الأمين باي تونس وارساله برقية تهنئة الى رئيس الجمهورية الفرنسية .

وقد شارك العمال وأصحاب الحوانيت والتجار في هذا الإضراب ، وحين وصل الباى الى تونس سار في شوارع مقفرة وأسواق مغلقة الى قاعة المجلس البلدي ، ولم يكن في استقباله سوى المستشارين الفرنسيين وشيخ المدينة السيد الشاذلي حيدر . واعتبرت الجريدة أن هذا الإضراب يعد بمثابة احتجاج على بقاء الباى السابق محمد المنصف فترة طويلة في المنفى⁽¹⁰⁾ .

وتتوالى أحداث العنف في تونس حيث تطالعتنا الأهرام في 26 يولية 1948 بنبا اعتداء شاب تونسي على رئيس الوزراء التونسي بالضرب بينما كان يهيم بدخول أحد المساجد مع باي تونس وكبار رجال البلاط لحضور أحد الإحتفالات الدينية⁽¹¹⁾ .

وقد تابعت الأهرام الصدام العمالي الذي وقع بصفاقس في أغسطس 1947 حيث أعلن عمال السكك الحديدية الإضراب العام تلبية للنداء الذي وجهه الإتحاد العام التونسي للشغل للمطالبة برفع الحد الأدنى للمعدل الأجور الى 6 آلاف فرنك شهريا⁽¹²⁾ .

وقد أسفر هذا الصدام بين الطرفين عن مصرع تسعة عشر فردا وإصابة خمسة وأربعين عاملا برصاص الجنود ، كما ألقى القبض على ما يقارب من ثمانين عاملا من العمال المضربين لحيازتهم قنابل يدوية⁽¹³⁾ .

(10) الأهرام : نفس العدد ، ص 10 .

(11) الأهرام : العدد 22625 ، بتاريخ 26 يولية 1948 ، ص 1 .

(12) الأهرام : العدد رقم 22333 ، بتاريخ 6 أغسطس 1947 ، ص 2 .

(13) الأهرام : العدد رقم 22334 بتاريخ 7 أغسطس 1947 ، ص 2 .

تستند الى مبدأ القوة⁽⁷⁾ .

وعلى الرغم من انشغال المصريين بقضيتهم الوطنية مع الاحتلال البريطاني فإن ذلك لم يكن يشغلهم عن نضال اخوانهم في تونس . فقد ذكرت جريدة (الاخوان المسلمون) تحت عنوان "فرنسا ذات الوجوه الثلاثة" قائلة "لعلك تعجب أيها القارئ إذا رأيت أننا نكتب في هذه الأيام عن فرنسا ومخازيها الإستعمارية في الوقت الذي يجب على كل مصري أن يكتب عن الإنجليز ، ومظالمهم وسوء نيتهم المبيتة ضد المسلمين عامة والعرب خاصة" . وفسرت الجريدة ذلك بأن الفرنسيين يعادلون الإنجليز في الطغيان ويتفوقون في التعصب ضد الإسلام . كما فسرت الجريدة اختيارها هذا الوقت بالذات للهجوم على فرنسا لأنه على حد قولها "موسم ثورات" في بلاد اخواننا في شمال افريقيا ، ومطلع عهد نشط فيه دعاة فرنسا في مصر وغيرها⁽⁸⁾ .

وفي منتصف فبراير عام 1947 ساد تونس هيجان شديد ونظمت مظاهرات ضد الباى محمد الأمين الذي جيء به بدلا من الباى محمد المنصف . وقد وقع رئيس المؤتمر الوطني التونسي (العروسي الحداد) والسكرتير العام لاتحاد العمال التونسيين (فرحات حشاد) ومندوب الحركة الوطنية التونسية برقية وتم ارسالها الى رئيس الجمهورية الفرنسية ورئيس وزرائها لتأييد الباى السابق والمطالبة بعودته قائلة : إن خلع الباى بالقوة بأمر الجنرال "جيرو" قد أساء الى العلاقات بين فرنسا وتونس إساءة كبرى وطلب موقعو هذه البرقية من فرنسا الديمقراطية أن لا تقر عملا اقترفه الجنرال جيرو من تلقاء نفسه⁽⁹⁾ .

(7) الاخوان المسلمون ، العدد رقم 121 ، بتاريخ 6 أكتوبر 1946 ص 1 .

(8) الاخوان المسلمون ، العدد رقم 121 ، بتاريخ 6 أكتوبر 1946 ، ص 10 .

(9) الأهرام : العدد رقم 22187 ، بتاريخ 16 فبراير 1947 ، ص 1 .

وقد نشرت الأهرام بيانا ورد إليها من مكتب الحزب الدستوري الحر التونسي بالقاهرة عرض فيه للأحداث التي واكبت هذا المؤتمر والتي تلتها حيث حرر المؤتمر عريضة أعلنوا فيها سقوط الحماية الفرنسية مدعين قرارهم هذا بحيثيات قانونية ومطالبين بالإستقلال التام والإنضمام الى الجامعة العربية ومنظمة الأمم المتحدة والمشاركة في مؤتمر السلام . وأشار البيان بعد ذلك الى ما كان من القبض على زعماء الحركة الوطنية والتنكيل بممثلي النقابات العمالية ، كما أبرز اعلان الحزب الإضراب العام في تونس لمدة ثلاثة أيام بداية من 27 أغسطس احتجاجا على اعتقال هؤلاء الزعماء⁽⁴⁾ .

ولعل أهمية هذا المؤتمر تكمن في قراراته التي تعد أول مطلب من نوعه في تاريخ الحركة الوطنية ينبذ مبدأ الحماية كليا على عكس ما كان ينادي به الدستوريون الجدد من ادخال بعض الإصلاحات الإقتصادية والإجتماعية وإشراك التونسيين في المجالس التمثيلية فقط كمرحلة أولى للحصول على الإستقلال . كما أكد الميثاق على صفة تونس العربية وضرورة انضمامها إلى الجامعة عقب حصولها على الإستقلال .

وقد أشارت جريدة الأهرام الى برقية اللواء محمد صالح حرب باشا الرئيس العام لجمعيات الشبان المسلمين بالقاهرة التي بعث بها الى سفير فرنسا في مصر يحتج فيها باسم المركز العام لجمعيات الشبان المسلمين على اعتقال الزعماء التونسيين ، ويطلب بإطلاق سراحهم والتفاهم مع الأمة التونسية على ما يحفظ حقوقها⁽⁵⁾ .

(4) الأهرام ، العدد رقم 22047 بتاريخ 3 سبتمبر 1946 ، ص 2 .

(5) الأهرام ، العدد السابق ، ص 2 .

وانبرت جريدة الاخوان المسلمين تدافع عن كفاح التونسيين وتبرز الأحداث التي تمر بها تونس في مواجهة العنف الفرنسي ، فقد كتبت تحت عنوان (صيحة الحق) : " ... أما الصيحة المدوية في تونس فقد كانت مجلجلة حين أعلنت نقابات العمال التونسيين الإنفصال التام عن اتحاد العمال الفرنسيين وانضمامهم الى جمهرة الشعب التونسي الذي يجاهد لأجل استقلال بلاده" . وذكرت الجريدة أن المقيم العام الفرنسي الجنرال "ماست" قام برحلة عامة في أنحاء تونس ليكسب ثقة الشعب التونسي ويعده بالإصلاحات التي تنوي فرنسا القيام بها لكن عرب تونس أيقظ من أن تخدعهم أماني الفرنسيين ووعودهم فاستقبلوه في كل مكان بمظاهرات الإحتجاج الصارخ ، وقد حشد الحشود من الأهالي لاستقباله ، ووقف ليلقي كلمته فإذا بالحشود تصرخ بسقوط الإستعمار قاطعة عليه كلماته الأولى هاتفة بسقوط الإستعمار منادية بحياة الباي المبعد مطالبة باستقلال تونس الناجز ، فلم يتمكن الجنرال ماست من إلقاء خطابه فعاد أدراجه⁽⁶⁾ .

ونقلت الجريدة مقتطفات من جريدة (الكومبا) الفرنسية التي ذكرت بأنه على الرغم من الإصلاحات التي تنوي فرنسا القيام بها في تونس فإنه ينبغي لها أن لا تغفل حقيقة راهنة هي أن التونسيين قد بدأوا جهادهم المدبر ضد فرنسا صفا واحدا ، وأنه ليست ثمة أمل في التفريق بين نخبة الوطنيين وجماهير الشعب بإعطائهم الترضيات المالية وإغفال الترضيات الأدبية التي تعادلها ، فمن العبث التفريق بين المسلمين . ونصحت الجريدة الفرنسية الإدارة الفرنسية إذا ما أرادت تعزيز مصالحها في تونس وتشبيتها - على الرغم من أحقية سكانها في تقرير مصيرهم - أن

(6) الاخوان المسلمون ، العدد رقم 126 ، بتاريخ 16 نوفمبر 1947 ، ص 14 - 15 .

وإزاء هذا كله كان على الباي أن يبرهن على أنه حر في تصرفاته وأن فرنسا لم تعد تسيطر عليه فاخترت وزارة وطنية برئاسة "محمد شنيق" دون استشارة الإقامة العامة كما جرت العادة ، وكان معظم أعضاء هذه الوزارة من الحزبين الدستوريين الجديد والقديم⁽¹⁾ وإن كان أكثرهم من الحزب القديم الأقرب ميلا إلى المحور⁽²⁾ . كما طلب الباي من المحور إطلاق سراح القادة المعتقلين أمثال بورقيبة ، وصالح بن يوسف ، وغيرهما ، فأطلق الألمان سراحهم في عام 1943 . وبالرغم من أنه يمكن وصف موقف الحزب الدستوري الجديد والباي بالتحفظ أو الحياد حيال المحور إبان هذه الأحداث إلا أن تفكيرهما في حقيقة الأمر كان أقرب إلى معسكر الحلفاء . ومما يؤكد هذا الرأي أن بورقيبة رفض الإدلاء بتصريح لصالح إيطاليا رغم الحفاوة التي استقبلته بها .

كل هذه الظروف والملابسات التي أفرزتها تطورات الحرب العالمية الثانية في تونس أعطت فرنسا الفرصة - بعد دخول الحلفاء في 8 مايو 1943 - كي تبرهن لقيادة الحلفاء أن كلاً من الباي والزعماء الوطنيين أعوان للمحور فأقدمت على خلع الباي محمد المنصف بل وقامت بنفيه⁽³⁾ وتلى ذلك حملة واسعة من التقتيل والتنكيل ضد المواطنين التونسيين من خلال الأحكام العرفية ، والعسكرية . فحددت إقامة بورقيبة ومنعت النشاط السياسي لأعضاء الحزب الدستوري الجديد الأمر الذي جعل

(1) كان عضو واحد يمثل الحزب الدستوري القديم وهو صالح فرحات

(2) هناك شق يميل إلى المحور وشق آخر متعاطف مع الحلفاء وعلى رأسه الشيخ عبد العزيز الثعالبي .

* انظر : الأهرام : العدد رقم 22075 بتاريخ 16 أكتوبر 1946 ، ص 1 .

لعرفة نص مقابلة مندوب الأهرام للباي في منفاه تحت عنوان (باي تونس السابق يتحدث للأهرام) ص 1 .

انظر أيضا : الأهرام : العدد رقم 2251 بتاريخ 8 سبتمبر 1946 ، ص 5 .

رموز الحركة الوطنية التونسية - ومنهم بورقيبة - يشعرون بخيبة أمل رغم وقوفهم إلى جانب الحلفاء ، ومن ثم وقر في أذهانهم أن دول الحلفاء - من خلال وعودهم إبان الحرب للشعوب المستعمرة - إنما كانت تراوهم كسبا للوقت ، وكان عليهم إزاء ذلك كله اتباع سياسة جديدة لنيل حقوقهم من خلال اللجوء إلى جامعة الدول العربية في محاولة لتبني قضية بلادهم واسماع العالم كله صوت المقاومة التونسية ، وعدالة قضيتهم وشرحها في المحافل الإقليمية والدولية .

وفي هذا البحث محاولة لتبيان رؤية الصحافة المصرية - خلال هذه المرحلة الجديدة من الكفاح الوطني التونسي ضد المستعمر الفرنسي - والتي تبدأ منذ عام 1945 الذي وصل فيه فصيل من القادة التونسيين إلى القاهرة واتخذوها مستقرا لهم لشرح القضية أمام الجامعة العربية والرأي العام المصري . ويتابع البحث تطور رصد أشكال المقاومة المسلحة التونسية حتى حصول تونس على استقلالها في 20 مارس عام 1956 .

أحداث أغسطس 1946 (مؤتمر ليلة القدر) :

في الثالث والعشرين من أغسطس عام 1946 جرى عقد مؤتمر وطني في العاصمة التونسية ضم زهاء ثلاثة آلاف من الوطنيين من جميع أطراف القطر يمثلون جميع الهيئات التونسية وطبقات الأمة⁽³⁾ . كما شارك في هذا المؤتمر ممثلون عن الحزب الدستوري القديم بقيادة صالح فرحات مما يفسر أنه قد تم اتفاق بين أعضاء الحزبين على اتباع سياسة موحدة في أعقاب الاتجاه العربي الجديد لبورقيبة .

(3) الأهرام : العدد رقم 22045 بتاريخ 1 سبتمبر 1946 ، ص 2 .

الخلاصة :

وبعد ، فإن ما يمكن تأكيده :

- أن ظاهرة العنف في أشكالها الدنيا (العنف اللفظي ، الإضرابات ، المظاهرات) قد عرفها الوسط الطالبية الزيتوني .

- أن الطلبة الزيتونيين اشتركوا في توفير المناخ العام بالبلاد وكانوا نتيجة لذلك عرضة لمختلف العقوبات فإنهم لم يلتحقوا بصفة مكثفة بالجبال والأحراش على عكس زملائهم الجزائريين الذين ساهموا بفعالية في دعم الثورة المسلحة ببلادهم⁽⁴⁶⁾ .

- أن عدم التحاق الطلبة الزيتونيين بكثافة بالأحراش يتناقض مع خطابهم التحريضي المعادي للاستعمار كما يتناقض مع مباركتهم منذ نهاية 1954 لأعمال العنف المسلح غير أن ذلك يندرج ضمن وقوفهم الى جانب الحركة اليوسفية .

محمد ضيف الله - باحث - تونس

(46) الجابري (محمد صالح) ، النشاط العلمي والفكري للمهاجرين الجزائريين بثونس 1900 - 1962 ، الدار العربية للكتاب ، تونس ، الشركة الوطنية للنشر والتوزيع ، الجزائر 1983 ، ص 149 .

أصداء المقاومة المسلحة التونسية ضد الإحتلال الفرنسي في الصحافة المصرية

(1945 - 1957)

مقدمة

تعتبر السنوات الأخيرة من الحرب العالمية الثانية فصلا جديدا في مسيرة المقاومة المسلحة التونسية. فقد انتهزت السلطات الفرنسية في تونس ظروف هذه الحرب وما واكبها من أحداث لتوجيه ضربة قاصمة للحركة الوطنية هناك ، ذلك أن تونس كانت آنذاك مسرحا للعمليات العسكرية بين قوات الحلفاء والمحور طوال سبعة أشهر (نوفمبر 1942 - مايو 1943) تعرض خلالها الباي محمد المنصف وباقي رموز الحركة الوطنية المسلحة في تونس الى مساومة الحلفاء والمحور . فقد عرضت السلطات الألمانية على الباي اسقاط الحماية مقابل اعلان التعاون معها ، كذلك فإن الرئيس الأمريكي روزفلت كتب إليه كي يسارع بالانضمام الى صفوف الحلفاء ، وقد رفض العروض الألمانية لعدم ثقته بها ولتدهور مركز المحور عسكريا ومن ناحية أخرى نلاحظ أن علاقة الباي بالسلطات الفرنسية قد تدهورت لاسيما حين اكتشف فقرة في خطاب العرش لم يكن قد اطلع عليها جاء فيها "أنه يريد التحدث عن عزمه على متابعة التعاون لتوطيد الأواصر التي تربط دائما وأبدا تونس بفرنسا" .

نظر الشعب لاغيا وصادرا عن سوء نية " (41) وقد استطاع هذا الخطاب الطالبى أن يفكك الغام التوتّر بين الجانبين خاصة وأنّ الديوان السياسى نفسه بدأ يشعر بحدود النتائج التى جناها من الهدوء " (42) فبدأ الإنسجام بين الطرفين . وبعد مظاهرة 15 مارس الدامية استنكر الديوان السياسى العنف الذى ووجه به الطلبة وندد بكل شدة الاصرار فى استعمال وسائل القمع (43) وظهرت المركزية الطالبية الزيتونية وكأنها من جملة " المنظمات القومية " حتى أنها صدرت عدة مرات صحيفتها بصورة بورقيبة "مر الكفاح الوطنى التونسى" (44) وعندما نقل فى جويلية 1954 الى قلعة لافرتى قرب باريس عبّرت ل ص ط ز عن ارتياحها لذلك واعتبرته " بارقة من أمل لإطلاق سراحه النهائى وحل القضية التونسية حلا مرضيا . (45) وقد بدأ ذلك الحل يلوح فعلا بعد خطاب منداس فرانس وتشكيل حكومة تفاوضية جديدة يوم 7 أوت 1954 غير أنه كان بداية مرحلة جديدة من العلاقات بين الدستور الجديد والطلبة الزيتونيين تميّزت مرة أخرى بالتوتر والمواجهة .

- (41) صدى الزيتونة ، 23 جانفي 1954 ، " حول سراح الزعيم بورقيبة " .
 (42) HMNT, *La victoire*, op. cit. p. 20.
 (43) الصباح ، 17 مارس 1954 ، الديوان السياسى للحزب الحر الدستوري التونسى ، " بلاغ من الديوان السياسى " .
 (44) انظر مثلا صدى الزيتونة ، 29 افريل 1954 .
 (45) الزيتونة ، 15 جويلية 1954 ل ص ط ز ، " الى المجاهد الأكبر الزعيم الحبيب بورقيبة " .

القومية الزيتونية التى كان من بين أعضائها محمد الشاذلى النيفر ومصطفى كمال التارزي (37) وقد رأت هذه الهيئة أنه من الضرورى أن تعاضدها على الساحة الطالبية منظمة تشترك معها فى نفس التوجه فتأسست يوم 10 ديسمبر 1953 الهيئة القومية للطلبة الزيتونيين بهدف " العمل ضمن القافلة الوطنية العامة تحقيقا لرغائب الزيتونيين ومطالبهم الشرعية " (38) وهذا الخطاب التجمييعى ينسجم مع استراتيجىة الدستور الجديد حتى يمكن له التحكم المطلق فى الساحة الوطنية .

رغم أن ل ص ط ز استطاعت أن تهتمش الهيئة القومية للطلبة بنجاحها على الساحة الزيتونية فى فرض مطالبها مما أكسبها ثقة الجماهير الطالبية ثم لأنها استطاعت أن تفوز بثقة القادة الدستوريين الذين أطلق سراحهم حديثا وعلى رأسهم المنجى سليم فقد زارته اللجنة وعبرت له عن أنها " خلية من خلايا الكفاح الوطنى المظفر (وأنها) تعمل جاهدة للوصول بالثقافة العربية الى مستواها اللائق " (39) كما عبّرت عن استبشارها بإطلاق القادة الوطنيين وطالبت " بإطلاق سراح المجاهد الأكبر الحبيب بورقيبة " (40) وأعلنت صدى الزيتونة عن ثقته فى " قادة الأمة " وأهميتهم فى إيجاد حل للأزمة السياسية إذ أن كل " عمل من طرف القوة الحامية يرمى لتغيير الوضع السياسى الحاضر بدون أن يكون لقادة الأمة رأي فيه ، وفي طالعهما المجاهد الأكبر الرئيس بورقيبة يعتبر فى

- (37) الزيتونة ، 22 نوفمبر 1953 ، " الشعب يقول كلمته فى الزيتونة " .
 (38) الزيتونة ، 13 ديسمبر 1953 ، " الهيئة القومية للطلبة الزيتونيين " ، اجتماع رمييب للطلبة الزيتونيين بجامع صاحب الطابع .
 (39) صدى الزيتونة ، 9 جانفي 1954 ، " ل ص ط ز وبرلمانها تهنى الزعيم المنجى سليم بعودته من المنفى " .
 (40) صدى الزيتونة ، 9 جانفي 1954 ، " هل من سبيل لحل المشكلة الزيتونية " .

3 - الطلبة الزيتونيون والدستور الجديد :

ساد التوتر علاقات ل ص ط ز مع الحزب الدستوري الجديد خاصة في سنة 1951 ، غير أن الساحة الزيتونية اتجّمت نحو مساندة هذا الحزب أثناء المواجهة التي بدأت باعتقال قاده فجر 18 جانفي 1952 . وقد بدأ هذا التحول قبل شهرين من ذلك التاريخ إذ التزمت اللجنة بالإضرابين اللذين أعلنهما الحزب في 29 نوفمبر 1951 و 21 - 23 ديسمبر 1954⁽³⁴⁾ وبذلك عبّرت عن استعدادها لمعادته في الساحة الزيتونية وتجسّم ذلك خلال الأشهر الموالية إذ تفاعلت بإيجابية مع الأحداث التي كانت تهز البلاد فلم تتخلف عن القافلة كما وعدت بذلك وانخرطت في خطة الدستور الجديد . وقد أعاد هذا الموقف الطلبة الزيتونيين إلى موقع الجماهير ، فتغلب البعد السياسي على الثقافي في تحركاتهم واعترفت ل ص ط ز موضوعيا بأن القضية الزيتونية ليست إلا جزءا من القضية الوطنية الشاملة . غير أن العلاقة بين الطرفين سيسودها البعض من سوء التفاهم في نهاية سنة 1953 إذ منذ تعيين بيار فوازار مقيما جديدا في بداية سبتمبر 1953 أصبح الديوان السياسي يأمل في تغيير السياسة الفرنسية بالبلاد ويتباعد عن كل ما من شأنه أن يقطع الأمل ذلك⁽³⁵⁾ وقد سمحت هذه الظرفية الجديدة للمركزية الطلابية بالتحرك بحرية غير أنّ الدستور الجديد كان ينظر بارتياح إلى بداية استقطابها للساحة الزيتونية فتحركت عناصره لتصدر جريدة الزيتونة بداية من 8 نوفمبر 1953 وقد تولى ادارتها عمر شاشية وكان من بين محرريها العجمي السايب⁽³⁶⁾ ومضى الدستوريون خطوة أخرى بتكوين الهيئة

(34) ضيف الله ، " الطلبة الزيتونيون... " ، نفس المصدر ، ص 443 .

(35) HMNT, La victoire, op, cit, p. 19.

(36) كان هذان العنصران خبيرين بالساحة الطلابية الزيتونية ، إذ كانا من العناصر التي كان أسست ل ص ط ز سنة 1950 .

لخية قبلي نتيجة أنّ أغلب عناصرها من أبناء الموظفين الإداريين بالجهة في حين أُلقي القبض على عناصر (اليد الحامية) وأُفيدوا إلى معتقل جلال ببنقردان ثم إلى سجن اللمبيز بالجزائر .

أمّا في سنة 1954 ، فيبدو أنّ مظاهرة 15 مارس أدت إلى افشال الهدوء الذي ساد البلاد منذ ستة أشهر ، فانطلقت أعمال العنف والتخريب من جديد وتؤكد بعض الشهادات أن اعتراض القطار الرابط بين سبيطلة والقصرين كان بهدف الثأر للطلبة الزيتونيين ولعل الدليل على ذلك قصر الفترة الفاصلة بين هذا الحادث وتلك المظاهرة والتي لم تتعد الأسبوع الواحد⁽³¹⁾ .

كما أن مظاهرة 15 مارس الدامية كانت دافعا لعدد من الطلبة للإلتحاق بالثورة المسلحة⁽³²⁾ ومن الأسماء التي برزت في هذا المجال حسين الحاجي وصالح دبش ذلك رغم أنّ ل ص ط ز لم تدع إلى الإلتحاق بالرجال ولم يلتحق أي عنصر من قياديينها " بالفلاحة " وحتى عبد العزيز العكرمي الذي كان قد تطوع سنة 47 - 1948 للإلتحاق بفلسطين⁽³³⁾ لم يشارك في المقاومة المسلحة بتونس فكانت تحمّسه للقضية الفلسطينية تجاوز تحمّسه لقضية بلاده . ويبدو أنّ ذلك كان نتيجة مخلفات الصدام بين ل ص ط ز والدستور الجديد سنتي 1950 و 1951 ولذلك يتعين علينا رسم الخط البياني للعلاقة بين الطرفين في فترة 52 - 1954 .

(31) عن هذه العملية انظر : HMNT, Le Néo-Destour face., T2 La victoire, Dar El Amal, Tunis 1980, p. 98-99.

(32) Abdelmoula, op. Cit., p. 165.

(33) الصباح ، 21 سبتمبر 1956 ، " المحكمة العليا تستنطق المتهمين في حوادث الإغتيالات بقصة " .

الأحداث عن اعتزامها القيام " بأعمال إيجابية " (28) في إشارة منها الى الأعمال العنيفة فضلا عن الأعمال السلبية مثل الإضرابات .

وظهرت على الساحة الطلابية تشكيلة جديدة أطلقت على نفسها اسم (رابطة الكفاح الزيتوني) مما يدل على تبنيها للعنف ، وقد احتجت هذه التشكيلة الطلابية على الأحكام القاسية المسلطة على أبناء الجامعة الزيتونية (29) ومن جهة أخرى يبدو أنها كانت تعمل بالتنسيق مع الدستور الجديد .

ولصعوبة تحديد معالم الدور الطلابي في هذه الفترة نكتفي بالإشارة الى تشكيل خلايا تخريبية طلابية داخل البلاد يكفي أن نذكر منها خليتي قبلي وقابس اللتين وقع كشفهما منذ سنة 1952 (30) لقد كانت خلية قابس تحمل اسم (اليد الحامية) بما يؤشر على استعمالها للقوة المادية بينما لم تحمل خلية قبلي أي اسم إذ كانت عبارة عن مبادرة فردية قام بها أصحابها تأثرا بدور المناطق الأخرى من المقاومة وما كانت تنشره عنها الصحف من أصداء ، وقد ارتفع عدد أفراد هذه الخلية من أربعة الى الثمانية بينما كان أفراد (اليد الحامية) خمسة كانوا على صلة بالدستور الجديد . وقد قامت كلا الخليتين بأعمال تخريبية تتمثل في الإضرار بوسائل الإتصال الهاتفي إذ تم تدمير مركز للهاتف بقابس وأحرقت أعمدة هاتف قبلي كما وقع حرق بعض الأثاث بإدارة العمل قبلي . وتم الكشف عن هاتين الخليتين ولكن المتابعة لم تتواصل بالنسبة

ومن جهة أخرى ساهمت مظاهرة 20 جانفي 1952 في الضغط على المجتمع الطالبية إذ شددت الرقابة بعدها على الطلبة كما تعرّضت مبيتاتهم الى المدهامات والتفتيش (25) وألقي القبض على العشرات منهم (26) ، أما مظاهرة 15 مارس 1954 فقد اربكت السلطة وجعلتها في موقف ضعف حتى أنها أطلقت سراح كل الطلبة المعتقلين بعد ثلاثة أسابيع فقط فضلا عن كونها لم تسع الى عرقلة تحركاتهم المكثفة التي اتخذت منحى تخريبيا وساهمت في التحاق عدد منهم بالمقاومة المسلحة .

ج - أحداث الشعب والعنف :

تميّزت الفترة بين فيفري وجوان 1951 بالصدام بين عناصر ص ط ز وأنصار الدستور الجديد (27) وبلغت تلك الإشتباكات ذروتها يوم 15 ماي إذ سقط في ذلك اليوم خمسون جريحا ، وامتدت بعدها أحداث العنف الى داخل البلاد وخاصة منها صفاقس والقيروان . فكان ما ينطوي عليه الطلبة من مشاعر عدوانية نتيجة اليأس والإحباط توجهوا بها لمقاومة ذلك الحزب . لكن عندما اندلعت الثورة التونسية في بداية سنة 1952 وجدت ل ص ط ز نفسها في صف واحد مع الدستور الجديد . فهل بلغ الأمر بالطلبة الى الإلتحاق بالأحراش والجبال قصد الوفاء لخطابهم المعادي للإستعمار والداعي لمقاومته ؟

إنّ ما ميّز فترة 52 - 1954 هو عشوائية التحركات الطلابية وتعدد مصادر التحريض . فقد أعلنت اللجنة المركزية ل ص ط ز منذ بداية

(25) انظر مثلا : النهضة 25 فيفري 1952 ، " ترويع التلاميذ " .

(26) النهضة ، 30 جانفي 1952 ، " أسماء بعض المعتقلين من الطلبة بالمحمدية " .

(27) ضيف الله (محمد) ، " الطلبة الزيتونيون والدستور الجديد (1950 - 1952) " ،

في المجلة التاريخية المغاربية ، س 20 ، ع 71 - 72 ، ماي 1993 ،

ص 425 - 445 .

(28) النهضة ، 26 جانفي 1952 ، عباس (أحمد) ، " من ل ص ط (فرع المنستير) " .

(29) النهضة ، 29 جانفي 1952 ، رابطة الكفاح الزيتونيين ، " احتجاج من الزيتونيين .

(30) اعتمدنا في ذلك على الشهادات الشفوية لعدد من أعضاء الخليتين وخاصة منهم علي بن

بوبكر البرغوثي ومصطفى الغرون وقد اطلعنا الأول على بعض الوثائق الخاصة .

أما من ناحية المشاركين فإن مظاهرة 20 جانفي ضمت حسب مصدر صحفي ما لا يقل عن الألفي شخص⁽²⁰⁾ ومائة وخمسين فقط حسب الإقامة العامة إلا أن مجرد الإشارة إليها ضمن البلاغ الرسمي يدل على أهميتها⁽²¹⁾ ثم إن أولئك المتظاهرين لم يكونوا جمعهم من الوسط الطالبية وهذا يرتبط بالظرفية التاريخية . أمّا مظاهرة 15 مارس فيبدو أنها أضخم عدداً إذ تمت في فترة هادئة نسبياً ويبدو أن المشاركين فيها هم جميعاً من الوسط الطالبية .

وفي كلا المظاهرتين تدخلت قوات الأمن ، وإذ اكتفت بتشتيت الطلبة في مظاهرة 20 جانفي دون إلحاق أضرار بهم فإن مظاهرة 15 مارس كانت دامية إذ تصدت لها قوات الأمن وأطلقت النار على المتظاهرين وتواصلت مطاردتهم الى معاهدهم حيث أطلق الرصاص على المعتصمين منهم بجامع الزيتونة نفسه كما ألقيت القنابل المسيلة للدموع بالفرع اليوسفي⁽²²⁾ وقد استشهد خلال ذلك طالبان هما محمد الدهماني حمزة ومحمد بن بلقاسم المرزوقي كما جرح نحو الخمسين⁽²³⁾ وألقي القبض على واحد وستين طالبا أطلق سراح أغلبهم وبقي ستة عشر أحيلوا على السجن المدني ومن بينهم بعض أعضاء المركزية النقابية : محمد البدوي وعبد العزيز بن القاضي وأحمد عباس والبشير غزال وعبد الله العلوي⁽²⁴⁾ .

(20) النهضة ، 22 جانفي 1952 ، " مظاهرة صبيحة الأحد " .

(21) Histoire du mouvement national tunisien (H.M.N.T.), *Le Néo-Destour face à la troisième épreuve 1952-1956; T.1; l'échec de la répression*, Dar El Amel Tunis 1979, p. 145.

(22) ا.و.ت. 36 - 2 ، مكتوب من علي النيفر الى محمد سعد الله بتاريخ 17 مارس 1954 .

(23) العامري (محمد البدوي) ، صوت من الغيب ، منشورات المكتبة العصرية ببيروت ، صيدا د.ت. ص 11 .

(24) الزيتونة ، 25 مارس 1954 ، أسماء الطلبة المعتقلين ...

ومن جهة أخرى فإن ساحة القصة تمثل الميدان المفضل الذي تجري فيه تلك المظاهرات ذلك أن الطلبة كانوا يريدون ابلاغ مطالبهم مباشرة الى الوزارة الكبرى التي يعود اليها جامع الزيتونة بالنظر . وكانت مظاهرات سنة 1950 جميعها سليمة ولعل أول مظاهرة تخللتها بعض مظاهر العنف تلك التي تمت يوم 23 جانفي 1951⁽¹⁷⁾ إذ اقتحم المتظاهرون خلالها مبنى الوزارة الكبرى وألقوا به الأضرار وألقي القبض أثناءها على ثلاثة من الطلبة القياديين هم محمد البدوي وعبد الرحمان الهيلة وعبد الكريم قمحة وبذلك فإن هذه المظاهرة تختلف عن سابقتها من حيث تنظيمها وما آلت إليه وأسست بالتالي لتقاليد جديدة للطلبة في مظاهراتهم وشرعت للسلطة قمع تلك المظاهرات ويمكن تبين ذلك من خلال المظاهرتين اللتين تمتا في الفترة اللاحقة (52 - 1954) . ومن المفيد المقارنة في هذا المجال بين تينك المظاهرتين فقد كانت المظاهرة الأولى التي جرت يوم 20 جانفي 1952 سياسية إذ جاءت كرد فعل على اعتقال الوطنيين التونسيين⁽¹⁸⁾ وقد انطلقت من جامع الزيتونة واتجهت نحو الإقامة العامة ، أمّا المظاهرة الثانية فقد تمت يوم 15 مارس 1954 ورغم صبغتها النقابية فإن الظرفية التي تمت فيها توحى بتسييسها وبدت وكأنها رد فعل على تشكيل حكومة محمد الصالح مزالي واصلاحات بيار فوازار خاصة وقد رفعت خلالها شعارات سياسية تنادي بسقوط مزالي وسعد الله وزير المؤسسات الإسلامية والحدونة⁽¹⁹⁾ غير أن الميدان الذي جرت فيه هذه المظاهرة هو ساحة القصة بما يذكر بالمظاهرات النقابية لسنتي 1950 و 1951 .

(17) الإرادة ، 30 جانفي 1951 ، " المشكلة الزيتونية تعالج بالإصلاح لا بالإنتقام " . انظر كذلك : Kraiem (M), *La classe ouvrière tunisienne et la lutte de libération tunisienne* (1939-1952) Tunis, 1980, p. 368.

(18) النهضة ، 22 جانفي 1952 ، " مظاهرة صبيحة الأحد " .

(19) Abdelmoula, *op. cit.*, p. 165.

أما الإضراب الذي شنه الطلبة منذ 16 مارس 1954 وتواصل الى آخر تلك السنة الدراسية فقد كان تلقائيا أيضا واكتفت القيادة الطلابية بتبنيه فيما بعد .

وقد كانت اضرابات 1952 سياسية تهدف الى استنكار " الموجة الإرهابية التي يجتاح الشعب التونسي المسالم وتفتك بأفراده العزل " على حد تعبير بيان ل ص ط ز التي أعلنت " الحداد على الشهداء الذين سقطوا ضحية الكبرياء الإستعماري " (11) وقد تخلت المنظمة في خضم الأحداث عن مطالبها النقابية والإصلاحية . أما اضراب 1954 فكان للاحتجاج على مواجهة السلطة الإستعمارية مظاهرة 15 مارس ومع ذلك فإن هذا الإضراب كان في جانب منه نقائيا إذا وقع التحضير له قبل ثلاثة أشهر بإضراب دام يومين شفع بإضراب إنذاري أيام 9-11 فيفري 1954 وكان الخطاب الطالبى أثناء ذلك يركز على المطالبة النقابية قصد تحسين الظروف الدراسية والمعيشية للطلبة الزيتونيين(12) .

ومن جهة أخرى ، كانت السلطة في موقع هجومي أثناء اضرابات 1952 وهذا يرتبط بالظرفية العامة للبلاد والتي تتميز بمزيد الضغط على الحركة الوطنية فمارست مختلف المضايقات على الوسط الطالبى واعتقلت العديد من الطلبة ورغم اطلاق سراح البعض منهم منذ بداية فيفري 1952(13) فإن الهدف من ذلك لم يكن سوى ربح الوقت إذ تواصلت الاعتقالات فيما بعد وأحيل العديد من الطلبة على مجالس التأديب . أما

(11) النهضة ، 20 جانفي 1952 ، ل ص ط ز ، " الزيتونة في حداد " .

(12) الأرشيف الوطني - تونس (أ. و. ت) ، 2-36 ، رسالة موجهة من ل ص ط ز الى الباي بتاريخ نوفمبر 1953 .

(13) أ. و. ت ، 2-36 ، رسالة موجهة من علي النيفر الى وزير الدولة بتاريخ 5 فيفري 1952 .

إزاء الإضراب 1954 فإن السلطة وجدت نفسها في موقع ضعيف وحتى الطلبة الذين أعتقلوا خلال الأحداث أُطلق سراحهم بعد ثلاثة أسابيع فقط(14) .

تكمن أهمية تلك الإضرابات وخاصة السياسية منها في مزيد شحن الطلبة لمصالح القضية الوطنية في فترة تميزت باحتداد القمع الإستعماري وقد يدفعهم وعيهم بذلك القمع الى المساهمة في مقاومته .

ب - التظاهر في الطريق العام :

وهذا الشكل أرقى من الإضرابات إذ قد يؤدي الى العنف . وقد تمت خلال سنة 1950 أربع مظاهرات مطلبية ، نظمت منها في عهد حكومة مصطفى الكعك ، وقد اتجهت خلالها الجماهير الطلابية نحو ساحة القصة حيث الوزارة الكبرى ، وأجبرت الوزير الأكبر في المظاهرة الأولى على مقابلة وفد طالبى بسط عليه الرغائب الزيتونية أما المظاهرة الثانية التي تمت يوم 29 مارس فقد رفع خلالها الطلبة شعار " الوزارة تعرقل مطالب الطلبة " (15) بما يوحي بتسييس واضح لذلك التحرك قصد الضغط على حكومة تعتبرها القوى الوطنية متعاونة مع الإستعمار تسعى بالتالي لإسقاطها . لكن رغم تغير الظرفية بإقالة تلك الحكومة وتشكيل حكومة جديدة شارك فيها الدستور الجديد بأمينه العام صالح بن يوسف فإن الطلبة واصلوا ضغطهم بتنظيم مظاهرات أخرى أهمها تلك اللتين تمتا يوم 2 و 10 أكتوبر 1950(16) .

(14) صدى الزيتونة ، 14 أفريل 1954 ، مندوبنا الخاص ، " استقبال الإخوان المعتقلين " .

(15) ضيف الله ، لجنة صوت ... ، نفس المصدر ، ص 66 .

(16) المصدر نفسه ، ص 66 .

2 - ظاهرة العنف الطلابي :

يمكن معرفة حدود هذه الظاهرة من خلال المؤشرات التي ذكرناها سابقا والتي نتفحصها كما يلي :

أ - الإضراب :

وهي تهدف الى الضغط على الحكومة للإستجابة للمطالب الطلابية ، ويصدق هذا على الإضراب الذي امتد من 11 أبريل الى 15 نوفمبر 1950 وقد شمل هذا الإضراب كل الفروع الزيتونية ، فكان له الصدى الواسع داخل البلاد ولدى الأوساط الشعبية خاصة بعد أن شفع باضراب جوع أيام 20 - 22 أبريل 1950 . وقد استقطبت خلاله الجامعة الزيتونية اهتمام كل القوى الوطنية .

غير أن الإضرابات قد تتخذ صبغة سياسية ، وقد ظهر ذلك في فترة المقاومة العنيفة إذ شنت خلالها الحركة الطلابية عدة اضرابات سياسية، نظمت أولها بعد اعتقال الوطنيين التونسيين في 18 جانفي 1952 ، وتواصلت تلك الإضرابات طيلة الشهرين المواليين غير أنها كانت عشوائية ، فلم تتبن ل ص ط ز غير البعض منها وتركت حرية المبادرة في اعلانها للقاعدة الطلابية حتى بدت المنظمة وكأنها غير متحكمة فعلا في الساحة وظهرت العديد من التشكيلات الأخرى التي كانت تحرض على الإضراب وتساهم في توتير المناخ العام بالزيتونة ومن بينها هيئة اتحاد الطلبة الزيتونيين⁽⁹⁾ ورابطة الكفاح الزيتوني⁽¹⁰⁾ .

(1) الإضراب : ويتمثل في الإمتناع عن الدراسة قصد الضغط على السلطة لتحقيق بعض المطالب ، وهو بالتالي شكل نضالي سلمي وتمكن أهميته فيما يفرزه من توتر وتشنج ، كما أنه يوقر الفراغ للمضربين مما يجعلهم متقبلين للخطابات التحريضية .

(2) التظاهر في الطريق العام : وهو أيضا شكل سلمي ، الهدف منه التأثير على الرأي إذا ووجه المتظاهرون من قبل قوات الأمن .

(3) أحداث الشغب والعنف : بهدف الإحتجاج على بعض السياسات وتستخدم خلالها القوة المادية وربما تؤدي الى حمل السلاح والتمرد .

ومن جهة أخرى ، فإن نظرية التحليل النفسي ترد ظاهرة العنف الى الفشل الذي يولد الإحباط ويخلق من الأفراد شحنات انفعالية عدوانية قابلة الى التحول الى عنف خارجي فردي أو جماعي⁽⁷⁾ ، فهل شعر الطلبة الزيتونيون بمثل ذلك الإحباط ؟ إن ما يمكن تأكيده في هذا الإطار هو أنهم نشؤوا في غالبهم في الأرياف والقرى الصغيرة ومن مجموعات قبلية⁽⁸⁾ ، وعندما التحقوا بالعاصمة للدراسة بالزيتونة شهدوا أزمة المجتمع التقليدي الذي رعاهم واحتضنهم وشعروا في مجتمعهم الجديد بالإنسحاق الحضاري والغربة وكان ذلك دافعا لهم للثورة على المدينة الخاضعة والراضية . وبما ذكى تلك الثورة انتمأؤهم لفئة الشباب وتمتعهم بالتالي بقدر عال من الطاقة والحيوية والمثالية .

(7) فهمي (انيس) ، " مشاهد العنف في التلفزيون " ، في ، العربي ، ع 314 ، الكويت .

جانفي 1985 ، ص 120 .

(8) ضيف الله ، لجنة صوت ... ، نفس المصدر ، ص 22 وما بعدها .

(9) النهضة ، 23 مارس 1952 ، " اضراب الزيتونيين " .

(10) النهضة ، 29 جانفي 1952 ، رابطة الكفاح الزيتوني ، " احتجاج من الزيتونيين " .

حساسيات مختلفة وتدعم موقفها أثناء إضراب الجوع الذي أعلنته أيام 20-22 أبريل 1950 إذ آزرتها مختلف التشكيلات السياسية والاجتماعية والمهنية الوطنية⁽⁴⁾ كما امتدت فروع هذه المظمة الى مختلف الفروع الزيتونية بما أضفى على تحركاتها فاعلية كبرى . وقد شعرت القيادات الطالبة بالاعتداد بنفسها وبدت فخورة بمواقفها دون أن تنتبه الى مقتضيات التكتيك السياسي ، ذلك أنه رغم تغيير الظرفية والإطار السياسي لانطلاق " الإضراب اللانهائي " فإن حدة الموقف الطالب لم تخف بل تصاعد ذلك الموقف وانتهى بعد بضعة أشهر الى مواجهات عنيفة مع الحزب الحر الدستوري الجديد .

ج - في مفهوم العنف وأشكاله :

يعرف ارنست فان دون هاغ Ernest Van Den Hagg العنف بكونه الاستخدام الفعلي للقوة أو التهديد باستخدامها لإلحاق الأذى والضرر بالأشخاص والإتلاف بالمتلكات⁽⁵⁾ ويهمننا في هذا الإطار العنف السياسي الذي قد يمارسه الأفراد والمجموعات للتأثير على بعض السياسات المنافية لمصالحهم . فهل مارس الطلبة الزيتونيون ما يمكن اعتباره عنفا بصفة عامة وعنفا سياسيا بصفة خاصة ؟ أن الجواب على ذلك رهين معرفة مؤشرات هذه الظاهرة ، وهي عديدة غير أن ما يهمننا منها يتمثل في المؤشرات التالية⁽⁶⁾ .

(4) المصدر نفسه ، ص 41 - 42 .

(5) Van Den Hagg (Ernest), *Political violence and Civil disobedience*; New York 1977, p. 101

انظر الهامش اللاحق .

(6) ابراهيم (حسين توفيق) ، " ظاهرة العنف السياسي في مصر " ، في ، المستشرقين العرب ، ع 117 ، بيروت ، نوفمبر 1988 ، ص 31 - 32 .

خريجيه⁽¹⁾ غير أن ذلك الزخم النضالي الذي تواصل طيلة الثلاثينات اضطرب مع اندلاع الحرب العالمية الثانية لتجد المؤسسة نفسها منذ منتصف الأربعينات في مسار سريع نحو التأزم ، وفي الوقت الذي كانت توحى فيه بصحتها الجيدة عبر موازاة تعليمها للتعليم الذي تسهر عليه إدارة العلوم والمعارف⁽²⁾ كانت الآفاق المهنية والعلمية تنحسر أمام الزيتونيين حتى كادت تنغلق تماما ، فكانت هذه الجامعة العتيقة غير مندمجة وتتجه بسرعة نحو هامش مجتمع في طور تدعيم مؤسساته العصرية على أنقاض مجتمع تقليدي مزعزع الأركان .

وفي هذا الإطار كانت الاحتجاجات الطالبة التي انفجرت في ربيع 1950 مؤشرا على عمق تلك الأزمة من جهة وتولي الطلبة الزيتونيين الثأر لما لحق جامعتهم من الترددي والإنحسار من جهة أخرى ، وكلما احتد الشعور بالتهمس كانت روح الثأر والنقمة قوية وعنيفة .

ب - التنظيم الطالبية :

ظهرت لجنة صوت الطالب الزيتوني (ل. ص. ط. ز) في منتصف فيفري 1950 ، في وقت كانت تنوي فيه السلطات إدخال تغييرات على القانون المنظم لجامع الزيتونة ، فكان البرنامج الذي قدمته اللجنة محاولة لإبلاغ الصوت الطالبية الى الدوائر المسؤولة⁽³⁾ ومن جهة أخرى نجحت المنظمة الطالبة في توحيد الساحة الزيتونية إذ ضمت في قيادتها

(1) انظر في هذا المجال الباب الثامن من رسالتنا لنيل شهادة التعمق في البحث ، الحركة الطالبة التونسية (1927 - 1939) تحت اشراف الأستاذ توفيق العيادي ، كلية العلوم الانسانية والاجتماعية تونس 93 / 1994 .

(2) Abdelmoula (M) *L'Université zaytounienne et la société tunisienne*, Tunis 1984, p. 169.

(3) ضيف الله (محمد) ، لجنة صوت الطالب الزيتوني 1950 - 1956 ، شهادة الكفاءة في البحث تحت اشراف الأستاذ توفيق العيادي ، كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية، تونس 1988/87 ، ص 31 .

ومناشير لفترة زمنية تعتبر طويلة وإن كان انتشارها محدودا لدى التونسيين وهذا بديهي نظرا الى حجز الأمن الفرنسي لبعض الأعداد والى طابع الحركات ذاته المتسم بالسريّة المطلقة وما يعني ذلك من " تفوق " أفرادها المكوّنين لها على أنفسهم .

خالد عبّيد

مساعد بالمعهد الأعلى لأصول الدين

تونس

في ظاهرة العنف الطالبية:

الطلبة الزيتونيون في فترة المقاومة العنيفة

(1952 - 1954)

كانت الجامعة الزيتونية حتى الثلاثينات مشتتة للنخبة الثقافية ، إذ تخرّج منها العديد من الكتاب والأدباء والشعراء والصحافيين ثم تحولت بعد الحرب العالمية الثانية وخاصة بعد سنة 1950 الى ساحة تغذي ظاهرة العنف اللفظي والفعلي ، دون أن ينعدم دورها في تخريج المثقفين العضويين ، فما هي الأسباب الذاتية والموضوعية لذلك التحول ؟ وما هي مؤشرات ذلك العنف ؟ وكيف تفاعل الطلبة الزيتونيون مع فترة 1952 - 1954 التي كانت فرصة سانحة لممارسة العنف ؟ وكيف كانت علاقتهم مع الدستور الجديد أكبر التنظيمات السياسية الوطنية ؟

1 - مدخل :

أ - أزمة الزيتونة من أزمة المجتمع التقليدي :

كانت التحركات الطالبة التي انفجرت منذ سنة 1928 مؤشرا على أزمة عميقة تهز المؤسسة الزيتونية بأسرها ، كما كانت دعوة صادقة وملحة للتحديث والتجديد وكانت تهدف بالتالي الى مواكبة التحولات المجتمعية العميقة عبر اصلاح التعليم الزيتوني وفتح الآفاق المهنية أمام

الأسود والهلال ولولا حادثة الهجوم على عيادة الدكتور أحمد بن ميلاد لما تمكّن الفرنسيون من كشف الهلال .

ويظهر هذا العجز في اعتقاد مصالح الإقامة العامة الفرنسية اعتقاداً جازماً أنّ هناك قوّة أجنبية وراء الهلال الأسود والهلال وهي بالتحديد بريطانيا التي تموّل الهلال الأسود وفي قبو قنصليتها تطبع المناشير السريّة الوطنية ! .

ولم تكن الإقامة العامة قادرة على تفكيك الهلال الأسود بالرغم من كلّ محاولاتها ، وقد اعتقد أنّ الهلال يطبع في القاهرة وترسله المصالح البريطانية بمصر الى تونس لتوزيعه !! واعتقدت اعتقادات أخرى خاطئة مثل سحب الهلال في مطبعة الإرادة !!

الواضح أنّ هناك عجزاً فرنسياً عن تفكيك الحركتين يتجلى من خلال التقارير الأمنية - وحتىّ تقارير المقيم العام ذاته - المتضاربة والمتناقضة والتي زادت في حدّة هذا العجز بحيث أصبحت المصالح الفرنسية تعيش حالة تخبط كبرى إلى درجة أنّ هذا الأمر بات هاجساً للمقيم العام الفرنسي الجنرال ماست الذي بعث بمراسلة الى وزير الخارجية الفرنسية بتاريخ 25 - 10 - 1945 يعلمه فيها بأنه أمام تعاضم المدّ الوطني بتونس - السريّ طبعا - أصبح عاجزاً عن معرفة أعداء فرنسا بتونس⁽²¹⁾ .

لكن هذا الهاجس أصبح مؤرقاً للمقيم العام مع مطلع سنة 1946 حيث راسل وزير الخارجية ليعلمه بقرب حصول ثورة دموية بتونس يقف وراءها الإنقليز على وجه الخصوص⁽²²⁾ .

ولكي تدرأ عجزها أصبحت التقارير البوليسية تعتبر مثلاً أنّ الإخوة

(21) Q. O. Série Tunisie 1944-49, C. 27/Bobine 595/F. 155.

(22) سنحلّل هذه النقطة بالذات خلال بحثنا المتعلق بحركة الهلال .

الخبثاني هم وراء كومندوس والكفاح والهلال الأسود والهلال واليد السوداء.. بينما كل واحدة من هذه المجموعات مستقلّة بذاتها .

ويظهر التخبط الفرنسي خصوصاً في الخلط الدائم بين حركتي الهلال الأسود والهلال . ففي نظر الإقامة العامة الفرنسية : الهلال الأسود هو الهلال والهلال هو الهلال الأسود ! بحيث توجد مجموعة الهلال الأسود وجريدتها الهلال ! ومادام هذا الخلط أصبح من القناعات الثابتة للمصالح الأمنية الفرنسية فمن الطبيعي أن تكون غير قادرة على تفكيك المنظمّتين مادامت تعتقد أنّهما منظمّة واحدة ولولا حادثة الهجوم على عيادة الدكتور أحمد بن ميلاد الذي قدّم شكوى للبوليس الفرنسي رغم شبه معرفته للأشخاص المهاجمين لما كشفت مجموعة الهلال . وبالرغم من تفكيكهم لهذه المجموعة ، فقد ظلّ الفرنسيون يعتقدون اعتقاداً جازماً أنّهم تمكّنوا من إماطة اللثام عن حركة الهلال الأسود وجريدتها الهلال !!⁽²³⁾ .

إنّ أهمّ انعكاس لكلّ من حركتي الهلال الأسود والهلال هو تخضير التونسيين نفسياً وتعويدهم على ألفاظ مثل : الاستقلال والمقاومة والإرهاب الثوري ... منذ سنة 1945 في وقت لم تتبلور بعد مثل هذه المفاهيم حتّى لدى القيادات الوطنية التي لن تتجرأ على المطالبة بالاستقلال إلّا خلال شهر أوت 1946 .

ويقف مثل وراء هذه الحركات السريّة وطينيون متحمّسون أغلبهم من الشباب وتنتعهم الإقامة العامة بـ : " المتطرفون " ؛ " الإرهابيون " وهي حركات على هامش حزبي الدستور وبعضها لا علاقة لها بهما . غير أنّها تمكّنت من تحديّ الجهاز القمعي الفرنسي كلّهُ وأصدرت جرائد

(23) انظر مثلاً : Q. O/F. R/C. 2805/D. 1/Bobine R. 927.

" إن التونسيين عازمون على تحقيق استقلال بلادهم ... مهما كانت التكاليف وهم سيلجأون ... الى جميع الوسائل بدون استثناء ووسائل العنف والإرهاب والتدمير ... ويمكن لأمتنا التونسية أن تعتمد على تشكيلات واجهة الاتحاد العربي التي هي في خدمة الأمة وستباشر أعمالها في الأوقات المناسبة حسب مقررات قيادتها العليا " (18)

وما يجعلنا نتأكد من أن الخيار المسلح هو ثابت لدى هذه المجموعة هو تمكن الفرنسيين من تفكيك الهلال ذلك أنه على إثر هجوم ثلاثة أفراد ملثمين ومسلحين وهم : حسن دردغان ومحمد بن عثمان وعلي بن حمد على عيادة الدكتور أحمد بن ميلاد ليلا ، ألقى الفرنسيون القبض عليهم وعثر في محل حسن دردغان على متفجرات وألغام مخبأة عنده وبعد ذلك تمكن البوليس الفرنسي من الوصول الى منزل مراد بوخريص الرأس المدبر لمجموعة الهلال وعثر عنده على آلة كاتبة ومتفجرات ولوازم التفجير وكتب عسكرية تتحدث عن كيفية التمرن على استعمال المتفجرات (19)

وتتكون هذه الحركة أساسا من شباب درس سابقا في الزيتونة والصادقية وتأسست على أيدي مراد بوخريص وعبد الرحمان النيفر ونور الدين القمطاطي وحسين بن عمار والطيب المهيري وسيلتحق بهم فيما بعد حمادي بلوزة وسليم عمار وعبد الجبار الغضبان ... الخ وتعتمد هذه الحركة على السرية المطلقة وتسير على أساس مركزية القيادة واللامركزية ومرونة التحرك في القواعد وليست لها علاقة بحزبي

(18) العدد الثامن من السلسلة الثانية للهلال الصادر في سبتمبر 1946 وهو مشيت في :

IBID.

(19) سنرجع في بحثنا عن حركة الهلال السرية الى تفاصيل أخرى عن هذه الحادثة وسنعمق أكثر تحليلنا لهذه الحركة الذي يبدو لنا سطحيا باعتباره موجها أساسا للمداخلة .

والشروع بعد ذلك وفي مرحلة موائية في العمل المسلح . وقد قامت هذه الحركة بربط الاتصال مع لجنة التخريب برادس وفلاقة رأس الجبل وبعض جنود البحرية الجزائريين والتونسيين بفيريفيل (منزل بورقيبة الآن) وتشكيل كشفي ببزرت واتفقت معهم على الانضمام إليها وانتظار أوامرها للشروع في عمليات مسلحة .

ولم تتصل هذه الحركة بحزب الدستور الجديد إلا بعد مؤتمر ليلة القدر حيث قابل مراد بوخريص بالخصوص المنجي سليم ليعرض عليه برنامج العمل المسلح للحركة فكان موقفه رفض الخيار المسلح (20) .

والثابت أن هناك رغبة من الوطنيين التونسيين في تخزين الأسلحة من بقايا الحرب العالمية الثانية لاستعمالها في الإبان ومن المحتمل أن يكون لحزب الدستور الجديد ضلع في هذا الأمر . فقد قام حسن دردغان من حزب الدستور الجديد بعملية المداهمة بأمر من محمد زفزوف المحسوب على حزب الدستور الجديد وكل ما يعرفه حسن دردغان حسب ما ذكره لنا من خلال لقائنا به هو أن هناك قيادة يجهلها هي التي تعطي الأوامر لمحمد زفزوف .

ونحن نعتقد أنه لفهم ما جدّ في الخمسينات من أحداث لا بدّ من الرجوع الى هذه الفترة .

ولنا أن نتساءل الآن عن الموقف الفرنسي تجاه هاتين الحركتين ؟ هل استطاع الأمن الفرنسي الوقوف أمام هذه الأنشطة السرية أم لم يتمكن من ذلك ؟

في الواقع ، تميّز الموقف الفرنسي بالعجز التام عن تفكيك الهلال

(20) إن هذه المعلومات عن غايات الهلال والأفراد المكونين لها ... استقيناهما خاصة من لقائنا مع

مؤسس الحركة مراد بوخريص وما ذكره هو يتطابق مع استنتاجاتنا نحن بخصوص هذا التنظيم السري خصوصا في مجال الخيار المسلح .

وبالرغم من دعوة الهلال الأسود في أعداده إلى الثورة على الوجود الفرنسي بتونس وتصفيته وإلى المقاومة بكلّ الطرق والاستعداد ليوم التحرير والدعوة إلى العصيان المدني خلال أحداث مؤتمر ليلة القدر ، 23 أوت 1946 فإنه لا يمكننا الجزم إن كانت هذه الحركة قد تبنت الخيار المسلّح لطرد فرنسا من تونس أم لا ؟ وإن كان خطاب الهلال الأسود يؤكّد ذلك والاقامة العامة تجزم بذلك أيضا .

ويرجع موقفنا هذا إلى كون حركة الهلال الأسود لم يتمكن الأمن الفرنسي من تفكيكها وبالتالي لا يمكننا معرفة من يقف وراءها بالضبط؟ ولا استقرار نوايا القائمين بها ؟ (15) .

ويدعو القائمون على الهلال أيضا إلى الثورة على الوجود الفرنسي بتونس اعتمادا على الخيار المسلّح وذلك منذ العدد الأوّل للجريدة .

ويتجلى هذا الخيار في أعداد الجريدة من التصريح التالي :

" نحن عازمون على بذل جميع الجهود والالتجاء إلى جميع الوسائل حتى نفرض على فرنسا الاستعمارية فرضا وقهرا وقسرا الاعتراف الصريح الكامل بجميع حقوقنا في الحرية والاستقلال والانضمام إلى جامعة الدول العربية " (16) .

" وإنّ واجهة الإتحاد العربي بفضل تشكيلاتها العتيدة في كافة أنحاء القطر لعلّ استعداد لخوض المعركة والشروع في المقاومة الإيجابية " (17) .

(15) يؤكّد الهادي الورتاني تأكيدا جازما بأنه يقف هو وأخواه وراء هذه الحركة لكن تأكيده هذا لم نأخذه بعين الإعتبار بل ذهبنا إلى حدّ التشكيك في صحّته أصلا وذلك في دراستنا : الحركات السريّة بتونس 1945 - 1947 ، 1 - مجموعة الهلال الأسود .

(16) العدد السادس من السلسلة الثانية للهلال الصادر في أوت 1946 وهو مثبت في : Q. O/F. R/C. 2888/D. 3/Bobine R. 978.

(17) العدد السابع من السلسلة الثانية للهلال الصادر في سبتمبر 1946 وهو مثبت في :

وبهذا يمكننا إدراجها ضمن ما عرف بـ : " الحركة المنصفية " ومن المحتمل جدّا أنّ هذه المجموعة لم تكن لها علاقة بحزبي الدستور إلّا بداية من صائفة 1946 حيث لاحظنا تحوّلا في خطابها نحو التقارب أكثر مع الحزبين في حين تركّز مجموعة الهلال في أعداد الجريدة على نشاط الوطنيين التونسيين بالخارج وبالخصوص نشاط الحبيب بورقيبة بمصر ويقف وراء هذه المجموعة شباب درس بالصادقية والزيتونة ومتعاطف مع حزب الدستور الجديد .

ولم يذكر الهلال مسألة المنصف باي سوى عرضا فالأهمّ في نظر الجريدة السريّة هو استقلال تونس لكن ذلك لم يمنعها من الإطناب في مدح الحبيب بورقيبة " زعيم تونس الفذّ " (11) وتفويضه للتحدّث باسم تونس في ظلّ غياب حكومة تونسية شرعية إثر عزل المنصف باي ، وذلك لأنّ الحبيب بورقيبة هو " باعث النهضة التونسية وقد أحرز على ثقة الأمة بأسرها وقد تبين أنّ الشعب التونسي يأتمر بأمره وينتهي بنهيه " (12) وهو أيضا " بطل تونس الأكبر وزعيمها الأوحد رمز الوطنية والتضحية والإخلاص " (13) وهو أخيرا " زعيم البلاد المحبوب... رسول تونس الأمين ولسانها الصادق الذي نجح في إسماع صوت تونس العربية المجاهدة " (14) .

IBID F. 7. (11)

(12) العدد 2 للهلال الصادر في آخر أفريل 1945 وهو مثبت في :

Q. O/F. R/C. 2888/D. 3/Bobine R. 978.

(13) العدد الثاني من السلسلة الثانية للهلال الصادر في فيفري 1946 وهو مثبت في : نفس المصدر .

(14) العدد السادس من السلسلة الثانية للهلال الصادر في أوت 1946 وهو مثبت في : نفس المصدر .

ومع كلّ عدد جديد يزداد هذا الخطاب حدّة : " ليس لدينا أيّ شيء نداري به ضدّ أعدائنا ، يجب تحقيق الحرّية مهما كان الثمن لا خلاص مادام العدوّ يتنفّس " (8) ونعتت فرنسا بـ " الفاشية " في عدد أكتوبر 1945 (9) .

وتضمّن العدد الأوّل لجريدة الهلال خطابا ماثلا لخطاب الهلال الأسود من حيث حدّة اللهجة : " إنّ جبهة الاتّحاد العربي بتونس قد أعدت لأعداء العروبة والإسلام بهذه الديار الرصاص والقنابل والنار فمن حاد عن سواء السبيل ورام خيانة المسلمين أو الاعتداء على التونسيين فسوف يلقي الموت الزؤام ويقطّع جسمه تقطيعا أو تلتهمه النار فينقلب رمادا تذرّوه الرياح " (10) .

ولمواجهة الرقابة والتعتيم الإعلاميين وتعبئة التونسيين ، كانت الهلال تحيظهم علما بأصداء قضية تونس في الخارج ونشاط الوطنيين التونسيين بالمشرق خاصّة في حين ركّز الهلال الأسود مواقفه أكثر على بعض القضايا المطروحة تونسيا مثل : انتخابات المجلس الكبير في نوفمبر 1945 وزيارة الأمين باي لفرنسا في جويلية 1945 والردّ على تصريحات رمز الخيار الفرنسي بتونس أنطوان كولونا في أبريل 1946 .

وتنادي مجموعة الهلال الأسود خاصّة برجوع النصف باي للحكم وتشهّر كثيرا في منشوراتها بالأمين باي الذي غيرته بأوصاف عديدة

(8) عدد سبتمبر 1945 وعنوانه : " قربت ساعة القصاص من عدوّ الداخل " .

in : Q.O/F.R/C. 1865/D. 1/Bobine R. 190/F. 87.

IBID F. 97. (9)

IBID F. 6. (10)

العربي تعمل ... في سبيل تحقيق الوحدة العربية الكاملة " وتنادي بضرورة انضمام " تونس العربية " الى "الولايات المتّحدة العربية " وتدعو التونسيين الى التكتّل وراء واجهة الاتّحاد العربي بتونس... هذه المنظّمة العربية العتيقة " (6) .

وتؤمن المجموعتان بالمصير المشترك لكلّ من تونس والجزائر والمغرب الأقصى وحتميّة الاتّحاد ويستعمل الهلال الأسود دائما لفظ " الولايات المتّحدة لإفريقيا الشمالية " في حين يستعمل الهلال لفظ " المغرب العربي " ويرجع هذا الاختلاف في التسمية أثناء التعبير عن نفس الإحساس بضرورة توحّد هذه البلدان الثلاثة الى تفاوت آمال كلّ من المجموعتين تجاه العرب والعروبة .

وينادي الهلال والهلال الأسود منذ الأعداد الأولى بقوة بالاستقلال التامّ لتونس وبلدان المغرب ويستعملان خطابا حادّا ومهينا وتجرّحيا وتشهيريا بفرنسا ورموزها .

فحسب الهلال الأسود يعتبر الجنرال شارل دي قول " عدوّ الشعوب العربيّة " و " كذّاب " وإذا أضفنا اليه الجنرال جيرو والجنرال جوان تصبح الألفاظ المستعملة تجاههم أمثال : " متوحّشون " ، " حشرات مؤذية " (7) . وتظهر حدّة خطاب الهلال الأسود منذ العدد الأوّل خلال شهر جوان 1945 : " إنّ إفريقيا الشمالية جاهزة ستردّ على الاستبداد الامبريالي بالارهاب الثوري فليستعد الفرنسيون " (7) .

IBID F. 5. (6)

Q.O/F.R/C. 2805/D. 1/Bobine R. 927. (7)

عن استعدادها لتحقيق أهدافها ولو بإراقة الدم وما يعني ذلك من تبنيها للخيار المسلح .

إنّ هاتين الحركتين حضريتان ومدينتين توزّع ناشيرهما في مختلف مدن الايالة وإن كان توزيع الهلال أشمل وأعمّ من توزيع الهلال الأسود وقد برزتا بتونس الحاضرة واعتمدتا كطريقة توزيع : الدسّ تحت الأبواب والتعليق والإرسالية البريدية ويتمّ التوزيع ليلا خاصة .

وكانت المناشير توجه بريديا الى الأشخاص المعروفين بميولهم الوطنية وكذلك إلى بعض المسؤولين التونسيين (قياد ، قضاة) والفرنسيين (المقيم العام الفرنسي ذاته ، المراقب المدني ...).

وكان الهلال الأسود يعتبر نفسه الناطق باسم المقاومة التونسية بينما يعتبر الهلال نفسه الناطق باسم واجهة الإتحاد العربي بتونس .

وكانت للمجموعتين آمال كبيرة تجاه الأنقلو أمريكيان الذين تبنا مبدأ حقّ الشعوب في تقرير مصيرها ويظهر ذلك في نشرات المجموعتين . فقد جاء في عدد نوفمبر 1945 من الهلال الأسود بعنوان " نداء الى الشعب " أن الأنقلوسكسون هم " أبطال الديمقراطية " (2) ونعت العدد الأول من الهلال الأسود الصادر في جانفي 1946 الولايات المتحدة الأمريكية بـ "القوة الديمقراطية الأكبر" مثنيا على " الشعب الأمريكي العظيم" (3) .

وطالب الهلال الأسود الولايات المتحدة الأمريكية وبريطانيا بإعلان استقلال تونس وإرجاع النصف باي للعرش لكن بعد فترة زمنية ستخيّب آمال هذه المجموعة تجاه الأنقلو سكسون إلى درجة نعتهم بـ " الإمبرياليين "

Q.O/F.R/C 1864/D 4/Bobine R. 189/F. 682. (2)

Q.O/F.R/C 1865/D 1/Bobine R. 190/F. 132. (3)

في عدد الهلال الأسود لآخر جانفي 1946 وعنوانه " عدالة الكبار " !! (4) .

وتضمّن العدد الأول لجريدة الهلال الصادر في أفريل 1945 رغبة في أن يكون "مؤتمر سان فرانسيسكو حفلة تأيين الاستعمار العالمي" (5) .

غير أنّ آمال الهلال كانت موجهة أكثر الى بريطانيا "أصدق حليف وأحسن مساعد" ، "حميمة العرب والمسلمين فبريطانيا العظمى هي التي أنقذت الشرق من الاستعمار الفرنسي" (6) .

ويعود تركيز هذه المجموعة على بريطانيا أكثر الى رغبتها في تضليل الفرنسيين وإيهامهم بأنّ بريطانيا تقف وراء هذه الحركة السريّة . وللمجموعتين أيضا آمال نحو العرب وجامعة الدول العربية .

ولئن كانت نشرات الهلال الأسود الأولى تعكس بوضوح كبير هذه الآمال فإنّ بقية النشريات ستبرزها أكثر خاصة مع بداية خيبة مجموعة الهلال الأسود تجاه الأنقلو سكسون في حين عبّرت أعداد الهلال السريّة عن البعد العروبي البارز لهذه الحركة وآمالها نحو العرب وجامعتهم وحتى التسمية ذاتها للحركة : " واجهة الإتحاد العربي بتونس " تعبّر عن هذا الأمل وعن تفاعل أفراد المجموعة مع ما يحدث في المشرق من محاولات إرساء دعائم حركة اتّحاد عربي .

ويتجلّى الخيار العروبي لجماعة الهلال منذ العدد الأوّل لهذه الجريدة : "بيد أنّ الشرق لن ينسى تونس وتونس لن تنسى الشرق وواجهة الإتحاد

IBID F. 137. (4)

IBID F. 6, 7. (5)

IBID F. 6, 7. (5)

ولم تتوان فرنسا عن قمع واضطهاد أيّ نفس وطني فكان لهذه الأحداث الأثر النفسي الكبير على التونسيين خصوصا الشبان الذين بدأوا يعون بضرورة الردّ على العنف بالعنف .

لكن بيّنت الحرب العالمية الثانية ومجريات العمليات العسكرية أنّ فرنسا القوّة القاهرة للتونسيين هي في نهاية الأمر قوّة من ورق عجزت حتّى عن صدّ الهجوم النازي داخل ترابها بينما خرجت الولايات المتّحدة الأمريكية كأكبر مستفيد من هذه الحرب وتبنت مؤتمر سان فرانسيسكو وميثاقه الذي ينصّ خاصة على حقّ الشعوب في تقرير مصيرها .

في هذه الأثناء ، تكوّنت جامعة الدول العربية وبانت كأول نواة عربية " وحدوية " .

إذن ، نحن أمام متغيّرات عالمية وإقليمية سيكون لها حتما انعكاس على التونسيين حيث بدأوا يعقدون آمالا تجاه الأنقلوسكسون والعرب وشعر الوطنيون بأنّ الوقت قد حان لتصفية الاستعمار .

غير أنّ فرنسا لم تفهم هذه المتغيّرات وواصلت سياسة القمع والاضطهاد منذ عودتها لتونس في ماي 1943 وذلك بأن خلعت المنصف باي وأكّدت هذه السياسة إثر نهاية الحرب من خلال مذكرة المقيم العام الفرنسي بتونس الجنرال ماست الى مختلف مصالحه بتاريخ 23 ماي 1945 يذكّرهم فيها بأنّ تونس مازالت تحت حالة الحصار وتبعا لذلك يحجّر أيّ نشاط وطني وخاصة النشاط الدستوري⁽¹⁾ .

لقد حثّت هذه الرغبة في فرض طوق استعماري على تونس وخنق الحريّات الأساسية للتونسيين في وقت أخذوا يشعرون فيه بثقة أكبر في

إمكانية فضّ قضيتهم ، بعض الوطنيين المتحمّسين ولاسيّما منهم الشباب الى تكوين حركات سرّية واعتبارها الملاذ الأخير لهم في صراعهم مع فرنسا وغايتها كسر " النطاق الحديدي " الذي فرضته فرنسا على التونسيين وذلك بإعلامهم بما يحدث داخل وطنهم وخارجه وتعبيتهم لمقاومة فرنسا .

ظهرت خلال فترة 1945 - 1947 حركات سرّية عديدة أهمّها : مجموعة " الهلال " و " والهلال الأسود " و " الكفاح " إضافة الى حركات أخرى أقلّ أهميّة مثل : اليد السوداء والجبهة التونسية الثورية وحركة التنظيم الثوري التونسي ... ونحن في مداخلتنا هذه سنركّز على مجموعة " الهلال " التي وصلنا الى نتائج وتقييمات شبه نهائية بشأنها وعلى مجموعة " الهلال الأسود " التي لم نتمكّن الى حدّ كتابة هذه الأسطر من معرفة من يقف وراءها بالضبط ؟ بالرغم من عشورنا على منشوراتها واطلاعنا على كافّة تقارير ومراسلات مصالح الإقامة العامة الفرنسية المتعلّقة بها .

إذن ولمواجهة التعتيم المسلّط على التونسيين صدرت جريدة الهلال منذ أفريل 1945 إلى حدّ فيفري 1947 وصدر منشور الهلال الأسود بالفرنسية من جوان 1945 إلى جانفي 1947 بصفة غير متواترة أحيانا وحسب الظروف . ويعتبر اختيار المجموعتين للفظ الهلال له دلالة ، فالهلال هو رمز الإسلام وانتساب تونس اليه في مواجهة رمز المسيحية فرنسا .

وإرداف نعت الأسود للفظ الهلال ليس اعتباطيا ، فالأسود هو لون الحداد وهو إعلان من جماعة الهلال الأسود عن هويتها : الدفاع عن قضية المنصف باي واعتبار يوم خلعه يوم حداد .

واختارت مجموعة الهلال كتابة عنوان جريدتها الذي هو : الهلال باللون الأحمر والأحمر هو رمز الدم فكأنّ ذلك تعبير من هذه الجماعة

(1) Q. OF.RC. 1864 D. 4 Bobine R 189, F. 909.

الحركات السرية بتونس

الهلال والهلال الأسود 1945 - 1947 (*)

أعلنت حالة الحصار بتونس عقب حوادث 9 أفريل 1938 الدامية وبذلك كُبتت الحريات وعطّلت الصحافة الوطنية واعتقلت قيادات حزب الدستور الجديد الذي تمّ حلّه يوم 12 أفريل وحجّر أيّ نشاط وطني .

(*) هذا نصّ المداخلة التي أقيمت يوم الجمعة 19 نوفمبر 1993 بنزل الديبلوماسي ويعود اكتفاءنا بهذا النصّ الى كون هذا الموضوع يستلزم تعمّقا أكثر وغوصا أعمق في جوانبه وحيثياته لكنّ للتعمّق في هذه الدراسة يجب عدم الاكتفاء بالـ 25 صفحة التي ألزم بها منظّمو الملتقى المشاركين فيه كأقصى حدّ لذا رأينا من الأنسب ان نوقر نصّ المداخلة لتنشر في وقائع المؤتمر مع التنصيص بأنّ لنا عودة لهذا الموضوع الهامّ جدّا في مقالات أخرى أكثر عمقا وأكثر موضوعية .
اعتمدنا في الإشارات البيبليوغرافية على وثائق الأرشيف الفرنسي التي رتّبها بالمعهد الأعلى لتاريخ الحركة الوطنية بتونس .

- الحبيب بن الحاج علي بن الزاير (شيخ الدبدابة) : 8 سنوات أشغال شاقة و 15 سنة تحجير إقامة .

- سعد بن عمر بن الحاج ابراهيم العياشي (شيخ الزوي) والحاج عمر بن فرج الغيلوفي (من بني زيد) : 5 سنوات أشغال شاقة و 10 سنوات تحجير إقامة (38).

تلك هي بعض جوانب من المقاومة المسلحة التي قام بها بنو زيد خلال القرنين 19 و 20 . إلا أن أوجه عديدة أخرى لكفاح بني زيد ضد الإحتلال الفرنسي ستبقى غامضة ، ربّما الى الأبد ، نظرا الى التحيز الواضح لأصحاب الوثائق الوحيدة تقريبا التي تروي هذه الأحداث .

محمود فروة

أستاذ مساعد في التاريخ المعاصر
كلية الآداب بسوسة

تونس بصفة سرية أذكت روح المقاومة في الحامة . ولهذا الغرض تجمّع عدد من مشائخ بني زيد لضمان إيصال رسائل نوري باشا وسليمان الباروني . وفي فترة لاحقة تم تكليف سكرتير الخليفة للاتصال بهذا الأخير ودعوته ليكون على رأس الحركة . وقد تظاهر الخليفة بقبول الدعوة وحصل على عدة وثائق من بينها رسالة من نوري باشا " هي عبارة عن دعوة للجهاد المقدس " ضد الفرنسيين . وقد تضمنت ورقة لسليمان الباروني كانت مصاحبة لرسالة نوري باشا إشارة مبهمّة الى " صديق كتب " . الشخص الموجهة اليه الرسالة هو حسب المقيم الفرنسي السيد حسن بن علي قلاتي المحامي بتونس وهو جزائري ، لعب دورا هاما الى جانب علي باش حانبة خلال أحداث 1912 وأوقف وسجن بالجزائر وأفرج عنه بطلب من الحكومة الفرنسية . وقد كانت رسالة نوري باشا مصحوبة برسالة ثانية كتبها الحاج عمار بن محمد بوتورة سكرتير خليفة الحامة يطالب فيها باسم بني زيد من حسن قلاتي التعليمات . وقد تم إيقاف الحبيب بن الحاج علي بن الزاير شيخ الدبدابة عند وصوله الى تونس محملا بالرسالتين اللتين تم حجزهما (37) وإرسالهما الى وزير الخارجية الفرنسي ريبو . اتخذت سلطات الحماية جملة من التدابير لمواجهة خطورة الموقف فبعثت فرقة عسكرية مجهزة بمدافع متنقلة ورشاشات الى الحامة كما عمدت الى تقديم عدد من أعيان الحامة وشيوخها للقضاء العسكري (مجلس الحرب) بتهمة " التواطؤ مع العدو " وقد نظر مجلس الحرب المنتصب في تونس يوم 10 جانفي 1919 في القضية وأصدر الأحكام التالية :

- الحاج عمار بن محمد بوتورة (سكرتير خليفة الحامة) : 10 سنوات أشغال شاقة و 20 سنة تحجير إقامة .

(38) تقرير من ايتيان فلاندا المقيم العام الى ستيفان بيشون وزير الخارجية الفرنسي ، 20 جانفي 1919 .

(37) وكان محمد الزواري خليفة الحامة أعلم السلطات الفرنسية بمغادرة شيخ الدبدابة مدينة الحامة متوجها الى تونس وسلمها سرّيا نظائر الوثائق.

11 - " مؤامرة بني زيد وتواطؤهم مع العدو " (1917 - 1919) :

لقد اكتشفت سلطات الإحتلال الفرنسية التي اعتبرت في بداية القرن العشرين قبيلة بني زيد " من أكثر القبائل التي تصدّت بشدة للإحتلال الفرنسي بعد 1881 " ، وجود " اتصالات بين عدد من شيوخ وأعيان بني زيد مع قادة القوات التركية والثوار التونسيين بطرابلس الهدف منها دفع قبائل أقصى الجنوب التونسي بما فيهم قبيلة بني زيد وقبائل الوسط وخاصة الهمامة وجلاص للثورة في وجه الإستعمار الفرنسي" (36) . فقد جاء في تقرير بعث به المقيم العام الفرنسي بتونس قابريال ألابيتي الى وزير الخارجية الفرنسي ريبو بتاريخ 6 أكتوبر 1917 أن مصباح بن الحاج عمر الغيلوفي من قبيلة بني زيد المهاجر الى طرابلس كان يقوم بدور عون اتصال بين قبائل الجنوب التونسي والثوار التونسيين اللاجئين الى طرابلس . وقد عمد مصباح الغيلوفي وهو من أنصار سليمان الباروني ونوري باشا الى ادخال رسائل وعرائض تركية وألمانية الى تونس تتدّد بالإحتلال الفرنسي وتدعو الى الثورة . كما تشير رسالة المقيم العام الفرنسي الى احتضان بني زيد لقائد ثورة الودارنة سنة 1915 . وقد عمدت سلطات الحماية الفرنسية الى سجن العديد من أعيان بني زيد بتونس صحبة خليفة بن زيد الذي اتُّهم بالتقاعس وتمّ تعويضه بأخر أشد بأسا . إلا أنّ هذه الإجراءات لم تضع حدا لتعاون بني زيد مع قادة المقاومة في طرابلس . ذلك أن قدوم نوري باشا محملا بفرمان من السلطان العثماني والضربات الناجحة التي قامت بها الغوصات الألمانية على السواحل التونسية ورواج أخبار حول دخول أسلحة وذخيرة الى

(36) رسالة من المقيم العام الفرنسي بتونس الى وزارة الخارجية بتاريخ 27 سبتمبر 1917 .
Ministre des Relations Exterieures (M.R.E.), Carton N° 61, Dossier n° 2 .

بشخصيتها وخصوصياتها حال دون التوصل الى استراتيجية للعمل المشترك تهدف للحيلولة دون سقوط مدينة القيروان أو غيرها . فسكان بعض المدن مثل قابس وصفاقس تكفلوا بالدفاع عن مدنها في غياب دعم خارجي فعّال . أن استسلام بني زيد دون مقاومة تذكر لم يمليه حكم السلاح بل هو ادراك صادق لعدم تكافؤ ميزان القوى خاصة بعد أن زحفت القوات الفرنسية على كل التراب التونسي خلال شهري أكتوبر ونوفمبر 1881 .

لقد وعد بنو زيد أنصارهم بمصاحبتهم الى طرابلس لإعادة تنظيم الصفوف لكنهم وضعوا أنفسهم في موقف يستحيل معه تنفيذ هذا الوعد . ويمكن تفسير هذا التمشّي إما بتوقعهم الحصول على حصاد وفير بعد نزول أمطار في ذلك الموسم أو بطموح بعض قادتهم وخاصة محمد بن شرف الدين في نيل امتيازات ومناصب ، مقابل عدم انضمامهم للقبائل المهاجرة الى طرابلس وقبولهم للوجود الفرنسي . إلا أنّ خضوع بني زيد وبعض القبائل الأخرى قد يعود كذلك الى إدراكهم لعزلتهم وعدم جدوى الإعتماد على الدعم العثماني . فالسلطان كان غير قادر على التصدي للغزو الفرنسي كما أن هزيمة أبو عمامة في الجزائر وعرابي باشا في مصر قد أقنعت القبائل بأنها أمام اختياريين لا ثالث لهما : إما الإذعان لجيش الإحتلال الفرنسي الذي يفوقها عدّة وعددا أو الهجرة الى طرابلس وما يترتّب على ذلك من ترك أملاكهم ووطنهم للغزاة .

إن خضوع بني زيد وقبولهم للأمر الواقع في الثمانينات من القرن التاسع عشر أملت ظروف محلية وخارجية . لكنه لم يكن إذعانا للإستعمار الفرنسي لا رجعة فيه . وأبرز مثال على بقاء جذوة المقاومة اكتشاف السلطات الفرنسية لما أسمته : مؤامرة بني زيد .

جلية... أن هذه القبيلة دعيت على سبيل المثال خمس مرّات منذ سنة لاستنفار قواتها من فرسان ومشاة (لدعم مهمّات الجيش الفرنسي) " (35) .

10 - أسباب خضوع بني زيد للإحتلال الفرنسي

ودعمه :

إن قبول بني زيد وقبائل الأعراس عموما للأمر الواقع يعود لأسباب ذاتية محلية وكذلك لعوامل مرتبطة بالظروف العامة التي عاشتها المنطقة في الثلث الأخير من القرن التاسع عشر .

لقد كان رد فعل مختلف شرائح المجتمع التونسي خلال سنة 1881 عفويا وهو رفض المحتل الفرنسي المسيحي الذي سبق أن غزا الجزائر . إلاّ أنّ رفض الإستعمار الأجنبي وشعور التضامن الظرفي بين مختلف القبائل (شداد ويوسف) لم يسمح بالإنضواء تحت قيادة واحدة . فلم تتوفر في تلك الظروف شخصية لها من الإشعاع المعنوي أو الماضي المجيد كغومة المحمودي في طرابلس أو النفوذ الديني مثل عبد القادر في الجزائر وهي صفات كفيلة وحدها باستقطاب قبائل عاشت في تناحر شبه مستمر . فعلي بن خليفة الذي كان مؤهلا نظريا على الأقل للقيام بهذا الدور كان في الواقع غير جدير به نظرا الى ماضيه كأحد زعماء صف يوسف الموالي لسلطة البايات وكذلك لدوره في التنكيل بصف شداد عموما وبني زيد خصوصا بالإضافة الى تجاوزه الجبائية . فالبدو الرحّل بحاجة الى نواة قوية نظامية يتجمعون حولها . كما أن تمسك كل قبيلة

(35) مقتطفات من مراسلات قائد حامية قابس الى القيادة العامة لجيش الإحتلال عدد 205

20 مارس 1883 . M.A.E, Fonds de la Résidence, Carton 115, p. 56.

الدين بإعادة القبيلة الى مناطق عيشها المعهودة وأن يعود سكان الحامة الى واحتهم . وهذا ما تم بالفعل في ظرف أربعة أيام . ومنذ ذلك التاريخ لم يسجّل أي حادث يذكر يعكّر صفو " العلاقات الجيدة " القائمة بين بني زيد والقيادة الفرنسية . وبعد وقت قصير من استتباب " السلام الفرنسي " عين محمد بن شرف الدين من جديد خليفة لبني زيد والحامة تحت سلطة عامل الأعراس⁽³³⁾ . ومنذ ديسمبر 1881 قام بني زيد بما طلب منهم وأظهروا ولاءهم وتفانيهم في خدمة أهداف الجيش الفرنسي وذلك بالمساهمة الفعلية في عمليات اخماد حركات المقاومة الى جانب الجيش الفرنسي . من ذلك مثلا أنه في يوم 6 أكتوبر 1882 هاجم فرسان بني زيد وعلى رأسهم محمد بن شرف الدين حوالي 30 فارسا من قبيلة الخوايا المناهضة للوجود الفرنسي بالقرب من مدينة تمزرت وقاتلوا 16 رجلا وغنموا 18 جوادا⁽³⁴⁾ . وقد جعل التزام خليفة بني زيد بأهداف الإحتلال الأجنبي القائد العام للجيش الفرنسي في تونس يوجه اليه رسالة شكر أجاب عليها محمد بن شرف الدين باعلان اخلاصه وتفانيه . وفي الواقع كان بنو زيد يغنمون الكثير من العمليات التي يقومون بها لمعاوضة القوات الفرنسية : غنائم وكذلك تصفية حسابات أعداء الماضي . " أنّ مصالح عسكرية وسياسية ذات أهمية قصوى حتمت علينا العمل من أجل وقوف قبيلة بني زيد الهامة الى جانبنا . وقد تم الحصول على هذه النتيجة وأعتقد أنه يحق لنا أن نبتهج لذلك خاصة في وقت نرى فيه عدد قوات الإحتلال يتناقص بصفة

(33) يعتبر الفرنسيون محمد بن شرف الدين "... مساعدا مخلصا وهو أحد الزعماء القلائل من أهل البلاد الذين يمكن للسلطة العسكرية الفرنسية الإعتماد عليهم " وقد اشتهر بالعنف والإستبداد . يملك أراضي شاسعة بالقرب من جبل بشيمة وغابات نخيل بالواحة . تقدر ثروته بمائة ألف ريال .

(34) المقيم العام الى وزارة الخارجية الفرنسية ، 12 أكتوبر 1882 .

وفي يوم 3 ديسمبر 1881 دخلت القوات الفرنسية بقيادة الجنرال لوجيرو حامة بني زيد " بلا صعوبة " (30). ذلك أن سكان القصر سبق أن تحولوا الى قابس للإعلان عن خضوعهم . كما عاد سكان الدبابة خاضعين بعد أن فرّوا أمام زحف الجيش الفرنسي .

9 - ثورة علي بن خليفة وخضوع بني زيد :

تعود وقائع ثورة علي بن خليفة الى صيف 1881 وهي فترة الأحداث الأولى للغزو الفرنسي لشمال البلاد . وقد انضم بنو زيد الى ثورة علي بن خليفة بعد ما كانوا من أشد مناهضيه عندما كان ممثلاً لسلطة الباي . وعند اعلانه الثورة ضد الباي باسم كره المسيحيين الكفار والتصدي للفرنسيين الغزاة كان أغلب أفراد قبيلة بني زيد نازلين بالقرب من وادي حمادي في مكان غير بعيد عن زراوة بصدد الحرث والزرع بعد نزول الأمطار الأولى . وحالما وصلهم نبأ اعلان الثورة التحق بنو زيد بعلي بن خليفة بضواحي قابس حيث بقوا حوالي عشرة أيام . وعند بلوغه أنباء دخول القوات الفرنسية الى القيروان أمر علي بن خليفة أنصاره ومن بينهم بنو زيد بالتوجه نحو أقصى جنوب الأيالة في طريقهم الى طرابلس . وعند وصول ركب القبائل الى المنطقة الشمالية من الظهر طلب بنو زيد الإذن للتوقف من أجل الحرث في أعقاب الأمطار التي نزلت بالمنطقة التي يألّفونها بحكم أنها مكان انتجاعهم . وبالتالي ترك بنو زيد بقية القبائل (31) تواصل سيرها في اتجاه طرابلس . ولئن

(30) كان الجنرال لوجيرو على رأس قوة تقدر بثلاثة آلاف و 86 رجلاً مجهزين بأسلحة حديثة من بينها بطاريات مدفعية . M.A.E Fonds de la Résidence, Carton 115, p. 52.

(31) من بينها السواسي والمثاليث والجلاص والهمامة ونفات وماجر والفراشيش والمهادبة وأولاد عيار وأولاد سعيد وهي قبائل أتت من الوسط والشمال متوجهة الى طرابلس لإعادة تنظيم صفوفها .

بقيت أغلبية بني زيد فإن بعض العروش من هذه القبيلة يقودها بلقاسم بن سعيد الشعلي خيّرّت مصاحبة علي بن خليفة في هجرته الى طرابلس على الخضوع للفرنسيين . وسيكون لها دور فعّال في ثورة علي بن خليفة . ويعود تخلف بني زيد عن ركب علي بن خليفة الى عدة أسباب أولها قرب وصول القوات الفرنسية . كما نشير كذلك الى أنه من الصعب على بني زيد مبارحة أراضيهم التي كانوا بصدد حرثها وزرعها منذ فترة وجيزة وتعريض واحة الحامة وأملاكهم لمخاطر الغزو الفرنسي المتأكد . كما أن بني زيد يدركون جيّداً أن وضعية علي بن خليفة العدو السابق لا تسمح له بإجبارهم على مصاحبته الى طرابلس . ومن ناحية أخرى فإن احجامهم عن الهجرة ومصاحبة الثوار يجعلهم في وضعية مريحة في انتظار تبلور الأحداث . ذلك أن بني زيد الذين لم يقطعوا الصلة بالثوار يستطيعون للحاق بهم بسهولة ومن جهة أخرى فإنهم سيتعللون إذا دعت الحاجة ومصالحهم الى ذلك بتخليهم الطوعي عن حركة الهجرة ومكوّثهم بمناطقهم ومراعيهم للحصول على الأمان من القوات الفرنسية بشروط ملائمة .

وفي يوم 6 ديسمبر 1881 التقى محمد بن شرف الدين زعيم بني زيد بقائد القوات الفرنسية الجنرال لوجيرو لإبلاغه خضوع بني زيد واستسلامهم . وقد اعتبرت السلطات الفرنسية أن تمسّي بني زيد " بشكل مثالا يحتذى به مفيدا للسلام في البلاد... وأن مساعدة هذه القبيلة السخية ستكون ضرورية جداً للقوات العسكرية الفرنسية في الجنوب" (32) مقابل استسلامهم بلا مقاومة حصل بنو زيد على الأمان المطلق مع طمأننتهم على عدم تتبّعهم لما ارتكبوه أثناء الثورة . كما تلقوا وعدا باستثنائهم من دفع غرامة الحرب بشرط أن يلتزم محمد بن شرف

M.A.E, Fonds de la Résidence, carton, n° 115, p. 45. (32)

الذين أصبحوا من جديد مناصرين مخلصين للباي كلما تعلق الأمر بمعاينة قبائل صف يوسف (ورغمة مثلاً) " إن بني زيد خاضعين تماماً (لسلطة الباي) فالحكومة التونسية كانت دائماً تعتمد على بني زيد لمدها بفرسان في كل مرة لا يكون للمخازنية التي ترسلهم من تونس القوة الكافية للقيام بمهمتهم " (28).

8 . بنو زيد والغزو الفرنسي لتونس (1881 - 1920) :

إن خضوع قبائل صف شداد ومن بينهم بني زيد لسلطة الباي لم يمنعهم من إبراز عدائهم ومناهضتهم للمشروع الفرنسي . فقد تسبب الإعلان عن اندلاع ثورة صفاقس يوم 25 جوان 1881 في زيادة حدة المشاعر المناوئة للأوروبيين في جهة الأعراض . كما هبّ بنو زيد لمساعدة إخوانهم في منزل قابس عندما أجلي سكانه وأحرق عدّة مرات (29) . وقد بقي فرسان بني زيد وسكان المنزل مرابطين بأحوال مدينة قابس ويقومون من حين لآخر بالإغارة على جارة التي يحتلها الجنود الفرنسيون وكذلك على ثكنة الجيش الفرنسي برأس الوادي . إلا أن سقوط القيروان وصفاقس وقابس بأيدي القوات الفرنسية قد زاد في حركة انسحاب القبائل أمام زحف الجيش الفرنسي . ففي أواسط شهر أكتوبر التأم ميعاد بالحامة اتفق خلاله ممثلو قبائل بني زيد والسواسي والمثاليث وأولاد سعيد... على الإلتجاء إلى طرابلس .

Résident général à vice consul Gabès, Chevarrier, 18 décembre 1887 in Martel (A), *Les* (28) *confins...* op. cit. p. 177.

(29) حول مساهمة بني زيد في الدفاع عن منزل قابس انظر: أ. و. ت ، صندوق 215 ، ملف 300 ، وثيقة 82 (بتاريخ 27 أوت 1881) .

القبائل " (26) . وخلال شهر جوان 1869 قامت قوات الباي التي كان على رأسها علي بن خليفة وتساندها عناصر من صف يوسف من قبائل الهمامة والجلاص ونفات وورغمة بحملة على الحامة التي كان يدافع عنها بنو زيد . وبعد معارك ضارية انسحب بنو زيد إلى جبل مطماطة في يوم شديد الحرارة هبت فيه رياح الشهيلي ففقدوا حوالي ألف قتيل على الطرقات . وقد حاول علي بن خليفة القضاء على المحتمين بالجبل لكنه فشل . وفي يوم 22 جوان قدم أحمد زروق وفرض من جديد على قبائل شداد الثائرة غرامة حرب ثقيلة . إلا أن إقالة علي بن خليفة من منصبه والتخلّي غير المعلن عن جزء من الغرامة المالية التي فرضت على بني زيد عناصر قد تشير إلى أن الباي متردّد في القضاء كلياً على صف شداد لصالح صف يوسف (27) .

وتمثل الثورات القبليّة بجنوب الأيالة التونسية وحملات القمع التي قامت بها قوات الباي خلال الفترة 1864 إلى 1869 ، أخطر الأحداث وتعكس سخط وغضب الصفيين (شداد ويوسف) لتدهور الأحوال المعيشية وسوء الإدارة الحسينية من جهة ورغبة الباي في السيطرة على الوضع وعدم السماح بخلق منطقة غير خاضعة لسلطته قد تتأثر بالنفوذ الفرنسي من جهة أخرى . وقد خرج بنو زيد الذين كانوا يتزعمون صف شداد من هذه المواجهة غير المتكافئة محطمين ومنهوكي القوى وعلى اقتناع بعدم جدوى الإعتماد على الدعم الفرنسي . وقد أدّى إخضاع بني زيد إلى انخراط التوازن التقليدي في الجنوب التونسي في القرن التاسع عشر وانقلبت التحالفات إذ أصبح الباي يعتمد على بني زيد

Botmiliau à Sicard, 15 Avril 1869; in ANDRE MARTEL; *Les confins saharo-tripolitains de la* (26) *Tunisie (1881-1911)*, Publications de l'Université de Tunis, PUF, Paris, 1965, t1, p. 138.

MARTEL (A), *Les confins...* op. cit. p. 150. (27)

7 - رفض بني زيد الإمتثال لسلطة عامل الأعراس وعلي بن خليفة⁽²²⁾ .

دأبت قبيلة بني زيد على الإمتناع عن دفع الضرائب كلما كانت قادرة على ذلك . " امتنع عرش بني زيد عن أداء جانب دراهم للدار الكريمة وكذلك الزكاة والقانون والدوايا وغيره من العام الفارط ورحيلهم عن الحامة ونزولهم بالجبال " ⁽²³⁾ . وكان شيوخ الحامة وبني زيد يقومون بمهامهم دون أي تفويض رسمي من الباي كما أن خليفة الأعراس لم تكن له عمليا سلطة عليهم الى حدود 1868 ⁽²⁴⁾ . ففي عهد الشيخ سعيد بن أحمد (1827-1849) نشب نزاع دموي بين الموالين لمحمد بن محمود الخليفة "الرسمي" القاطن بقابس وبين مناوئيه الذين يرفضون الإعتراف بسلطته . وقد عمد بنو زيد الى قتل ثمانية من شيوخهم في شانشو (بين الحامة وقابس) لأنهم أعربوا عن تأييدهم لسلطة ممثل الباي . وقد تحصل علي بن خليفة على إذن من الباي لمعاينة بني زيد على ما اقترفوه . وتحركت قوة يقودها حسين آغا وعلي بن خليفة في اتجاه بني زيد . إلا أن المعركة لم تكن فاصلة بالرغم من الخسائر التي تكبدها الطرفان لأن بني زيد التجؤوا كعادتهم للإحتماء بجبال مطماطة وجبل عيسى . وأمام فشل حسين آغا وعلي بن خليفة في إخضاع الثوار قرّر

(22) أصبح علي بن خليفة بن راشد النفاتي خليفة الأعراس سنة 1861 وبقي في هذا المنصب الى عام 1869 . وبما أن قائد الأعراس كان غالبا يقطن في الحاضرة فإن علي بن خليفة كان يملك كل السلطات .

(23) رسالة من رشيد كاهية الأعراس الى أحمد باشا ، 21 صفر الخير سنة 1260 (1844) أ . و . ت ، صندوق 42 ، ملف 474 ، وثيقة رقم 18-19 .

(24) سنة 1868 عين محمد بن شرف الدين خليفة لبني زيد والحامة وقد حافظ على منصبه الى سنة 1874 . ومنذ هذا التاريخ الى 1880 بقي بنو زيد بدون خليفة .

أ . و . ت ، صندوق 42 ، ملف 474 ، وثائق 9-10-11 .

أحمد زروق وزير الحرب القدوم بنفسه لقيادة القوات الحكومية . فاستهدفت الحامة للنهب والسلب من قبل جنود الباي وفرضت على بني زيد والحامة غرامة حرب تقدر بمليون فرنك .

واستمرت هذه النزاعات الى حدود سنة 1867 حين تم تعيين صالح بن سعيد شيخ الشعلة خليفة لبني زيد تحت سلطة الباي المباشرة . وفي بداية صيف 1868 أرسل بنو زيد وفدا الى باردو برئاسة صالح بن سعيد . وفي الوقت نفسه تحول أنصار علي بن خليفة الى الحاضرة . وقد جرت أمام قصر الباي معركة بين الجانبين ألقى على أثرها القبض على صالح بن سعيد خليفة بني زيد وأودع السجن حيث توفي . وخلفه شقيقه بلقاسم بن سعيد الذي لم يباشر مهمته إلا لفترة ستة أشهر عزل على أثرها بسبب تقاعسه وعدم قدرته على فرض النظام والأمن . وفي بداية سنة 1869 سجن أمير الأمراء سليم بلقاسم بن سعيد وأعاد علي بن خليفة الى منصبه . هذا وأن عدم استجابة الباي لطلبات بني زيد المتكررة لكي لا يضعهم تحت سلطة علي بن خليفة⁽²⁵⁾ وسجن خليفة الحامة بلقاسم بن سعيد قد جعلت بني زيد يعلنون من جديد الثورة والعصيان . ففي يوم 22 مارس 1869 عقد ميعاد بني زيد اجتماعا دعوا لحضوره سيكار العون القنصلي الفرنسي بقابس . وقد دعا أعيان شداد الى اطلاق سراح بلقاسم بن سعيد وهددوا بتخريب القرى الموالية للسلطة ومن بينها منزل قابس وشنني . كما دعوا كذلك الى تدخل فرنسا وأعربوا عن استعدادهم لطلب الحماية الفرنسية إذا لم يقع الإستجابة لمطالبهم . إلا أن القنصل العام الفرنسي بتونس بوتيليو أمر سيكار " بعدم التدخل في شؤون

(25) رسالة من " كافة ميعاد بني زيد " الى مصطفى خزندار أعلنوا فيها عن رفضهم ولاية علي بن خليفة لكنهم جددوا الطاعة للدولة واستعدادهم لدفع ما تخلد بذمتهم من ضرائب . الرسالة لا تحمل تاريخا . أ . و . ت ، صندوق 42 ، ملف 474 ، وثيقة 12 .

ويروي ابن أبي الضياف الأحداث بطريقة أخرى وينفي حصول اضطراب في جهة الأعراض بمناسبة تضييف الأداء وعودة أمير الأمراء سليم الى باردو فيقول بالخصوص : " ولم يجاهر أهل عمله بعصيان ، ولا ظهر فيهم ما ظهر في غيرهم . ولمّا تبرّأت الأعمال من العمال وقتل من حضر أجله ، خشني أهل الأعراض ، من عداوة سائر الأيالة ببقاء عاملهم فيهم . ولمّا أحس بذلك عزم على السفر ، وأراد حمل ما خلصه من المال فمنعه أهل الوطن وقالوا له : " يبقى المال هنا أمانة عند من يظهر لك حتى يستقر حال المملكة ، لأننا نخشى من ذلك غائلة سائر العربان بإفريقية . فأبقى المال وشيّعه بنو زيد الى المركب ووصل الى باردو بأمان " (20) .

وبعد إن نكّل أحمد زروق بأهالي الساحل توجه على رأس محلته الى وطن الأعراض الموجود تحت سلطة علي بن خليفة . إلا أن أغلب القبائل التجأت الى أماكن منيعة يصعب الوصول اليها أو هاجرت الى طرابلس : " إن غالب عربان الأعراض أجفلوا الى منجّاتهم بظهرهم وكراعهم ، ولم يبق إلاّ من أغتر بالأمان وأهل البلدان ، فنالهم ما نالهم " (21) . وقد سلّط أحمد زروق غرامات ثقيلة على بني زيد والحمارنة وثوار قابس . وواصل علي بن خليفة التكيل بالمهزومين ساعيا الى بث الفرقة والحزازات . إلاّ أنه بعد رحيل محلة زروق في ديسمبر 1867 ضاعف بنو زيد من غاراتهم الثأرية ضد قبائل صف يوسف المجاورة وخاصة قبيلة نفات التي ينتمي اليها خليفة قابس علي بن خليفة .

(20) ابن أبي الضياف ، الخفاف... ، ج ٧ ، ص 166 - 167 .

(21) نفس المصدر ، ج ٧ ، ص 210 .

وقواته على عين المكان⁽¹⁶⁾ . وأكّد ابن أبي الضياف رفض دفع الأداء المضاعف من طرف بني زيد وبقية قبائل الأعراض بقوله : " وجاهرت أقاصي العربان بأن هذا القدر المزداد عليهم في الإعانة لا طاقة لهم على حمله " (17) ولمّا اضطربت الأحوال بجهة الأعراض لم يحاول أمير الأمراء سليم استخلاص المجبى المضاعف " فلم يخاطب أهالي وطن الأعراض في القدر المزداد ، سياسة منه ، وشرع في خلاص الستة وثلاثين على العادة " وقد هدّدت القبائل الثائرة بالقدوم الى قابس لاستعادة الأموال التي جمعها عامل الأعراض وإعادتها الى أصحابها⁽¹⁸⁾ . وفي يوم 26 ماي 1864 اكتسحت القبائل القادمة من كل الجهات وخاصة من حامة بني زيد السهول المحيطة بمدينة قابس وتحوّل وفد يمثل القبائل الثائرة الى مقر أمير الأمراء سليم وهدّده بالموت إن لم يعد الأموال التي جمعها الى أصحابها . وفي يوم 28 ماي حلت باخرة أنقليزية أرسلها الباى الى ميناء قابس لتحمل على متنها سليم وأبناءه . وعندما انتشر خبر محاولة هرب العامل ثار سكان الأعراض وهرعوا الى أسلحتهم وطوّقوا " البرج " الذي كان يتحصن فيه أمير الأمراء وهددوا باجتياحه مما أجبر العامل على إعادة الأموال التي جمعها الى أصحابها ، وفي نفس اليوم غادرت الباخرة قابس الى باردو وعلى متنها عامل الأعراض . وبعد رحيل ممثل الباى أصبحت قبائل الأعراض تحكّم نفسها بنفسها⁽¹⁹⁾ .

(16) برقية من جان ماتيني العون القنصلي الفرنسي بصفاقس الى شارل دي بوفال القنصل الفرنسي العام بتونس ، صفاقس ، 10 مارس 1864 .

GRANDCHAMP (P), Documents relatifs à la révolution de 1864 en Tunisie
Tunis, 1935, t. 1, n° 7.

(17) ابن أبي الضياف ، الخفاف... ج ٧ ، ص 138 .

(18) رسالة من هنري سيكار العون القنصلي الفرنسي بقابس الى ابيه ماريوس سيكار بسوسة ، قابس 23 ماي 1864 .

GRANDCHAMP (P), Documents. op. cit, n° 149 .

(19) سيكار الى ابيه ، 28 ماي 1864 .

بني زيد وأجبرهم على دفع ما تخلّد بذمتهم من ضرائب طيلة السنوات السابقة . وتم تعيين علي بن خليفة الذي أبلى البلاء الحسن في معاقبة بني زيد خليفة عليهم . وقد كانت حكومة الباي ترمي من وراء شن هذه الحملة القضاء على معارضة صف شدّاد واخضاعه نهائياً للسلطة المركزية " أن بني زيد لم يظهروا في حالهم سوى الإذعان وفي الحقيقة أن إذعانهم عن عجز واضطرار لأنهم لما كانوا في الجبل كانوا في أشد الضيق وشاهدوا هناك الموت الأحمر... ونزلوا الحامة مضطرين" (15) .

إن مساندة قبائل الأعراض المنتمية لصف شدّاد لغومة الحمودي إنما هو نتاج لتردى الأوضاع الإقتصادية والإجتماعية وبحثا عن سند يساعدها على تجاوز أزمته واستعادة استقلاليتها تجاه السلطة المركزية وصف يوسف المساند لها . ولقد توفر هذا السند في طرف خارجي يلتقي معها في الوضعية السياسية والإقتصادية والإجتماعية . وستؤدي هذه الأحداث الى مزيد من تآزم العلاقة بين السلطة وصف شدّاد الذي سترصد الفرصة المواتية للخروج من وضعية الإذعان . وستتاح له الفرصة عند اندلاع ثورة علي بن غدام سنة 1864 .

6 - دور بني زيد في اندلاع ثورة 1864 :

في نهاية سنة 1864 أدى تضعيف الإعانة من 36 الى 72 ريالاً الى ثورة في صفوف القبائل التي كانت تعاني من الضيق بسبب تجاوزات محمد الصادق باي وإصلاحاته في وقت تمر فيه البلاد بأزمة اقتصادية ومالية خانقة . وقد انطلقت ثورة 1864 من الجنوب التونسي على أيدي بني زيد . فمنذ شهر مارس 1864 رفضت قبائل الأعراض وعلى رأسها بنو زيد دفع ضريبة الإعانة المضاعفة بالرغم من وجود أمير الأمراء سليم

(15) ا. و. ت ، صندوق 184 ، ملف 1022 ، وثيقة 13 و 15 .

الخيام والمداشر والقرى والبلدان... (12) وذلك لمواجهة الصعوبات المالية التي تعاني منها الدولة نتيجة لإصلاحات أحمد باي المكلفة ومصاريق مساهمة الجيش التونسي في حرب القرم . هذا وأن شخصية غومة الحمودي والسمعة التي كان يحظى بها من العوامل التي جعلت بني زيد تحتضنه وتسانده . أن حاجة الباي لضمان المداخل في هذه الظروف الحرجة التي تمر بها الدولة وخوفه من اتساع رقعة الثورة جعلاه يقرّ العزم على التصدي لهذا التحالف بين الحمودي وبني زيد . فبالرغم من عديد الرسائل التي بعث بها بنو زيد الى كل من مصطفى خزندار ومحمد باشا باي (13) أعربوا فيها عن استعدادهم للتخلّي عن غومة الحمودي وجدّدوا الولاء للسلطة ، جهّز الباي محلّة قوية في شهر محرم 1273 (الموافق لسبتمبر 1857) وكان على رأسها الأمير أبو عبد الله محمد خزندار عامل سوسة ، وهو يومئذ عامل الأعراض أيضاً لتشريد غومة الحمودي بعد أن فشل كاهية الأعراض في التغلب على قبائل شدّاد المساندة لغومة (14) . وكانت محاة محمد خزندار تساندها قبائل صف يوسف وعلى رأسها علي بن خليفة النفاتي . وأمام ضخامة القوة الزاحفة التجأ سكان الحامة الى حلفائهم قبائل مطماطة واحتموا بالجبل في حين انسحب غومة وبنو زيد الى قبلي المساندة لصف شدّاد . وقد اقتفت قوات الباي أثرهم وبعد معارك بين قوى غير متكافئة تخلّت قبائل شدّاد عن غومة الذي فرّ نحو الصحراء حيث نزل بالقرب من وادي سوف على الحدود الجزائرية التونسية . ولم يمنع هروب غومة وخروجه من البلاد محمد خزندار من مطاردة صف شدّاد في الأعراض ونفزاوة والتنكيل بالمنهزمين . فقد نهب قبلي ومارث وفرض غرامات ثقيلة على

(12) ابن أبي الضياف ، الخفاف... ج IV ، ص 230 .

(13) ا. و. ت ، صندوق 184 ملف 1020 ، وثائق 70.67 ، ملف 1022 وثيقة رقم 3 .

(14) ابن أبي الضياف ، الخفاف... ج IV ، ص 239

5 . احتضان بني زيد لغومة الحمودي ودعمهم لثورته (1856 - 1858) :

على إثر نجاح والي طرابلس عثمان مظهر في القضاء على الثورة بالجبل الغربي ، وأمام الحصار المفروض عليه وتشتت أنصاره اضطر غومة الحمودي الى اللجوء الى جنوب الأيالة التونسية حيث استقرّ عند قبيلة بني زيد "....ولما نزل وصار يحشر فيهم ويجبر في الصفوف غاروا (هكذا) بني زيد على صرح أهل شني بقابس وأخذوا سعيهم وزادوا غاروا أيضا على أهل المنزل والمطوية ... " (11) .

ما هي أسباب قبول بني زيد لغومة الحمودي ومساندتهم له ؟ هناك عامل أوّل يجمع بين صف شداد ممثلا في بني زيد بقبائل الجبل الغربي بطرابلس وهو معارضة السلطة المركزية . ويتمثل العامل الثاني في الصلات التي تربط قبائل جنوب طرابلس وسهل الجفارة ومن بينها قبيلة محاميد المرموري التي ينتمي اليها غومة الحمودي ببعض قبائل الأعراس ونفزاوة ومن بينها بني زيد . أمّا العامل الثالث الذي ساعد على الإلتقاء بين صف شداد وغومة فهو عامل اقتصادي ، فقد شهدت الأوضاع الإقتصادية بالبلاد التونسية تازّما كبيرا . في نوفمبر 1855 ساد الغليان عروش بني زيد وانعدم الأمن وكثرت الغارات على القبائل المجاورة من جراء الأزمة الإقتصادية الحادة بسبب الجفاف والأوبئة التي تضررت منها خاصة مواشي بني زيد . وفي شهر جوان 1856 رتب محمد باي أداء الإعانة وقيمتها 36 ريالا "....ولا يستثنى من هذه الإعانة أحد من أهل

(11) رسالة من علي بن خليفة الى محمد الصادق باي بتاريخ 15 رجب 1273 (11 مارس 1857) ا. و. ت. ، صندوق 184 ، ملف 1020 ، وثيقة 62 .

قبائل الجنوب التونسي منذ القرن السادس عشر . فقد قام عثمان داي (1590 - 1610) بسلسلة من الحملات في جنوب الأيالة لضمان خضوع القبائل الكبرى ومن أهمها بني زيد . كما واصل مراد داي (1612 - 1631) هذه الحملات التي لم تأت بنتيجة فعالة . فقد استمرت الثورات بما أجبر حمودة باي سنة 1631 على شن حملة على بني زيد هدم خلالها مدينة الحامة ومنع إعادة بنائها . ثم جاء البايات الحسينيون الذين دأبوا على تجهيز محلة مرتين في السنة لجمع الضرائب وإعادة تأكيد سلطة باي تونس على هذه الربوع .

4 . وقوف بني زيد الى جانب علي باشا وحفيده اسماعيل بن يونس :

أثناء الفتنة الحسينية الباشية التي شهدتها الأيالة التونسية انطلقا من سنة 1725 بين الباي حسين بن علي وابن أخيه علي باشا الثائر عليه أعرب بني زيد وأهالي الحامة عن تأييدهم للثائر واحتضنوه واستجابوا لدعوته وذلك سنة 1728 " وفرّ علي باشا منهزما في قليل من أصحابه الى الحامة ، وكان أهلها قد أجابوا دعوته . ولما وصلها دخلت تحت طاعته..." (9) .

وقد استمر تأييد بني زيد للخارجين عن السلطة . ففي سنة 1759 في عهد علي باي ابن الباي حسين بن علي ثار اسماعيل بن يونس بن علي باشا وفرّ الى طرابلس . وعند عودته الى تونس " أتى بني زيد ، فقبلوه وأشاروا عليه بالنزول في الحامة ، فأتاها وتلقاه أهلها بالقبول..... " (10) .

(9) ابن أبي الضياف ، الخفاف.... ج 11 ، ص 137 .

(10) المصدر نفسه ، ج 11 ، 196 .

جملة من الامتيازات . وفي الطرف المقابل نجد قبائل كانت حريصة على استقلاليتها فرفضت الوجود التركي وتصدت لكل تدخل في شؤونها . وقد زاد انقسام البلاد الى صفين متناحرين عمقا ورسوخا خلال الفتنة الحسينية الباشية⁽⁷⁾ . فنجد صف الحسينية (يوسف) المساند للباي حسين بن علي ويتكوّن خاصة من قبائل الأعراض التالية : نفات وورغمة والمرازيق والحضاري وأولاد يعقوب وغريب ودريد وجلاص وقرى المطوية وشنني . أما الصف الثاني فهو صف الباشية (شداد) الذي وقف الى جانب علي باشا في ثورته ضد عمّه . ويضم صف شداد الذي سيظل معارضا للسلطة المركزية قبائل : بني زيد والحزم والحمارنة والعلالية والغرايرة والسواسي وأولاد عيار والفراشيش وماجر والأونيفة والمثاليث .

وكانت قبيلة بني زيد تتزعم صف شداد في منطقة الأعراض . وقد أكد ذلك المقدم بيرري في تقرير أعدّه سنة 1878 ضمّنه معلومات أوردها الدكتور ريباتيل الذي زار الأيالة التونسية سنة 1874 . فقد أكد أن صف شداد " الذين ينعمون باستقلال كلي يوجد على رأسهم بني زيد في حين يتزعم الهامة صف يوسف " (8) .

3 . معارضة بني زيد لسلطة البايات الحسينيين :

إن تاريخ قبيلة بني زيد هو عبارة عن حالة شبه مستمرة من الاضطرابات والصراعات مع القبائل المجاورة المعادية وكذلك مع سلطة الأتراك العثمانيين . وقد وجد هؤلاء صعوبات جمّة لبسط سيطرتهم على

(7) حول تفاصيل هذه الفتنة ، انظر ، أحمد بن أبي الضياف ، الخفاف أهل الزمان بأخبار ملوك تونس وعهد الأمان ، الدار التونسية للنشر 1990 ج V ، ص 210 ...
CHERIF (M.H), *Pouvoir et société dans la Tunisie de Husayn Bin Ali* (1705-1740),
Publications de l'Université de Tunis, 1986, pp. 56-57.

(8) Service Historique de l'Armée de terre (SHAT), Mission en Tunisie du commandant Perrier (8) (1878), Carton 1321 A; dossier N. 2.

وتعتبر الحامة في ذلك التاريخ من أكبر التجمعات السكانية في جنوب الأيالة التونسية . إذ نجد بها قاضيا ومفتيا وتخضع لسلطة زعيم بني زيد تحت الإشراف المباشر للباي . وبالتالي فهي مستقلة نسبيا عن سلطة عامل الأعراض . ومهمّة استغلال الواحة موكولة للبلدية مقابل حمايتهم واستغلالهم من البدو الرحل عن طريق صلات اجتماعية معقدة من بينها نظام الخماسة أو المشاركة⁽⁵⁾ . ويسيطر البدو الرحل على البلدية الحضريين وقد كانوا يستغلونهم وبيترّونهم . وكان لبعض عروش البدو ممثلين في الواحة يرعون مصالحهم وأصبحوا بمرور الوقت مستقرين . وكان البدو الرحل من بني زيد يستقرون في الواحة بحلول فصل الخريف عندما تنضج التمور وذلك لجمع المحاصيل والبيع والشراء في السوق . وتستمر إقامتهم هناك الى بداية الشتاء عند تساقط الأمطار الأولى فينتقلون للحراث والزرع والإنتاج في المنطقة الممتدة من قابس الى نفزاوة ومن وادي ران الى وادي الزاس . ويملك بنو زيد أراضي شاسعة جدا في بلاد السقي وبالقرب من بوهدمة وشانشو وبشيمة ويتعاطون زراعة الحبوب والأشجار المثمرة والنخيل والتين والزيتون وينتجون في المناطق المحيطة بوادي الزاس . وتعتبر الحامة قلعتهم المنيعة حيث يجمعون عائلاتهم وأمتعتهم ومواشيهم عند فترات الاضطراب والحروب⁽⁶⁾ .

2 . منزلة بني زيد بين القبائل :

أبرزت سياسة فرق تسد التي إنتهجها الحسينيون في تونس انقسام القبائل الى شقين : قبائل مساندة للسلطة المركزية وهي " القبائل المخزنية " التي تساعد البايات على جباية الضرائب وفرض الطاعة للباي مقابل

Notes sur les tribus de la Régence de Tunis, (Auteur anonyme) *Revue Tunisienne*, IX, N.33, (5) janvier 1902, p. 278

M.A.E. Fonds de la Résidence, Carton N. 115, pp. 31 et ss. (6)

للإستعمار الفرنسي . يهدف هذا العمل الى الوقوف على أسباب معارضة هذه القبيلة وطبيعتها وأهدافها . وسنحاول تبعا لذلك الإجابة على التساؤلات التالية : ما هو دور الهياكل الإجتماعية والمعطيات الطبيعية في مقاومة بني زيد ؟ هل هناك استمرارية في التصدي للسلطة المركزية وجيش الإحتلال الفرنسي أم أن الأمر لا يتعدى مجرد طفرات متباعدة في الزمن ؟ هل تميّزت مقاومة بني زيد المسلحة بخصوصيات لم تتوفر في بقية حركات المقاومة ؟ هل اتخذت مقاومة بني زيد لقوات الإستعمار الفرنسي أشكالا تختلف عن طرق تصديها لأعوان البايات ؟ من هم المقاومون وقادة المقاومة المسلحة ؟ ...

قبل محاولة الإجابة عن هذه التساؤلات وجب علينا التعريف بقبيلة بني زيد بإيجاز . إن أول إشكال يعترض الدارس الذي يريد الإلمام بالمعطيات الخاصة بإحدى قبائل الجنوب التونسي هي ندرة الوثائق الخاصة بالمقاومة المسلحة . وتعود قلة الوثائق المكتوبة الى انتشار الثقافة الشفهية في الأقاليم محل الدرس . كما أن أغلب أعوان إدارة البايات في الجنوب محدودو الثقافة وهم في أكثر الحالات مجرد ضباط أترك من الدرجة الثانية أو أجانب لهم اهتمامات أخرى ويعيشون في أماكن محمية أو حصون وتبعاً لذلك لا يختلطون بالعامّة إلا نادراً ولم يكن لهم اطلاع على واقع البلاد . بقيت التقارير الاستكشافية التي أعدّها رجال المخابرات الفرنسيين في فترة الثمانينات من القرن التاسع عشر يمكن الإعتماد عليها بحذر والإحتراز من خلفياتها وأهدافها .

1 - قبيلة بني زيد :

قبيلة بني زيد من القبائل العربية الأصل . فهي فخذ من أولاد دباب

إحدى فروع قبائل بني سليم . وهي تضم حوالي 45 عرشاً⁽²⁾ . أما عدد أفراد القبيلة في القرن التاسع عشر فإن "دفتر تحرير رقاب عروش بني زيد والحامة من وطن الإعراض المطالبين بدفع إعانة عام 1276 (1860/1859) " . يشير الى رقم 3317 نسمة . وإذا ضاعفنا هذا الرقم خمس مرات (وهو معدل أفراد العائلة) فإننا نصل الى 16.585 نسمة⁽³⁾ وهو تقريبا نفس التقييم الذي أورده الملازم باري في تقريره حول حالة القبيلة في مارس 1884 . وقد أشار الى أن بني زيد يعدّون في هذا التاريخ 16.185 نسمة . مضافاً أن القبيلة التي تملك 1500 خيمة و 200 منزل قادرة على تجهيز 500 فارس و 1500 من المشاة ولها من المواشي : 525 من الخيول و 3940 جملاً و 75 ألف أغمام و 45 ألف ماعز و 421 أحمره⁽⁴⁾ .

وتعتبر منطقة الحامة (التي تبعد 30 كلم غربي مدينة قابس) مجالاً لعروش بني زيد . وتتكوّن واحة الحامة في القرن التاسع عشر من : القصر ويقطنه البلدية القدامى الذين كانوا يسكنون " المدينة " التي وقع هدمها من طرف الغزاة ونجد من بينهم عروش فطناسة والزمازمة والخرجة ... والى جانب القصر توجد الدبابة التي استقرّ بها البدو الرحل تدريجياً ويكونون سكان القرية الحالية . كما توجد في الواحة قريتي زاوية المحاجبة والصمباط التي يقطنها بعض عروش بني زيد .

(2) من بين عروش بني زيد ، الزمازمة ، الخرجة ، فطناسة ، المحاجبة ، الغياليف ، الشعل ، المناصرين ، السلاخشة ، الشياب ، الخباشة ، الرضاونة ، النواجين ، الزغابنة ، الربيع ، شواشين الحامة ، أولاد عيسى بن راشد ، التراجمة ... الأرشيف الوطني التونسي (أ. و. ت) الدفاتر الإدارية والجبانية ، دفتر عدد 1027 وعنوانه " بيان عدد عروش بني زيد من الأعراس ، ، .

(3) أ. و. ت ، دفتر رقم 725 .

(4) Ministère des Affaires Etrangères (M.A.E.); Fonds de la Résidence (4)

Tunisie: Notices de tribus; p. 220, Carton : 115, Dossier: 2.

نستخلص من انتفاضة غومة المحمودي في تونس عدة دلالات :

- كانت انتفاضة تقليدية من " النوع القديم " أي من تلك الانتفاضات التي تخضع للعلاقات القبليّة والإنتماء الصّفي بدليل أنه لم يكن لها برنامج عمل ومطالب واضحة ولا محتوى أيديولوجي قادر على جمع الأنصار وتوحيدهم .

- حاول غومة ، في محاولة غير غيبية ، إعطاء انتفاضته أبعادا دولية لكن مراهنته على ليون روش كانت في غير محلّها إذ أن سياسة فرنسا الرّسمية كانت تعتمد الحذر والإنتظار كما أن غومة رفض أن يلعب دور العميل أي أنّه أراد الإعتماد على فرنسا بدون أن يقدم لها شيئا وهو تصرّف مرفوض بمنطق القوى الإستعمارية في ذلك الوقت .

- بيّنت الإنتفاضة مدى ضعف الدولة التونسية وعدم قدرتها على التحكم في مصيرها وتأثير الفناصل على سياستها الخارجية ذلك أن الباي لم يرسل محلّته إلّا بمباركة من قنصلي فرنسا وانقلترا معا .

- وسّعت هذه الإنتفاضة الهوة بين البايات والأهالي ومهدت الطريق لأحداث أخرى خطيرة ستقع فيما بعد مثل انتفاضة علي بن غدهم وانتصاب الحماية الفرنسية سنة 1881 .

عبد المجيد كريم

مكلف بالبحوث بالمعهد الأعلى

لتاريخ الحركة الوطنية - تونس

المقاومة المسلحة في تونس

خلال القرنين التاسع عشر والعشرين

مثال : قبيلة بني زيد (جهة الاعراض)

لا تتوفر حسب علمنا ، دراسة مستفيضة تشمل مختلف أوجه حياة قبيلة بني زيد⁽¹⁾ في الفترة الحديثة والمعاصرة . فلا نملك إلا معلومات محدودة حول حجم هذه القبيلة ومجالها وعلاقاتها مع جيرانها ومع السلطة المركزية وكذلك موقفها من الإستعمار الفرنسي . ولئن تمّ التعرض في عدد من الدراسات لبعض أوجه حياة بني زيد السياسية والإقتصادية والإجتماعية فإن ذلك تمّ في إطار أحداث أشمل شهدتها منطقة الأعراض وليس لذاتها .

إن دراستنا هذه لا تدّعي سدّ هذه الثغرة التي تتطلب مجهودات مضيئة طويلة سنوات . وإن عملنا يتناول بالدرس مجالا معيّنًا ومحدّدًا من حياة هذه القبيلة : سوف نعمل على تسليط الأضواء على مختلف أوجه مقاومة بني زيد في القرنين التاسع عشر والعشرين .

لقد أبدت قبيلة بني زيد التي تقطن جهة الأعراض (الجنوب الشرقي) في القرن الماضي والحالي مقاومة لسلطة بايات تونس وكذلك

(1) طريقة رسم بني زيد اقتبسناها من ابن أبي الضياف في كتابه ، الخفاف أهل الزمان ... في حين تستعمل مصادر أخرى ومن بينها رسائل أعيان هذه القبيلة كلمة بني يزيد .

* في نـفـزـاـوـة :

أمر الباي بتخريب قبلي وبقطع نخيلها فتشاقل محمد خزندار ذاكرًا
أسبابا عديدة " حملت على المراجعة في النازلة " .

وأهم هذه الأسباب حسب وثائقنا هي :

- قلة العسكر وصعوبة ارسال تعزيزات من قابس بسبب عدم
الإستعداد لذلك منذ البداية " إن هذه المأمورية خدمة مستقلة لا بد لها
من التأنّي والزّمن المتّسع ... وجلب المحلة من قابس ... فيه صعوبة لا
تخفى ... " (57) .

- تخصيص القوات المتوقّرة لاستخلاص المجابي وفرض الخطايا فقد
" وزّعت الفرسان وتفرّقت وجهتهم في الخدمة بكل مكان ... وجالت
الأيدي في الخلاص واتسع المجال في المثابرة " (58) .

- تفرق فرسان المخزن وعدم تهمسهم للقتال وقلة انضباطهم " أمّا
العروش فإن الهمامة قد رجعوا هم وقوادهم ... وكذلك ورغمة رجعوا
من غير مشورة وكأنهم عندهم الإنقباض لا يريدون الضرب وإعطاء
الجانب " (59) .

أمّا جلاص فيبدو أنهم تعللوا بصعوبة الظروف المناخية والخوف من
المرض للرجوع لأوطانهم " أمّا جلاص فقد رجعوا ورجع قوادهم أيضا
من غير مشورة واعتذروا بالمرض . والتحقيق أن البعض من الناس الذين

(57) ا.و.ت. ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 25 ، محمد خزندار الى الباي ، 31 صفر

1274 / 21 أكتوبر 1857 .

(58) المصدر ذاته ، الوثيقة ذاتها .

(59) المصدر ذاته ، وثيقة 19 المذكورة .

كانوا بنفزاوة أصابهم المرض من وخمها (نوع من الحمى) عافاكم الله ...
وإنّما جلاص جعلوا ذلك وسيلة الى رجوعهم جملة الى وطنهم " (60) .

أمّا بعض العروش الأخرى فقد تسرّب لها السّام " من طول
المكث " وذكر بعض قادتها " أنهم غير متعودين للقتال في الحصون
والمتريسات وإنّما عادتهم القتال على ظهور الخيل في فضاء الأرض " (61) .

لكل هذه الأسباب أحجم محمد خزندار عن تدمير قبلي لكنّه سلط
على أهلها عقوبات قاسية أهمّها :

- دفع خطية جمالية قدرها 100.000 ريال (62) .

- بيع نخيل قبلي وممتلكاتها الى خليفة تلمين (وهو من صف
يورسف) : محمد الحبيب السوداني بثمن بخس لا يتجاوز 125.000
ريال (63) . وينتهي عقد البيع بهذه الخاتمة الطريفة : " ان ذلك بناء على
حلم مولانا أيّده الله وحنانه وشفقته واحسانه ... " ! (64) .

- هتك الحرمات : " رحلت المحلة من قبلي وأخذت منها عشر
نساء منهن تسع أعطيت للخدام وواحدة التي هي أحسنهن وأصغرهن
زوجة ابن شيخ قبلي أتى بها أمير المحلّة وجعلها في قيطون تحت نظر
عسته واصطفاهما لنفسه وجعل زوجها وحماها في السلاسل مع مائة
وخمسين من أهل البلد ... " (65) .

(60) المصدر ذاته ، وثيقة 21 المذكورة .

(61) المصدر ذاته ، وثيقة 12 المذكورة .

(62) A. MARTEL, p. 121.

(63) ابن أبي الضياف ، ج 4 ، ص 243 ، هامش 1 .

(64) المصدر ذاته ، هامش 1 .

(65) المصدر ذاته ، هامش 1 .

2 - حملات القمع والتنكيل :

ألح محمد باي على ضرورة معاقبة المتمردين أشد عقاب فأمر بتخريب القرى وتسليط ضرائب مرتفعة عليها وعلى القبائل التي ساندت غومة ونفذت هذه الأوامر بدرجات متفاوتة من القسوة في كل المناطق وخاصة عند بني زيد فيما يبدو . أمّا منطقة نفاؤة فيبدو أن تريت محمد خزندار قد أنقذها من خراب كبير .

وكانت العقوبات عموماً على النحو التالي :

* عند بني زيد :

- دفع الجبى مع متأخرات 3 سنوات أي 10.000 ريال في الجملة (53) .

- دفع خطية مقدارها 1.200 جملاً منها 1000 جمل في " مقابلة جانب من مصروف المحلة " (54) .

- سجن الأعيان وكان عدد هؤلاء 23 وقد سجنوا ببرج قابس " ولم يفلت من أكابره إلا اثنين هما محمد الأسود ومنصور العايب " (55) .

- تعيين علي بن خليفة قائداً على بني زيد وفي ذلك بدون شك عقاب إضافي لهم نظراً لما يكنه هذا الرجل من حقد على هذه القبيلة : " ونشكوه المرة بعد المرة حتى يرفع يده علينا لكون عداوته ظاهرة لنا تعلم بها جميع مخلوقات الله من الشرق والغرب " (56) .

(53) A. MARTEL, p. 121.

(54) أ.و.ت. ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 21 المذكورة .

(55) المصدر ذاته ، وثيقة 19 المذكورة .

(56) أ.و.ت. ص 42 ، م 477 ، وثيقة 22 ، ميعاد بني زيد إلى الباي ، 12 ربيع الأول 1286 / 22 جوان 1869 .

المدافع... " (52) .

Archives du Quai d'Orsay, Série 5, Correspondance Politique, Carton 18, dossier 1, folios (52) 70 à 74. L'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National détient à Tunis des copies microfilmées de ces archives. Bobine 293.

ونجد في بعض المراجع الأخرى روايات تختلف في بعض الدقائق عن هذه الرواية وخاصة عند محمد امحمد الطوير وشارل فيرو (Charles Féraud) :
* " وقد أكد الوالي عثمان مظهر باشا للباب العالي من خلال الرسالة التي بعث بها إليه بتاريخ 22 شعبان 1274 (7 أبريل 1858) عقب معركة وادي أول أن ... الشيخ غومة قد حمل حملة قوية على القوات العثمانية التي كانت تفوقه في العدد والعدة . إلا أنه لم يلق بسلاحه حتى صرع بعد أن تمكن من قتل أحد المجندين العربان وجرح خمسة آخرين .

وحاول الشيخ غومة في أثناء معركة وادي أول التي دامت فترة زمنية قصيرة أن ينقذ نفسه من المفاجأة العصبية التي جعلته وسط جيش كبير بالصعود السريع إلى القارة المحاذية له من خلال الممر الذي كان قد أعدّه خصيصاً لمثل هذه المفاجأة ، غير أن طلقة من بندقية شخص مجهول أصابته قبل أن يصل إلى القارة فسقط صريعاً ... حيث حمل العثمانيون رأسه معهم وعادوا به مسرعين ليزقوا البشري إلى الوالي عثمان مظهر باشا الذي أمر بأن يطاف بها في شوارع المدينة داخل شبكة فوق جمل وخلفه مجموعة من ضاربي الموسيقى الشعبية الزنوج ... ولم يتركه معلقاً عقب ذلك على باب السرايا مثل غيره من الرؤوس في مثل هذه الأحوال " ... الطوير ، ص 292 و 293 .
أما في شأن مصير أنصاره وعائلته فيقول الوالي العثماني " ألقى القبض على الحشرات الذين كانوا تحت رأسه وأعطوا الأمان وجري أسكانهم في مواطنهم... أما عائلته فقد أزيلت كلياً بأسرها... " الطوير ص 292 و 296 .

* " On apprit, peu après, la nouvelle de la mort de Ghouma tué, disait-on dans un combat . Cette version était celle donnée par les Turcs, mais la vérité ne tarda pas à se faire jour. Un homme des M'Hamid, du nom de Biri, fatigué de la pénible existence qu'il menait à la suite de son maître, avait résolu d'en finir mais par un procédé odieux. C'est lui qui donna le signal de départ des troupes et leur servit de guide pour surprendre Ghouma; ses partisans étaient dispersés avec leurs troupeaux dans les pâturages et il restait avec quelques serviteurs seulement, isolé au pied de la montagne. Sur les conseils de Biri, l'attaque eut lieu de nuit. Ghouma prenant ses armes, coupe les entraves de son cheval, qu'il monte sans selle ni bride et ordonne à ses compagnons d'en faire autant, de gagner la montagne pendant qu'il protège la retraite. Quand il vit tout son monde hors de danger, il s'éloigne au galop; il allait échapper au guet-apens, quand, au milieu de l'obscurité, il entend des cris : c'est sa fille qui l'appelle, une balle perdue a brisé la jambe de sa mule qui se roule à terre et l'a toute meurtrie-Ghouma vola à son secours dans la direction de la voix, mais blessé, alors lui-même, d'un coup de feu qui lui brise l'épaule, il tombe de cheval et des soldats albanais l'achèvent. Sa tête fut, immédiatement portée à Tripoli. On voulait l'exposer publiquement, mais on s'abstint de cet acte barbare sur les protestations énergiques du Consul général de France... FERAUD, pp. 411, 412.

وقد عثرت في وثائق الخارجية الفرنسية على تقرير مفصل يروي لنا نهاية غومة وهو عبارة عن رسالة أرسلت الى أحد سكان تونس العاصمة من قبل شخص مجهول مقيم في طرابلس ، وقد أرسل بها ليون روش مترجمة الى الفرنسية الى وزارة خارجية وهذه مقتطفات منها :

" لقد اتفق غومة مع الكاهية [العثماني] على وقف القتال في انتظار ردّ الباشا على رسائله التي يطلب فيها الأمان لنفسه ولأهله لكن يوم 25 مارس 1858 على الساعة الثانية بعد الظهر هاجمت قوات الكاهية على حين غفلة مضارب غومة الذي كان نائما في خيمة مع قلة من رجاله فيما كانت النساء منشغلات بغسل الثياب ... وبسرعة أيقظت النساء غومة الذي قفز فوق فرسه وحمل سلاحه للتصدّي للمهاجمين فقتل على الفور رحومة الفتوح شيخ زوارة ... لقد أجبر العدو على التراجع المرات العديدة لكنه كان في كل مرة يعود بقوة ... لقد كان رجال غومة يساعدونه بشجاعة متناهية . كان البعض يمدّونه بالذخيرة في حين كان الآخرون يحاربون الى جانبه بجرأة منقطعة النظير . لقد أمر غومة رجاله بالتراجع والتحصن بمكان آخر لكن العملية فشلت وأحاط به فرسان الكاهية من كل مكان فسقط على الأرض جريحا بعد أن أصيبت فرسه ... عندها نزل عدد كبير من الأتراك وقطعوا رأسه وحملوها الى الكاهية الذي أرسلها بدوره الى الباشا وأمر هذا الأخير بأن لا تحمل رأس غومة على مرأى من الناس وجازى رجاله بـ 20.000 ريال تركي ... كما أنه لم يحضر أي قنصل لاستقبال الكاهية عند عودته من المعركة باستثناء قنصل انقلترا... كما أنه لم تقم أية أفراح ولم يستمع لطلقات

يأت بالنتائج المرجوة حسب قائد المحلة الذي بين أن جنوده : " احتالوا على ادخال المدفع للغابة فصرخ في اليومين ما شاء الله ولم ينالوا من البلد شيئا لكونها بمكان منخفض والنخل يحيط بها ومتراكم ... ومن وراء النخل سور ومتريسات من التراب ووراء ذلك خنادق مملوءة ماء... " (48) .

ويصف أحد الجواسيس هذه المعركة كما يلي : " ولما توجهوا اليه [غومة] ابتدأهم بالحرب وابتدروهم ... وقابلوه بمثل ما صنع وانتدب للحرابة معه أهل بلد قبلي ومن أيدهم من جماعة شداد ... وقاتلوا في سبيل الشيطان وطاعة الشقي في فضاء الأرض وبين النخيل يوما أو بعض يوم الى أن [فروا] الى بلد قبلي وتحصنوا بها وأغلقوا أبوابها وتعالى الحصار عليها وتتابع القتال مع أهلها من دورهم وفوق حصونهم أياما ، ولما أيقن الشقي بالهزيمة فرّ من البلد ليلا فستره الظلام " (49) .

بعد هذه المعركة غاص غومة في الصحراء طلبا للنجاة مع قلة من أنصاره وعرج على جنوب الجزائر أين قلب له الفرنسيون ظهر الجن فلم يجد بداً من الرجوع الى بلده وهناك كان جنود الوالي العثماني في انتظاره في منطقة واد " أوال " (50) بصحراء غدامس أين قتل في 25 مارس 1858 (51) .

(48) ا.و.ت. ، ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 12 ، محمد خزندار الى الباي ، 6 صفر

1274 / 26 سبتمبر 1857 .

(49) الطوير ، ص 281 ، 282 .

(50) الطوير ، ص 291 .

(51) 26 مارس 1858 حسب الطوير : المرجع المذكور ، ص 291 وهو التاريخ الأقرب

الى الظن .

- قوات غومة : 600 من المشاة و 130 فارسا .

- قوات المحلة : 2.000 جندي من الجيش النظامي

4.000 من العربان (مخازنية ومزارقية) (46)

الاعمال الحربية :

لم تقع معارك كلاسيكية ومواجهات مباشرة وإنما مناوشات عن بعد وكرّ وفرّ وخاصة غارات متبادلة بين حلفاء وأنصار كل جانب كما أسلفنا .

معركتان فقط لنا حولهما بعض المعطيات :

* معركة قبلي الاولى التي لم تتمكن من تحديد تاريخها (بسبب نقص في وثائق بعض الملفات ؟) والتي تضعها بعض المراجع في 20 أوت 1857 (46) وتشير الى أنه مات فيها " 60 فارسا من أنصار غومة وعدد من أفراد المحلة منهم عمّار بن عمّار قائد قبيلة الهمامة والأوضباشي عثمان العياري " (47) .

* معركة قبلي الثانية : وقعت هذه المعركة قبيل 21 نوفمبر 1857 تاريخ التقرير الذي يتحدث عنها) ببضعة أيام وكانت تتويجا لمحاصرة هذه البلدة وقصفها بالمدفع من قبل محلة محمد خزندار وهو قصف لم

(46) الطوير ص 282:

(47) بنبلغيث (الشيباني) كفاح الشيخ غومة الحمودي في جنوب تونس . دراسة مرقونة محفوظة بالمعهد الاعلى لتاريخ الحركة الوطنية ، ص 15 .

المخزنية معا " فجهّز الباي المحلة بالفرسان من المخازنية وبعث آليا كاملا من عسكر النظام بالساحل وما يلزمه من المدافع والطبجية " (43) .

كما وقع الإلتجاء الى البحرية التونسية لنقل الذخيرة والمؤن خاصة سفينتي : الباجي " و " المنصور " وأسندت قيادة المحلة الى محمد خزندار عامل الساحل والأعراض (44) الذي كتب للباي مطمئنا : " أمّا قولكم عن الشقي غومة فإنه إن جاء في يدي تكون مهني منه ! " (45) .

القوات المتقابلة :

لا نعرف عنها الشيء الكثير بسبب قلة المعلومات حولها وبسبب تواجد القوات غير النظامية بأعداد هامة عند كلا الطرفين وهي قوات يصعب تحديد حجمها لكن محمد امحمد الطوير أورد أرقاما حول معركة قبلي (الثانية) لا نرى مبررا لرفضها أو التشكيك فيها وقد اعتمد المؤرخ الليبي على تقرير سري أرسله أحد الجواسيس الى طرابلس ومحفوظ بمكتبة جامعة قاريونس وهذه الأرقام هي :

(43) ابن أبي الضياف ، ج 4 ، ص 240 .

(44) KHAZNADAR (Mohamed) : mamelouk d'origine grecque, né vers 1810 dans l'île de Cos : Esclave du Bey Hussein, trésorier de Chakir Sahib El - Tabaâ; Caïd de Sousse et Monastir depuis 1838; il devait se maintenir pendant 50 ans à un poste ou un autre, au service de cinq Beys. En novembre 1861, il était nommé ministre de l'intérieur, puis ministre de la guerre en décembre 1862, ministre de la Marine en septembre 1865; ministre de l'Intérieur à nouveau en octobre 1873, Premier ministre et président de la Commission financière du 22 juillet 1877 au 24 août 1878; il conservait néanmoins le titre de ministre et les fonctions de Conseiller d'Etat et redevint Premier ministre, le 12 septembre 1881. Il se retira en 1883 et mourut à la Marsa en 1889. JGANAGE , p. 592.

(45) ا.و.ت. : ص 184 . م 1022 ، وثيقة 20 ، محمد خزندار الى الباي ، 15 صفر

1274 / 5 أكتوبر 1857 .

3 - أسباب ذاتية ونفسية :

هذه الأسباب أربعة :

- الأصل الطرابلسي لغومة وهي صفة مكنته من تجاوز الحزازات بين الفرق والعروش ومن لعب دور الموحد .

- تجسيمه للقيم البدوية الأصيلة من فروسية وشجاعة وإقدام (بالرغم من قصر قامته) . يقول عنه بني زيد : " أنه من أهل الشرف والكلمة " (38) .

- شخصيته المؤثرة و " الكاريزماتية " حتى اعتقد البعض أنه سحرهم : " وقد بلغنا من ادعان بني زيد لهذا الرجل وتحكمه فيهم بأنواع الحكم ما يقضي منه العجب حتى قال بعضهم إن هذا الرجل سحرنا " (39) .

- ثراؤه : كان غومة سيّد قومه يهدي الأشياء الثمينة للولاة العثمانيين (قبل أن يقوم ضدّهم أو أثناء التفاوض معهم) وكان أيضا يستعمل المال لجلب الأنصار ويملك العبيد ومتخوفا من إبطال بيعهم بعد قرارات أحمد باي سنة 1846 وقرب صدور عهد الأمان⁽⁴⁰⁾ . يقول

(38) أ.و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 70 المذكورة .

(39) المصدر ذاته ، ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 7 ، محمد خزندار الى مصطفى خزندار ، 23 محرم 1274 / 13 سبتمبر 1857 .

(40) أ.و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 19 ووثيقة 20 الصادق بن علي قاسم - عون الباي بطرابلس - الى محمد باي 22 و 28 جمادى الثانية 1273 / 17 و 23 فيفري 1857 .

محمد خزندار في رسالة له لمحمد باي : " وسبب كون الرؤساء في قبضته بذل المال لهم حتى أنه إذا وقع بينه وبين أحدهم وحشة وغلظة يناديه ويختلي به سرّاً ويرضيه بالقول والبذل ، وجل عطاياه الليرة ... وثبت تحقيقا أن عنده الليرة ، ولكن لم يبلغنا من أين أتته ولا تحققنا قدرها " (41) .

II - الإنتفاضة وقمعها :

1. اطوار الإنتفاضة :

دامت الإنتفاضة أكثر من سنتين (من فيفري 1856 الى مارس 1858) وانقسمت الى قسمين :

- **مرحلة المناوشات** بين غومة من جهة والقبائل المخزنية الموالية للباي والمستقرة بجنوب البلاد مثل ورغمة ونفات والهمامة وأولاد يعقوب والمرازيق من جهة أخرى . وهذه المناوشات كانت تتخذ عامة شكل غزوات (من النوع التقليدي) تتخللها عمليات النهب والسلب وافتكاك المواشي والأسلحة قبل الغوص بسرعة في الصحراء ... (42) .

كما تخللتها محاولات عديدة للتفاوض والتوفيق بين مواقف كثيرا ما تبدو متقلبة ومتناقضة .

- **مرحلة الحسم** : وذلك بعد أن تقرر اللجوء الى الجيش النظامي (أو ما تبقى منه بعد حله وموت الكثير منه في حرب القرم) والقبائل

(41) أ. و. ت. ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 7 المذكورة .

(42) أ. و. ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 70 ، رسالة الى عون الفورتني خليفة الأعراض من ميعاد مطماطة الأعشاش وأولاد سليمان ، بدون تاريخ .

العلية ، وتوسّل في مطلبه لقنصل الفرنسيين فأتى الباي وحسّن له قبوله وقال انه استجار بحرمك الى غير ذلك وحذّر النصحاء الباي... " (29) .

* تكيّنه من الإستقرار في الجزائر بجهة واد سوف إن رغب في ذلك . " إن القنصل هنا من جانب مولانا وإنه وافق له في التهنة من دخول عمالة الغرب والخدمة بدولة فرنسا... " (30) .

كما نجد في وثيقة أخرى أن السلطة التونسية متأكدة من أن " فراره لا يكون إلا على واد سوف وأن لديه في ذلك مع الفرنسيين خدمة خافية " (31) .

* استعماله كورقة ضغط على الباي والدولة العثمانية في آن واحد فأنت تجد له تارة تشجيعا على إثارة الشغب بتونس وتارة أخرى وعدا بالتدخل لفائدته لدى السلطان أو حتّا له على الرجوع الى وطنه " أمّا غومة فقال له [رسول روش] أنت مخيّر إمّا تمكث هنا وإمّا ترحل لجبل مطماطة وإمّا ترحل لبلادك وإمّا تسكن بإفريقية.. " (32) .

ويبدو أن هذه العلاقة المريبة بين روش من جهة وغومة وبني زيد من جهة أخرى لم تكن سرا بالنسبة للدولة الحسينية ولكن عجزها لم يسمح لها حتى بالإحتجاج على ذلك ، فهذا محمد خزندار يقول : " وعلى ما فهمنا أنّ له خدمة مع الفرنسيين على يد القنصل بتونس " . وفي رسالة أخرى يروي له خزندار تصرف أحد أعوان القنصل أرسل به هذا الأخير الى غومة وبني زيد وهي تبين لنا مدى

نفوذ هذا القنصل واستهتاره بالسيادة التونسية : " فلما أتاهم [بني زيد] الرسول صدر منه كلام بليغ وقال لهم أن بني زيد وغومة لا يسألوا في أحد (33) ، فظهر لهم أن يزدادوا في العيب والفساد وذبح الغنم ، هذا كله بمحض الرسول المذكور... والحاصل سيدي أنّ هذا الرسول فسّد علينا الخدمة حق في حق... " (34) .

أمّا غومة فيبدو أنه كان في البداية واعيا بالخطر الفرنسي وحذرا نوعا ما ، لذلك اعتمد على محمد باي وطلب منه التدخل في طرابلس كما فعل جدّه حمودة باشا سنة 1794 عندما أرجع علي باشا قرامانلي الى سدة الحكم بعد خلعه من قبل علي برغل ويقول " إن طرابلس هي صقالة (أي ممر) لتونس وإنهم يرجو (أي ينتظرون) في الوقت لتونس " (35) ، ثمّ يضيف له محرّضا " كلمة منكم تقضي جميع الأمور " (36) ، ولم يتغير موقف غومة إلا عند اشتداد الضغط عليه من كل جانب بعد رفض الدولة العثمانية العفو عنه وتخلّي فرنسا عنه وتجهيز الباي لمحنة قوية لمحاربتة ، عندها انسدت الأفق في وجهه وأصبح بحق العوبة في يد ليون روش وهذه مقتطفات بليغة من احدي رسائله وهي تغني عن كل تعليق : " ... ولأجل أن نبين أنّ اعتمادنا على الله تعالى وعلى دولة فرنسا ، غير يكفي أنها تأمرني بما يظهر لها من الصّلاح وأنا نلقني بنفسنا تحت أقدام طاعتها ... الحاصل رمينا أنفسنا عليكم ونحن متحققين " (37) .

(33) بمعنى لا يخضعون لأحد ولا يحاسبهم أحد على أعمالهم .

(34) أ.و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 71 المذكورة .

(35) أ. و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 2 المذكورة .

(36) المصدر ذاته ص 184 ، م 1020 ، الوثيقة ذاتها .

(37) أ.و.ت. ص 184 ، م 1021 ، وثيقة 31 ، غومة الى روش ، 17 صفر 1274

/ 7 أكتوبر 1857 .

(29) ابن أبي الضياف ج 4 ، ص 240 .

(30) أ.و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 57 ، رشيد كاهية الاعراض الى مصطفى خزندار 10 ربيع الأول 1273 / 8 نوفمبر 1857 .

(31) المصدر ذاته ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 14 المذكورة .

(32) أ.و.ت. ص 184 م 1020 ، وثيقة 71 ، صالح الورتاني كاهية وجق الاعراض الى مصطفى خزندار ، 15 ذي الحجة 1273 / 6 أوت 1857 .

في هذا الإطار تدخل مساندة القنصل الفرنسي لغومة المحمودي باعتباره أداة يمكن بواسطتها تحقيق المخططات الفرنسية ، ويبدو هذا من خلال المراسلات العديدة بين روش وغومة .

كمال لا ننسى أن روش كان قنصلا عاما بطرابلس⁽²⁶⁾ قبل أن ينتقل الى تونس ويبدو أنه كانت له علاقات سابقة بغومة وقد يكون هو الذي ساعده على الفرار من مكان أسره في طربزون⁽²⁷⁾ وليس هذا مستبعدا من قبل هذا الرجل الغريب الأطوار : فقد كان " يتكلم العربية بل يحسنها نطقا وكتابة ويستشهد بآيات قرآنية وأحاديث نبوية ، جال في أقطار المغرب وركض في كل ميدان وهباً مع كل ريح " كما يقول أحمد بن أبي الضياف الذي يتحدث أيضا عن علاقته الحميمة بمحمد باي وتأثيره الكبير عليه⁽²⁸⁾ .

وقد أدت علاقة غومة بليون روش الى النتائج التالية :

* السماح لغومة باللجوء الى تونس : " أتى الوطن التونسي ونزل أطرافه من جهة الأعراض وكاتب البايع ليقبله أو يشفع فيه عند الدولة

ROCHES (Léon) : Diplomate français, né à Grenoble en 1809. Secrétaire d'Abdelkader, (26) interprète militaire, 1839; interprète principal, 1841; secrétaire février, 1846; consul à Trieste nov.1849; consul général à Tripoli de Barbarie mai 1852; consul général et chargé d'affaires à Tunis, 1er juillet 1855; ministre plémpotentiaire au Japon, 7 octobre 1863 ; GANIAGE (Jean) : *Les origines du Protectorat Français en Tunisie* (1861-1881). P.U.F. Paris 1959. Réédité par M.T.E., Tunis, 1968, pp. 598; 599.

(27) ا.و.ت. ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 14 ، رشيد كاهية الأعراض الى مصطفى حزندار ، 13 جمادى الاولى 1273 / 9 جانفي 1857 .

(28) ابن أبي الضياف ، ج 4 ، ص 216 ، 217 .

" وترامى على الإمتزاج بهذا البايع ومدخلته تراميا يزري بمنصبه ولم يعهد بمن تقدمه وكأنه أنس ضعفا في القريحة فاستعمل الفصول في ابداء النصائح وتلويها ... " المصدر ذاته، ص 217 .

ويقول بني زيد في عريضة موجهة للبايع في جويلية 1857 : " لنا مدة 3 سنين جارت علينا العمال يعنى الخلقاوة والمشايخ بشيء لم نظنوه من حضرتكم العلية... وقصر بنا المعاش وضافت خلوق العامة والضعفاء والمساكين... " (25) .

د - مساندة ليون روش (Léon Roches) :

وهي عنصر هام حسب رأينا ، ولكن لفهمها يجب التركيز على وضع الإيالة على الساحة الدولية آنذاك واشتداد الصراع حولها بين قوى متعددة :

- الدولة العثمانية : كانت تريد إعادة نفوذها الى شمال افريقيا بعد تأكدها من عزم الدول الأوروبية على اقتسام الولايات العثمانية ، وهكذا استرجعت سنة 1835 ولاية طرابلس وقضت على آل القرامانلي الذين كانوا يحكمونها منذ سنة 1711 وربما كانت تفكر في بسط نفوذها على تونس بعد أن خسرت الجزائر نهائيا ...

- انقلتيرا : كانت تسعى الى المحافظة على الوضع القائم مع العمل على الحد من توسع فرنسا وإثبات تبعية تونس للباب العالي . كما كان لها هاجسان آخران : تأمين الطريق الى الهند وإنجاح مشروع فتح قنال السويس .

- فرنسا : كانت لها مصالح ومخططات كبرى في المنطقة خاصة منذ سنة 1830 ، فهي تريد التوسع في الصحراء والسيطرة على الطرق التجارية وإنشاء منطقة نفوذ تقع بين الجزائر وجنوب تونس وشمال طرابلس كما كانت تسعى الى اثبات استقلال تونس عن الدولة العثمانية ليسهل لها فيما بعد احتلالها .

(25) ا.و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 70 المذكورة .

ساعة من قابس بالرغم من وجود 500 صبايحي لا تستعملهم السلطة إلا
لابتزاز سكان وادي قابس المساكين... " (18) .
ويضيف : " لقد أرسل الباى سنجقا بـ 25 حانبة لقمع بني زيد
والقبض على قادة تمردهم... " (19) .
ونستخلص من كل هذا أن الجوّ كان مهياً للإنتفاضة في الأعراض
حتى قبل قدوم غومة وأتباعه .

ب - زحف عربان طرابلس :

زحف 10.000 طرابلسي على جنوب البلاد التونسية فارّين من
الجفاف والمجاعة ويبدو أن هذا الزحف الجماعي مهدّ الطريق لتحرك
غومة بما أنه سبقه بقليل . يقول أمير اللواء رشيد كاهية الأعراض الى
الباى : " في هاته المدة الفارطة قدم خلق كثير من عربان طرابلس لياالتنا
طالبين المعيشة لما حلّ بهم من الجوع ببلدهم وتفرّقوا في الجبال
والبلدان... " (20) .

ج - اشتداد الضغط الجبائي :

اشتد هذا الضغط طيلة القرن 19 للأسباب التالية :

- منع القرصنة ،
- تضاعف أهمية التجارة الصحراوية ،
- سقوط القطاعات التجارية الأخرى بين أيدي الأوروبيين
واليهود .

A. MARTEL : p. 117, note 3. (18)

Ibid. (19)

(20) أ.و.ت. ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 21 ، رشيد كاهية الأعراض الى الباى ، 23
جمادى الثانية 1273 / 18 فيفري 1857 .

- تبذيرات البايات والطبقة الحاكمة عامة .
- تفشّي الإختلاس وسوء التصرف في أموال الدولة .
- اصلاحات أحمد باي العقيمة .
- المشاركة في حرب القرم .

وقد عبّر ذلك أحسن تعبير القنصل الفرنسي بتونس دي ليسبس
(De Lesseps) إذ قال : " لم يبق أي منتج ولم تبق أية صناعة بإمكانها
تعويض ما ضاع أو ما نضب من قدرات البلاد " (21) .

إن نضوب موارد الدولة أدّى بها الى مراجعة الأداءات والترفيع فيها
المرات العديدة وخاصة سنة 1856 عندما وقع إنشاء ضريبة المجرى من
قبل محمد باي وهي ضريبة مرتفعة وقع استغلالها من قبل غومة لجمع
الأنصار والمؤيدين وذلك : " بالتنفير من أداء الإعانة بأنها جزية مضروبة
على العرب المسلمين " (22) . وقد سبق لغومة أن ثار في طرابلس ضد
ضريبة " الويركو " وضد الإحصاء العام (23) .

وما كان يثير النفوس فعلا ليس الأداء في حدّ ذاته وإنما التجاوزات
والإجحافات التي كانت ترافق عملية جمعه من قبل العمال والّلزامة ،
وهو شيء مألوف لكنه تجاوز ، فيما يبدو ، كل تصور في منطقة
الأعراض يقول ابن أبي الضياف : " ذكر لنا أن أحد اللّزامة بقابس كان
يأخذ المحصول حتى على دفن الميت من بني آدم وغير ذلك من أمثاله...
فهجم عليه بعض العامة وقتلوه بإغراء من الخاصة " (24) .

CHERIF (M.H.) : Expansion européenne et difficultés tunisiennes de 1815 à 1830, in (21)
Annales E.S.C., mai-juin 1970, p. 742.

(22) ابن أبي الضياف ج 4 ، ص 240.

(23) المصراطي ص 79 و 269.

(24) ابن أبي الضياف ج 4 ، ص 44 .

وهذا يجرنا للحديث عن مستوى آخر أو مظهر آخر من العصبية وهو الإلتواء الصقي الذي كان ظاهرة قويّة في تونس في العهد الحسيني وحتى ربّما قبله .

* الإلتواء الصقي :

وهو انتماء سياسي ليس له بالضرورة ارتباط بعلاقات القرابة أو النسب ومن المعروف أنه هناك صفّان : صف يوسف وصف شدّاد وهي أشياء معروفة لكن من المهم ملاحظة أن هذا التقسيم بين يوسف وشدّاد تجاوز الحدود التونسية ليصل الى قبائل الجزائر وطرابلس تحت تسميات مختلفة مثل بن قانة وبوعكاز والفوقي والبحاري⁽¹³⁾ .

من ذلك أن بني زيد والمحاميد - وهذا الذي يهمنا ، كانوا ينتمون لصف واحد هو صف شدّاد الذي كان يمثل في أذهان الناس نوعا من المناهضة للسلطة القائمة آنذاك أو " جبهة رفض " إن صحّ التعبير وقد سبق لبني زيد أن اقتبلوا عندهم في عهد علي باي الثاني أحد أحفاد علي باشا وهو اسماعيل بن يونس بن علي باشا الذي التجأ اليهم بعد أن كان مختبئا عند محاميد طرابلس^{(13) مكرر} .

من كان يحركّ هذه الصفوف داخل القبائل ؟ هل هم العامة أم الخاصة ؟

من خلال وثائقنا يبدو أن القادة هم الذين كانوا يحركون هذه النعرات ويذكون جذوتها ، وقد قال محمد خزندار : " لا عصبية إلاّ

(13) MARTEL (A) : Pouvoirs étatiques et société bédouine, l'équilibre des çoffs et la non émergence des élites tribales dans le Maghreb Oriental au XIX siècle , in Actes du Congres : Elites et pouvoir dans le monde arabe pendant la période moderne et contemporaine CERES, Série Histoire n° 5, Tunis, 1992, p. 200.

(13) مكرر) ابن عبد العزيز (حمودة) ، الكتاب الباشي تحقيق محمد ماضور ، الدار التونسية للنشر 1970 ، الجزء الاول ، ص 48 - 50 ، 52 - 53 .

بالرؤساء " (14) . وقال في مكان آخر : " ومازلنا بهم حتى حصل⁽¹⁵⁾ ما يزيد عن 23 من أكابرهم (بني زيد) الذين عليهم الحل والعقد... " (16) .

وقال أيضا : " إن أكابر بني زيد ورؤساءهم في قبضته (غومة) في حين أن الأذئاب تبّع لهم لا يقدرّون على مخالفتهم " (17) .

وهو كلام يدحض فكرة " الديمقراطية القبلية" التي يتحدث عنها بعض الباحثين فالسلطة كانت بيد الأعيان وهؤلاء هم الذين يجمعون " الميعاد " ويتحكمون في قراراته .

2 . الأسباب الظرفية :

أ . سنوات الجفاف والجذب والأوبئة :

عرف الجنوب التونسي في أواسط القرن الماضي سنوات متتالية من الجفاف أضرتّ بالإنسان والحيوان على السواء فانتشرت المجاعات والأوبئة ومات بسبب ذلك خلق كثير خاصة بعد أن انتشر بالأعراض وباء الكوليرا آتيا من طرابلس كما هلكت أغنام بني زيد بأعداد كبيرة في نفس الفترة فدخلوا في حالة اضطراب وتملل حتى قبل وصول غومة اليهم ، فانخرم الأمن وبدأت تعمّ الفوضى . يقول النائب القنصلي بقابس جانينو مّتيي (Janino Mattei) سنة 1853 " إن الأمن منعدم على بعد

(14) أ.و.ت. المصدر ذاته ، ص 184 ، م 1022 ، وثيقة 23 ، محمد خزندار الى الباي ، 20 صفر 1274 / 10 أكتوبر 1857 .

(15) أي قبضنا عليهم .

(16) أ.و.ت. المصدر ذاته ، وثيقة 19 ، محمد خزندار الى الباي 15 صفر 1274 / 5 أكتوبر 1857 .

(17) أ.و.ت. المصدر ذاته ، وثيقة 7 ، محمد خزندار الى الباي 23 محرم 1274 / 13 سبتمبر 1857 .

إن التركيز على هذا الإنتماء نجده في مواقع عديدة ويجيء تارة على لسان غومة وتارة على لسان حلفائه التونسيين ، يقول غومة مثلا في إحدى رسائله : " نحن رؤوس العروبة نعرفوا قيمة السلطة ونعطوها كارها ولا نرضو عمالة بدون حاكم ، للترك لغة وللعرب لغة..." (6) .

ونجد في رسالة بعث بها خليفة وطن شداد الى غومة " الى غومة بن خليفة وكافة ميعاد المحاميد والعرب" (7) وفي رسالة أخرى : " وعلى ما هو خارج على السنة الناس فإن غومة من أحرار العرب" (8) .

وهذا التركيز على الإنتماء العربي فيه معاداة واضحة للأتراك بحيث يمكن اعتباره بشئ من التجاوز نواة لوعي " قومي " عربي سيظهر فيما بعد بصفة أكثر جلاء خاصة في الشام والحجاز (ثورة حسين شريف مكة إبان الحرب العالمية الأولى) (8 معر) يقول غومة : " نحن لا نرضى عمالة بلا حاكم ، أما حاكم تركي يجيء ما يعرف للناس قدر ، فهذا ما نرفضه..." (9) .

وفي الحقيقة فإن غومة اتخذ هذا الموقف لأن عائلته فقدت الكثير

(6) الأرشيف الوطني التونسي (أ.و.ت) السلسلة التاريخية ، انتفاضة غومة الحمودي ، صندوق 184 ملف 1020 ، وثيقة 2 ، غومة الى محمد باي ، 10 ذي القعدة 1271/25 جويلية 1855 .

(7) المصدر ذاته ، وثيقة 52 ، سنة 1857/1273 .

(8) أ.و.ت. ص 184 ، م 1022 وثيقة 6 ، محمد خزندار الى مصطفى خزندار ، 23 محرم 1274 / 12 أوت 1857 .

(8 مكرر) Voir CHERIF (Mohamed Hédi) : Les mouvements paysans en Tunisie, in *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, n° 30, 2me sem. 1980; p. 36.

FERAUD (Charles) : *Annales Tripolitaines*. Lib. Tournier, Tunis, Lib. Vaubert; Paris, 1927, p. 412. L'auteur dit de Ghouma qu'il était " le dernier représentant de la nationalité arabe dans le Régence de Tripoli " p. 42.

(9) أ.و.ت. : ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 2 ، المذكورة .

من امتيازاتها بعد استرجاع العثمانيين لولاية طرابلس وسقوط عائلة القرامانلي التي كانت معروفة بحسن علاقاتها مع القبائل العربية في تلك الولاية .

لكن عامل الإنتماء للأصل العربي لا يفسر كل شيء بدليل أن قبائل عربية أخرى رفضت التحالف مع غومة بل قاومتها وتحالفت مع أعدائه (مثل الهمامة ونفات والمرازيق...) ، بدون أن ننسى ما ذكرناه سابقا من أن المحاميد أنفسهم كانوا منقسمين الى فريقين متنافرين .

إذن هناك عوامل أخرى أو عامل آخر على الأقل أشار اليه ابن خلدون عند حديثه عن العصبية ، وهو عامل النسب الذي يجعل من العصبية عصبية وتصبح هناك مستويات للعصبية : مستويات تتدرج من الضعف نحو القوة ، كلما كان النسب أقرب ، يقول ابن خلدون : " اعلم أن كل حيّ أو بطن من القبائل وإن كانوا عصابة واحدة لنسبهم العام ففيهم أيضا عصبية أخرى لأنساب خاصة هي أشد التحاما من النسب العام ... والنصرة في النسب الخاص أشد والرياسة إنما تكون في نصاب واحد منهم ولا تكون في الكل" (10) .

وعندما نتعمق في هذا الكلام نجد أنه ينطبق تماما على بني زيد الذين هم أقرباء بالنسب للمحاميد ويرى أندري مرتال (André Martel) أن القبيلتين إنما هما في الحقيقة فرعان لقبيلة واحدة (11) ويقول بني زيد عن غومة : " هو خونا ومن صفنا " أو " هو صف لنا " (12) .

(10) المقدمة ، ص 230 .

(11) MARTEL (André) : *Les Confins Saharo-tripolitains de la Tunisie 1881-1911*. P.U.F. Paris 1965, t.1, p. 615 - s. q.

(12) أ.و.ت. ص 184 ، م 1020 ، وثيقة 70 ، ميعاد بني زيد الى محمد باي ، 17 ذو القعدة 1273/9 جويلية 1857 .

فنهض أحمد باي بنفسه يجرّ وراءه عرمرما من العسكر النظامي والطبجيّة بمدافعهم وعسكر الخيالة والخوانب والصبايحية من تونس وغيرها من الأوجاق... " (3) .

ب - أسباب لها علاقة بالعصبيّة :

لا بدّ هنا من الإشارة الى التوضيحات التالية :

- العصبيّة استعملتها هنا بالمعنى الخلدوني لهذا المصطلح أي عنيت بها التآزر والتلاحم بين أفراد القبيلة أمام الخطر أو الإعتداء الخارجى أي " النعرة على ذوى القربى وأهل الأرحام أن ينالهم ضيم أو تصيبهم هلكة ، فإن القريب يجد في نفسه غضاضة من ظلم قريبه أو العداة عليه ، ويودّ لو يحول بينه وبين ما يصله من المعاطب والمهالك ، نزعة طبيعية في البشر مذ كانوا " (4) .

رگزت على هذه العصبيّة لأنها تفسّر الى حد كبير ، حسب رأيي ، قيام التحالفات وانحلالها كما أنها تفسّر ديمومة الإنتفاضة والوسائل التي استعملت للقضاء عليها ، وهي ، على كل حال ، العامل الوحيد الذي يذكره بنى زيد كما سنرى لتبرير تمردهم وليس مثالا عدالة القضية أو شرعية المطالب (إن كانت هناك مطالب) (5) .

(3) ابن ابي الضياف (أحمد) : الخفاف أهل الزمان بأخبار ملوك تونس وعهد الامان الدار التونسية للنشر ، تونس ، 1989 ، ص 44 .

(4) ابن خلدون (عبد الرحمان) : المقدمة ، دار الكتاب اللبناني ، بيروت ، 1979 ، ص 225 .

(5) لم تكن عند غومة مطالب واضحة باستثناء ربّما تخفيف الجابي ويبدو أنه كان يريد بالاساس استرداد ملك أجداده في الجبل الغربى، انظر أسفله .

عندما نركّز على العصبيّة نجد أنفسنا بالضرورة قريين من رؤية أصحاب النظرية الانقسامية (théorie de la segmentarité) التي تنطبق الى حد كبير على ما سأقوله، ولكنني أريد قبل ذلك الإشارة إلى ما يلي :

- إن هذه النظرية تبالغ في حديثها عن التضامن الآلي (solidarité mécanique) الذي يقع بين أفراد القبيلة باعتبار أن هذا التضامن لا يظهر في كل الحالات وكثيرا ما تنقسم القبيلة على نفسها وتصبح العصبيّة عصبيّات ونجد مثالا لذلك عند المحاميد أنفسهم الذين ينقسمون الى محاميد شرقيين ومحاميد غربيين (أو محاميد المرموري وهم أنصار غرمة) .

- إن هذه النظرية تنطبق أساسا على القبائل البدائية أي أنها تصلح في علم الانترولوجيا ولا تنطبق دائما على المجتمعات المغربية التي بلغت في فترتنا مستوى آخر من التطور .

- إن العصبيّة بين القبائل التونسية في القرن 19 تخضع في فتورها وتأججها لتأثير عوامل أخرى غير علاقات القرابة والنسب وهي عوامل اقتصادية واجتماعية وسياسية لا بدّ من أخذها بعين الإعتبار ليكون التفسير أشمل وهو ما سأحاول القيام به فيما يلي عند حديثي عن أسباب التحالف الذي قام بين محاميد غومة وبنى زيد أساسا .

إذن ما هي أسباب هذا التحالف ؟

* العوامل العرقية والأثنيّة .

وتنقسم بدورها الى قسمين :

< الأصل العربى الواحد :

المحاميد وبنى زيد ينتمون أو يعتقدون أنهم ينتمون الى أصل واحد هو الأصل العربى وأنهم ينحدرون من بنى سليم .

وانضمت اليه قبائل وقرى من الجنوب التونسي - أساسا بني زيد وبعض المجموعات القروية في نفزاوة ومطماطة - وقام في البلاد بسبب ذلك تمرد " أفضّ مضجع محمد باي مدة تزيد عن السنتين (1856 . 1858) .

- هي أهم منطقة من الناحية الجبائية : 22.000 رقة تدفع المجبي سنة 1860 أي تقريبا 100.000 نسمة في الجملة أي أكثر من 1/10 السكان ! (1 مكرر) .

- تضمّ هذه المنطقة قبائل صحراوية أو شبه صحراوية عديدة (مثل بني زيد والحزم والقعود والمرازيق ...) ، تعودت على الإستقلال وعدم الإعتراف - أو الإعتراف عن مفض - بالسلطة المركزية وكانت تعيش من غزو بعضها البعض أو من الهجوم على القبائل الجزائرية والطرابلسية المجاورة . يقول Pellissier في ذلك سنة 1843 : " إن قبائل الأعراض هي غالبا في حالة حرب فيما بينها ، وهناك أحقاد دفيئة حتى بين القرى المتجاورة مثل جارة والمنزل ... إن لإسم الأعراض نفسه دلالات عديدة فهو يعني الفتق والمعارضة ... إن ورغمة وبني زيد يتنازعان المنطقة بصفة رئيسية وعند زيارتي لها كانت الحرب على أشدها بين هاتين القبيلتين وقد حاولت التوفيق بينهما وكدت أجح في ذلك ... " (2) .

لكل هاته الأسباب حرص البايات الحسينيون على إحكام سيطرتهم على هذه المنطقة الشاسعة فبعد أن كانوا يستعملون الصراعات بين الصفوف لتحقيق ذلك ، أصبحوا يجهزون الجيوش القوية لنفس الغرض وهذا ما وقع عندما ظهرت سنة 1840 " بوارق عصيان بجهة الأعراض "

(1 مكرر) GANIAGE (Jean) : La population de la Tunisie vers 1860. Essai d'évaluation d'après les registres fiscaux, in *Etudes Maghrébines* .

Mélanges Ch. a. Julien, Paris P.U.F., 1964, p. 189.

(2) PELLISSIER (E) : *Description de la Régence de Tunis*, Imprimerie Impériale, Paris, 1853, p.p. 170, 171.

انضمت اليه قبائل وقرى من الجنوب التونسي - أساسا بني زيد وبعض المجموعات القروية في نفزاوة ومطماطة - وقام في البلاد بسبب ذلك تمرد " أفضّ مضجع محمد باي مدة تزيد عن السنتين (1856 . 1858) .

إنّ السؤال الذي بحثت له عن جواب هو لماذا قام هذا التحالف بين " الطرابلسيين " و " التونسيين " ؟ وما هي مقوماته ؟ هل هي عوامل اقتصادية أم سياسية أم عوامل أخرى ؟

عندما جمعت المعلومات حول هذا الموضوع لاحظت أنها تخوم كلها حول محورين أساسيين هما العصبية والتبعية : العصبية بين القبائل والعروش المتحالفة والتبعية للخارج أي للدول الأوروبية التي تدخلت في هذه الإنتفاضة بصفة مباشرة في إطار تنافسها على ترسيخ نفوذها ليس في الإيالة التونسية فحسب بل أيضا في كامل شمال افريقيا .

I - أسباب التحالف بين غومة الحمودي وبعض سكان منطقة الأعراض :

1 - الأسباب الهيكلية :

أ - الإستعداد الدائم للتمرد عند بني زيد خاصة وفي الأعراض عامة .

لهم هذه الناحية يجب التذكير بخصوصيات هاته المنطقة :

- هي منطقة تخوم شاسعة : أكثر من 1/3 مساحة البلاد الجميلية ، وقد ازدادت أهميتها في الثلث الأول من القرن 19 بعد احتلال الجزائر

غومة المحمودي بين العصية والتبعية (1856 . 1858)

تجدد الإشارة في البدء الى أنني سوف لن أتحدث في هذا العمل إلاّ عن القسم التونسي لانتفاضة غومة المحمودي باعتبار أن القسم الطرابلسي منها حظي ببعض الدراسات من قبل الباحثين والمؤرخين الليبيين⁽¹⁾.

غومة المحمودي متمرد من الجبل الغربي في إيالة طرابلس قام بعدة تحركات ضد السلطة العثمانية في الأربعينات والخمسينات من القرن التاسع عشر فنفي الى مدينة طربزون (Trébizonde) على البحر الأسود شرق البلاد التركية ، لكنّه فرّ من هناك وعاد الى موطنه ليحرّك المحاميد من جديد لكنّه انهزم فالتجأ في فيفري 1856 الى البلاد التونسية أين

(1) انظر خاصة :

- المصراطي (علي مصطفى) ، غومة فارس الصحراء . مكتبة الفرجاني ، طرابلس ، 1960 .
- الطوير (محمد امحمد) ، مقاومة الشيخ غومة المحمودي للحكم العثماني في إيالة طرابلس الغرب مركز دراسة جهاد الليبيين ضد الغزو الإيطالي . طرابلس ، 1988 .

لتحليلها ودرسها ولشرح ظروفها وتطوراتها ، وأشكالها ونوعياتها ،
ولنقارن بين الواقع المعيش والصورة زمن حدوثها وفي يومنا هذا .

عبد القادر المهيري
رئيس جامعة تونس الأولى

وقد حرص المعهد منذ أن استكمل تنظيم هياكله على جمع مصادر
تاريخنا المعاصر . فواصل تصوير المحفوظ منها في خزائن الوثائق
الفرنسية ، حتى تضاف الى تلك التي توفرها خزانة الوثائق التونسية ،
وتكتمل بذلك الشّروط الضرورية لكتابة تاريخنا . وأملنا أن تُنجز كذلك
مشاريع المعهد في استنساخ وجلب المصادر الأخرى التي توجد بخزائن
الوثائق في مختلف البلدان المتوسّطية التي كانت على اتصال دائم ببلادنا .

ولم يكتف المعهد بمواصلة هذا العمل الذي شُرع فيه منذ أن أعدت
وزارة التربية والعلوم برنامجا قوميا لدراسة تاريخ الحركة الوطنية ، في
مستهلّ العشريّة الفارطة ، بل حرص على إضافة نوع آخر من المصادر
قد انتبه المؤرخون الى أهميته وهو التاريخ الشفوي . فسارع بتسجيل
ودراسة شهادات وذكريات المناضلين أطال الله في أعمارهم .

وإني كذلك لمرتاح لعناية باحثي المعهد بمواقع الذّكرة التاريخية التي
يجب أن نحرص على التعريف بها تخليدا لكفاح شعبنا ولأيام تاريخنا
المعاصر .

* * * * *

قلنا أن كفاح تونس زمن الاستعمار قد تعدّدت مجالاته وتعاقبت
تطوّراته . وقد وقع الاختيار في هذا الملتقى على حركات الكفاح المسلّح
الذي انطلق سنة 1881 عندما تصدّت القبائل لاحتلال الجيش الفرنسي ،
وبرز خاصة في مقاومة صفاقس وقابس ، وفي نشاط قرى الساحل
بمعاودة الجنود الذين فروا من جيش الباي . ثم اتخذت بعد ذلك المقاومة
المسلّحة أشكالا عديدة حتى توجّجت سنة 1952 بالمعركة الحاسمة التي
استأثرت باهتمام عدة بحوث في هذا الملتقى . فالفرصة متاحة لكشف
النّقاب عن الأحداث التي جدّت في المدن والقرى ، وفي الأرياف والجبال

كلمة الافتتاح

السادة المناضلون ،
ضيوفنا الكرام ،
سيّداتي ، سادتي ،

في 16 أفريل 1990 أقر الأمر عدد 90 - 633 إنشاء المعهد الأعلى لتاريخ الحركة الوطنية ، ووضع الأسس التي انبنى عليها نظامه العلمي والإداري . وإن حرص سيادة رئيس الجمهورية على تأسيس هذا المعهد لدليل واضح على مدى عناية سيادته واهتمامه البالغ بالبحث التاريخي بصفة عامة ، وخصوصا بفترة حاسمة في تاريخنا المعاصر ، ألا وهي فترة الاستعمار وفرض الحكم الأجنبي على بلادنا ، وفترة الصمود والمقاومة ، صمود شعب قد استرجع وعيه الوطني والحضاري ، فاستعد لمواجهة الفرنسة بجميع ألوانها ، وأعدّ العدة لخوض كفاح طويل مرير ، تعدّدت مجالاته السياسية والاقتصادية والاجتماعية والتعليمية والثقافية ، وتوالت تطوّراته ، من يوم أن دخل بلادنا جيش الاحتلال وانتصبت الحماية إلى يوم الاستقلال واسترجاع السيادة المغتصبة .

والقضايا التي تتعلق بتاريخ الحركة الوطنية وإدراجها في إطار التاريخ المعاصر .

وقد قام المعهد بإعداد محاور للبحث جعلها مواضيع للندوات التي التأمّت طيلة السنتين الأخيرتين . ففي سنة 1991 - 1992 ، انتظمت سلسلة من المحاضرات حول الحركة الإصلاحية بتونس . وفي سنة 1992 - 1993 نُظمت لقاءات الأربعاء التي بحثت قضايا منهجية حول استغلال الروايات الشفوية والوثائق السمعية والبصرية ؛ وندوات حول تاريخ تونس في فترة بين الحربين ؛ وندوة أخرى حول أحداث جانفي 1952 كما رواها شهود عيان . وكذلك ندوة حول تأسيس الاتحاد العام لطلبة تونس .

واغتنم المعهد فرصة ذكرى حوادث 9 أفريل 1938 لتنظيم لقاء حول واقع كتابة التاريخ الوطني ، كما اغتنم فرصة ذكرى وفاة المنصف باي في المنفى لتنظيم لقاء آخر حول فترة حكمه . وستُنشر أعمال هذه اللقاءات ، كما سيصدر قريبا بحث مشترك بين معهدنا ومركز الدراسات والتوثيق حول المرأة يتناول موضوع السير الذاتية لنساء تونسيات نشطن في مختلف ميادين الحياة العامة ، وخاصة في ميدان النضال الوطني من 1920 الى 1960 .

وعلاوة على النشريات الخاصة بكل وحدة من وحداته - على منوال نشرية " وثائق " الصادرة عن وحدة الأرشيف - ينوي المعهد كذلك إصدار مجلة علمية مختصة في تاريخ تونس المعاصر بصفة عامة ، وتاريخ الحركة الوطنية بصفة خاصة ، وقد اخترنا لها عنوان " روافد " . وتتمنى أن تكون هذه المجلة مفتوحة لذوي الاختصاص في تونس وخارجها ، ومكان تلاقى وتبادل علمي ونقاش بين الباحثين .

* * * * *

إن مجالات تاريخ الحركة الوطنية عديدة ومتنوعة ، ومرتبطة ارتباطا متينا بكافة مجالات التاريخ المعاصر . والمعهد يروم الإلمام بها ويسعى لإنجاز ما أمكن من البحوث في ميادينها المختلفة ، حسب الأولويات المتاحة . وهو في كل الحالات يسعى الى التقيّد بالتّوق الى المعرفة التاريخية الموضوعية ، لعلّه بذلك يساهم في رفع ما قد يكون من لبس تعلّق بالأذهان في شأن تاريخ الحركة الوطنية . وهو مع ذلك يحرص على صيانة وترسيخ شعور الانتماء والاعتزاز بالوطن ، وحسن اعتبار وتقييم محصول وتأثير جميع فترات ومراحل تاريخنا المعاصر في كافة مجالات الحياة ، وتقدير إسهامات هذه الفترات والمراحل في بلورة حضارة بلادنا ومصيرها .

عمار الهجوبي

مدير المعهد الأعلى لتاريخ الحركة الوطنية

لعله يعيدها الى الأذهان وينشر ذكرها في أوساط الباحثين والمواطنين على نطاق واسع .

وهكذا أحدثت داخل المعهد وحدة مختصة ، مهمتها إحصاء فضاءات الذاكرة الوطنية في العهد المعاصر ودراستها وتقديم مقترحات في ضرورة صيانتها وترميمها ، وربما تحويلها الى متاحف .

- فتمّ إحصاء ما يزيد عن 200 موقع بتونس العاصمة وخارجها .
ولجميعها ارتباط وثيق بتاريخ تونس المعاصر كمقرات الأحزاب ، والمنظمات النقابية والمهنية ، والجمعيات الثقافية ، والصحف ، والمؤسسات المدرسية ، وغيرها ...

- وقد أنجزت الوحدة العدد الأول من نشرية " فضاءات الذاكرة " الذي سيصدر في الأيام القليلة القادمة ، وهو يقدم أربعة نماذج من الدراسات إذ وقع الاختيار في هذا العدد على :

- قصور المحمدية (في عهد أحمد باي)
- عسكر زوارة
- مقبرة الزلاج
- الترامواي .

ونلاحظ هنا أن فضاءات الذاكرة قد تناولها الباحثون بمعناها الشامل أي أنها شملت ، كما هو متفق عليه في الدراسات الحديثة، وإضافة الى الفضاءات والبنائات ، معالم أو مفاهيم رمزية ميّزت الذاكرة الجماعية ورسخت بها (مثل عسكر زوارة ، أو العلم الوطني ، أو الدستور) .

رابعا : الدراسات والبحوث

أحدثت هذه الوحدة لتضطلع بجانب هام بل رئيسي في نشاط المعهد ، وهو إعداد محاور البحث وآلياته وطرح مختلف الإشكاليات

وبالعلاقة بين الباي والأحزاب ، وبمختلف شرائح المجتمع ، وبمختلف التنظيمات النقابية والفلاحية والصناعية والتجارية والمالية والنسائية والكشافية والرياضية ، وبالأقلية اليهودية وحتى بالروس البيض الذين حلّوا بتونس بعد الثورة الشيوعية . وكل ذلك بقطع النظر عن الانتماءات المختلفة ، وباعتبار جميع الإسهامات مهما تنوعت واختلفت وتطوّرت في كل فترة من فترات تاريخنا القريب . كما لم يقتصر جمع الشهادات والروايات على العاصمة ، بل انتقل كذلك الى مدن وأرياف بلادنا ، من بنزرت وقلبية وتزرقة الى المهديّة وقرقنة وحامّة قابس ، ومن الساحل الى برقو والمكناسي وسليانة . وقد أولينا أهمية خاصة بشهادات المناضلين الذين عملوا في الحقل السياسي أو النقابي أو الثقافي ، أو انخرطوا في الكفاح المسلّح .

ويعتزم المعهد أيضا تنظيم ندوات علمية حول كيفية التعامل مع هذه الشهادات واستغلالها الاستغلال العلمي الأمثل لكتابة التاريخ .

ثالثا : مواقع وفضاءات الذاكرة الوطنية

إن تاريخ الأوطان يتجسّم أيضا في مواقع وفضاءات ومعالم ورموز تاريخية قد رسخت في الذاكرة الجماعية ، وارتبطت بأحداث خطيرة أو بمآثر هامة ، أو بشخصيات بارزة كان لها تأثير على مجرى الأمور وتطورها . ولذلك كان لا بدّ لنا من الاهتمام بهذه الناحية وإيلائها المنزلة التي هي بها جديرة ، بما تقوم به البلدان المتقدّمة حيث يعنى بمواقع الذاكرة القومية سواء في المجال الوطني أو الثقافي أو الاقتصادي أو الاجتماعي ، وحيث تتحول هذه المواقع والفضاءات أحيانا الى متاحف ، فتُحفظ وتُرسّخ الانتماء والاعتزاز بالأوطان . ولا بدّ للمعهد أن يُنبّه الى ذلك . وهو يقوم بدرس المآثر والمعالم التي لها صلة بالمنعرجات المصيرية،

ويتناول المحور الثالث قراءات الباحثين في أحداث المقاومة وفي تطوّر تصوّراتها ، سواء في تونس أو في الجزائر أو في ليبيا ، بينما يهتم المحور الرابع والأخير بالتفاعلات والمقارنات بين الحركات المسلّحة في بلدان المغرب العربي وفي الفياتنام .

وإني أستسمحكم ، بعد هذا الاستعراض السّريع لأعمال ملتقانا ، في تقديم العمل الذي أنجزه المعهد بعد الملتقى السادس الذي التأم سنة 1991 .

لقد حرصنا بعد الفترة القصيرة التي استغرقتها تركيز الهياكل وتحديد مجالات النشاط على بلوغ الأهداف التي ضبطت لنجاح البحث التاريخي في سائر مجالات الحركة الوطنية التونسية ، سواء كانت سياسية أو ثقافية ، اقتصادية أو اجتماعية . فشملت أعمالنا الميادين التالية :

أولا : أرشيف تاريخنا المعاصر

واصل المعهد في هذا الميدان المهمة التي اضطلع بها من قبله " البرنامج الوطني للبحث حول تاريخ الحركة الوطنية " ، وهي مهمة تبدأ باستنساخ الوثائق المتعلقة بتاريخنا المعاصر والمحفوظة في خزائن الأرشيف الفرنسي ، ثم جلبها في شكل ميكروفيلم الى المعهد ، حيث يتكفل الباحثون بفهرستها ووضعها في متناول الباحثين بقاعة مجهزة بالآلات الضرورية لقراءتها . كما يضطلع باحثوا وحدة الدراسات الأرشيفية بإعداد وإصدار نشرية " وثائق " ، حيث تُدوّن معطيات ضافية عن الوثائق المصوّرة التي وصلت الى المعهد خلال السنة ، ثم يقع الاختيار على نماذج من بينها وعلى أهم محاورها ليُتناول بالتحليل والدّرس .

وقد وصلت الى المعهد الى حدّ الآن 2.457 بكرة (bobines) من " الميكروفلم " ، ويعني ذلك أننا جمعنا ما يقابل 4.658 صندوق من

الوثائق المحفوظة ، سواء في وزارة الخارجية الفرنسية ، أو في قصر فنسان (Vincennes) ، أو في مدينتي نانت (Nantes) وأكس (Aix) . وقد تردّد على المعهد للاطلاع عليها مئات من الباحثين والطلبة ، لإعداد دراساتهم وبحوثهم . كما صدر في موفى سنة 1992 العدد السادس عشر من مجلة " وثائق " ، مهتمّا خاصة بالمعطيات التي تضمّنتها خزائن الأرشيف الفرنسية في موضوع القبائل التونسية .

وبينما أوشك العدد السابع عشر من مجلة " وثائق " على الصّدور ، مهتمّا على وجه الخصوص بتاريخ الإدارة التونسية ، أنهى الباحثون إعداد مواد العدد الثامن عشر ، وقد وقع الاختيار في هذه المرّة على تاريخ المدن .

ثانيا : التاريخ الشفوي

تضطلع إحدى وحدات المعهد بجمع وتحليل ودراسة الشهادات والروايات الشفوية . والهدف المرسوم هو جمع كافّة المعطيات التاريخية التي لازالت عالقة بذاكرة المناضلين . وأهمية الشهادات والروايات الشفوية للأحداث لا تخفى على الباحثين في التاريخ المعاصر الذي يستطيع بفضلها سدّ ثغرات الوثائق المكتوبة ومقارنة معطياتها ومقارعتها . وهي رغم شخصيتها وملابساتها وصعوبات تحليلها جديرة بكل عناية ، إذا اعتبرنا خصائص المكتوب ونقائصه ، وصدور الأوفر منه عن سلط الحماية أو عن الأوساط الوطنية المسيرة ، دون غيرها من الأوساط الشعبية أو المهتمّشة .

وقد استطاع الباحثان التابعان الى هذه الوحدة ، بعد اكتمال التجهيزات لضمان جودة التسجيل ودوامه ، جمع ما يناهز 150 شهادة وحرصا أيضا على أن يكون المنظور شاملا ، فأخذت شهادة السياسي والنقابي ، ورجل الأعمال والفلاح ، ورجل الدين ورجل التعليم ، والمثقف والمثقف ، والأممي والامية . وتعلّق الاهتمام بالسياسة وبالكفاح المسلّح ،

كلمة الترحيب

السيد رئيس جامعة تونس الأولى ،
السادة المناضلون ،
ضيوفنا الكرام ،
زملائي ،

مرحبا بكم في هذا الملتقى السابع الذي يلتئم في الموعد المحدد له ويهتم كأسلافه بتاريخ الحركة الوطنية ، وهو الملتقى الثاني بعد تأسيس معهدنا في جويلية 1990 . وقد وقع اختيار اللجنة التي تكفلت بإعادة وتنظيم أعماله على موضوع طالما رغب المناضلون في أن يحظى باهتمام الباحثين ، وهو تاريخ الحركات المسلحة بالبلاد التونسية .

تتوزع الإسهامات العلمية في ملتقانا بين أربعة محاور . فيقدم الباحثون في محور المصادر ووثائق شفوية أدلى بها مناضلون من الوطن القبلي ومن الجنوب التونسي ومن الجزائر ، ووثائق مكتوبة عسكرية عن حرب التحرير الجزائرية . ثم يتحول الاهتمام الى أشكال المقاومة ومراكزها ونوعيتها ، في مختلف فترات تاريخنا المعاصر منذ القرن التاسع عشر ، سواء كانت هذه الحركات في الريف أو في المدن .

محتويات القسم العربي

- كلمة الترحيب للسيد عمار المحجوبي ، مدير المعهد... ص 5
- كلمة الافتتاح للسيد عبد القادر المهيري ، رئيس
جامعة تونس الأولى ص 13
- غومة المحمودي بين العصبية والتبعية (1856 - 1858) ص 17
عبد الهجيد كريم
- المقاومة المسلحة في تونس خلال القرنين التاسع عشر
والعشرين مثال : قبيلة بني زيد (جهة الأعراض) ص 43
محمد فريفة
- الحركات السرية بتونس : الهلال والهلال الأسود
(1945 - 1947) ص 67
خالد عبيد
- في ظاهرة العنف الطائفي : الطلبة الزيتونيون في
فترة المقاومة العنيفة (1952 - 1954) ص 81
محمد ضيف الله
- أصدقاء المقاومة المسلحة التونسية ضد الاحتلال في
الصحافة المصرية (1945 - 1956) ص 97
حمد الله مصطفى حسن

إن الآراء والأفكار الواردة في هذه المقالات
لا تلزم إلا أصحابها .

جامعة تونس الأولى

منشورات المعهد الأعلى لتاريخ الحركة الوطنية

أعمال الندوة الدولية السابعة حول

**المقاومة المسلحة في تونس
في القرنين التاسع عشر والعشرين**

المنعقدة أيام 18 و 19 و 20 نوفمبر 1993

بنزل الدبلوماسي

تونس

جمع النصوص وأعدّها للطبع كل من وحدة فضاءات الذاكرة والمتاحف

ووحدة الدراسات والبحوث الأرشيفية

تنسيق : الهادي جلاب

تونس 1995